

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°473

AOUT 2024

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 €— Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire

- **TURQUIE : ACCORD DE « COOPÉRATION MILITAIRE RENFORCÉE » AVEC L'IRAK**
- **IRAK : COMMÉMORATION DU 10^e ANNIVERSAIRE DU GÉNOCIDE DES YÉZIDIS**
- **IRAN : AU MOINS 345 PERSONNES EXÉCUTEES EN 2024, SELON L'ONU**
- **SYRIE : LE RAPROCHEMENT TURCO-SYRIEN PROGRESSE**

TURQUIE : ACCORD DE « COOPÉRATION MILITAIRE RENFORCÉE » AVEC L'IRAK

La Turquie a annoncé le 15 août la signature d'un accord de coopération militaire renforcée à l'issue d'une réunion à huis clos à Ankara entre son ministre des Affaires étrangères Hakan Fidan et son homologue irakien Fuad Hussein.

« Nous allons porter notre coopération au plus haut niveau grâce aux centres de commandement et d'entraînement communs inclus dans notre accord » a déclaré le ministre turc qui a affirmé qu'un

« centre conjoint de coordination sécuritaire est en cours de création à Bagdad » et que, parallèlement « un centre conjoint de formation et de coopération est formé à Bashiqa » près de Mossoul.

Lors d'une conférence de presse commune, Hakan Fidan a salué « un accord historique » et noté « une sensibilisation croissante de l'Irak sur le PKK ».

Pour le ministre irakien Fuad Hussein, « la présence d'éléments du PKK à Qandil, Mahmur et

Sindjar est un danger pour la région du Kurdistan et d'autres villes irakiennes. Elle menace aussi la société irakienne. Aussi, le gouvernement irakien a décidé d'ajouter le PKK à la liste des partis interdits » Il a précisé que « le camp de Bashiqa sera transformé en camp d'entraînement irakien, sous la responsabilité des forces armées irakiennes, et qu'une commission conjointe permanente sera installée en Turquie ». Pour le ministre irakien la motion de « sécurité » concerne également les questions de l'eau, des échanges commer-

ciaux, l'énergie, les transports et l'agriculture notamment, alors que l'utilisation des deux grands fleuves de Mésopotamie, le Tigre et l'Euphrate, qui prennent tous les deux leurs sources au Kurdistan de Turquie constitue depuis des années un sujet de tension récurrente entre les deux pays.

Cet accord de coopération militaire « renforcée » reste flou sur les conditions dans lesquelles l'armée turque sera « autorisée » à mener ses opérations terrestres et aériennes contre les camps du PKK. Reste à savoir aussi si au-delà de la création de nouvelles instances de commandement communes, cette coopération où le rôle de l'Irak ne pourrait être que mineur, aura un impact réel sur la guerre contre un PKK solidement implanté aux frontières turco-irako-iranienne avec le soutien discret mais constant de l'Iran.

L'actualité d'août en Turquie a été marquée aussi par les rododontades récurrentes du président turc contre son meilleur ennemi Netanyahu, accusé d'être « pire qu'Hitler », contre les pays occidentaux qualifiés de « complices du génocide de Gaza », contre les pays musulmans qui par leur silence coupable ne répondent pas à leur devoir de solidarité avec les Palestiniens.

Tous les moyens sont bons pour distraire l'attention d'une population en proie à la vie chère, au chômage et à une misère de plus en plus criante : Ainsi, un fait divers survenu dans un village de Diyarbakir où une petite fille de 8 ans, Narin, est portée disparue à la sortie d'une école coranique. La police et la gendarmerie déploient des moyens considérables, y compris des hélicoptères, à la recherche de la petite victime. Une recherche relayée sur toute les chaînes de télévision, commentée, comme un feuilleton à épisodes de l'été. Cela dans un pays où la justice n'a fait aucun effort pour trou-

ver les auteurs de quelques 17.000 civils kurdes tués dans des assassinats à auteurs non identifiés, perpétrés par les escadrons de la mort de la gendarmerie turque (JICEM). Ceux qui critiquent cette manipulation de l'opinion sont qualifiés par le pouvoir et ses médias de « terroristes » condamnés et emprisonnés.

L'une de ces prisonniers d'opinion est l'avocat Can Atalay, membre du Parti des Travailleurs de Turquie, qui a été déchu de son mandat de député en janvier dernier et condamné à la prison à vie pour avoir participé à des manifestations du parc Gezi à Istanbul en 2013. Il est accusé d'avoir cherché à renverser le gouvernement en participant à ces manifestations organisées par les défenseurs de l'environnement, dont beaucoup de jeunes stambouliotes. La cour constitutionnelle a décidé par deux fois sa remise en liberté mais la cour de cassation, contrôlée par l'extrême droite s'y est opposé. Le parlement était réuni le 17 août pour entendre l'arrêt de la cour constitutionnelle qui est, en droit, sans appel. Les députés d'AKP s'y sont opposés avec véhémence et provoqué une rixe violente au cours de laquelle au moins deux députés de l'opposition, un élu des Parti républicains du peuple (CHP), et une élue du Parti pro-kurde DEM ont été blésées. Les images de cette bagarre lors d'une session parlementaire retransmise en direct par de chaînes de télévision ont choqué l'opinion publique turque pourtant habituée à toutes formes de violences dans la société et sur la voie publique. (Libération du 17 août, AFP) .

La répression anti-kurde n'a pas connu de trêve estivale. Le Monde du 1^{er} août rapporte que parallèlement à ses opérations militaires contre le PKK « ces dernières semaines la police turque a mis un zèle particulier à arrêter des dizaines de Kurdes accusés d'avoir chanté des chansons favorables au

PKK ». Le 27 juillet, 18 personnes ont été arrêtées lors d'opérations de police menées dans plusieurs quartiers d'Istanbul « pour avoir partagé sur les réseaux sociaux une chanson favorable au PKK ». Onze d'entre elles ont été placées en détention provisoire. Fin juillet, « des descentes de police ont eu lieu en marge des mariages traditionnels kurdes célébrés dans l'Est du pays, dans les villes d'Agri et de Siirt notamment » indique la correspondante du Monde qui ajoute : « ces dix dernières années, la répression contre la minorité kurde, qui estimée à environ 20 millions de personnes sur une population total de 85 millions, s'est considérablement accrue, touchant avant tout ceux qui revendiquent des droits politiques et culturels. On ne compte plus les poursuites judiciaires, les condamnations, les interdictions prononcées contre les journalistes, des politiciens, des maires, des avocats, des metteurs en scène, des chanteurs stigmatisés pour leur opinion, leurs écrits ou leurs paroles ».

De son côté, la porte-parole du Parti pro-kurde DEM, Aysegul Dogan, a condamné ces arrestations comme des « actes d'intolérance envers l'identité et la culture kurde, notant une recrudescence des ces opérations policières contre les mariages kurdes à travers la Turquie en cours des derniers mois, elle a déclaré : « Le gouvernement actuel ne cache plus son hostilité à l'égard des Kurdes. Il essaie de soumettre même les mariages kurdes à l'approbation des autorités civiles cela coïncide avec d'autres crimes de haine dans les provinces kurdes de Van et de Diyarbakir où des individus non identifiés ont vandalisé des panneaux de signalisation écrits en kurde, les remplaçant par le slogan « La Turquie est turque et restera turque ».

Le président turc continue de vouloir faire taire toute voix critique, notamment au Kurdistan.

IRAK :

COMMÉMORATION DU 10^e ANNIVERSAIRE DU GÉNOCIDE DES YÉZIDIS

Le dixième anniversaire du génocide des Yézidis par les hordes de Daech, en août 2014, a été commémoré au Kurdistan ainsi que dans plusieurs villes en Europe.

L'une des plus importantes de ces commémorations a eu lieu le 3 août à Erbil, capitale du Kurdistan irakien. Plusieurs centaines de personnalités kurdes, des familles des victimes ainsi que des diplomates ont assisté à une réunion organisée par la présidence du Kurdistan dans le grand amphithéâtre de l'Université du Kurdistan. « Le génocide yézidi est un tournant dans l'histoire de l'Irak et du Kurdistan » a déclaré dans son intervention le président du Kurdistan, Nechirvan Barzani. Cette tragédie a aussi choqué la conscience universelle. « La destruction de Shingal et de ses alentours, le déplacement de plusieurs centaines de milliers d'habitants de Shingal et de sa région, restent des plaies à vif » a souligné le président qui a regretté que l'accord signé en 2020 entre Bagdad et Erbil pour normaliser la situation dans cette région et assurer le retour dans leur foyer des déplacés yézidis ne soit pas encore appliqué. « Servir le peuple de Shingal et la communauté yézidie devrait être une priorité pour nous tous ». Ce qui reste encore un vœu car 10 ans après la tragédie Shingal (Sinjar) est encore en ruines et faute d'infrastructure et de sécurité plusieurs centaines de milliers de Yézidis vivent encore dans des camps. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux ont émigré vers l'Europe, notamment vers l'Allemagne. Sur les 6417 Yézidis enlevés par Daech en 2014 le sort de 2596 demeure toujours inconnu. Il s'agit des femmes et des enfants, les hommes, eux, ont été exécutés sommairement sur place par les djihadistes.

Le 3 août, une réunion de commémoration organisée par la Fédération des associations yézidies avec le soutien de l'Institut kurde, s'est tenue à Paris, à la Mairie du 10^{ème} arrondissement. Des dignitaires religieux yézidis venus du Kurdistan, des personnalités de la diaspora kurde de plusieurs pays européens dont l'Allemagne, France, Autriche, Belgique, Pays-Bas, Suède ainsi que d'Arménie, de Géorgie, de Russie et d'Ukraine ont participé à cette réunion où des témoins ont évoqué la tragédie yézidie et ses conséquences sur la survie de la communauté. De nombreux élus, dont la Maire du 10^{ème} arrondissement, le sénateur de Paris Rémi Féraud étaient également présents. Les intervenants yézidis ont appelé la France à reconnaître le génocide yézidi, rappelant que le Parlement allemand avait, en janvier 2023, reconnu comme génocide les atrocités commises par Daech contre la communauté yézidie.

Le 4 août, c'est dans l'église Saint-Paul de Franckfort qu'a eu lieu une autre commémoration avec la participation de plusieurs députés allemands, du ministre irakien des Affaires étrangères Fuad Hussein et du ministre de l'Intérieur du Kurdistan Rébar Ahmed. Plusieurs centaines de Yézidis et des Kurdes de toutes origines et de toutes confessions ainsi que des Allemands ont pris part à cette réunion.

Les intervenants ont appelé l'Allemagne et l'Union européenne à mettre en œuvre un programme de financement pour la reconstruction de Shingal et des autres localités yézidies détruites par Daech. L'Allemagne a déjà accueilli près de 200.000 réfugiés yézidis.

En août le Kurdistan a souffert de la sécheresse et de la canicule avec

des températures dépassant les 40-44°C. Le manque d'eau s'est fait sentir même dans la capitale, Erbil. La guerre de l'eau larvée qui oppose l'Irak à ses deux voisins contrôlant les débits des fleuves et rivières traversant le pays alimente des négociations et des marchandages incessants. La Turquie, qui contrôle le débit du Tigre et de l'Euphrate, qui prennent leurs sources au Kurdistan du Nord, use de l'arme de l'eau ainsi que de sa position commerciale dominante pour obtenir de Bagdad des concessions sur le plan sécuritaire et politique. Stratégie payante, car l'Irak a cédé à toutes les exigences turques, il a interdit les activités du PKK ainsi que des partis et organisations suspectés de lui être affiliés. L'Autorité judiciaire chargée des élections a ainsi interdit le Parti de liberté et de la démocratie yézidie, le Parti du Front de lutte démocratique et le Mouvement de la Liberté (Tevgera Azadi).

Les opérations militaires turques au Kurdistan doivent en principe se poursuivre désormais en concertation avec l'Irak mais la Turquie qui jusqu'à récemment se prévalait d'un « accord » sur le droit de poursuites jusqu'à 5 kms à l'intérieur du territoire irakien, conclu verbalement avec le régime de Saddam Hussein, invoque désormais le « droit à l'auto-défense » inscrit dans la Charte de l'ONU pour agir à sa guise, occuper le territoire du Kurdistan irakien sur des profondeurs allant par endroits jusqu'à 30 kms. Son aviation bombarde des cibles jusque dans la province de Suleimanieh située à plus de 150 kms de la frontière turque. Ainsi, le 23 août, une frappe de drone turc contre un véhicule circulant dans le district Sayid Sadegh a tué deux journalistes femmes et blessé un homme. Les liens supposés des victimes avec le PKK ou des entités médiatiques affiliées ont été démentis par des responsables en Irak rap-

porte l'AFP. Les journalistes travaillaient pour la maison de production médiatique kurde CHATR, basée à Suleimanieh. Le Comité pour la protection des journalistes, basé à New York, a appelé les autorités turques à diligenter « d'urgence » une enquête sur cette tuerie. Les victimes ont été identifiées. Il s'agit de Gulistan Tara, une journaliste kurde de Turquie, âgée de 40 ans et Hero Bahadin, une monteuse vidéo kurde irakienne de 27 ans. Le troisième journaliste, Rebin Bakir, Kurde irakien a été grièvement blessé.

Le 29 août un drone turc s'est aventuré jusque dans l'espace aérien de Kirkouk où il a été abattu par la défense anti-aérienne irakienne. La Turquie a protesté et Bagdad a étouffé l'affaire en prétendant que l'armée irakienne ignorait qu'il s'agissait d'un drone turc ! (AFP, 29 août). Ankara ne tient guère compte ni des protestations formelles de l'Irak ni des appels à « éviter les pertes civiles » lancés de temps à autre par Washington.

Par ailleurs, huit mois après la tenue des élections provinciales, le président de la République de l'Irak a confirmé par décret la nomination au poste de gouverneur du candidat kurde Rebwat Taha. Issu de l'Union patriotique du Kurdistan ce candidat kurde avait été choisi lors d'une réunion à Bagdad de la majorité des membres élus du Conseil provincial de Kirkouk. Aucun conseiller municipal du PDK, du Front turkmène ou de l'Alliance arabe n'avait participé à cette réunion dont ils contestent la légalité. Le nouveau gouverneur a promis de « travailler avec toutes les composantes de la population mixte de Kirkouk afin d'améliorer les services, développer les infrastructures économiques pour réussir la sécurité et le niveau de vie des habitants de Kirkouk ».

C'est la première fois depuis la crise consécutive au référendum sur l'autodétermination du Kurdistan de septembre 2017 et de la mise à l'écart par Bagdad du gouverneur kurde élu, légitime et populaire, Dr. Najmadin Karim, qu'un Kurde est nommé au poste de gouverneur de cette cité emblématique.

Dans le reste de l'Irak l'actualité a été dominée par le débat sur la légalisation des mariages des petites filles et sur le « hold-up » du siècle où quelques sociétés proches du gouvernement précédent ont pu détourner plusieurs milliards de dollars, de 3 à 7 milliards selon les premières estimations.

Le 3 août, une quinzaine de députées irakiennes ont annoncé la formation d'un bloc pour combattre un amendement proposé au code de statut personnel qui, entre autres régressions, autoriserait le mariage des enfants. Cet amendement est défendu par des députés chiites, y compris des femmes, qui le justifient par la charia et par la tradition du Prophète Mohammed, polygame, qui a épousé sa dernière femme Aïcha alors qu'elle avait à peine 9 ans !

A signaler aussi que l'Irak tarde à rapatrier les djihadistes irakiens et leurs proches détenus dans le camp Al-Hol au Rojava. Cinq ans après la défaite de Daech, il reste encore environ 22.000 Irakiens détenus à Al-Hol selon un porte-parole du Ministre irakien de l'Intérieur, Ali Abbas cité par Rudaw le 4 août. La plupart d'entre eux sont âgés de moins de 20 ans et sont considérés comme des « bombes à retardement » par Bagdad qui n'a consenti qu'à rapatrier 150 familles en juillet.

Tout au long du mois d'août l'Irak a connu des attentats perpétrés par les milices pro-iraniennes ou par Daech.

Le 5 août, des milices soutenues

par l'Iran ont lancé une attaque à la roquette contre la base aérienne d'Ain al-Assad, qui abrite des militaires américains, marquant ainsi une reprise des hostilités après une interruption de plusieurs mois. Le commandement des opérations conjointes a obtenu des renseignements sur les attaquants, et la Maison Blanche s'est engagée à répondre à toute agression contre le personnel américain « de la manière et à l'endroit » de son choix. Parallèlement, Rudaw a signalé le redéploiement d'un petit nombre de soldats américains à Kirkouk, après sept ans d'absence. Les milices soutenues par l'Iran ont déjà pris pour cible les troupes américaines et les missions diplomatiques, y compris au Kurdistan.

Le 18 août, des gardes-frontières irakiens près de la région de Hawraman ont tué un kolbar (porte-faix transfrontalier) local qui tentait de franchir la frontière entre l'Iran et l'Irak. Des habitants en colère ont protesté contre ces violences en incendiant un poste frontière. Le porte-parole des gardes-frontières irakiens a déclaré à Rudaw qu'un membre de leur personnel avait été blessé au cours de la manifestation. La victime, Sazgar Salah, 26 ans, était le seul à subvenir aux besoins de ses frères et sœurs après la mort de leurs parents. En mars 2023, l'Irak et l'Iran ont signé un accord de sécurité qui prévoyait le désarmement des partis d'opposition kurdes iraniens au Kurdistan irakien et la répression des kolbars kurdes dans le cadre de leurs mesures de sécurité frontalière.

Deux membres des forces de sécurité kurdes Asayish ont été tués lors d'une fusillade par Daech dans le district de Qaradagh de la province de Suleimanieh. L'incident s'est produit dans la vallée de Qopi Qaradagh, connue pour ses sites archéologiques. La zone se trouve à proximité des territoires contestés, où le groupe terroriste s'est réorganisé.

IRAN : AU MOINS 345 PERSONNES EXÉCUTEES EN 2024, SELON L'ONU

A peine quelques semaines après l'élection de son nouveau président « réformiste » prônant le dialogue et l'apaisement, le régime iranien a lancé une nouvelle vague d'exécutions et de répression tous azimuts.

Le 6 août, le militant kurde Gholamreza Rasaei, 34 ans, a été exécuté dans la prison de Kermanschah, au Kurdistan. Il était accusé de meurtre d'un colonel des Gardiens de la révolution en novembre 2022, selon l'agence de presse de la justice iranienne Mizan Online. Il a été exécuté en secret sans que sa famille ni son avocat n'en soient informés selon Amnesty International. Sa famille a été contrainte d'enterrer son corps dans une zone reculée, loin de chez lui.

Cette condamnation à mort, souligne Amnesty, avait été prononcée « à l'issue d'un procès manifestement inéquitable qui reposait sur des aveux forcés obtenus sous la torture et autres mauvais traitements, notamment des passages à tabac, décharges électriques, violences sexuelles » De son côté l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, a rapporté que Rasaei avait lui-même déclaré au tribunal que ses aveux avaient été obtenus sous la torture, ce que le juge a décidé d'ignorer tout comme deux témoignages d'experts qui le disculpaient, dont un rapport médico-légal.

L'exécution de cette figure des manifestations « Femme, Vie, Liberté » dont la province kurde de Kermanschah a été l'un des épicentres, a suscité une vague de réactions d'indignation et de condamnation tant en Iran qu'à l'étranger.

La France « condamné avec la plus grande fermeté l'exécution de Gholamreza Rasaei condamné à

mort à la suite de sa participation aux manifestations de l'automne 2022 » a déclaré le Quai d'Orsay dans un communiqué le 7 août qui ajoute : « La France rappelle son opposition constante à la peine de mort en tous lieux et toutes circonstances et son engagement pour l'abolition universelle de ce châtiment injuste et inhumain ».

Plusieurs ONG de défense des droits de l'homme ont également dénoncé une exécution inhumaine et archaïque utilisée par le pouvoir iranien comme un outil de répression politique. « Cette exécution met en évidence la détermination de la République islamique à utiliser la peine de mort comme un outil de répression politique pour semer la peur au sein de la population » a déclaré Diana Eltahawy, directrice adjointe d'Amnesty International pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (AFP, 7 août)

Rasaei est le dixième homme pendu par les autorités iraniennes à la suite des manifestations consécutives à la mort de la jeune étudiante kurde Jina Mahsa Amini, selon un décompte établi par l'AFP. Plus de 500 personnes avaient été tuées et près de 20.000 avaient été arrêtées au cours de ces manifestations qualifiées d'« émeutes orchestrées par les pays occidentaux » par Téhéran .

Le 7 août, le régime iranien a pendu 29 personnes, dont 26 lors d'une exécution collective dans la prison de Ghezel Hesar à Karaj, près de Téhéran et trois autres dans une autre prison de cette ville, selon l'ONG Iran Human Rights (IHR) basée en Norvège.

D'autres ONG de défense des droits des hommes comme Human Rights Activists New Agency (HRANA) et le Centre pour les droits de l'homme en Iran (CHRI), basé à New York, ont

confirmé cette exécution collective sans précédent depuis 2009.

Les suppliciés étaient accusés de meurtre, de trafic de drogue, de vol et d'autres crimes de droit commun donc le bien-fondé est toujours sujet à caution en Iran.

Selon l'Amnesty International, l'Iran exécute plus de personnes par an que n'importe quel autre pays dans le monde, à l'exception de la Chine.

Le 9 août, lors d'un point de presse à Genève, une porte-parole a déclaré que « le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme Volker Turk est extrêmement préoccupé par ces informations » faisant état d'un « nombre alarmant d'exécutions en si peu de temps ».

Le haut-commissariat a « vérifié » que 38 personnes avaient été exécutées en juillet en Iran, « ce qui porte le nombre d'exécutions à au moins 345 cette année, dont 15 femmes » a indiqué la porte-parole.

Elle a rappelé que « l'imposition de la peine de mort pour des infractions n'ayant pas trait à un homicide volontaire est incompatible avec les normes internationales en matière de droits humains ».

Le Haut-Commissaire « est également préoccupé par l'absence de procédures en bonne et due forme et de procès équitable » a ajouté la porte-parole, Mme. Throssell, alors que « dans de nombreux cas plusieurs exécutions ont eu lieu sans que la famille du prisonnier ni son avocat n'en soient informés » (AFP, 9 août).

L'ONU a appelé à de multiples reprises l'Iran à imposer un moratoire sur les exécutions en vue d'abolir à terme la peine de mort. Appels sans frais qui n'ont guère

perturbé le régime des Mollahs qui ne jure que par sa version sanguinaire de la charia.

Cette vague d'exécutions, qualifiée de « meurtres d'Etat » par l'ONG Human Rights Watch (voir p 64) a également suscité des protestations importantes dans les prisons iraniennes. Dans la tristement célèbre prison Evin de Téhéran, le 6 août, des femmes se sont rassemblées dans la cour pour protester contre l'exécution en secret de Gholam Reza Rasaei, figure du mouvement « Femme, Vie, Liberté » Elles ont scandé des slogans exigeant « l'abolition de la peine de mort et l'arrêt immédiat de toutes les exécutions » Elles ont également demandé l'annulation de la condamnation à mort de deux militantes kurdes, Sharifeh Mohammadi et Pakhshan Azizi, journaliste, pour « appartenance à

une organisation interdite ». L'administration pénitentiaire a alors donné l'ordre de disperser par la force ce rassemblement, d'attaquer les femmes, en particulier celles qui se trouvaient en première ligne des protestations qui ont été violemment battues. Parmi elles, Narges Mohammadi Modi, 52 ans, lauréate de prix Nobel de la Paix, qui a reçu des coups de poing violents à la poitrine, est blessée. Elle souffrirait de douleurs thoraciques et d'insuffisance respiratoire (AFP 9 août Libération 19 août).

La répression contre les porteurs kurdes trans-frontaliers s'est poursuivie, en août les gardes-frontières ayant tué Asad Afranjeh, 25 ans, près de Marivan, ce qui porte à six le nombre de kolbars tués depuis le mois de juillet. A Mehabad, la police a abattu le père d'un jeune Kurde à la suite d'une

altercation entre son fils et les milices Basiji.

Les forces de sécurité iraniennes ont arrêté deux Kurdes à Piranshahr, huit militants écologistes kurdes à Kermânchâh, une militante à Paveh, un militant religieux et une femme à Bokeran, et trois Kurdes à Mehabad, dont un enfant. En outre, plusieurs militants ont été condamnés à de longues peines de prison, dont huit ans pour le père d'un manifestant exécuté et trois ans et six mois pour un militant civil à Senna. Par ailleurs, l'Organisation Hengaw pour les droits de l'homme a signalé la torture de quatre porteurs frontaliers kurdes (kolbar) par des gardes-frontières iraniens, qui ont ensuite été abattus à l'aide de fusils à plomb. Deux autres kolbars ont été tués par les autorités iraniennes à Urmia et à Baneh.

SYRIE : LE RAPPROCHEMENT TURCO-SYRIEN PROGRESSE

Le conflit de Gaza où la Turquie a adopté une position pro-palestinienne et pro-Hamas en pointe semble favoriser le processus de normalisation des relations d'Ankara avec Damas après celle spectaculaire avec le Caire. Face à l'ennemi commun israélien le président turc Erdogan et son homologue syrien ont fait, en août, de nouveaux gestes d'ouverture qui rendent probable une normalisation de leurs relations dans les mois à venir. La médiation active de Moscou et de Bagdad se poursuit. Pour la première fois, le président syrien ne pose plus de préalables comme le retrait des troupes turques de Syrie, pour une reprise officielle de dialogue avec la Turquie. Les échanges entre les services turcs et syriens se multiplient ces derniers temps pour identifier les sujets de discorde et les moyens d'y remédier avant une rencontre éventuelle des chefs de la diplomatie des deux pays.

L'autre ennemi commun des deux

régimes : l'Administration autonome kurde (AANES) à abattre dès que la conjoncture le permet. Pour ce faire Ankara compte sur la victoire de Donald Trump aux élections américaines tandis que la Syrie espère que son allié iranien usera de toute son influence à Bagdad pour obtenir le départ des forces américaines de l'Irak au plus vite. Ce qui impliquerait aussi leur retrait de la Syrie.

En attendant, les forces kurdes continuent de se battre contre Daech et contre les forces du régime dans la province mixte et stratégique de Deir Ez-Zor. Elles multiplient les gestes envers les tribus arabes à la loyauté incertaine pour s'assurer sinon leur soutien, du moins leur neutralité. A cette fin, elles ont libéré en août 82 familles de djihadistes détenues, pour la plupart des femmes et des enfants, remis aux chefs des tribus dans le cadre d'une nouvelle amnistie

Le 2 août, les Forces démocra-

tiques syriennes (FDS), soutenues par la coalition internationale dirigée par les États-Unis, ont arrêté une cellule de Daech à al-Karamah, à l'est de Raqqa. La cellule, responsable d'attaques contre les forces de sécurité et les institutions civiles, a été neutralisée après un raid sur sa cachette.

De son côté, l'ONG Human Rights Watch a critiqué la Turquie pour avoir accueilli et célébré publiquement deux chefs de faction de l'Armée nationale syrienne (ANS) accusés de graves violations des droits de l'homme, notamment d'homicides illégaux, de torture et de violences sexuelles. Le rapport de HRW note que cette réunion, à laquelle ont participé le leader nationaliste turc Devlet Bahçeli et un parrain de la mafia condamné, met en évidence l'incapacité de la Turquie à traiter ou à limiter les atrocités commises par les groupes qu'elle soutient dans le nord de la Syrie, ce qui favorise un environnement d'impunité et sape les efforts déployés pour rendre des

comptes dans la région. Parallèlement, les factions soutenues par la Turquie dans le canton d'Afrin occupée ont récemment arrêté quatre civils kurdes pour leur extorquer des rançons, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Dans d'autres zones occupées par la Turquie, des manifestations ont éclaté contre le projet de la Turquie de normaliser ses relations avec le régime d'Assad, une mesure dont les protestataires craignent qu'elle ne mette en péril la sécurité de millions de Syriens vivants dans zones rebelles.

Le 12 août, les Forces démocratiques syriennes (FDS) dirigées par les Kurdes ont annoncé une opération de représailles « à grande échelle » contre le régime syrien et ses milices à Deir Ez Zor, visant les forces du régime sur la rive ouest de l'Euphrate. Cette action fait suite au bombardement d'artillerie du 7 août par les forces du régime, qui a tué onze personnes, dont quatre enfants, un nourrisson et deux femmes. Les FDS ont également déclaré avoir perdu deux de leurs membres, et huit autres ont été blessés. En réponse, les FDS ont déclaré avoir mené des raids sur trois villages utilisés comme points de lancement pour des attaques sur les villages d'al-Dahalah et de Jadeed Bakara. Lors de ces opérations 18 soldats syriens et deux miliciens pro-régime ont été tués. Des affrontements entre les FDS et les forces pro-régime sont fréquents dans cette province frontalière de l'Irak où se trouvent d'importants champs pétroliers comme Omar et Conoco, contrôlés par les FDS avec le soutien de la Coalition internationale.

Par ailleurs, les États-Unis ont réaffirmé leur présence en Syrie pour la « défaite durable d'ISIS », selon le secrétaire de presse du Pentagone, le général de division Pat Ryder. « Les FDS ont été de

bons partenaires dans cette lutte, des partenaires essentiels dans cette lutte, et cela continue d'être la base de notre relation et de notre coopération avec les FDS », a déclaré le général de division Ryder. Récemment, les FDS ont annoncé l'élimination de plusieurs terroristes et l'arrestation de cinq autres.

Les changements démographiques en cours dans la ville kurde d'Afrin se poursuivent sous l'occupation turque. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a rapporté que l'organisation pakistanaise « Flood Relief », en collaboration avec la fondation turque Diyanet, a établi un nouveau complexe résidentiel appelé « Al-Madinah Village » dans le village de Kar Roum à Afrin. Le projet, facilité par les miliciens de la brigade du Sultan Mourad soutenus par la Turquie, a nécessité le défrichage de terres boisées et comprend 84 unités d'habitation, ainsi que des mosquées et des écoles, pour accueillir les familles des miliciens de la faction pro-Turquie de Homs. Le 25 mars, l'organisation turque « White Hands » avait dévoilé un autre complexe de 80 appartements dans le village de Shaderah, dans la partie occupée d'Afrin.

Le 27 août, un journaliste travaillant pour plusieurs médias dont l'Agence France-Presse, Bakir Al-Kassem, qui enquêtait sur la situation dans les territoires sous occupation turque a été arrêté dans la ville d'Al-bab proche de la frontière turque.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme le journaliste a été battu lors de son arrestation par la police militaire et le service des renseignements turcs, son ordinateur et son téléphone ont été confisqués. Contacté par l'AFP, le chef du « gouvernement intérimaire » syrien fantoche mis en

place par l'occupant turc pour administrer cette région occupée, Abdurrahman Mustafa, a indiqué « ne pas être au courant de cette arrestation ».

Le Comité de protection des journalistes (CPJ) et Reporters sans frontières (RSF) ont, le 28 août, appelé à la libération « immédiate » de Bakr Al-Kassem « Nous sommes profondément préoccupés par le fait que des factions de l'opposition syrienne ont détenu le journaliste Bakr Al-Kassem sans explication et l'ont transféré aux services des renseignements turcs a déclaré le CPJ (Le Figaro du 28 août). Pour le RSF « le harcèlement des journalistes doit cesser dans ce pays qui est l'un des plus dangereux au monde pour les professionnels de l'information ».

En Syrie, dans la province rebelle d'Idleb, tenue par les islamistes de l'ex-Front al-Nasra, la branche syrienne d'al-Qaïda, avec le soutien de la Turquie, des dizaines de journalistes locaux se sont rassemblés dans la ville d'Idleb pour dénoncer l'arrestation de leur collègue selon un correspondant de l'AFP qui rapporte que certains d'entre eux portaient des gilets pare-balles et brandissaient des pancartes ou des portraits de Bakr Al-Kassem avec le slogan « le journalisme n'est pas un crime » (AFP, le 28 août).

L'opposition à l'occupation turque vivace dans les territoires à majorité kurde comme Afrin, Serê Kaniyê et Girêspî, se manifeste désormais dans la région à majorité arabe aussi : Le 27 août, un camion piégé a explosé à un poste de contrôle de la ville occupée d'Azaz, tenue par la police militaire soutenue par la Turquie, faisant 10 morts dont 5 miliciens pro-turcs. En juillet de violentes manifestations anti turques avaient secoué la région (AFP, 7 août)

En Turquie, des Kurdes arrêtés pour des chants militants

Alors que l'armée multiplie les attaques contre le PKK, au nord de l'Irak, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, veut faire taire toute voix critique.

Ces dernières semaines, la police turque a mis un zèle tout particulier à arrêter des dizaines de Kurdes accusés d'avoir scandé des slogans ou chanté des chansons favorables au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Considéré comme terroriste par Ankara ainsi que par ses partenaires européens et américain, le PKK, adepte de la lutte armée, continue d'être adulé par de nombreux Kurdes de Turquie.

Pour avoir partagé sur les réseaux sociaux une chanson favorable au PKK, dix-huit personnes ont été arrêtées lors d'opérations de police menées samedi 27 juillet dans plusieurs quartiers d'Istanbul. Onze d'entre elles ont été placées en détention et sept ont été relâchées sous contrôle judiciaire.

La semaine dernière, des descentes de police ont eu lieu en marge de mariages traditionnels kurdes célébrés dans l'est du pays, dans les villes d'Agri et de Siirt notamment. Douze personnes ont été interpellées pour avoir entonné des chants favorables au parti honni, ce qui équivaut en droit turc à « *soutenir une organisation terroriste* ».

Slogans jugés subversifs

Un slogan indispose tout particulièrement les autorités, celui qui souhaite une « *Longue vie au chef Apo !* », à savoir Abdullah Öcalan, le fondateur du PKK, qui purge actuellement sa condamnation dans l'île-prison d'Imrali, au sud de la mer de Marmara. Capturé en 1999, condamné à la pendaison puis à la prison à perpétuité pour crimes contre l'Etat turc, le vieux chef kurde, 75 ans, demeure une figure de référence pour de nombreux Kurdes, y compris au sein du Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM), le seul parti prokurde légal de Turquie.

La semaine dernière encore, neuf jeunes Kurdes qui dansaient le *halay* (danse en groupe) en chantant « *Longue vie au chef Apo !* » sur une plage de Mersin, au sud du pays, ont été arrêtés. Dans le minibus qui les emmenait au commissariat, ils ont été contraints par les policiers à écouter très fort la chanson nationaliste *Je mourrai pour toi ma Turquie*. Une mesure prophylactique tellement appréciée par le ministre de l'intérieur, Ali Yerlikaya, qu'il en a partagé les

images sur son compte Instagram.

Ce n'est pas la première fois que les autorités arrêtent et jugent des Kurdes pour des slogans jugés subversifs. Pas la première fois non plus que des panneaux de signalisation en langue kurde, installés dans les villes du Sud-Est par des maires élus sous la bannière du parti DEM, sont retirés à la demande des gouverneurs. C'est ce qui s'est produit ces derniers jours à Van, à Diyarbakir, à Batman, à Dargeçit, à Nusaybin et à Mardin. A Diyarbakir, les panneaux en question ont été recouverts par le slogan « *La Turquie appartient aux Turcs et restera turque.* »

La répression s'est accrue

Ces dix dernières années, la répression contre la minorité kurde, qui estimée à environ 20 millions de personnes sur une population totale de 85 millions, s'est considérablement accrue, touchant avant tout ceux qui revendiquent des droits politiques et culturels. On ne compte plus les poursuites judiciaires, les condamnations, les interdictions prononcées contre des journalistes, des politiciens, des

maires, des avocats, des metteurs en scène, des chanteurs, stigmatisés pour leurs opinions, leurs écrits ou leurs paroles.

Il fut un temps où l'approche des autorités était plus conciliante envers les Kurdes, auxquels le droit d'enseigner, d'avoir des médias dans leur langue, de donner des prénoms kurdes avait fini par être concédé. A l'époque, entre 2009 et 2014, Recep Tayyip Erdogan, alors premier ministre, avait même lancé des négociations de paix avec le PKK. Elles volèrent en éclats en 2015, les combats ayant repris de plus belle dans le Sud-Est entre l'armée et la guérilla kurde soutenue par le PKK.

Avant tout, le tour de vis actuel s'explique par le fait qu'Ankara ne veut pas entendre une mouche voler dans les régions kurdes de Turquie, au moment où son armée renforce ses opérations contre les combattants du PKK au nord de l'Irak. Depuis le 15 juin, plus de 230 frappes aériennes ont été menées, conduisant à la destruction de vastes zones agricoles et à l'évacuation de plusieurs dizaines de villages.



PAR IRIS LAMBERT,
À SINJAR CITY /
01/08/2024

Retour à Sinjar

Le 3 août 2014, les troupes de l'État islamique envahissaient la région de Sinjar, foyer principal de la population yézidie, dans le Nord-Ouest de l'Irak.

Au milieu des massacres, les djihadistes enlèvent alors des milliers d'enfants, qu'ils enrôleront de force comme soldats au sein de leurs brigades. Parmi eux, Alaz et Murad. Dix ans après le génocide, désormais réintégrés au sein de leur communauté, les deux survivants racontent.

Au moment où, comme une apparition soudaine, le serveur a surgi du couloir, son plateau de plastique chancelant sous le poids des assiettes de brochettes et de riz, Alaz* s'est interrompu. À Sinjar City, foyer historique du peuple yézidi situé dans le Nord-Ouest de l'Irak, il y a des sujets dont on évite de parler trop fort. Face à lui, dans un regard entendu, Murad* a aussi stoppé la vidéo qu'il venait de lancer sur son téléphone. Sur l'écran, un visage adolescent, la lèvre supérieure ourlée d'un duvet incertain, fixe fièrement le photographe. À droite de l'image figée, une kalachnikov repose contre l'épaule du garçon, dont l'index droit pointe vers le ciel. "J'avais 16 ans lors de cette bataille", murmure finalement Alaz. Sur la peau de ses pommettes anguleuses, de petites aspérités rappellent que l'adolescence n'est pas si loin. Une fois la vidéo relancée, s'en échappent les sons de mitrailleuses à la cadence rapide, entrecoupés par les litanies graves des combattants de l'État islamique. Alaz et Murad les connaissent-ils encore par cœur? À l'âge de 12 ans, ils ont tous deux été enlevés à leurs familles yéزيدies lors du génocide perpétré par

les djihadistes contre les non-musulmans de la région, puis enrôlés afin de devenir des enfants soldats, combattant jusqu'au bout aux côtés de leurs bourreaux. Cinq ans après la chute du califat à Baghouz, et désormais recueillis par leur communauté, ils tâchent chaque jour d'effacer les traces de leur enfance armée.

Tri macabre

À la sortie de Sinjar City, une route crevassée serpente entre les champs jaunis où les ruines des bâtisses éventrées ne finissent jamais de s'effondrer. Passé un ancien checkpoint rouillé, une stèle austère annonce la direction du "Mémorial du génocide yézidi". C'est à quelques mètres de ce monument qu'a grandi Alaz, dans une ferme derrière laquelle s'élèvent les versants sacrés du mont Sinjar. On manque de tout ici, y compris des enduits qui permettraient de recouvrir les briques servant à la reconstruction des maisons. Alaz désigne l'horizon sec: "Cela fait des générations que ma famille vit ici de l'agriculture et de l'élevage. Tout était calme jusqu'au 3 août 2014." Ce jour-là, des soldats islamistes vêtus de noir pénètrent dans les vil-

lages, "certains avec des fusils, d'autres avec des bâtons", et ordonnent aux hommes de se rassembler dans une cour tandis que les femmes et les enfants sont parqués de force un peu plus loin. À l'époque, Alaz vient de finir l'école primaire. Il travaille comme berger et aime jouer au foot -il est fan du Real Madrid. "Quand Daech est arrivé, j'étais en train de faire paître les bêtes, continue-t-il sur le ton clinique de ceux qui récitent pour mettre les larmes à distance. À mon retour au village, ils m'ont mis avec le groupe des femmes et ils nous ont emmenés, avec mon frère, dans un hôtel près de l'autoroute, afin de vérifier nos identités. Puis nous avons été transférés pendant une quinzaine de jours dans la prison de Badoush, près de Mossoul." Là, le tri macabre des combattants de Daech débute: d'un côté, ceux qui acceptent de se convertir; de l'autre, ceux qui seront assassinés de sang-froid. Au total, plus de 5 000 membres de la communauté yézidie seront massacrés lors de l'offensive du Sinjar, et plus de 200 000 seront jetés sur les routes de l'exil. Alaz et son frère, comme d'autres de leur âge, sont assez jeunes pour échapper à l'exécution: les

émirs de Daech savent qu'il est encore temps de les convertir à l'islam. Ainsi commence pour eux l'implacable mécanique de la radicalisation. "Les soldats de l'État islamique nous ont enfermés dans des bâtiments qu'ils avaient transformés en instituts d'éducation à la charia, près de Tall Afar. Ils forçaient les enfants à s'espionner entre eux. Un jour, avec mon frère, nous avons essayé de nous échapper, mais un autre enfant nous a dénoncés", explique Alaz, désormais assis sur un matelas posé au centre d'une pièce sombre de sa maison familiale. Le soleil frappe dehors, c'est l'heure de l'indolence. Au-dessus de lui, les pales d'un ventilateur peinent à disperser les effluves du narguilé qu'il tient du bout de la main. "Un juge islamique nous a condamnés à mort, mais juste avant de nous tuer, ils ont reçu un ordre d'un grand chef." "Ils auront la vie sauve s'ils acceptent de collaborer", aurait ainsi dit un certain Abu Hassan, un émir aussi providentiel que menaçant. Alaz et son frère sont alors envoyés à Tabqa, du côté syrien, où ils retrouvent Murad. "Nous étions 27 enfants yéزيدis. Nous recevions un entraînement idéologique et militaire, puis

nous étions envoyés dans différentes unités de l'État islamique. Lorsque j'ai voulu trouver un moyen de contacter mes parents, mon propre frère a menacé de me dénoncer", poursuit Alaz, sans jamais prononcer le nom de ce dernier. Sans un bruit, son père est entré dans la pièce. Un keffieh rouge sur le front, une cigarette jaunissant le bout de ses ongles, il écoute en silence son fils raconter son quotidien d'alors, fait de prières et de combats où se diluent peu à peu tous les souvenirs de leur enfance: le djihad comme unique horizon.

Sauvé par ses lèvres

En 2017, Abu Hassan décide d'emmener six de ces enfants sur le front de la sanglante et emblématique bataille de Mossoul. "Nous vivions chez lui le jour, il s'occupait de nous comme si nous étions ses enfants, puis la nuit, nous partions combattre", reprend Alaz. Pendant trois mois, les enfants soldats affrontent les forces chiites appuyées par la coalition internationale. "Le plus gros quartier général des Hachd al-Chaabi (les milices parrainées par l'État irakien, ndlr) était situé à Kocho. J'étais tellement fanatisé que j'ai voulu y aller pour me faire sauter avec une ceinture d'explosifs, mais je n'ai pas réussi", déroule-t-il. Que s'est-il passé? Il observe longuement sa jambe allongée devant lui, le pied figé dans un angle droit curieux. Puis, d'un geste de la main, il remonte délicatement le revers de son pantalon, et découvre une cheville de fer: "J'allais au marché lorsque la roquette m'est tombée dessus. L'os de la jambe s'est fendu en deux,



et je me suis évanoui." Une fois de plus, dans un élan protecteur dont on ne sait s'il découle d'un véritable attachement ou bien d'un soin particulier pour ses meilleurs soldats, Abu Hassan entre en jeu. "Il a payé des milliers de dollars pour que des passeurs me ramènent dans un hôpital privé syrien, à Hassaké, et me procurent de faux papiers afin que je puisse passer pour un simple civil qui aurait marché sur une mine", développe Alaz. Dans la clinique, il est accueilli par une

brigade du PKK, les combattants kurdes alors en première ligne de la lutte contre Daech dans la région. "Je n'ai pas très bien compris comment, mais l'un des docteurs du PKK a compris que j'étais yézidi. J'ai eu beau nier, ils ont tout de même décidé de me transférer dans l'un de leurs hôpitaux militaires." Dans l'hôpital de campagne du PKK, Alaz assiste, sous anesthésie partielle, à l'amputation de sa propre jambe. Au détour d'un soin, une volontaire d'ONG dé-

cide de poster une photo de lui sur Facebook, afin d'interpeller la communauté yézidie et, qui sait, peut-être retrouver les traces de sa famille. Le pari est incertain: depuis cinq ans, Alaz s'est transformé. Les muscles de ses épaules se sont épaissis sous la charge des lance-roquettes, ses cheveux bouclent désormais dans sa nuque et ses yeux n'ont plus rien d'enfantin. Sur sa lèvre supérieure, une encoche datant de sa naissance continue néanmoins de le différencier des

autres. Son père ne s'y trompera pas.

Vêtue d'une longue tunique traditionnelle blanche tirant sur le violet, Ajda* éparpille quelques graines pour les poules qui s'ébrouent dans la cour. Elle a le pas lourd et les gestes lestés par la fatigue héritée de ses treize grossesses. "Lorsque nous sommes arrivés à l'hôpital, Alaz ne nous a pas reconnus. L'endoctrinement avait tout effacé. Ce fut une douleur terrible", raconte la mère de l'enfant soldat. Ses yeux bordés d'un voile clair, elle déroule la liste des méthodes employées pour tenter de déradicaliser son fils et panser ses traumatismes: "Nous avons essayé de lui montrer des photos de lui petit, de la famille. Nous lui avons raconté les histoires du village, les traditions, les légendes. Je ne sais pas s'il a vraiment retrouvé la mémoire, mais un jour, il a accepté le fait que nous soyons sa famille." Ajda raconte cela dans un souffle de soulagement mêlé d'effroi: "Alaz est rentré, mais son frère est encore aux mains de Daech, et nous n'avons aucun moyen de le retrouver. Nous ne savons même pas s'il est encore vivant." Dans leurs efforts pour réintégrer leur fils retrouvé, les parents d'Alaz, comme d'autres familles d'enfants enlevés par l'État islamique, ont bénéficié du soutien appuyé de leur communauté. "À mon retour, pendant deux mois, je n'ai fait que prier Allah et jeûner, mais tout le monde m'a laissé faire sans me juger", se souvient Alaz. À rebours des tendances observées dans les autres communautés d'Irak, et alors que les enfants nés de

femmes violées par des soldats de l'EI restent considérés comme des parias, les autorités religieuses yézidiennes encouragent, via des déclarations officielles, le retour des anciens enfants soldats. Un jour, une cérémonie est même organisée dans le village sacré de Lalesh, dans le Nord de l'Irak, au cours de laquelle Alaz, Murad et les autres rescapés sont à nouveau accueillis dans la religion yézidie. Au niveau étatique, ils bénéficient des subventions attribuées aux rescapés des massacres commis par Daech, codifiées dans la loi sur les survivants yézidites adoptée par le parlement irakien en novembre 2021.

"Nous étions 27 enfants yézidites. Nous recevions un entraînement idéologique et militaire, puis nous étions envoyés dans différentes unités de l'État islamique. Lorsque j'ai voulu trouver un moyen de contacter mes parents, mon propre frère a menacé de me dénoncer"

Alaz Présence sournoise

L'encadrement se doit d'être soutenu et régulier, pour éviter que ces jeunes ne cèdent aux sollicitations des djihadistes qui redoublent d'ingéniosité afin de les rappeler dans leurs rangs. "Il y a quelques années, je rentrais chez moi après avoir passé la journée à Sinjar City, et j'ai reçu des messages d'Abu Hassan sur mon nouveau numéro. Dans un des textos, il y avait une photo de moi que quelqu'un avait prise quelques heures plus tôt alors que je traversais un passage piéton", retrace Alaz, troublé. Ses mots tremblants glissent entre les

volutes de fumée: "Vous savez, ce n'est pas facile, Abu Hassan a été comme un père pour moi. Au fond, c'est peut-être grâce à lui que je suis vivant aujourd'hui." Dans la communauté, nombreux sont ceux qui s'inquiètent de la présence sournoise et souterraine d'affidés de l'État islamique, prêts à jouer avec les émotions fragiles des survivants. Ces spécialistes du recrutement le savent, il suffit parfois d'une parole placée au bon moment pour faire voler en éclat des mois de travail sur la réinsertion. Au creux de la nuit, ils n'hésitent pas à envoyer des messages qui, sous prétexte de donner des nouvelles des anciens camarades de combat, incitent les anciens enfants soldats à collaborer en leur promettant le salut.

Alors, des associations s'activent pour encadrer ces jeunes adultes et les doter d'autres savoir-faire que le maniement des explosifs et des armes de combat. "Régulièrement, nous avons des ateliers avec des ONG qui nous font travailler sur les traumatismes, sur la gestion du stress ou les mécanismes de prise de décision. Ils nous apprennent aussi quelques fondamentaux pour monter un petit business ou travailler dans d'autres ONG", énumère Alaz. Lui travaille actuellement dans un petit magasin de vêtements sur l'avenue principale de Sinjar City, où les jeunes filles viennent acheter des crop tops et des joggings. À côté de lui, Murad, qui a dû attendre la dernière bataille de Baghouz, en 2019, pour que les leaders de l'EI acceptent qu'il se rende, frémit de fierté. "Moi, je suis devenu

dresseur de chevaux, sourit-il en mimant le geste d'une cravache fouettant le flanc d'un étalon. Mais le plus important, pour nous, c'est de pouvoir nous rassembler. Nous avons été enlevés, entraînés et torturés ensemble, alors il y a peu d'autres gens avec qui nous pouvons nous sentir à l'aise."

Lorsque, accoudés à la table du restaurant, il leur arrive de parcourir les photos sauvegardées de leur adolescence, leurs silhouettes chétives et armées se détachant sur les drapeaux flottants de l'État islamique ne leur évoquent plus de culpabilité. "Nous avons compris, maintenant, que nous avons été forcés, que nous n'avions pas le choix, que nous sommes les victimes et non les bourreaux", s'accordent-ils avec retenue. Cette prise de conscience apaise, forcément, mais ne permet pas aux deux survivants de se ressaisir de leur enfance perdue. Épars, reconstitués, les souvenirs peinent à affluer à la surface du cœur. "Je n'ai plus beaucoup d'images de ma vie d'avant, lorsque j'allais à l'école ou que je promenais les bêtes dans les champs. Mais je pense souvent à cette tradition ancestrale que nous avons, avance doucement Alaz, chancelant sur sa jambe d'acier. Lorsqu'un enfant est prêt à faire ses premiers pas, la famille noue un fil de laine autour de ses jambes. C'est alors au berger de le couper, et de laisser l'enfant marcher.

*Les prénoms ont été changés.

Yézidies rescapées de Daesh, l'amitié, phare de leurs nuits

Dix ans après les massacres de Daesh dans les monts Sinjar, dans le nord-ouest de l'Irak, les yézidis survivants restent hantés par leurs démons. Hind et Jacklin n'avaient que 6 ans lorsqu'elles ont été enlevées par le groupe terroriste. Pour La Croix, elles témoignent sur leurs années de captivité durant lesquelles elles ont scellé leur amitié.

Erbil (Irak) De notre correspondante

Deux jeunes filles en fleurs dans leurs longues robes lilas, celles portées traditionnellement par les femmes yézidies originaires de Sinjar. Savent-elles seulement que le violet est considéré comme une couleur apaisante pour l'esprit ? « *Soussou* » et « *Jacko* », leurs affectueux surnoms, ont aujourd'hui 16 ans. Elles arpentent bras dessus, bras dessous chaque recoin du temple de Lalesh, un lieu saint du yézidisme en Irak. « *Ici, on se ressource, on se sent en sécurité* », confient-elles.

Elles sont un peu comme le yin et le yang, deux forces complémentaires : l'une est calme et passive, l'autre active, presque nerveuse. Lorsqu'elle s'exprime, Hind emploie un vocabulaire réfléchi. Aucun détail, à peine de quoi percevoir l'horreur vécue trop jeune. « *Nous nous sommes rencontrées pendant notre captivité. Nous avons vécu des choses affreuses toutes les deux. Bien que nous ayons été séparées un long moment, notre amitié est restée la même.* »

Jacklin, elle, n'y va pas par quatre chemins. Elle fixe ses interlocuteurs droit dans les yeux et ne s'interrompt pas lorsqu'elle nomme le mal, Daesh, et que son amie se mure dans le silence, les yeux éteints. Toute petite, en 2014, elle garde en mémoire son enfance heureuse entourée de ses parents, ses deux sœurs et son petit frère, dans la

menés dans la ville de Tal Afar – l'un des fiefs du groupe État islamique – ma mère, mon frère et moi. »

La première année, « *ils nous battaient, surtout ma mère. Ils nous forçaient à nous convertir* ». C'est à l'école coranique, où les petits yézidis passaient leurs journées, que les deux amies se sont rencontrées. « *Il y avait beau-*

Jacklin décrit les années passées avec cette famille. « *Ils me frappaient en permanence, me forçaient à prier comme eux. J'étais leur esclave. Je faisais tout dans la maison.* » En 2017, au plus fort de l'offensive internationale menée contre le groupe État islamique, ils décident de fuir illégalement vers la Syrie pour rallier la Turquie. De cet énième éloignement, elle ne se souvient que « *de la guerre et des bombes* ». De son désespoir aussi.

« *Nous avons passé six mois à Ankara, en Turquie. J'étais persuadée que ça serait le reste de ma vie, que je ne reverrais plus jamais ma famille, ni Soussou.* » Jusqu'à l'opération de sauvetage, dont elle tait les circonstances. Elle retrouve sa famille, et, des mois plus tard, sa meilleure amie. « *Je n'en croyais pas mes yeux.* »

C'était un jour comme un autre, « *je participais à un atelier de soutien organisé par une ONG et c'est là que j'ai reconnu Soussou* ». Depuis, inséparables, elles se soutiennent et se comprennent mieux que quiconque.



Les deux amies liées par la survie, Jacklin (à g.) et Hind, au temple de Lalesh, au Kurdistan irakien, le 4 juillet. JULIA ZIMMERMANN

modeste maison familiale de Sinuni, un village du Sinjar.

Elle revoit les hommes de Daesh déferler de toutes parts. « *Ils ont séparé les hommes des femmes. Ils ont pris toutes nos affaires, nos bijoux. Ils nous ont battus et nous ont em-*

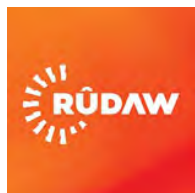
coup d'enfants. » Son regard se durcit : « *Un jour, une famille est venue me récupérer. Une autre a pris mon frère. C'était très violent, ils m'ont brûlé le bras. J'ai toujours la trace, juste là.* » Une tâche brune, logée dans le pli du coude. « *Je n'ai plus jamais revu ma mère.* »

« J'ai l'impression que, malgré tout, nous avons grandi ensemble. Plus qu'une amie, c'est une sœur », réagit Hind. L'une veut devenir psychologue, l'autre avocate. « Nous ne

voulons plus jamais retourner à Sinjar. » Liées par la survie, fil conducteur de leurs vies en miroir. Une décennie plus tard, plus de 400 000 personnes de la communauté

yézidie restent déracinées. La moitié vit toujours dans des camps au Kurdistan irakien. Réticents, pour la plupart, à retourner sur leurs terres. Manque d'infrastructure, de maison

habitable et situation sécuritaire instable... Pareil à une main cruelle appuyant sans relâche sur des plaies ouvertes, il y a dix ans, le 3 août 2014.



04/08/2024

German, Iraqi, Kurdish politicians jointly commemorate Yazidi genocide

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish, Iraqi, and German politicians acknowledged in Germany on Sunday that a myriad of challenges are still faced by the Yazidi community at a ceremony to commemorate ten years since the Islamic State's (ISIS) genocide against the minority group.

Iraqi Foreign Minister Fuad Hussein, Rebar Ahmed, interior minister of the Kurdistan Regional Government (KRG), and a group of German politicians attended the event at historic St. Paul's Church in Frankfurt.

Frank Schwabe, a German MP at the ceremony on Sunday, told Rudaw that the Yazidi genocide was "a particularly severe example of religious oppression." He added that "Germany tries to advocate for these threatened minorities."

Derya Turk-Nachbaur, another German MP, told

Rudaw that they intend soon to hold talks with the Iraqi government and KRG to develop a joint strategy to ensure the safe return of Yazidis to Shingal (Sinjar).

Many Yazidis still living inside and outside internally displaced person (IDP) camps in the Kurdistan Region have been reluctant to return to Shingal. Some who left to their homelands have been forced to return to the camps due to a lack of infrastructure and security.

"Germany is involved with some funds there," Nachbaur added. "We are doing a lot of reconstruction; we have built and established hospitals in Shingal."

In January 2023, the German parliament (Bundestag) recognized ISIS' crimes against Yazidis as "genocide;" however, the government has increased its efforts to return asylum seekers whose applications

had been rejected to their countries.

The largest Yazidi diaspora is in Germany where more than 200,000 members of the ethno-religious group live. Many emigrated to Europe on their own or with the help of non-governmental organizations (NGOs).

"It makes no sense to deport these people," Peter Heidt, another German MP, told Rudaw. "The ministry told me that only those who violate the law have been deported so far. Today, I learned here at the event that non-criminals have also been deported."

In August 2023, a German interior ministry spokesperson told Rudaw that Germany had rejected the cases of 31,000 Iraqi asylum seekers in recent years; additionally, many were notified to leave the country. Asylum and immigration are complex and contentious issues in Germany which have become

heavily debated with the genocide designation.

Last October, hundreds of Yazidis protested for days outside Germany's parliament and other federal buildings against the announced deportations, with many going on hunger strikes.

At an event to commemorate the tenth anniversary of the Yazidi genocide on Saturday in the Kurdistan Region's capital of Erbil, its president, Nechirvan Barzani, said Yazidis are still suffering from the consequences of the genocide, adding the fate of 2,596 of the at least 6,417 Yazidis who were abducted by ISIS remains unclear.

"I will start clarifying this from Monday because a criminal can be deported," German MP Heidt said at the ceremony on Sunday. "I also think that is right. But if someone is not a criminal, then they should not be deported."



03/08/2024

Yazidi Genocide ‘turning point’ in Iraq, Kurdistan history: President Barzani

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region President Nechirvan Barzani said on Saturday that the 2014 genocide of Yazidis by the Islamic State (ISIS) ten years ago was a “turning point” in the history of Iraq and the Kurdistan Region, adding that the catastrophic incident shocked the whole world.

“The genocide of Yazidis in the modern era is a grave, unbelievable shock which shook the whole humanity in the world. It became a turning point in the history of Kurdistan and Iraq... The whole international community should have worked together so that such a crime is never and never repeated elsewhere,” President Barzani said in a speech delivered at an event in Erbil to commemorate the tenth anniversary of the Yazidi Genocide.

Dozens of Kurdish officials, families of the victims and clerics from different religions attended the ceremony which was held at the University of Kurdistan - Hawler (UKH). The ceremony was organized by an office, affiliated with the Kurdistan Region Presidency, which rescues Yazidis kidnapped by ISIS in 2014.

When ISIS swept through the Yazidi heartland of Shingal in August 2014, committing genocide.



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani speaking at an event in Erbil to commemorate the tenth anniversary of the Yazidi Genocide. Date: August 3, 2024. Photo: Rudaw

President Barzani said at the event that Yazidis are still suffering from the consequences of the genocide. The fate of 2,596 of more than 6,417 Yazidis abducted by ISIS in 2014 remains unclear, he added.

“The destruction of Shingal and its vicinity, the displacement of hundreds of thousands of the residents of Shingal and the area, and the pain from all this [suffering] will not be forgotten in either 10 years or ever,” President Barzani said.

Everything should be done to make sure the perpetrators are punished, justice is served and the victims are compensated, he stressed.

President Barzani said the office to rescue Yazidis will

continue its work until all the kidnapped Yazidis are rescued.

“We assure all Yazidi brothers and sisters that the work of the teams of the office to rescue the kidnapped Yazidis will continue until all are rescued. Thousands of the victims need long-term psychological treatment and special care which should be provided,” he said.

He noted that Shingal needs renovation and basic services so that its residents are able to return.

Baghdad and Erbil signed an agreement in 2020 to normalize the situation in Shingal, but the deal has yet to be implemented.

Despite both the KRG and

the Iraqi government calling on all armed groups to leave Shingal on several occasions, the agreement has been rejected by the Kurdistan Workers’ Party (PKK) whose proxies dominate parts of Shingal.

“The Iraqi federal government should cooperate with the Kurdistan Regional Government to implement the Shingal agreement and normalize the situation [in the town]. Serving the people of Shingal and the Yazidi community should be the priority of all of us. We should all work together so that Shingal and Yazidis will no longer become the victims of partisan and political agenda,” President Barzani said at the Erbil event.

The New York Times

Farnaz Fassihi
Aug. 3, 2024

Iran Arrests Dozens After Killing of Hamas Leader Haniyeh

Iran has begun a sweeping investigation into the assassination of Ismail Haniyeh, with its intensity a sign of how damaging and shocking the security failure was.

Iran has arrested more than two dozen people, including senior intelligence officers, military officials and staff workers at a military-run guesthouse in Tehran, in response to a huge and humiliating security breach that enabled the assassination of a top leader of Hamas, according to two Iranians familiar with the investigation.

The high-level arrests came after the killing in an explosion early Wednesday of Ismail Haniyeh, who had led Hamas's political office in Qatar and was visiting Tehran for the inauguration of Iran's new president and staying at the guesthouse in northern Tehran, Iran's capital.

The fervor of the response to the killing of Mr. Haniyeh underscores what a devastating security failure this was for Iran's leadership, with the assassination occurring at a heavily guarded compound in the country's capital within hours of the swearing-in ceremony of the country's new president.

"The perception that Iran can neither protect its homeland nor its key allies could be fatal for the Iranian regime, because it basically signals to its foes that if they can't topple the Islamic Republic, they can decap-



The funeral for Ismail Haniyeh in Tehran on Friday; the Hamas leader was assassinated in Iran's capital on Wednesday. Credit...Arash Khamooshi for The New York Times

itate it," said Ali Vaez, the Iran director for the International Crisis Group.

Officials in both the Middle East and in Iran itself have said the deadly blast was the result of a bomb that had been planted in Mr. Haniyeh's room as long as two months before his arrival.

Iranian officials and Hamas said Wednesday that Israel was responsible for the assassination, an assessment also reached by several U.S. officials. Israel, which has vowed to destroy Hamas's governing and military abilities, has not acknowledged that it was responsible for planting the bomb.

The Revolutionary Guards Corps' specialized intelligence unit for espionage has taken over the investi-

gation and is hunting down suspects that it hopes will lead it to members of the assassin team that planned, aided and carried out the killing, according to the two Iranian officials, who requested anonymity because of the sensitive nature of the investigations.

The news of the sweeping arrests came after the Revolutionary Guards announced in a statement that "the scope and details of this incident are under investigation and will be announced in due course."

The Guards Corps has not yet made public any details of the arrests nor of its investigation into the explosion, including its cause. But it has vowed a severe revenge, as has Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, who issued an order to strike Israel in re-

taliation, according to the Iranian officials.

The intensity and scope of the Guards' investigation reveal the degree to which the assassination has shocked and rattled the country's leadership.

The deadly blast, which also killed Mr. Haniyeh's Palestinian bodyguard, wasn't only an earth-shattering collapse of intelligence and security; nor only a failure to protect a key ally; nor evidence of the inability to curb the infiltration of Mossad; nor a humiliating reputational blow. It was all of those, and more.

Perhaps most important, it delivered a jarring realization that if Israel could target such an important guest, on a day when the capital was under heightened security, and carry out the attack at a highly secure compound equipped with bulletproof windows, air defense and radar, then no one was really safe.

"This security breach requires different policies and strategies; it may be arresting spies if there was infiltration, or retaliation if the operation was conducted from outside the borders, or a combination of both," Sasan Karimi, a po-

litical analyst in Tehran, said in a telephone interview.

Mr. Haniyeh's proximity to Iran's supreme leader — with the two men meeting at Mr. Khamenei's residence just hours before the assassination — has also raised concerns.

At Mr. Haniyeh's [funeral in Tehran](#) on Friday, Mr. Khamenei was surrounded by a tighter circle of bodyguards than usual when he performed an Islamic prayer ritual on the body. He then left immediately, only pausing briefly to greet Mr. Haniyeh's son.

Just four days before Mr. Haniyeh's assassination, the country's minister of intelligence, Seyed Esmaeil Khatib, said to local media that Iran had "disintegrated and destroyed a network of Mossad infiltrators who were every day assassinating some of our scientists and sabotaging our key facilities."

Then came the shock of Mr. Haniyeh's assassination.

After the attack, Iranian security agents raided the guesthouse compound, which belongs to the Revolutionary Guards Corps and which is where Mr. Haniyeh frequently stayed — in the same room — on his visits to Tehran. The agents placed all the guesthouse's staff members under quarantine, arrested some, and confiscated all electronic devices, includ-



A billboard in Tehran with a photo of Ismail Haniyeh and Masoud Pezeshkian, Iran's newly elected president. Credit... Arash Khamooshi for The New York Times

ing personal phones, according to the two Iranians.

A separate team of agents interrogated senior military and intelligence officials

also were examining the comings and goings of staff members, who are strictly vetted before employment and drawn from the rank and file of the Guards as



Mourners gathered in Tehran for Ismail Haniyeh's funeral. Credit... Arash Khamooshi for The New York Times

with roles in safeguarding the capital. It placed a number of them under arrest until investigations are completed, according to the two Iranians.

When the security agents raided the guesthouse compound, they combed through every inch of it, inspecting surveillance cameras dating back months as well as guest lists. They

well as from the Basij, its paramilitary volunteer task force, the two Iranian officials said.

The investigation also focused on Tehran's international and domestic airports, where agents have been stationed, looking through months of footage on cameras from the arrival and departure lounges and

examining flight lists, the two Iranians said. They said that Iran believes members of Mossad's assassin team are still in the country and their goal is to arrest them.

An Iranian member of the Revolutionary Guards, who requested anonymity because he was not authorized to speak, said he was not aware of the arrests, but said that security protocols had been completely overhauled in the past two days for senior officials. The security details for senior officials were changed, and electronic equipment such as mobile phones swapped. He said some senior officials had been moved to a different location.

A former president of Iran, Hassan Rouhani, who has served in senior security roles, said in a statement that by assassinating Mr. Haniyeh, Israel was also "targeting Iran's security and stability at the start of a new government," and he added that the way to confront the threat would be for all security, intelligence and military branches to cooperate and strengthen their capabilities.

[Farnaz Fassihi](#) is the United Nations bureau chief for The Times, leading coverage of the organization, and also covers Iran and the shadow war between Iran and Israel. She is based in New York. [More about Farnaz Fassihi.](#)



03/08/2024

Iraqi women MPs unite to fight legislation that endangers women, girls

ERBIL, Kurdistan Region - More than 15 women members of the Iraqi parliament on Saturday announced the formation of a bloc dedicated to fighting a controversial proposed amendment to the Personal Status Law, which among other things would legalize child marriage.

“The goal of this bloc is to clearly declare the rejection of the currently proposed amendment to the Personal Status Law,” said a statement from the MPs read at the parliament in Baghdad.

A bill to amend the 1959 Personal Status Law is currently on the Iraqi parliament’s agenda. If passed, it would allow Iraqis to choose to follow religious rules to govern matters in their marriage. For Shiites, the proposed bill specifies following the provisions of the Jaafari school of jurisprudence, which permits marriage for girls as young as nine and boys at fifteen.

“[T]he basis for this rejection is not emotional, as some might claim, nor is it driven by external motives, but rather based on legal, religious, professional, and social observations, and stems from a sincere concern to protect the Iraqi



Iraqi women MPs reading a statement in Baghdad on August 3, 2024. Photo: Screenshot/@NoorNafeaAli on X

family,” said the statement from the women’s bloc.

The women have begun meeting with political leaders to inform them of their opposition to the draft and called on other women parliamentarians to join them.

The women were also critical that lawmakers have not been given full details of the amendments.

“We in the House of Representatives would be voting on an unknown thing. Up until now, no draft has arrived at the House of Representatives to see what this amendment contains,” said MP Suzan Mansur.

Under the current Personal Status Law, the legal age of marriage is 18, or

15 with the permission of a judge and the legal guardian.

Many marriages in Iraq are unregistered, conducted by religious leaders and not legally valid. The proposed amendments also call for legitimizing marriages authorized by religious leaders.

On Monday, the Coordination Framework, the largest bloc in the Iraqi parliament, called on the legislature to move forward with the first reading of the bill, saying it does not “contradict foundations of democracy.”

“The intended amendment to the Personal Status Law is in harmony with the constitution, which stipulates that Iraqis are free to make their choices in a manner that does not

contradict the constants of Sharia and the foundations of democracy,” read a statement from the Shiite bloc.

The draft has sparked outcry and criticism from human and women rights’ activists, who have held protests in Baghdad.

Versions of the bill, which was first proposed in 2014, have come under criticism for provisions that include prohibiting Muslim men from marrying non-Muslims, legalizing marital rape, and requiring women to obtain their husband’s permission to leave the house, according to Human Rights Watch.

The current proposed bill was introduced by independent MP Raed al-Maliki, who was also responsible for controversial amendments to the anti-prostitution law that criminalized any practice of homosexuality and sex-reassignment surgeries earlier this year.

In November 2017, the United Nations mission in Iraq also expressed criticism as the proposed changes could violate the UN Convention on the Rights of the Child, of which Iraq is a signatory.



Nahro Mohammed
contributed to this report
04/08/2024

Nearly 22,000 Iraqis remain in Syria's al-Hol camp

ERBIL, Kurdistan Region - Approximately 22,000 Iraqi nationals are left in the notorious al-Hol camp in northeast Syria (Rojava), which holds many individuals with suspected links to the Islamic State (ISIS), an Iraqi official told Rudaw on Sunday.

Ali Abbas, spokesperson for the Iraqi Ministry of Migration and Displaced, said that Iraq has repatriated over 10,000 nationals from the camp.

Iraqis and Syrians make up the majority of the 40,000 ISIS-linked people who have been held at al-Hol camp in Rojava's Hasaka province since the military defeat of the terror group in 2019. The camp has been branded as a humanitarian disaster and a breeding ground for terrorism by security experts.

Last month, Iraq repatriated 150 families from the camp.

Abbas told Rudaw in July that the largest number of families repatriated in one batch this year was 190, adding that there are cur-



Aerial view of al-Hol camp on December 6, 2021. Photo: Delil Souleiman/ AFP

rently over 900 families residing in al-Jada rehabilitation camp in Iraq's northern Nineveh province.

While in al-Jada, the repatriated individuals are prepared for reintegration into their communities and then returned to their places of origin.

Iraqi National Security Advisor Qasim al-Araji said in March that around 20,000 Iraqis below the age of 18 remain at al-Hol. He de-

scribed them as "time bombs."

Kurdish authorities in Rojava repeatedly have called on the international community to repatriate their nationals from the camps, but their calls have largely gone unanswered as most countries are unwilling to bring back their citizens due to security concerns.

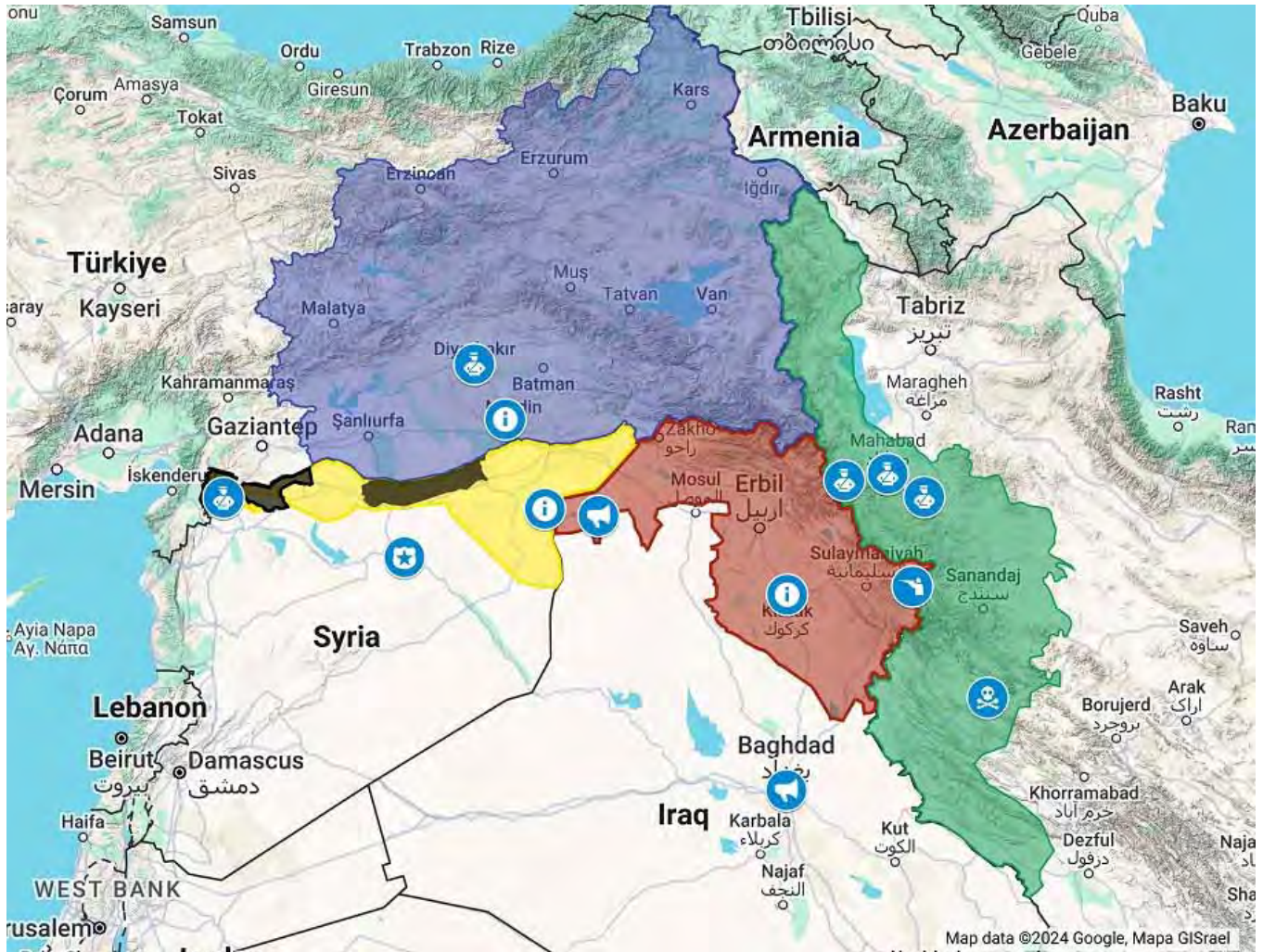
In June, the Iraqi migration ministry revealed that Iraq and the United Nations

reached an agreement to repatriate all Iraqi nationals from the camp by 2027.

The repatriation of ISIS-linked citizens has sparked opposition in Iraq, with tribes unwilling to accept and welcome people associated with the group that committed heinous human rights abuses and war crimes from 2014 to 2017, when they controlled vast swathes of the country.

Kurdistan Digest | August 5, 2024

A Digest of Events in the Kurdistan Regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.



Iran

The Iranian regime **executed** Reza Rasaei, a 34-year-old Kurdish political prisoner detained during the 2022 Woman, Life, Freedom movement, at Dizel Abad Prison. His death sentence, condemned by human rights groups for serious due process violations and torture-extracted confessions, is part of a larger crackdown that has seen dozens of protesters either

executed or sentenced to long prison terms. Meanwhile, Iranian intelligence forces **arrested** three members of exiled Kurdish political activist Hassan Vazhi's family in Piran-shahr and **violently detained** relatives of the slain protester Mohammad Hassanzadeh in Bokeran. Additionally, **three Kurdish religious** activists in Bokeran face charges of "rebellion." The Hengaw Organization for Human Rights reports that Iranian authorities

have arrested **92 individuals nationwide** in July, including 49 Kurds. Concurrently, the crackdown on Kurdish border porters continued, with border guards killing 25-year-old **Asad Afranjeh** near Marvian, bringing the number of kolbar deaths **since July** to six. In Mehabad, police **shot dead** the father of a young Kurdish man following an altercation between his son and Basij forces.

Iraq

On August 5, Iranian-backed militias launched a rocket attack on the Ain al-Assad air base, which houses U.S. service members, marking a resurgence in hostilities after a several-month hiatus. The Joint Operation **Command has obtained** intelligence on the attackers, and the White House **has vowed** to respond to any aggression against U.S. personnel "in a manner

and place” of their choosing. Concurrently, [Rudaw reported](#) the re-deployment of a small number of U.S. troops to Kirkuk after a seven-year absence. Iranian-backed militias have previously targeted U.S. troops and diplomatic missions, [including in Kurdistan](#).

Iraq’s Judicial Authority for Elections has [disbanded three](#) political parties linked to the Kurdistan Workers’ Party (PKK), reflecting Baghdad’s deeper involvement in Turkey’s conflict with PKK fighters in northern Kurdistan. The parties affected are the Yazidi Freedom and Democracy Party, the Democratic Struggle Front Party, and the Kurdistan Community Party, or “Tavgari Azadi.” The Iraqi government, under Turkish pressure, has recently [banned the PKK](#), while Turkish forces continue bombing PKK positions, causing [civilian casualties](#) and displacing hundreds of families in Dohuk and Erbil.

On the [tenth anniversary](#) of the Yazidi Genocide by ISIS, the Kurdistan [Region presidency](#) has urged the federal government to implement the Shingal Agreement. [This 2021 agreement](#) calls for the withdrawal of security forces and armed groups from Shingal and the establishment of local police control. The district re-

mains unstable, lacking essential services, which discourages displaced Yazidis from returning to their homes.

Syria

The Autonomous Administration for North and East of Syria (AANES) [released more Syrian](#) families from al Hol camp that hold Da’esh relative. The initiative is part of an amnesty issued after tribal leaders sponsored the release and guaranteed their return to normal life. The 82 families, mostly women and children, have returned to Deir Ez Zor province. That said, Da’esh activities continue to increase in Syria, including targeting an [oil investor](#). On August 2, the Syrian Democratic Forces (SDF) supported by the US-led international coalition, [arrested a Da’esh](#) cell in al Karamah, east of Raqqa. The cell, responsible for attacks on the security forces and civic institutions, was captured after a raid on their hide-out.

Human Rights Watch [criticized Türkiye](#) for hosting and publicly celebrating two Syrian National Army (SNA) faction leaders accused of serious human rights abuses, including unlawful killings, torture, and sexual violence. The HRW report noted that the meeting, involving Turkish nationalist leader Devlet

Bahçeli and a convicted mafia boss, highlights Türkiye’s failure to address or curb atrocities committed by groups it supports in northern Syria, fostering an environment of impunity and undermining efforts for accountability in the region. Meanwhile, Turkish-backed factions in occupied Afrin have recently arrested four Kurdish civilians to extort financial ransoms, according to the [Syrian Observatory](#) for Human Rights (SOHR). In other Turkish-occupied areas, [protests erupted](#) against Turkey’s plan to normalize relations with the Assad regime, a move that protesters fear could jeopardize the safety of millions of Syrians. On Saturday, the Russian envoy to Syria, Alexander Lavrentyev, visited Ankara to resume [talks of normalization](#) between the Syrian regime and Turkey.

Turkey

In recent weeks, the Turkish government has [arrested dozens](#) of Kurds at weddings across the country, accusing them of “terrorist propaganda” for playing specific songs and chanting certain slogans. This crackdown is part of a broader campaign to suppress Kurdish political and cultural expression, coinciding with Turkey’s military operations against the PKK in Iraqi Kurdistan. The government has in-

tensified its actions against those associated with the Kurdish movement, banning most Kurdish songs related to freedom and revolution. In 2018, a Kurdish man was [beaten and arrested](#) for whistling a Kurdish revolutionary song. The pro-Kurdish Peoples’ Equality and Democracy Party (DEM) [condemned](#) recent actions, comparing them to the dark years of past repression. They criticize the government’s crackdown on Kurdish cultural expressions and accuse the authorities of employing racist tactics. The DEM Party has called for the release of those detained and urged the government to end discriminatory practices. Separately, the Constitutional Court has overturned the conviction of [Abdurrahim Kılıç](#), who was previously found guilty of “terrorist propaganda” for wearing a t-shirt with the word “Kurdistan” and the Mesopotamian Sun emblem.

Turkey has banned several top [VPN services](#) amid ongoing disruptions to internet access, including a four-day block on Instagram. The ban on Instagram, enforced without much explanation, is [believed to be in response](#) to the platform’s restriction of condolence messages following the assassination of Hamas leader Ismail Haniyeh.

The New York Times

By Alissa J. Rubin and Helene Cooper

Alissa J. Rubin reported from Erbil, Iraq, and Helene Cooper from Washington.

Aug. 5, 2024

U.S. Troops in Iraq Are Wounded in Rocket Attack on Air Base

The attack late Monday resembled previous ones carried out by Iraqi armed groups, backed by Iran, which have targeted the base repeatedly over the past nine months.

A rocket attack targeting U.S. personnel housed at a base in Iraq's western desert injured several American troops late on Monday, according to U.S. defense officials.

The attack on Ain al Asad Air Base resembled previous ones carried out by Iran-backed Iraqi armed groups, which have targeted the base repeatedly over the past several years but intensified their attacks after Israel's war with Hamas in Gaza began in October.

The latest attack involved at least two rockets that hit inside the base's perimeter, according to a U.S. official and Iraqi witnesses near the site of the attack. The base had been targeted at least twice in the past three weeks, and there was also an attack late last month on a small U.S. base in eastern Syria where U.S. special operation forces work with Syrian Kurdish troops to tamp down the Islamic State.

Initial reports were that at least five people were injured in Monday's attack and that the wounded included both U.S. troops and contractors.

The attack comes as tensions are running especially high in the region, with Israel and its American, European and regional allies bracing for a reprisal attack from Iran in response to the killings last week of a Hamas leader, [Ismail Haniyeh](#), in Tehran, and a Hezbollah leader, [Fuad Shukur](#), in the southern suburbs of Beirut.

Israel has said it carried out the attack on Mr. Shukur but has said nothing about the one in Iran. Iranian officials and Hamas have said that [Israel was responsible](#) for Mr. Haniyeh's killing.

The Iranian government has said that any retaliatory attack will also involve [its proxy forces](#), which include Hezbollah, the Houthis in Yemen and militants in Iraq.

Those Iraqi militants have typically attacked U.S. forces in Iraq and Syria and targeted Israel using longer-range rockets. The region has been on high alert for a broad onslaught, [similar to Iran's attack on Israel in April](#), which was in response to Israel's [killing](#) of three senior leaders of Iran's Revolutionary Guards Corps and four other Revolutionary Guard officers in Damascus, Syria.

It was not clear if the rocket attack on Monday at Al Asad Air Base was part of that response or a continuation of ongoing efforts by the Iran-backed groups in Iraq to target U.S. forces, who are stationed in the country at the invitation of the Iraqi government. The chief goal of Iran-backed groups in Iraq is to force the U.S. troops to leave the country entirely. No group has taken responsibility for Monday's attack.

There is continuing negotiation between senior defense officials in Iraq and the Pentagon over how to reconfigure and downsize the U.S. and multinational forces, but they have not yet reached a decision. Within the Iraqi government, there is division, with factions close to Iran pushing for a speedy U.S. departure while others, including many Iraqi defense officials, are pushing for limited longer-term U.S. involvement.

There are about 2,500 American troops in Iraq, as well as 900 in Syria, where the Islamic State has once again become active.

The White House said in a statement that President Biden and Vice President

Kamala D. Harris had been briefed on the attack and had discussed steps that the administration would take "to defend our forces and respond to any attack against our personnel in a manner and place of our choosing."

After a [July 16 drone attack](#) on the U.S. area of the Ain al Asad base, which did not result in injuries, the U.S. military bombed a small drone factory in [Jurf al Sakhar](#), an area south of Baghdad, which serves as a base for the Iranian-backed group Kata'ib Hezbollah and others. The U.S. attack killed four fighters — three Iraqis and a Houthi commander — at the site.

[Alissa J. Rubin](#) reports on stories across the Middle East, including ongoing conflicts and long-term problems such as climate change. She is based in Paris. [More about Alissa J. Rubin](#)

[Helene Cooper](#) is a Pentagon correspondent. She was previously an editor, diplomatic correspondent and White House correspondent. [More about Helene Cooper](#).

En Irak, la menace de Daech instrumentalisée

Les autorités de Bagdad aimeraient s'affranchir des militaires américains comme des milices chiites proches de l'Iran. Mais ces deux forces justifient leur présence par les attaques des djihadistes.

Sur le checkpoint de Hamdaniya (autre nom de Qaraqosh), le drapeau de la coalition paramilitaire des milices al-Hachd al-Chaabi (Forces de mobilisation populaire) flotte aux côtés de celui de l'Irak. Sur la colline avoisinante, les ruines d'un entrepôt de Daech se dessinent dans le ciel bleu, comme le souvenir d'un passé révolu. « Daech est défait, l'Irak n'a plus rien à craindre des terroristes », assure le commandant Ali, qui dirige la petite patrouille. « Les Forces de mobilisation populaire sont garantes de la sécurité des Irakiens », tient-il à ajouter.

Pourtant, la veille, quatre policiers ont été tués dans une attaque contre une cellule de l'État islamique. Une attaque qui s'inscrit dans un certain dynamisme de l'organisation terroriste. Le commandement militaire américain notait, le 16 juillet, que l'organisation était en passe « de doubler le nombre total d'attaques revendiquées en 2023 », indiquant que « l'État islamique tente de se reconstituer après plusieurs années de diminution de ses capacités ».

Pourtant, et a contrario, l'État irakien assure que la page du djihadisme sunnite est tournée. C'est à ce titre que le gouvernement a



Des combattants de la milice pro-iranienne Hachd al-Chaabi patrouillent dans la plaine de Ninive aux alentours de Hamdaniye, le 10 juillet 2024 en Irak. Lucas Barioulet pour Le Figaro

exigé le départ des troupes américaines et internationales, présentes en Irak depuis 2014 pour lutter contre l'État islamique. En février dernier, l'armée américaine a annoncé programmer le retrait progressif de ses 2 500 soldats du pays. « L'EI n'a plus la capacité de frapper les villes, nous disposons aujourd'hui d'une supériorité technique suffisante pour nous passer de l'aide internationale », assure le « major general pilot » Tahseen al-Khafaji, du « joint operation command » irakien.

Dans les faits, l'État islamique compte environ 3 000 combattants entre la Syrie et l'Irak, selon un rapport de l'ONU de janvier

2024. En Irak, le groupe se maintient dans les zones rurales du centre du pays, notamment dans les monts Hamrin et du Wadi al-Chay (à l'ouest de Kirkouk), où la coordination sécuritaire entre l'armée fédérale irakienne et les pechmergas, les forces kurdes, est défaillante. La situation est bien plus inquiétante de l'autre côté de la frontière, en Syrie, où les opérations conjointes entre les forces locales et les armées occidentales sont bien moins intenses.

Au fil des années, l'intérêt américain s'était éloigné de l'Irak pour se concentrer sur le Pacifique et l'Ukraine. Seulement, le Moyen-Orient et par extension l'Irak se sont retrouvés au

centre de leurs préoccupations après l'attaque du 7 octobre en Israël, qui a replongé la région dans l'instabilité et déclenché une salve d'hostilités à l'encontre des États-Unis : plus de 150 attaques ont été enregistrées contre leurs bases en Syrie et en Irak depuis lors, sans compter les multiples manifestations exigeant leur départ de la région. Les Américains sont bien dans une logique de retrait progressif du pays, mais ils n'entendent pas l'abandonner aux Iraniens, dont l'influence est considérable.

« Les Irakiens se retrouvent entre deux instrumentalisation, explique le chercheur Pierre-Jean Luizard. D'une part celle des Amé-

ricains, qui prétextent la menace pour maintenir une présence ; d'autre part celle de l'Iran et des milices qui lui sont affidées, qui souhaitent le départ le plus rapide et le plus humiliant possible pour les Américains », ajoute-t-il.

Dans la plaine de Ninive, nombreux sont les sunnites à avoir rejoint l'État islamique. Dans le village de Qabr al-Abd, dans la périphérie de Mossoul, près d'un tiers des hommes a endossé la bannière noire de l'organisation terroriste en 2014. « Beaucoup de familles conservent secrètement leurs allégeances », note Nektel Najeb, dont les trois frères ont été tués comme soldats de Daech. Dans le village, nombreux sont les orphelins de l'État islamique. « Beaucoup sont trop jeunes pour se souvenir de quoi que ce soit, explique-t-il. Les souffrances causées par l'EI

s'oublieront vite, quand ils seront confrontés au chômage ou au rejet en raison de leur appartenance communautaire », juge-t-il.

Dans un Irak où l'État est prisonnier du confessionnalisme aucune réponse n'a été apportée aux griefs qui avaient jadis poussé une partie de la population sunnite dans les bras de l'État islamique. « Il y a toujours en Irak un terreau favorable à Daech, qui bénéficiera - certainement dans une moindre mesure - d'un chaos confessionnel comme ce fut le cas avant 2013, d'autant plus si les Américains se retirent du pays », ajoute le chercheur Pierre-Jean Luizard.

En 2011, les Américains s'étaient en effet désengagés de l'Irak, après neuf ans d'une guerre longue et coûteuse. « Les groupes djihadistes en ont profité

pour se reconstituer. Trois ans plus tard, faute de soutien, l'armée irakienne s'est effondrée face à Daech qui a capturé un tiers du territoire », note le colonel à la retraite Christopher Costa. Aujourd'hui, et malgré une montée en puissance de l'armée, et notamment du Counter-Terrorism Service (les forces spéciales irakiennes), l'Irak dépend encore largement des capacités américaines, notamment en termes de renseignement, pour maintenir sa pression sur l'État islamique.

Par ailleurs, le pays est loin d'avoir résolu les défis sociaux qui ont favorisé l'émergence de Daech au sein des communautés sunnites. Déjà mis de côté des institutions et des politiques de redistribution au lendemain de la chute de Saddam Hussein en 2003, les sunnites sont aujourd'hui encore mis à

l'écart du pouvoir et des mécanismes de redistribution de la richesse nationale. Dans les régions qui ont vu nombre d'habitants rejoindre l'État islamique, la prédation économique des milices pro-Iran arrivées au motif de combattre l'État islamique n'a fait qu'accroître le ressentiment contre l'État central et les griefs communautaires.

À Mossoul, les bannières chiites et les portraits de Qassem Soleimani, général iranien tué par une frappe américaine en 2020, sont légion. « L'influence des milices chiites dans la région est très mal supportée, reconnaît le cheikh Abou Ahmad, une autorité parmi les sunnites de Mossoul. Les gens d'ici se sentent oubliés du gouvernement central, qu'ils considèrent comme "perse" », ajoute-t-il.

Le Monde

Stéphane Foucart
06/08/2024

Quinze siècles avant Athènes, un semblant de démocratie en Assyrie

« Les lettres de Kanesh » (2/5). Les quelque 22 000 tablettes d'argile découvertes dans les ruines de la cité anatolienne de Kanesh, il y a quatre mille ans, donnent un aperçu fascinant de l'organisation d'une grande ville de l'âge du bronze, qui n'est pas sans rappeler la démocratie athénienne.

Tout à coup, la lumière remplaça les ténèbres. À Athènes, entre le VII^e et le V^e siècle avant notre ère, la philosophie apparaît, la démocratie renverse la tyrannie. Nous l'avons tous appris à l'école, c'est le « miracle grec ». Un « miracle » qui,

soit dit en passant, sied très bien aux héritiers de la Grèce que nous sommes : en le célébrant, c'est un peu nos propres louanges que nous chantons. L'émergence de systèmes politiques complexes, le partage des pouvoirs et les balbutie-

ments de la démocratie, tout cela vient-il du seul génie de l'Europe ? Si vous doutez de ce miracle, vous n'avez probablement pas tort, et les lettres de Kanesh sont là pour conforter votre scepticisme.

Ces quelque 22 000 ta-

blettes d'argile vieilles de 4 000 ans, découvertes dans les ruines de la cité anatolienne de Kanesh, donnent un aperçu fascinant de l'organisation d'une grande ville de l'âge du bronze, qui n'est pas sans rappeler l'Athènes de Périclès – tout en la précédant

de quinze siècles.

Mais, avant de poursuivre, il faut éclaircir un point important. Les lettres découvertes à Kanesh ne renseignent pas tant sur la ville de Kanesh que sur une autre cité : Assur, le cœur de l'Assyrie, à un millier de kilomètres au sud-est, postée en surplomb du Tigre, non loin de l'actuelle Mossoul (Irak). « La majorité de ces textes sont des correspondances entre les marchands assyriens installés sur place et leur ville d'origine, Assur, à laquelle ils restent liés », explique l'assyriologue française Cécile Michel (CNRS), qui travaille depuis près de quarante ans sur ce corpus. « Or, pour la période paléo-assyrienne [entre 2000 et 1800 avant J.-C.], les archéologues n'ont trouvé quasiment aucun texte à Assur, dit-elle. Les principales sources d'information sur le fonctionnement de cette cité-Etat sont les documents trouvés à Kanesh. »

Une image stupéfiante de modestie

Si le pays d'Assur vous dit quelque chose, c'est probablement que vous avez déjà arpenté les départements des antiquités orientales des grands musées européens. Peut-être avez-vous admiré, au Louvre, les immenses taureaux ailés androcéphales taillés dans l'albâtre qui gardaient la cour du palais de Sargon II, à Khorsabad. Peut-être avez-vous flâné devant les bas-reliefs du palais d'Assurbanipal, au British Museum de Londres...

Cette Assyrie fastueuse, c'est celle de l'âge de fer, qui règne sur tout le



SERGIO AQUINDO

Proche-Orient de 900 à 600 avant notre ère. Le roi d'Assyrie est alors l'homme le plus riche et le plus puissant du monde. Ses banquets régalaient parfois des dizaines de milliers de convives pendant des semaines. Son armée est précédée d'une réputation d'invincibilité et de brutalité sanguinaire qui tient en respect tous les peuples de la région, depuis le delta du Nil jusqu'au Tigre, et des monts enneigés du Taurus jusqu'aux déserts du Golfe Persique.

A quoi ressemblait la royauté assyrienne, mille à mille cinq cents ans plus tôt ? A rien de tel. Les lettres de Kanesh, en effet, en donnent une image stupéfiante de modestie. « A l'époque paléo-assyrienne, le roi d'Assur ne s'octroie même pas le titre de "roi" lorsqu'il écrit aux marchands assyriens installés à Kanesh, dit Cécile Michel. Il se présente comme "chef" ou "prince", comme "vicaire du dieu Assur" [la divinité protectrice de la cité du même nom], ou comme "superviseur" d'une assemblée, qui est la principale autorité politique de la ville. »

Selon les textes parvenus

jusqu'à nous, cette assemblée semble avoir fonctionné comme une cour de justice, mais aussi comme un organe législatif. Parfois, précise Cécile Michel, ses décisions disent s'appuyer sur un code de lois « inscrit sur une stèle ». Hélas, celle-ci n'a pas été découverte. Par petites touches, les lettres de Kanesh donnent des indices sur le fonctionnement de l'assemblée. Elle se tenait « devant les symboles du dieu Assur », dans une « enceinte sacrée » située au seuil de son temple, sous la supervision d'un aréopage que les textes désignent comme les « Anciens », et dont faisait partie le roi.

Des cités-États gouvernées par une assemblée

« On ne sait pas avec certitude qui siégeait dans cette assemblée, mais, d'après les textes dont nous disposons, on peut penser qu'il s'agissait d'une assemblée populaire, une assemblée ouverte, un peu comme à Athènes à la période classique, où chaque homme libre pouvait porter ses arguments dans les débats », dit l'assyriologue Mogens Trolle Larsen, de l'université de Copenhague.

L'existence de telles institutions, si loin de l'Europe et à une époque si reculée : voilà qui frappe les enfants de la Grèce classique que nous sommes. Pourtant, de telles assemblées ne paraissent pas avoir été exceptionnelles dans la région. « Ailleurs en Mésopotamie, on a découvert des correspondances diplomatiques du XVIII^e siècle avant notre ère, suggérant que certaines cité-Etats n'avaient pas de roi et qu'elles étaient largement gouvernées par une assemblée », raconte le chercheur danois.

Ce tropisme « démocratique » n'était donc pas unique en Mésopotamie. A Kanesh, la situation n'était guère différente. Les marchands d'Assur expatriés dans la grande ville anatolienne n'étaient pas sous la coupe directe du roi local mais regroupés au sein du *karum* – mot que les spécialistes traduisent par « comptoir de commerce » – et bénéficiaient d'un régime d'extraterritorialité. « A l'image du système politique de la cité d'Assur, le *karum* disposait d'une assemblée locale grâce à laquelle les litiges étaient collectivement arbitrés, explique Cécile Michel. En cas d'échec ou de désaccord, l'affaire remontait à Assur, dont l'assemblée faisait office de cour d'appel. »

Quelle place pour le roi ? Les lettres de Kanesh n'explicitent pas clairement le fonctionnement des institutions d'Assur et les assyriologues doivent déduire de ces textes parfois obscurs la subtilité de l'équilibre des pouvoirs. Cécile Michel a inventorié toutes les let-

tres adressées par le roi d'Assur à ses sujets installés dans la cité anatolienne. Elle en a compté dix-sept. Dans douze d'entre elles, le roi ne fait que transmettre les verdicts ou les décisions de l'assemblée. Souvent, ces lettres sont introduites par la formule : « *La Ville a rendu un jugement.* » La collectivité, donc, prend le pas sur la figure royale.

Flagrant délit de propagande

Or, comme tous les rois, celui d'Assur est vaniteux, et soucieux de l'image qu'il va laisser à la postérité. Dans une inscription découverte à Assur, sur le montant d'un portail, le roi Erishum I^{er} (1974-1935 avant J.-C.) se vante des grands travaux qu'il réalise pendant son règne : « *Lorsque j'ai commencé les travaux, la Ville a obéi à ma parole et j'ai promulgué l'exemption des taxes sur l'argent, l'or, le cuivre, l'étain, l'orge, la laine, le son et la paille.* »

Le roi, donc, seul commanditaire et financeur de la construction du temple d'Assur et de la réfection des murailles ? M. Larsen s'amuse que les lettres de Kanesh permettent de prendre le souverain en flagrant délit de propagande. L'une des lettres découvertes à Kanesh donne ainsi des mêmes travaux une description bien différente. Les marchands expatriés sont avertis par celui qui les représente à Assur : « *La Ville vous a imposé un paiement de 10 mines d'argent pour les dépenses liées aux for-*

tifications. » Avant d'enjoindre aux destinataires de s'acquitter au plus vite de cet impôt supplémentaire, faute de quoi un message serait envoyé d'Assur à Kanesh pour percevoir la somme, et les frais de son voyage – estimés à une mine d'argent – seraient alors à leurs frais. « *Cette lettre fascinante montre que la déclaration de l'inscription royale d'Erishum doit être replacée dans un contexte beaucoup plus complexe où d'autres institutions de la ville jouent un rôle de premier plan* », dit M. Larsen.

La place du roi dans l'organisation politique de la cité d'Assur au milieu du XX^e siècle avant notre ère apparaît ainsi bien plus modeste. Elle l'est d'autant plus que la répartition des pouvoirs semble avoir été plus subtile qu'un simple partage entre le roi et l'assemblée. Dans les textes de Kanesh est souvent mentionné un « hôtel de ville » (littéralement *bet alim*, ou « maison de la ville »), dirigé par un haut magistrat : le *limmu*. La traduction est singulièrement difficile. La langue des vieux assyriens décrit un monde et des institutions disparus, et leurs mots pour les décrire n'ont souvent pas d'équivalent dans les langues modernes. Les lettres de Kanesh indiquent que le *limmu* est placé à la tête de l'hôtel de ville afin d'organiser la collecte des taxes au profit de la cité, de perquisitionner les mauvais payeurs, de contrôler le commerce de certaines matières premières straté-

giques comme le fer, de jouer le rôle de banque...

Subtil système de partage des pouvoirs

Le *limmu* est un magistrat important, quelque chose entre notre premier ministre et notre ministre de l'économie et des finances. Toutefois, de la même manière qu'elles contraignent fortement le pouvoir du roi, les institutions paléo-assyriennes limitent aussi celui du *limmu*, puisque son mandat ne dure qu'un an. Et cette particularité est à l'origine du système assyrien de comptage du temps : les années ne sont pas numérotées mais portent le nom du *limmu* qui se trouve aux affaires. D'où le choix des chercheurs de traduire le titre de ce magistrat par le terme « éponyme ». Non seulement son mandat était limité à une année, mais le futur éponyme – membre de l'une des grandes familles de marchands d'Assur – ne pouvait promettre aucune faveur à quiconque avant son arrivée à la tête de l'hôtel de ville, puisqu'il ne pouvait prévoir sa nomination : il était tiré au sort.

« *Aucun document trouvé à Kanesh ne permet de connaître le mode de désignation de l'éponyme, mais un texte plus tardif nous dit que c'est le "sort" qui en décide*, dit M. Larsen. *Cette institution remonte au moins au règne d'Erishum I^{er}, vers 1970 avant notre ère, mais elle s'enracine peut-être dans un passé bien plus lointain.* » L'institution de

l'éponymie va perdurer plus de treize siècles, jusqu'à la chute de l'empire néo-assyrien, en 609 avant J.-C. « *Mais, à la fin, l'éponyme n'était plus indépendant, puisqu'il n'était plus tiré au sort, mais nommé par le roi* », rappelle l'assyriologue danois. Comme l'aboutissement d'un lent reflux, celui de l'esprit « démocratique » qui prévalait entre le Tigre et l'Euphrate, au début du II^e millénaire avant notre ère.

Reste une question : s'il a disparu de Mésopotamie au fil de mille ans d'histoire, le subtil système de partage des pouvoirs mis en place il y a quatre mille ans à Assur s'est-il diffusé jusqu'en Méditerranée orientale ? A-t-il influencé les Grecs ? Si la question se pose, c'est évidemment que l'éponymie s'est aussi implantée dans les cités grecques, environ un millénaire après avoir été attestée à Assur – l'archonte éponyme, le plus haut magistrat d'Athènes, ayant un mandat annuel depuis le VII^e siècle avant notre ère. Il n'existe aucune preuve d'une telle influence, néanmoins les idées circulent sans laisser de traces et, après tout, l'Assyrie a bien plus à voir avec notre histoire que nous l'imaginons. A commencer par le nom de notre continent et de celui qui, à l'est, lui fait face. Le fait est débattu, mais le mot Asie pourrait provenir du vieil assyrien *asu*, qui signifie l'orient, le levant, la lumière. Et, symétriquement, Europe viendrait du mot *ereb* : l'occident, le couchant, les ténèbres.

Iran : un homme exécuté pour le meurtre d'un militaire lors des protestations de 2022

Il s'agit du dixième homme exécuté pour des motifs liés au mouvement de contestation déclenché par la mort de Mahsa Amini, en septembre 2022.

Selon l'accusation des autorités, il aurait poignardé à mort un colonel des gardiens de la révolution, en novembre 2022. Un Iranien, Gholamreza Rassaï, a été pendu mardi 6 août au matin, dans la prison de Kermanshah, [a annoncé Mizan Online](#), l'agence d'information de l'autorité judiciaire dans le pays.

L'homme, qui clamait son innocence, avait été condamné à mort en octobre 2023 par le tribunal pénal de cette région de l'ouest de l'Iran. Amnesty

International [avait dénoncé](#) « un procès manifestement inéquitable qui s'est appuyé sur des aveux forcés entachés de torture, obtenus sous les coups, les chocs électriques, la suffocation, la suspension et les violences sexuelles ».

La République islamique a toujours recours à la loi du talion dans les affaires de meurtre : au total, dix hommes ont été pendus après avoir été condamnés en lien avec le mouvement de contestation ayant suivi [la mort en détention de Mahsa Amini](#). Cette jeune femme kurde de 22 ans, arrêtée pour non-respect du strict code vestimentaire en vigueur en Iran, était devenue [le visage d'un vaste élan de protestation](#) décrit par les

autorités comme des « émeutes », orchestrées depuis l'étranger par des pays occidentaux.

La peine d'un chanteur réduite de moitié

A majorité kurde, la région du Kermanshah dans laquelle le colonel de l'armée iranienne avait été tué par Gholamreza Rassaï, était alors l'un des épicentres de ce mouvement. Plusieurs centaines de personnes, y compris des membres de forces de sécurité, avait été tuées à travers le pays, et des milliers avaient été arrêtées.

Parmi les derniers Iraniens exécutés dans ce contexte, [trois l'ont été le 19 mai](#) pour leur implication dans la mort de membres de force de l'ordre. Ils

avaient été [reconnus coupables de « moharebeh »](#) (« guerre contre Dieu ») et d'avoir été en possession d'une arme lors d'une manifestation dans la ville d'Ispahan.

Mardi, le chanteur populaire iranien Shervin Hajipour, qui avait été condamné en mars pour « activités de propagande contre la République islamique » et « incitation à l'émeute » à trois ans et huit mois d'emprisonnement a vu sa peine être réduite de moitié. Son morceau *Baraye* était en effet devenu [l'hymne de la contestation](#). Deux mois plus tôt, la Cour suprême du pays avait par ailleurs [annulé la condamnation à mort](#) d'un autre artiste, le rappeur Toomaj Salehi.

En Iran, le régime s'acharne sur les femmes

Douze membres d'un groupe féministe ont été condamnés à soixante ans de prison en cumulé. Plusieurs ont fait état de mauvais traitements en détention, avant leur jugement.

Depuis des mois, les services de renseignement iraniens, aidés par le pouvoir judiciaire, mènent une campagne de harcèlement et de répression contre les militantes des droits des femmes. A quelques semaines du deuxième anniversaire de la

plus grande contestation dans l'histoire de l'Iran, née en septembre 2022, à la suite de la mort en détention de Mahsa (Jina) Amini, arrêtée pour port du voile jugé non conforme, dans la seule province du Guilan (nord), douze féministes – onze femmes et un

homme –, ont été condamnés en cumulé à plus de soixante ans de prison.

Début juillet, dans un autre dossier, Sharifeh Mohammadi, 44 ans, militante des droits des travailleurs, elle aussi habitante de la province du Gui-

lan, a été condamnée à mort pour « rébellion armée contre le pouvoir islamique ». Elle a fait appel de cette décision des juges, rarissime contre une femme, dès lors que celle-ci n'appartient pas aux minorités ethniques (kurde et baloutche).



Forough Saminia, Jaleh Javaheri, Negin Rezayi, Shiva Shahsiah et Azadeh Chavoshian, militantes des droits des femmes de la province du Guilan (Iran), sur le chemin de la prison de Lakan, où elles se rendent pour purger leur peine, le 13 juillet 2024. BIDARZANI / TWITTER

Les douze féministes, eux, ont été arrêtés en août 2023, dans différentes villes de la province du Guilan. Située près de la mer Caspienne, cette région de l'Iran a été le théâtre de manifestations importantes. Selon les informations du *Monde*, le groupe en question a été très actif dans l'aide aux familles des personnes tuées ou arrêtées par le régime, lors des manifestations de 2022. Selon les prévenus, il s'agissait surtout d'un groupe de solidarité sur la messagerie Telegram. Les membres du groupe ont été libérés sous caution quelques semaines après leur arrestation, en attendant leurs procès.

En mars, Zohreh Dadras a été condamnée à neuf ans et six mois de prison pour avoir « fondé un groupe dans le but de porter atteinte à la sécurité nationale » et pour « rassemblement et collusion », des chefs d'accusation largement utilisés contre les opposants et militants de la so-

ciété civile en Iran. Puis huit autres membres, Forough Saminia, Sara Jahani, Yasmin Hashdari, Shiva Shahsiah, Negin Rezayi, Matin Yazdani, Azadeh Chavoshian et Zahra Dadras, ont été condamnées à six ans et trois mois d'emprisonnement pour « rassemblement et collusion » et « appartenance à un groupe [dissident] ».

Tortures, violences sexuelles

Jelveh Javaheri et Houman Taheri, le seul homme du groupe, ont pour leur part été condamnés à un an de prison pour « propagande » contre la République islamique d'Iran. En juin, la cour d'appel a confirmé toutes les peines. Et tous ont été incarcérés dans différents établissements pénitentiaires de la province du Guilan.

Avant de se rendre en prison, certaines féministes du groupe du Guilan avaient raconté les

tortures, les pressions psychologiques et parfois les violences sexuelles dont tous les membres du groupe disent avoir été victimes durant leur détention préventive, dans le but de leur extorquer des aveux qui confirmeraient les chefs d'accusation.

Dans un entretien au site l'Association des femmes iraniennes, publié fin juin, Forough Saminia a ainsi relaté une scène où l'un des hommes qui l'interrogeaient lui a mis une arme sur la tête en lui disant : « Tu es condamnée à mort », avant d'appuyer sur la gâchette. L'arme n'était pas chargée. D'autres membres du groupe, assurait-elle, ont fait l'objet du même simulacre d'exécution.

La rapidité avec laquelle les étapes de ce dossier ont été franchies témoigne d'un acharnement contre les groupes féministes iraniens, après la naissance du mouvement Femme, vie, liberté, en 2022. La revendication initiale portée

par le soulèvement provoqué par la mort de Mahsa Amini reposait sur le choix de porter ou non le voile (obligatoire pour les femmes en Iran), avant que les manifestants demandent la disparition de la République islamique.

« Deux ans après la contestation pour Mahsa et alors que de nombreux prisonniers politiques [arrêtés en lien avec ce soulèvement] ont été graciés et libérés, l'arrestation des militants du Guilan constitue, d'après moi, une revanche systématique sur les groupes qui se battent pour les droits des femmes, explique la féministe iranienne Shiva Nazar Ahari, réfugiée en Europe. De plus, appliquer les peines lourdes contre les militants dans les provinces iraniennes est plus facile qu'à Téhéran, parce que cela attire moins les regards et les critiques. » Le message passe bien, partout dans le pays : toute activité liée aux droits des femmes fait courir de grands risques.

Iran Executes Protester Reza Rasaei After Trial Condemned by Rights Groups

Weeks after Iran elected a reformist leader, the authorities executed Reza Rasaei, who was arrested during protests that swept the country in 2022.

Antigovernment protests swept across Iran in 2022. A man who was arrested during that period was executed by the Iranian authorities on Tuesday. Credit... Wana News Agency

The Iranian authorities executed a 34-year-old man on Tuesday who was arrested during nationwide protests that shook the country in 2022 and who had been sentenced to death in a trial that rights groups condemned as unfair.

The Mizan news agency, which is overseen by Iran's judiciary, reported that the man, Reza Rasaei, was executed on Tuesday morning at a prison in the city of Kermanshah.

The execution of Mr. Rasaei comes just weeks after Iran [elected a reformist president](#) in a vote that was largely seen as a rejection of hard-line conservative political factions that governed the country during the 2022 upheaval. Rights groups were quick to note that the execution of Mr. Rasaei suggested that real change was not necessarily to be expected.

Amnesty International, the

human rights organization, said Mr. Rasaei's execution was carried out in secrecy after a "sham trial" and without prior notice to his family or lawyers.

The execution "highlights the Iranian authorities' deadly resolve to use the death penalty as a tool of political repression to instill fear among the population," Diana Eltahawy, Amnesty International's deputy director for the Middle East and North Africa, said in a [statement](#). "It also dispels any illusions of human rights progress with a new president assuming power."

Mr. Rasaei was one of the tens of thousands of Iranians who took to the streets in 2022 [in antigovernment protests](#) spurred by the [death of a 22-year-old woman](#) in the custody of Iran's morality police. The Iranian authorities arrested [more than 18,000 people](#) in a sweeping crackdown on the month-long demonstrations.

Mr. Rasaei was arrested in November 2022 in the town of Shahriar, about 20 miles west of the capital, Tehran, according to Amnesty International, one of several rights groups that advocated his release.



Antigovernment protests swept across Iran in 2022. A man who was arrested during that period was executed by the Iranian authorities on Tuesday. Credit... Wana News Agency

It said that the Iranian authorities later accused Mr. Rasaei of playing a role in the death of a member of Iran's Revolutionary Guard during the protests. Mr. Rasaei denied the charges, Amnesty International said, and was subjected to ill-treatment and torture while in prison.

Mr. Rasaei was [convicted of murder in October 2023](#) by a court in Kermanshah Province after a trial that was marred by irregularities, according to Amnesty International and Dadban, a group of pro bono lawyers who represent Iranian political prisoners. He was later sentenced to death.

In a message posted on social media on Tuesday, Dadban announced that Mr. Rasaei had been executed and noted that he had maintained his innocence until his death.

Mr. Rasaei belonged to Iran's Kurdish minority, which accounts for about 10 percent of the country's population and has long suffered discrimination. The woman whose death led to the 2022 protests, Mahsa Amini, was also a [member of Iran's Kurdish minority](#).

Leily Nikounazar contributed reporting.



Rudaw
06-08-2024

US gives Peshmerga more military aid



US delivered new patch of military aid to Peshmerga in Erbil on August 6, 2024. Photo: Peshmerga ministry

The United States delivered another batch of military aid to the Kurdistan Region's Peshmerga forces on Tuesday, with the US consulate in Erbil calling it a "significant milestone."

"Today we provided important equipment to @KRG_MOPE marking a significant milestone in building the capacity of the #Peshmerga Forces. This weaponry will enhance the Peshmerga Forces' collective security capabilities to ensure the enduring Iraq-led defeat of ISIS [Islamic State]," the US consulate in Erbil said in a post on X.

The aid was given to the Peshmerga in a ceremony in Erbil attended by top military officials.

"Another convoy of aid and assistance from the coalition, which consisted of a number of howitzer artillery was presented by the [global] Coalition to the Ministry of Peshmerga of the Kurdistan Regional Government (KRG) and then handed over to the two commands of the Support Forces (1 and 2) of the Ministry of Peshmerga in a ceremony," the Peshmerga ministry said in a statement. Minister Shores Ismail

thanked the coalition for the aid and emphasized the importance of the equipment for the Peshmerga.

"The region is heading towards an invisible complexity, and if there is a threat to our country, we must confront it with one voice and oneness," he said.

When ISIS seized swathes of the Iraqi and Syria territories in 2014, Peshmerga played a key role in driving the extremist group out of the areas disputed between Erbil and Baghdad, especially Kirkuk. The US-led global co-

alition provided Peshmerga and Iraqi forces with military assistance to defeat ISIS territorially in 2017.

The United States has provided the Peshmerga with several rounds of military aid over the years.

Babakir Zebari, a military advisor at the Kurdistan Region Presidency, told Rudaw in June that the Iraqi government does not allow the global coalition against ISIS to provide the Peshmerga forces with drones and other weapons to defend themselves from attacks.

Cinq ans après sa défaite, Daesh poursuit sa reconstitution

Défait territorialement en mars 2019, le groupe État islamique compte encore entre 3 000 et 5 000 combattants en Irak et en Syrie. L'organisation terroriste a multiplié les attaques ces six derniers mois, laissant craindre une reconstitution progressive de ses capacités.

L'alerte a pris la forme d'un communiqué inhabituel publié le 16 juillet par le commandement central militaire des États-Unis pour le Moyen-Orient. Avec 153 attaques perpétrées par Daesh de janvier à juin en Irak et en Syrie, « *l'État islamique est en passe de plus que doubler le nombre total d'attentats revendiqués* » sur toute l'année 2023, affirme le Centcom, pour qui « *l'EI tente de se reconstituer après plusieurs années de diminution de ses capacités* ».

Ce constat alarmant, combiné à l'émergence de ses branches en Afghanistan et en Afrique subsaharienne, pourrait l'être davantage, renchérit Charles Lister, chercheur au Middle East Institute, dans une note récente. « *La réalité est bien pire* », car le Centcom recense les attaques de l'EI en se basant sur ses revendications, explique-t-il. Or « *Daesh ne revendique qu'une partie de ses attaques en Syrie et en Irak, pour dissimuler son rétablissement méthodique* ».

Le groupe terroriste, qui a proclamé son califat le 10



Une famille irakienne se recueille après le décès de deux de ses membres, tués par Daesh, vers Amirli, dans la province de Saladin, en Irak, le 8 juillet 2024. ALI MAKRAM GHAREEB / Anadolu via AFP

juin 2014 à Mossoul sur près d'un tiers de l'Irak et de vastes pans de la Syrie voisine, a été défait territorialement en mars 2019, quand la coalition internationale antidjihadiste et ses alliés des Forces démocratiques syriennes (FDS) dominées par les Kurdes ont repris son dernier bastion en Syrie, Baghouz. Mais cinq ans plus tard, et même amputé de ses principaux dirigeants, Daesh conserve une capacité de nuisance croissante dans la région. Selon un rapport des Nations unies publié fin janvier, le mouvement compterait « *entre 3 000 et 5 000 combattants* » en Syrie et en Irak.

Ces djihadistes profitent du vide politique et de la fragmentation sécuritaire sur un territoire allant de l'est de Homs jusqu'à la province irakienne de Diyala, près de l'Iran. Dans ces zones rurales et reculées, ils attaquent sporadiquement les

forces de sécurité, mais aussi les bergers et les ramasseurs de truffes de sable, une précieuse ressource financière. « *Ils sont chez eux dans la badiya (vaste désert syrien, au sud de l'Euphrate, NDLR). C'est un fief où l'organisation se restructure, car la zone est tenue par les Iraniens et les Russes, et la coalition ne peut donc pas y rentrer, décrypte un très bon connaisseur de la région. Les têtes de l'EI sont connues des forces de sécurité, mais l'idée n'est plus de les attraper, mais plutôt de descendre dans le réseau pour identifier les cellules et les caches d'armes. La difficulté étant que ces cellules n'ont pas de contact entre elles.* »

Pour regarnir ses rangs, le mouvement a fait des tentatives de libération et des mutineries un axe central de sa stratégie de reconstitution. Quelque 10 000 « frères d'armes », parmi les-

quels des combattants aguerris, sont encore prisonniers des centres de détention du Nord-Est syrien. L'assaut lancé en janvier 2022 par des dizaines de djihadistes sur la prison de Ghwayran, à Hassaké, reste dans tous les esprits. « *On voit régulièrement des tentatives, sous forme d'attaques simultanées contre un check-point et un commissariat* », ajoute notre source. Autre possible bombe à retardement, au regard des services de sécurité : la présence de plus de 43 000 proches de combattants – essentiellement des femmes et des enfants – dans les camps d'Al-Hol et d'Al-Roj.

Alors que Washington et Bagdad ont commencé au printemps à travailler au retrait de la coalition dirigée par les États-Unis – environ 2 500 soldats américains déployés dans ce cadre en Irak et 900 en Syrie –, Daesh s'enhardit. Sa « *gouvernance de l'ombre* » est aussi de retour, avec un réseau d'extorsion bien coordonné qui se répand de nouveau », constate Charles Lister. Et ses récentes attaques en Syrie, qui « *ont impliqué un plus grand nombre de combattants opérant à découvert pendant des périodes plus prolongées* » suggèrent, selon lui, que le groupe est prêt à perdre davantage d'hommes au combat. Signe que « *le recrutement n'est plus un problème* ».

En Irak, Karakoch se relève

Dans la nuit du 6 au 7 août 2014, Daesh envahissait la plaine de Ninive, dans le nord de l'Irak, poussant sa population à l'exode. Dix ans plus tard, à Karakoch, plus grande ville chrétienne du pays, seule la moitié des 50 000 habitants ont fait le choix du retour, où ils veulent reprendre goût à la vie.

Sur la route depuis Erbil (Kurdistan irakien), l'horizon au-delà des check-points laisse poindre une floppée de drapeaux à l'effigie de l'imam Hussein, petit-fils du Prophète et figure centrale de l'islam chiite. Hisés sur les toits d'une cinquantaine de maisons, ils rappellent la présence récente des milices chiites, qui se sont imposées comme les principaux acteurs de la lutte contre Daesh en Irak. Mossoul, la grande ville sunnite irakienne, n'est qu'à une trentaine de kilomètres au nord-ouest. La cité de Karakoch, plus grande ville chrétienne du pays, prise dans un étouffement, continue de reconstruire sa terre sainte, dix ans après la prise de la plaine de Ninive par Daesh.

Il aura fallu plus de deux ans de travaux, les économies d'une vie, avec l'aide de l'Église syrienne-catholique et d'organisations internationales avant que Martin et sa famille ne reprennent leurs quartiers. « La maison était méconnaissable. Le jardin était recouvert de débris, le deuxième étage a été soufflé par un bombardement au moment de l'offensive de la coalition internationale contre Daesh. Nous étions sous le choc », se remémore le trentenaire.



Fadi et ses amis se retrouvent au centre inter-paroissial Saint-Paul à Karakoch, le 31 juillet 2024. JULIA ZIMMERMANN

Il conserve précieusement une longue vidéo sur son ordinateur, l'inventaire des conséquences d'une guerre qu'il a vécue par procuration. « Nous avons eu beaucoup de chance car j'ai reçu l'appel d'un très bon ami musulman à Mossoul qui m'a dit "partez, immédiatement". Quand Daesh est entré dans la ville, au milieu de la nuit, nous étions déjà arrivés à Erbil. » Martin est revenu dès qu'il a eu vent de la libération par l'armée irakienne, en octobre 2016 : « Nous allons bien maintenant. Je resterai jusqu'à ma mort. Le paradis, c'est d'être chez soi. »

En plein cœur de la ville, l'église syrienne-catholique Mar-Behnam-et-Sara offre le spectacle désolant des vestiges d'un champ de bataille. Son clocher est toujours couché, comme figé au milieu des rénova-

tions. « C'est nécessaire de garder des traces visibles. Pour ne jamais oublier », affirme Amjad, chrétien également. Lui aussi était de retour dès la libération.

Karakoch, bien que mutilée, a toutefois retrouvé une partie de son éclat, et la moitié de ses habitants. Ses rues sont propres, calmes et ses larges trottoirs inviteraient volontiers à la promenade si la chaleur estivale n'était pas si étouffante. Les habitants reprennent goût à la vie, attablés dans le nouveau restaurant « chic » du centre-ville ou assis dans de petits cafés. Amjad est infirmier. Il a jonglé pendant plusieurs années entre les évaluations cliniques de ses patients et celles des dégâts sur le terrain. « J'ai participé, avec d'autres volontaires, à la reconstruction de la ville. Nous avons

consigné la situation de chaque maison. »

Un travail colossal mené par la Commission de reconstruction de Ninive avec, à sa tête, le père Georges Jahola. « Il reste 40 % des habitations à reconstruire. Le rôle des autorités est minime. Les compensations financières sont distribuées lentement. Mais nous ne pouvons pas nier les efforts de la municipalité qui nous fournit en eau et en électricité », explique le prêtre syrien-catholique. « Aujourd'hui, nous pouvons dire qu'en matière d'infrastructures, Karakoch est même mieux qu'avant. »

Puis, au détour d'une rue, l'expérience du langage des plaies. « C'était l'une des plus belles maisons de la ville, avec son style architectural travaillé. Aujourd'hui, elle ne vaut plus rien », indique Amjad. Sur la façade, le tag menaçant laissé par Daesh résiste au temps : la lettre nun censée désigner les populations chrétiennes. Pénétrer dans l'imposante demeure désertée, c'est aussi pénétrer dans l'intimité des survivants, toucher la blessure identitaire et saisir le traumatisme collectif.

Cette identité, une croix, Fadi, tout juste majeur, a décidé de se la tatouer lui-

même à l'interstice de sa main. « *Je suis fier d'être chrétien et fier d'être de Karakoch. Mais si je pouvais partir à l'étranger, je le ferais car il n'y a pas d'opportunités de travail ici* », explique le jeune homme. Il passe son été avec ses amis au centre interparoissial Saint-Paul, dont le hall a été rénové en une charmante cafétéria-bibliothèque.

« *La situation est stable maintenant. Si je voyage, il faudra apprendre une nouvelle langue, une nouvelle culture. C'est difficile et fatigant* », ajoute Youssef, âgé seulement de 18 ans et déjà trop habitué aux nouveaux départs. La situation est-elle réellement stable dans un contexte irakien où les lendemains ne chantent que rarement ? Les portraits affichés

dans la ville, en mémoire de la centaine de victimes tragiquement disparues lors de l'incendie d'une salle de mariage en septembre dernier, en sont la preuve.

Safa, lui, hésite et ne sait pas si sa femme et son petit garçon doivent le rejoindre d'ici à la fin de l'été.

« *Ils sont en France depuis des années. Je n'arrive pas à obtenir les papiers pour les rejoindre. Ils doivent venir dans quelques semaines pour les vacances, mais j'ai entendu dire que des hommes de Daesh allaient préparer une grande attaque le mois prochain.* » Cette rumeur – à moins qu'il ne s'agisse d'une hypervigilance post-traumatique – ne court pas dans toutes les maisons. Mais le scénario hante tellement les esprits que certains choisissent de res-

ter vivre à Erbil tout en travaillant à Karakoch.

Le Kurdistan irakien reste une terre d'accueil pour les communautés chrétiennes, à défaut de quitter le pays. L'archimandrite Emanuel Youkhana, directeur de Capni (le programme d'aide chrétienne), rappelle toutefois qu'il ne reste plus que 0,6 % de chrétiens en Irak. « *Dix ans plus tard, rien ne permet de convaincre les chrétiens que des leçons ont été tirées. L'idéologie n'a pas été éradiquée, il n'y a toujours pas de débat honnête et transparent au niveau national pour répondre aux vraies questions : pourquoi est-ce arrivé ? Comment s'en prémunir ? Convertir une terre sainte en musée de la chrétienté est une très grande perte pour le christianisme* », assène-t-il.

N'écoutant que les mots du pape François lors de son voyage en 2021, les revenants décident, eux, de voir « *avec les yeux de la foi, le triomphe de la vie sur la mort* ». Et Mgr Younan Hano, l'archevêque syrien-catholique de Mossoul, est fier d'annoncer la bonne nouvelle : « *Une nouvelle église verra bientôt le jour à Karakoch. La première pierre a été posée. La prospérité revient là où il n'y avait plus que des destructions.* » Il espère pouvoir célébrer, cette année, la première messe de Noël en cette nouvelle église Mar-Éphrem. Saint Éphrem le Syrien, auteur des *Chants de Nisibe*, selon qui la « *résurrection des vivants* » sera tout aussi prodigieuse que la « *résurrection des morts* ».

LE FIGARO

avec AFP
07/08/2024

La Turquie va bientôt construire son propre système de défense antimissile, « Dôme d'acier »

La Turquie s'apprête à construire son propre système de défense antimissile, baptisé « Dôme d'acier », a annoncé ce mercredi 7 août le président de l'Agence de l'industrie de la défense (SSB), qui dépend de la présidence turque. « *Notre projet national Dôme d'acier permettra l'intégration de nos systèmes de défense aérienne, de nos capteurs et de nos armes dans un réseau unique* », a affirmé Haluk Görgün, le président de la SSB, dans

une vidéo partagée par son organisme.

Muni d'un système de soutien d'intelligence artificielle, le projet sera mené par des acteurs publics de l'industrie de la Défense comme Aselsan, Rokatsan et MKE, ainsi que l'organisme public de recherche Tubitak Sage. Contactée par l'AFP, la SSB n'a pas souhaité partager plus de détails sur le projet. Selon la chaîne publique TRT Haber, le Dôme d'acier sera conçu comme « *un para-*

pluie de sécurité » couvrant l'ensemble de l'espace aérien turc et visant à répondre aux menaces « *allant des très basses altitudes aux plus hautes* », ainsi que de « *très courte à la longue portée* ».

Ankara s'illustre depuis plusieurs années avec des projets ambitieux de défense, y compris des drones et des avions de combat. Le président turc Recep Tayyip Erdogan rappelle régulièrement son souhait de renforcer l'in-

dustrie turque de défense avec des appareils et systèmes construits par des entreprises locales. « *Les projets que nous avons lancés il y a des années se transforment aujourd'hui en avions, chars, navires, missiles et fusées qui sont une source de fierté pour nous tous. La Turquie est littéralement en train d'écrire une épopée dans le domaine de l'industrie de défense* », avait-il affirmé en février.



07-08-2024

La Turquie intensifie son occupation au Kurdistan irakien

La Turquie a intensifié ses opérations militaires dans le nord de l'Irak, ciblant spécifiquement la région du Kurdistan. Ces actions s'inscrivent dans une stratégie plus large d'annexion et de dépeuplement de la zone, accentuant ainsi les tensions.

Ces dernières semaines, l'armée turque a considérablement étendu ses opérations dans la région autonome du Kurdistan (KRG). Dans le cadre de l'opération d'occupation baptisée "Griffe de Serrure", lancée à la mi-juin, les forces turques ont pénétré jusqu'à quinze kilomètres en profondeur dans le territoire irakien. Cette offensive survient après l'opération d'occupation "Griffe de l'Éclair et du Tonnerre", menée entre avril 2021 et avril 2022, qui avait déjà permis l'avancée des troupes turques sur sept kilomètres, malgré la [résistance des combattants des Forces de défense du peuple](#) (HPG, branche armée du Parti des travailleurs du Kurdistan – PKK).

Aujourd'hui, la situation s'aggrave. Selon des sources locales, l'aviation turque a bombardé le village de Guherzê, situé dans le district d'Amadiya, dans la province de Duhok. Le raid aérien, survenu vers 15 heures, a provoqué un important incendie qui s'est rapidement propagé à proximité des habitations. Le feu s'est déclaré à seulement 500 mètres des maisons, contraignant les villageois à abandonner leurs domiciles. L'occupation turque, en violation du droit international, s'est renforcée par la construc-



tion de nouvelles bases militaires dans la région. Plus de 70 bases existent déjà, et sept autres sont en cours de construction dans le sous-district de Kanî Masî, relevant de la zone de Barwarî Bala. Les opérations militaires turques ont déjà entraîné le déplacement forcé des populations de plusieurs villages, et d'autres localités sont menacées du même sort, souvent avec l'accord tacite du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, dominé par le clan Barzani), allié de la Turquie.

La situation est alarmante pour la population civile. D'après l'ONG Community Peacemaker Teams (CPT), au moins [602 villages sont actuellement menacés d'évacuation violente](#). Depuis le

début des opérations d'occupation "Griffe" en 2020, 162 villages ont déjà été évacués. Sous couvert de la lutte contre une prétendue menace terroriste, l'armée turque [mène des attaques ciblées contre les zones civiles](#), tout en s'efforçant de détruire le statut autonome du Kurdistan irakien.

Profitant de l'inaction des gouvernements de Bagdad et d'Erbil, les forces turques ont commencé à établir des points de contrôle dans la région de Duhok, où elles procèdent à des vérifications d'identité, tout en contraignant les habitants de nombreux villages à quitter leurs foyers.

Dans un communiqué publié le 3 juillet, le Comité des relations extérieures de l'Union

des communautés du Kurdistan (KCK) a dénoncé l'utilisation de mercenaires de l'État islamique par l'armée turque pour soutenir ses opérations dans le sud du Kurdistan. La KCK a averti que ces groupes pourraient constituer une menace grave pour l'humanité et a appelé la communauté internationale à réagir fermement contre l'invasion turque et le déploiement de ces mercenaires.

Ces développements mettent en lumière une escalade militaire dangereuse dans une région déjà marquée par des décennies de conflits. La situation humanitaire pourrait rapidement se détériorer si aucune solution diplomatique n'est trouvée pour apaiser les tensions.



08-08-2024

Dana Gas reports improved output in first six months of 2024

ERBIL, Kurdistan Region - Dana Gas highlighted “increased production” for its natural gas operations and “consistent payments” in the Kurdistan Region in the first half of this year despite a drone attack on Khor Mor in April.

Dana Gas, the largest non-government owned natural gas company in the Middle East, said in its quarterly statement on Thursday that its production in Kurdistan Region “increased by 3% to 37,600” barrels of oil equivalent per day in the first half of 2024.

“Increased production output in the KRI, driven by higher demand from local power plants, has bolstered our operational performance,” Dana Gas CEO Richard Hall said in the statement. “Coupled with robust hydrocarbon prices, we achieved a strong

financial performance despite lower condensate prices and reduced output from Egypt.”

Dana Gas reported its total profits increased to \$34 million in the second quarter of this year, compared to \$33 million in the same period last year, “helping to offset the 7% drop in revenue during the same period,” according to the company’s report.

On April 26, the drone strike on the Khor Mor gas field in Sulaimani’s Chamchamal district, operated by Dana Gas, killed four Yemeni nationals and injured several others who were repairing a condensate storage tank damaged by a previous attack.

“We are dedicating all our efforts on behalf of the KRG [Kurdistan Regional Government] and the people of Kurdistan to enable the earliest resumption by Pearl of

KM250,” Hall added in the midyear statement.

Following the attack, Dana Gas briefly suspended operations before restarting operations in early May.

The company headquartered in the United Arab Emirates said in its second-quarter report that “concerted efforts between Dana Gas and its partners are ongoing towards setting a swift completion date for the project. The Company will update the market in due course on the revised completion date and impact on costs.”

In Dana Gas’ previous quarterly statement, the company noted an “improved cash position resulting from consistent payments” in the Kurdistan Region.

“Thanks to a newly established payment mechanism with the

local government, we have seen significant improvements in our receivables in the KRI, receiving regular payments since November 2023 and effectively reducing past receivables,” the Dana Gas chief executive also said in the statement on Thursday.

The Khor Mor gas field produces over 500 million standard cubic feet of gas per day, according to Dana Gas. The field serves as the primary gas supplier for the Kurdistan Region’s power plants.

The field is occasionally attacked by pro-Iran militia groups, damaging electricity production in the Kurdistan Region. The drone strike on the field in late April shut down some two-thirds of the Kurdistan Region’s electricity generation. The drone attack in January similarly brought work at the field to a halt.



Rudaw
08-08-2024

‘We were surrounded by fire’: Duhok villagers battle blazes blamed on Turkish bombs

ERBIL, Kurdistan Region - Villagers who had expected they would be harvesting their crops now are instead lamenting the loss of their orchards after what they said were three

days of Turkish bombardments that sparked several wildfires near Metina and Gare mountains in Duhok province.

“How can we not be heartbroken when our house is being looted or burned. This is our land. Land cannot be sold,” Abdulqadir Ismail, an elderly resident of Derishke

village in Amedi, said, referring to a wildfire caused by a suspected Turkish bombardment. He lost the orchard he had spent years caring for.

He said that the villagers cannot visit the areas that are burning because they fear being targeted by Turkish aircraft. All he could do was helplessly watch his orchard burn. He had already sold off his livestock because he could not take them to nearby plains for grazing.

The fires have caused a "great loss," Rifaat Derishki from the same village told Rudaw.

Turkey began intensifying its decades-long war against the Kurdistan Workers' Party (PKK) in Duhok province in mid-June after President Recep Tayyip Erdogan repeatedly said he would launch a new offensive this summer. Ankara has deployed hundreds of troops to the province.

Recent Turkish bombardments have also caused wildfires in Dure and Behduhe villages and Kani Masi subdistrict. Both villagers and civil defence teams are unable to safely put out the fires because they worry they could be seen as targets by Turkish forces.

Turkey and the PKK each blame each other for the numerous blazes.

The PKK claimed in a statement on July 1 that



Wildfires caused Turkish bombardments in Amedi town of Duhok province on August 7, 2024. Photo: Rudaw

the Turkish army was "putting pressure on the civilian population to leave the combat zone."

Daragle village in Amedi is among the most affected villages. Wildfires have left nothing for the farmers.

"Using civilians in the village of Dargale as shields, the terrorists fired mortar bombs at our troops and began setting fire to the forests so that their location could not be determined," the Turkish defense ministry said in a statement in June.

On Wednesday, villagers filmed two Turkish helicopters as they bombed the surroundings of Guharze village, causing a massive wildfire. Villagers told Rudaw that they have not seen PKK fighters in the village.

"Last night, Turkish air forces bombarded Guharze farms with a drone.

Unfortunately, a fire started in the village at 8pm. The fire continued into the early morning the next day. The youth of the village tried to control the fire at 5am, but at noon the fire restarted," villager Ravand Guharzi told Rudaw on Wednesday.

He added that later the same day, three Turkish helicopters came and set the area around the village on fire. "The fire spread very quickly. Tens of dunams of orchards have been burned so far and thousands of trees are burning," he said.

Guharzi said the fire was less than a kilometre from the village.

"This is the worst day of my life," Karvan Guherzi from Gugarze village said in a Facebook post on Wednesday, publishing footage of helicopters starting a fire on the hillside by his village. He and several other villagers were

working to extinguish one fire when the helicopters started a new one.

"I and a group of youth tried to put out the fire, but unfortunately the Turkish helicopters came and set the areas surrounding us on fire. We were surrounded by the fire, which forced us to return to our homes with crying eyes because all our efforts were in vain," he recounted, thanking God for sparing their lives.

Rudaw has learned that most of the wildfires have yet to be brought under control, putting the villages and residents at risk.

The United States-based Community Peacemaker Teams (CPT), a rights group that closely monitors the Turkey-PKK conflict, said in a report last month that more than 20,000 dunams of agricultural land had been burned in the Kurdistan Region, primarily in Duhok province, since mid-June.

At least 182 families have been displaced since Turkey's latest deployments to Duhok province, Kamaran Osman, a member of CPT, told Rudaw.

Naif Ramazan and Hevidar Zana contributed to this article.

The New York Times

Farnaz Fassihi,
Leily Nikounazar
Aug 08, 2024

As Iran Braces for War, Its Citizens Are Kept in the Dark

Iranians say they have not been told how to prepare should broad hostilities break out between their country and Israel.

Want to stay updated on what's happening in Iran and Israel?, and we'll send our latest coverage to your inbox.

All government agencies and offices were closed Wednesday in Tehran, and in 13 provinces, including some along the western and eastern borders, hours for government offices were limited to 6 a.m. to 10 a.m.

Iran also issued a notice to civilian aviation, warning that "gunfire will take place" for several hours on Wednesday night and into Thursday over parts of the country.

As Iran prepares to follow through on its vow to "severely punish" Israel over the assassination of the Hamas leader Ismail Haniyeh in Tehran last week, it is raising war jitters among the public. Yet there were few, if any, signs on the streets of Tehran and other cities that a conflict may be looming.

The government said that the shutdown on Wednesday occurred merely because of extreme heat (the temperature in Tehran was expected to reach 108 on Wednesday) and that the closings of airspace were for military exercises.

But the explanations belie the statements from offi-



A billboard in Tehran showing Ismail Haniyeh, the Hamas leader who was assassinated last week, with Iran's newly elected president, Masoud Pezeshkian. Credit... Arash Khamooshi for The New York Times

cialists that, as the acting foreign minister, Ali Bagheri, told state media on Tuesday, "Iran's response will be definitive and severe."

While the time and scope of Iran's response remain unclear — whether it will act alone or in coordination with regional militias like Hezbollah in Lebanon and the Houthis in Yemen — the disconnect between the escalating rhetoric and the nonchalance about preparing the public is striking.

"We are in the dark, clinging to news programs on satellite television to figure out what is happening because our officials are not telling us anything," said Maliheh, 66, a retiree in Tehran. Like others interviewed by telephone for this article, she asked that her surname be withheld for fear of retribution by the authorities.

The government has not issued any directives about what citizens should do if Israel responds with counterstrikes: no temporary shelters; no air raid drills; no warnings to stock up on emergency supplies; and no contingency plans for hospitals in the event of a strike.

"The answer is nothing, zero," said Ehsan, a 41-year-old business owner in Tehran, when asked if he had heard of any public safety instructions. "The people are an afterthought in our country."

On social media and in interviews in several cities, Iranians said they were anxious and confused.

"The situation is beyond our tolerance," said Parisa, 37, an artist in Tehran. "Many people who never

wanted to leave the country are now thinking about immigration. Everyone is sad, aggressive and worried."

But some others questioned whether the war chatter was justified, doubting that an Israeli counterstrike to whatever Iran decides to do would disrupt daily routines or critical services such as electricity and water.

Mostafa, 36, a computer engineer in Rasht in north-west Iran, criticized the government's support for militant groups in the region, saying it placed Iran in Israel's crosshairs. Still, Mostafa said, he did not believe an all-out war was coming. "It will be a remote war and in the form of destroying specific targets," he said. "So I am not that worried."

Others said they were already emotionally exhausted from months of tumultuous events, each enough on its own to unnerve a nation, including a terrorist attack claimed by ISIS that killed over 200 people; exchanges of missile strikes with neighboring countries; nearly going to the brink of war with the United States and Israel; and the death of the president and foreign minister in a helicopter crash.

In the past week, the al-

ready battered currency plunged anew against the dollar while the stock market tumbled.

“We are just sick and tired of waking up every day to news that someone died, something blew up, the price of the dollar went up, and recently we have to worry about going to war every few months,” said Behdad, 39, of Tehran, who said his import-export business was suffering as a result.

Domestic challenges have also roiled the nation.

A widely circulated video showing female police officers beating two teenage girls and dragging them into a van because they were not wearing the hijab has



Commuters in Tehran last month. Credit... Arash Khamooshi for The New York Times

stirred outrage. Many Iranians are calling for the newly elected reformist president, [Masoud Pezeshkian](#), to fulfill his campaign promise to women and end enforcement of the mandatory hijab. (The video was shot in late June, before the presidential election.)

Lone voices have emerged among political analysts cautioning against heading into a conflict that could quickly spin out of control. Ahmad Zeidabadi, a reformist, said in a post on Telegram that while Israeli analysts and journalists openly debated the various

consequences of a confrontation with Iran, nobody in Iran dared offer a similar honest reckoning and risk assessment.

“If someone says just one word — ‘Be careful and be cautious, and don’t jump in the water recklessly’ — he would be ambushed and accused of supporting Zionism and being in cahoots with America,” Mr. Zeidabadi wrote.

[Farnaz Fassihi](#) is the United Nations bureau chief for The Times, leading coverage of the organization, and also covers Iran and the shadow war between Iran and Israel. She is based in New York.



Célia DANIEL.
08/08/2024

En Turquie, un opposant écroué et un auteur écrivent un livre à travers les barreaux

Le dirigeant kurde emprisonné Selahattin Demirtas et l'écrivain Yigit Bener ont accouché d'un roman paru le 5 juillet, fruit de leur correspondance depuis 2016.

Ils y évoquent l'avenir de leur pays, plus polarisé que jamais.

Deux plumes pour un roman : l'une libre, l'autre écrouée. Le 5 juillet est sorti en Turquie Duo au purgatoire, un polar écrit par l'auteur et traducteur franco-turc Yigit Bener et le plus populaire des dirigeants kurdes en [Turquie](#), Selahattin Demirtas.

Avocat de formation, ce dernier est un farouche opposant au président Recep Tayyip Erdogan. Il s'est

présenté à deux reprises contre lui à l'élection présidentielle, la seconde fois en 2018, [depuis la prison](#).

Ancien leader du [parti kurde HDP/DEM](#), la troisième force politique du pays, Demirtas est emprisonné depuis 2016 et a été [condamné en mai dernier à 42 ans de prison](#) pour atteinte à l'unité de l'État, une affaire qui vaut à Ankara les réprimandes de la Cour européenne des

droits de l'homme. C'est donc à travers les barreaux qu'il a écrit une partie de ce livre.

Écrire sans se concerter

Tout commence lorsque Yigit Bener, traducteur turc de Louis-Ferdinand Céline, adresse à Demirtas un éloge de son premier recueil de nouvelles, L'Aurore », paru en 2017. Partageant ses idées de gauche, Bener, qui a connu l'exil

politique dans les années 1980 pour ses activités militantes, entame une correspondance avec le leader progressiste kurde.

Alors que la réélection d'Erdogan en 2023 ne laissait plus de doutes quant à la condamnation de Demirtas, Bener lui propose d'écrire un livre, d'abord pour le distraire. En précisant toutefois : Sans définir le sujet ni les personnages.

Les deux correspondants écrivent tour à tour des chapitres sans jamais se concerter. Au fur et à mesure, la distraction devient une véritable intrigue policière tissée sur les quarante dernières années de l'histoire turque et la question kurde, entre un vieux général tortionnaire et un ancien avocat gauchiste, résume Bener.



Selahattin Demirtas a été condamné en mai 2024 aux côtés de 108 autres personnes. | EPA

À travers ces deux personnages d'une même génération de perdants, qui partagent un même sentiment de défaite, le livre pose aussi la question de

la réconciliation, relève l'écrivain. L'idée parle à la Turquie d'aujourd'hui, polarisée comme jamais .

Les Kurdes comptent pour 20 % de la population turque mais leur identité est niée depuis la création

de la Turquie en 1923, car l'antériorité de cette minorité menacerait la présence turque sur le territoire. D'où les répressions quasi-systématiques de la part des forces armées turques depuis.

Le jour de la sortie du livre, Bener est allé rencontrer pour la première fois Demirtas en prison, ce dernier étant placé à l'isolement depuis son incarcération. Les ventes du livre se classent aujourd'hui parmi les premières du pays.

Kurdistan au féminin

09-08-2024

La Turquie bombarde deux villages kurdes du Kurdistan d'Irak

La Turquie a intensifié ses attaques contre les régions kurdes d'Irak. L'armée turque poursuit ses attaques contre la région dans le cadre de la politique d'annexion et de dépeuplement du Kurdistan du Sud menée par le régime turc.



La Turquie a massivement étendu ses opérations d'occupation dans la région du Kurdistan irakien au cours des dernières semaines et prépare son « offensive d'été » annoncée de longue date contre le PKK. Des concentrations massives de troupes ont lieu depuis des semaines. Les effectifs sont renforcés et des chars sont déployés notamment à Amadiya et dans ses environs.

des avions de guerre turcs ont bombardé jeudi deux villages dans la campagne du district de Şarbaşêr, dans la ville de Sulaymaniyah.

Bien qu'un incendie se soit déclaré dans la zone à la suite du bombardement, aucune information précise n'a pu être obtenue sur les

dégâts causés par l'incendie.

La Turquie pénètre toujours plus profondément dans le territoire de la région du Kurdistan irakien (KRI). Selon les informations de l'ONG locale Community Peacemaker Teams (CPT) publiées dimanche, l'offen-

sive d'occupation turque, qui a été étendue à certaines parties du district d'Amêdî à la mi-juin, atteint désormais quinze kilomètres de profondeur dans le pays.

Lors de la précédente opération « Griffes, foudre et coup de foudre », qui a

duré d'avril 2021 à avril 2022, les troupes d'occupation n'avaient avancé que de sept kilomètres dans la région et s'étaient établies dans le village de Hiror (Hrurê) parce que le front des guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) n'avait pas pu être percé. Afin de surmonter cette situation, l'armée turque renforce actuellement ses plus de 70 bases militaires au KRI, qui opèrent en violation du droit international, et construit sept nouvelles bases qui sont concentrées dans le sous-district de Kanî Masî à Barwarî Bala, qui appartient à Amêdî. La population de plusieurs villages a déjà été déplacée ces dernières semaines à la suite de ces violences militaires dans la région

frontalière du sud du Kurdistan, et d'autres villages sont désormais menacés du même sort – avec l'approbation du parti barzani KDP, qui est allié à la Turquie.

Au moins 602 villages de la région du Kurdistan irakien sont actuellement menacés d'évacuation violente en raison de l'expansionnisme turc. Ce chiffre a également été confirmé par le CPT, qui a nommé 162 villages dont les populations ont déjà été déplacées depuis le début des opérations turques au début de l'été 2020. Afin d'atteindre l'objectif à long terme de détruire le statut d'autonomie de la région du Kurdistan et de sécuriser le contrôle de la Turquie sur des zones stratégique-

ment importantes dans le nord de l'Irak, en plus des bombardements permanents des zones de guérilla, l'armée turque mène également des attaques ciblées sur des implantations civiles – sous couvert de sécurité des frontières et d'une prétendue « menace terroriste » pour Ankara.

Profitant du silence de Bagdad et d'Erbil, les forces turques ont installé des points de contrôle et commencé à effectuer des contrôles d'identité à Duhok, tout en évacuant de force de nombreux villages.

Dans un communiqué du 3 juillet, le Comité des relations extérieures du KCK (Union des communautés du Kurdistan) a rapporté que l'État turc déploie des

mercenaires de l'EI dans les zones qu'il cherche à occuper dans le sud du Kurdistan, en plus des gardes de village et des mercenaires de Roj.

« L'opinion publique internationale doit également en être consciente : ces gangs de l'EI, qui combattent actuellement les guérilleros du Kurdistan, sont sur le point de devenir un fléau pour l'humanité ; comme une bombe à retardement, ils causeront de grands dommages. Une réaction ferme doit être organisée contre l'invasion de l'Irak et du sud du Kurdistan par l'État turc et le déploiement de ces gangs fascistes de l'EI », a déclaré KCK.



avec AFP
09/08/2024

Après l'interdiction d'Instagram en Turquie, des ONG dénoncent une « violation » de la liberté d'expression

L'organisation Human Rights Watch et l'Association turque pour la liberté d'expression ont dénoncé une « violation » des droits d'expression dans le pays. Depuis une semaine, le réseau social Instagram et le jeu vidéo Roblox sont interdits. Instagram est notamment accusé par le gouvernement de censurer des messages pro-Hamas alors que le gouvernement turc soutient l'organisation islamiste.

Les ONG pour la défense des droits montent au créneau. L'organisation Human Rights Watch (HRW) a dénoncé ce vendredi une « violation » des droits d'expression en Turquie. Avec l'Association turque pour la liberté d'expression (Iföd), HRW demande aux auto-

rités de restaurer l'accès à Instagram dans le pays.

« Bloquer l'accès de tous à l'ensemble d'une plateforme de médias sociaux est une mesure manifestement disproportionnée qui viole le droit à la liberté d'expression et d'information de millions d'utilisateurs

de la plateforme en Turquie et qui doit être annulée immédiatement », écrivent elles dans un communiqué.

Les Turcs sont en effet privés d'Instagram depuis une semaine, et ce, sans que ce blocage ait été clairement justifié par les auto-

rités. Selon le ministre Uraglolu, Instagram a refusé de retirer des milliers de contenus illicites concernant selon lui « des jeux, de la drogue et des abus sur des enfants ». Ce que Meta a démenti en affirmant avoir retiré au 31 juillet près de 2.500 contenus au cours du premier se-

mestre, à la demande des autorités turques.

Litige entre les plateformes et le gouvernement turc

Le ministre des Transports et des Infrastructures Abdulkadir Uraloglu, chargé du dossier, avait rencontré les responsables de la plateforme américaine en début de semaine, disant espérer une issue prochaine, mais en vain. Aucune autre initiative ou rencontre n'a été annoncée depuis alors que Roblox, qui concerne plusieurs millions d'abonnés, jeunes en majorité, en Turquie, a été bloqué à son tour mercredi soir.

Or, Instagram est suivi par plus de 50 millions d'abonnés en Turquie, qui réalisent chaque jour près de 57 millions de dollars d'affaires sur cette plateforme, selon le vice-président de l'Association des opérateurs du E-Commerce, Emre Ekmekçi. S'agissant de Roblox, la Turquie est l'un des cinq premiers pays utilisateurs en nombre d'abonnés dans le monde. Selon les applications Apple Store et Google Play, Roblox a cumulé plus de 41 millions de téléchargements en Turquie depuis son apparition en janvier 2015, pour un montant de 37,5 millions de dollars.

Une sanction politique ?

Le ministre de la Justice Yılmaz Tunç a de son côté justifié le blocage de Roblox, par la présence de « contenus » pouvant être



Les Turcs sont privés d'Instagram depuis une semaine sans que ce blocage ait été clairement justifié par les autorités. (Crédits : Dado Ruvic)

préjudiciables aux « enfants », s'appuyant sur « une enquête du parquet général d'Adana », ville du sud de la Turquie.

Pour Instagram, la piste d'une sanction politique est envisagée. Coïncidence, le blocage d'Instagram est intervenu après des accusations de « censure » exprimées par le directeur de la communication de la présidence turque, Fahrettin Altun. Ce dernier a affirmé qu'Instagram « empêchait les gens de publier des messages de condoléances pour le martyr du (chef du Hamas Ismaïl) Haniyeh » tué en Iran.

A son tour, le président Recep Tayyip Erdogan a dénoncé lundi « un fascisme numérique qui ne peut tolérer même les photos de martyrs palestiniens sans les interdire aussitôt ».

Le Hamas est considéré comme « terroriste » en Europe et aux Etats-Unis, mais qualifié de « mouve-

ment de libération » par Ankara.

Erdogan appelle à la désescalade au Proche-Orient

Le président turc est d'ailleurs très engagé dans la guerre entre Israël et le Hamas. Jeudi, il a appelé la communauté internationale à empêcher l'escalade au Moyen-Orient. « Le président Erdogan a déclaré qu'Israël tentait d'accroître les tensions dans la région avec ses attaques dans les territoires palestiniens et au Liban et que la communauté internationale devrait prendre des mesures efficaces pour mettre fin à l'agression israélienne, qui s'est intensifiée ces derniers jours », a écrit la présidence turque dans un communiqué.

La veille, la Turquie s'est jointe à la procédure intentée par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de justice (CIJ) pour violation pré-

mée de la Convention sur le génocide de 1948. Une délégation de parlementaires turcs accompagnés de l'ambassadeur de Turquie aux Pays-Bas s'est rendue à cette fin à La Haye (Pays-Bas), où siège la CIJ, selon la télévision publique turque TRT qui l'a suivie en direct. « Notre décision d'intervenir reflète l'importance que notre pays attache à la solution de la question palestinienne dans le cadre du droit et de la justice », a fait valoir le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan.

« Israël, encouragé par l'impunité de ses crimes, tue chaque jour de plus en plus de Palestiniens innocents », a-t-il dénoncé sur X. « La communauté internationale doit faire sa part pour mettre fin au génocide. Elle doit exercer la pression nécessaire sur Israël et ses partisans. La Turquie fera tous ses efforts sur cette voie », a-t-il ajouté.

JO 2024 : l'amitié de deux athlètes iraniennes aux destins divergents électrise le pays

Au taekwondo, une Iranienne représentant le régime a affronté une ex-compatriote devenue bulgare et critique de Téhéran. Un casse-tête pour les médias officiels.

Jusqu'en 2020, Kimia Alizadeh et Nahid Kiyani étaient des amies proches qui se motivaient mutuellement au sein de l'équipe iranienne de taekwondo. Jeudi 8 août, aux Jeux olympiques (JO) de Paris, les deux athlètes, âgées de 26 ans, se sont pourtant affrontées lors d'un combat en huitièmes de finale dans la catégorie des moins de 57 kg. Kimia Alizadeh, la tête nue, jouait pour son pays d'adoption, la Bulgarie. Les cheveux couverts par un foulard, Nahid Kiyani, elle, arborait les couleurs de la République islamique d'Iran, pays dans lequel le voile est obligatoire pour les femmes.

A la télévision iranienne qui diffusait en direct la compétition, le mal-être a été total. Comment parler de Kimia Alizadeh, jadis très aimée en Iran, notamment pour avoir été en 2016 la première femme médaillée olympique de l'histoire de son pays de naissance alors qu'elle a osé quitter son pays quatre ans plus tard en critiquant le pouvoir politique en place ?

Pour les journalistes de la télévision iranienne, la solution a été de ne jamais prononcer le nom de Kimia tout au long de l'épreuve. Les soutiens du régime s'en sont pris avec violence à cette « traîtresse » qui, d'après eux, a profité de l'argent iranien pour grandir comme athlète, avant de tourner le dos à sa patrie.

Voilà pourquoi lorsque Kimia Alizadeh a été battue par son ancienne coéquipière, les partisans du régime iranien ont laissé libre cours à leur joie. Leur euphorie n'a pourtant pas duré car, quelques heures plus tard, les deux femmes se sont retrouvées sur le podium, l'une dans les bras de l'autre. Nahid Kiyani a été médaillée d'argent pour l'Iran et Kimia Alizadeh a fini en troisième position. Leur accolade a duré une dizaine de secondes, témoignant d'une amitié qui ne se brise pas, malgré la distance et les risques courus par celle qui va retourner en Iran. La scène n'a pas été montrée par la télévision iranienne, le régime essayant toujours d'ériger

un mur de haine et de peur entre ceux qui restent dans le pays et ceux qui partent.

« Toutes les deux les grandes fiertés de l'Iran »

Lorsqu'elle a quitté l'Iran en 2020, Kimia Alizadeh a ainsi expliqué sa décision : « Je suis une parmi des millions de femmes opprimées en Iran avec qui [les dirigeants] jouaient comme ils voulaient depuis des années. Je portais ce qu'ils disaient. Je répétais chaque phrase qu'ils me demandaient. Ils ont attribué mes médailles au [bienfait du] hijab obligatoire et à leur propre gestion. Dans vos esprits patriarcaux et misogynes, vous avez toujours pensé que Kimia était une femme sans voix. Je n'ai aucune autre revendication dans le monde que le taekwondo, la sécurité et une vie heureuse et saine. » Dans ce texte, l'athlète iranienne faisait allusion au message que le Guide suprême, Ali Khamenei, lui avait adressé après sa victoire aux Jeux olympiques de Rio, en 2016, la

félicitant d'avoir « brillé tout en respectant le hijab ».

Après son départ d'Iran, Kimia Alizadeh s'est d'abord installée en Allemagne, où elle a rejoint l'équipe olympique des réfugiés. En avril, elle a reçu la nationalité bulgare et intégré l'équipe de son nouveau pays d'accueil.

Depuis jeudi soir, les réseaux sociaux sont inondés de messages des Iraniens qui, malgré la colère du régime et ses soutiens, se réjouissent de la victoire de Kimia Alizadeh et Nahid Kiyani et de la manifestation de leurs liens amicaux. « Leur amitié est la plus violente gifle pour les détracteurs. Vous êtes toutes les deux les grandes fiertés de l'Iran », a écrit sur X une utilisatrice iranienne. En guise de réponse aux détracteurs de Kimia Alizadeh qui la qualifient de « déracinée » et d'« apatride », une autre utilisatrice sur X a dit : « C'est vous les sans-patrie. Kimia ne serait jamais partie si vous ne l'aviez pas obligée à quitter sa patrie. »



Camille Neveux
10 août 2024

En Turquie, un polar écrit à quatre mains à travers les barreaux d'une prison devient le roman de l'été

L'écrivain turc Yigit Bener et le dirigeant kurde Selahattin Demirtas, emprisonné depuis 2016, ont entamé il y a un an une correspondance qui a donné naissance le 5 juillet au roman noir «Duo au purgatoire», que la Turquie s'arrache.

La genèse de ce projet fou part d'un exemplaire du roman de Céline, *Voyage au bout de la nuit*, adressé à un prisonnier turc au fin fond de sa geôle avec un mot d'encouragement : «L'expression de ma solidarité.» Mais le détenu n'est pas n'importe qui et l'auteur de la missive non plus. Le premier, le leader kurde Selahattin Demirtas, 51 ans, est emprisonné depuis 2016 et a été condamné en mai à quarante-deux ans de prison. Le second, Yigit Bener, auteur et traducteur de 66 ans, issu d'une lignée d'écrivains, a connu l'exil politique dans les années 1980, direction la France. Le colis, remis par l'intermédiaire de l'avocat de «Selo», signe le début d'un long échange épistolaire qui a débouché sur un polar écrit à quatre mains, rapide et enlevé. Depuis sa sortie, *Arafta Düet* ou *Duo au purgatoire* (éditions Dipnot, non traduit) est classé parmi les meilleures ventes du pays.

Les deux hommes, pourtant, ne se sont jamais rencontrés. «Je connaissais Demirtas comme lecteur, confie Yigit Bener. J'avais acheté son recueil de nouvelles, *l'Aurore* [éditions Emmanuelle Collas]. Il y avait un travail littéraire sérieux, c'était bien écrit et bien ficelé. Cela me rongait l'esprit qu'il soit en prison et qu'il n'y ait aucun moyen de lui exprimer une solidarité active. Il défend nos idées, nos libertés, et nous, nous continuons notre vie normalement.» Le romancier croise par hasard son avocat, lui confie en 2019 le fameux opus de Céline qu'il a traduit. Demirtas le remercie par retour de courrier.

En «cavale littéraire»

C'est finalement la victoire du chef de l'Etat, Recep Tayyip Erdogan, à la présidentielle de mai 2023, pour un troisième mandat, qui scellera ce projet – «une première mondiale», selon leur maison d'édition. «Nous avions espéré qu'il perdrait et que cela ouvrirait la voie à la libération des prisonniers politiques, confie Yigit Bener. Nous étions démoralisés.» Trois jours après la défaite de l'opposition, Selahattin Demirtas annonce depuis la prison d'Edirne, à la frontière turco-bulgare, qu'il quitte la vie politique. Pour distraire son ami détenu, l'écrivain lui propose de tenir une «correspondance littéraire». «Un roman ?», renchérit l'ancien dirigeant du parti pro kurde HDP (Parti démocratique des peuples). Bingo ! «Nous n'avions pas au départ de projet de publication, souligne pourtant Yigit Bener. Nous écrivions pour nous faire plaisir, un chapitre à tour de rôle, échangé via son avocat. Cela nous a pris presque un an. La littérature lui a permis de partir en cavale.»

Dans un entretien réalisé à distance avec le journal en ligne T24, Selahattin Demirtas reconnaît «un pari très risqué [...] comme si on jouait aux échecs, coup par coup, sans se concerter au départ sur le sujet, l'intrigue, les personnages, le style, rien». «Bien que nous n'ayons pas de passé politique commun, une harmonie politico-philosophique très spontanée et naturelle s'est développée entre nous au fur et à mesure de nos écrits», loue-t-il.

Ce procédé en ping-pong – éga-

lement utilisé par le sous-commandant Marcos et l'écrivain hispano-mexicain Pablo Ignacio Taibo II pour écrire l'ouvrage *Des morts qui dérangent* (Rivages, 2006) – donne naissance à deux personnages, deux «perdants», un vieux général tortionnaire et un ancien avocat gauchiste, tous deux en retraite, qui se sont croisés au moment du coup d'Etat de 1980 et se retrouvent en cavale avec des jeunes ayant provoqué un accident de la route. «C'est un roman avec une forte dimension politique, qui aborde l'élimination de la gauche par les militaires, l'émergence de l'islam, la question kurde, détaille Yigit Bener. C'est aussi un livre sur la réconciliation.» Sans doute la clé de son succès, dans un pays polarisé comme jamais... Un deuxième tirage est prévu en septembre après celui, initial, de 55 000 exemplaires.

«Résistance civile»

Si le sujet est sensible, le style, lui, est volontairement humoristique. «Le fait que l'on écrive à deux a soulevé un enthousiasme énorme dans le milieu littéraire, confie Yigit Bener. Nos amis écrivains y ont vu un projet de résistance civile, un symbole fort, et cela a aidé au succès au-delà du cercle des lecteurs classiques. C'est aussi un projet qui fait du bien dans un monde dominé par le mal absolu, qu'il s'agisse de notre régime politique ou des guerres qui gravitent autour de la Turquie.»

Petit miracle, les deux hommes ont réussi à se rencontrer le jour du lancement, le 5 juillet, au parloir, en prétextant via l'avocat de Demirtas le besoin d'évo-

quer leur contrat d'auteur. Soumis à l'isolement, même pour les ateliers manuels, le leader kurde n'a d'ordinaire droit qu'à la visite hebdomadaire de sa famille et à celle de son conseiller. Ce jour-là, pourtant, il a été extrait de sa cellule de 12 m², la même depuis huit ans, qu'il partage avec Selçuk Mizrakli, l'ancien maire de Diyarbakir, principale ville kurde de Turquie (sud-est). La rencontre durera une heure et demie, bien loin des trente-cinq minutes accordées au départ... «C'était très émouvant, nous avons construit une amitié très précieuse, reconnaît Yigit Bener. Selahattin est presque devenu un membre de ma famille.» «Yigit a simplement respecté toutes mes identités, ma langue, ma patrie, mes pensées, mes convictions, sans limites, sans tergiverser, sans faux-fuyants, livre de son côté son comparse au site web T24. Et moi, je ne l'ai jamais considéré comme un représentant des dominants.»

L'écrivain en liberté se prépare désormais à partir en tournée dans plusieurs villes turques – et à placer une chaise vide à côté de lui, en soutien à son coauteur emprisonné. A moins qu'il n'extirpe de son sac une bouilloire, comme il l'a fait lors de plusieurs interviews télévisées ? Un pied de nez à l'administration pénitentiaire, qui a fouillé en 2017 la cellule de Demirtas pour voir s'il ne cachait pas un téléphone servant à tweeter. Le détenu avait rétorqué qu'il «tweetait avec sa bouilloire». « Il y a désormais la lampe d'Aladin, plaisante son coauteur partout où il passe, et la bouilloire de Selahattin ! »

The New York Times

By Claire Moses
Aug 10 2024

Ancient Calendar, Recently Discovered, May Document a Long-Ago Disaster

The markings on a pillar in southern Turkey are more than decorations on the stone, a researcher at the University of Edinburgh says. They may memorialize a time when comet fragments struck Earth.

A researcher at the University of Edinburgh has discovered what he believes is the earliest calendar of its kind at Gobekli Tepe, an archaeological excavation site in what is now southern Turkey that used to be an ancient complex of temple-like enclosures.

The researcher, Martin Sweatman, a scientist at the University of Edinburgh, [said in research published last month that V-shaped markings](#) on the lunisolar calendar, which combines the movements of the moon and sun, recorded a major astronomical event that had a huge impact on Earth making the ancient pillar part of an ancient version of a memorial.

Dr. Sweatman said that the intricate carvings at Gobekli Tepe tell the story and document the date when fragments of a comet which came from a meteor stream hit Earth roughly 13,000 years ago. The comet strike, which the latest research has placed in the year 10,850 B.C., has long been a [source of disagreement](#) among academics and researchers.

This is not the first time that Dr. Sweatman has been able to connect the



Researchers may have discovered what they say is the world's oldest calendar tracking the movements of the moon and the sun in today's Turkey .Credit...Alistair Coombs

impact of the comet to the site in Turkey, he said. In 2017, he linked the two in an academic paper in which he contended that the carvings at Gobekli Tepe were memorialized in the pillars, and that the site was used as a place to observe space.

At the time, a group of excavators at Gobekli Tepe [challenged those findings](#). Jens Notroff, an archaeologist who wrote the post on the excavators' website, was not immediately convinced about the new findings and questioned whether the markings had a deeper meaning. He said on [the social media](#)

[platform X](#) that there was an "an obsession with the idea that there *must* be a secret, a hidden code which needs to and can be decoded while it's really just about past humans living their lives."

Dr. Sweatman said the recent discovery that one of the pillars also depicts a lunisolar calendar and thus marks the day of the impact lined up with his prior research. "We can be very confident indeed that it's a date," he said.

The comet strike ushered in a 1,200-year ice age and led to the extinction of many large animals, Dr.

Sweatman said. For humans, the comet probably also led to differences in lifestyle and agriculture that helped usher in the rise of civilization as we know it.

Although Dr. Sweatman has long researched the symbols at the ancient site in Turkey, this recent breakthrough came in the form of a tip when someone emailed him that the V-shaped symbols on the pillar could be interpreted as markings of the lunar cycle.

"I had not spotted that myself before," he said. "I had always wondered what

these box- and V-symbols might mean.”

Each V-shaped symbol could represent a single day, according to Dr. Sweatman’s research. “This interpretation allowed researchers to count a solar calendar of 365 days on one of the pillars, consisting of 12 lunar months plus 11 extra days,” the research states.

The final V on the pillar is “represented by a V worn around the neck of a bird-like beast thought to represent the summer solstice constellation at the time,” the research concluded. Other statues nearby, possibly representing deities, have been found with similar markings.

After interpreting the V-

shaped symbols as such, everything fell into place, Dr. Sweatman said. The carvings suggest that “ancient people were able to record their observations of the sun, moon and constellations in the form of a solar calendar, created to keep track of time and mark the change of seasons,” he said.

Imagining what it was like

when ancient humans carved these markings into the pillars will probably always be impossible for us 21st century beings, but it could tell us something about these ancient people.

“What it suggests,” Dr. Sweatman said, “is that this event was important to them.”



11/08/2024

Iranian-Kurd athlete wins gold at Paris Olympics

ERBIL, Kurdistan Region - A Kurdish athlete from Iran’s western Kurdish areas (Rojhelat) on Saturday won the gold medal at the Paris 2024 Summer Olympic Games.

Arian Salimi, 20, from the Kurdish city of Kermanshah in western Iran, won gold in the men’s +80kg taekwondo weight class by defeating his British competitor Caden Cunningham 2-1 in the final bout.

Iranian President Masoud Pezeshkian congratulated the athlete.

“Our dear son Arian Salimi, your powerful gold removed the fatigue from our



Gold medallist Iran’s Arian Salimi celebrates on the podium during the medal ceremony for the taekwondo men’s +80kg semi-final competition of the Paris 2024 Olympic Games at the Grand Palais in Paris on August 10, 2024. Photo: David Gray/AFP

bodies. Iran’s first youth in the Olympics, you won the

hearts of the people with a beautiful medal, may you

always be proud,” Pezeshkian said on X.

Iran : démission du vice-président Mohammad Javad Zarif

Mohammad Javad Zarif, qui avait été nommé à ce poste début août par le [président réformateur](#) Massoud Pezeshkian récemment élu, a dit avoir démissionné "pour éviter tout soupçon (...) de perturber le travail du gouvernement". Proche des réformateurs mais sans étiquette politique, [M. Zarif](#) était le chef de la diplomatie iranienne de 2013 à 2021 dans le gouvernement modéré de Hassan Rohani. Il était figure de proue de la campagne électorale de M. Pezeshkian et a joué un rôle clé dans sa victoire.



Mohammad Javad Zarif, a démissionné de ses fonctions d'adjoint au président dans les affaires stratégiques.
Photo - AFP/Archives - ATTA KENARE

Après son élection, Masoud Pezeshkian a chargé M. Zarif de former un comité afin de proposer au président des candidats pour la formation du conseil des ministres. Lors de sa campagne, il avait promis d'accroître la représentation des femmes, des jeunes et des minorités ethniques et religieuses, en particulier des sunnites, au sein du gouvernement.

Dimanche, [le président Pezeshkian](#) a soumis pour approbation au Parlement les membres de son gouvernement mais la liste des

ministres ne comprenait qu'une seule femme, aucun jeune ni aucune minorité. "Je suis désolé de ne pas avoir pu mettre en oeuvre (...) l'avis des experts du comité et parvenir à l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes ethniques, comme je l'avais promis", a regretté M. Zarif.

Des pressions après sa nomination

Il a ajouté en outre qu'il avait subi des pressions après sa nomination au poste de vice-président car

ses enfants détiennent la nationalité américaine. Une loi iranienne promulguée en octobre 2022 interdit la nomination de ceux "qui eux-mêmes, leurs enfants ou leur conjoint ont la double nationalité" à des emplois et postes sensibles. Ces derniers jours, des réformateurs ont critiqué le cabinet proposé par M. Pezeshkian pour ces mêmes raisons ainsi que pour l'inclusion de conservateurs.

M. Zarif a été l'architecte [de l'accord sur le nucléaire](#) côté iranien conclu en 2015

entre Téhéran et la communauté internationale visant à accorder à l'Iran un allègement des sanctions en échange de limites sur son programme nucléaire. Mais le pacte a commencé à s'effiloche en 2018, lorsque l'ex-président Donald Trump en a retiré les Etats-Unis et a réimposé des sanctions. Durant la campagne, M. Pezeshkian avait plaidé pour un Iran plus ouvert au monde afin de sortir son pays de l'"isolement" et promis de relancer l'accord pour lever les sanctions.



12 août 2024

Un autre kolbar tué dans une attaque des forces iraniennes

Les forces de l'État iranien ont tué un autre kolbar à la frontière de la ville de Serdesht, au Kurdistan de l'Est.

Selon le Réseau des droits de l'homme du Kurdistan (KHRN), les forces iraniennes ont attaqué un groupe de kolbars à la frontière de la ville de Serdesht, le dimanche 11 août. Lors de cette attaque, Ali Rasul, un père de famille âgé de 32 ans originaire de Mahabad, a été tué. Il résidait dans le district de Nelas à Serdesht.



Les forces de l'État iranien ont tué un autre kolbar à la frontière de la ville de Serdesht, au Kurdistan de l'Est.

Par ailleurs, le 8 août, Rizgar Khelkani, un kolbar de Sardasht, a été grièvement

blessé après que les gardes-frontières iraniens ont ouvert le feu sur un

groupe de kolbars dans la zone frontalière de Hangeh-ye Zhal, dans la pro-

vince du Kurdistan.

Selon KHRN, les gardes-frontières ont tiré à bout portant sur les kolbars avec des fusils à plomb, sans avertissement préalable, laissant Khelkani sérieusement blessé avec des dizaines de blessures aux plombs à la tête, au cou et à la main.

Depuis le début de 2024, au moins 37 kolbars ont perdu la vie et 236 autres ont été blessés suite aux tirs des forces du régime iranien.

The New York Times

Matthew Mpoke Bigg
Aug. 12, 2024

Why Iran Has Waited to Retaliate Against Israel for Hamas Leader's Killing

Tehran is under pressure to avenge the assassination of Ismail Haniyeh, but analysts said it is balancing multiple factors as it weighs a response.

Iran vowed revenge at the end of last month after a [top Hamas leader](#) was killed in Tehran, leading many in Israel to fear an imminent attack. Nearly two weeks have passed and no large-scale response has materialized, leaving Israel and the wider Middle East on

edge.

The crisis comes at an especially delicate moment in Iran, which analysts say is trying to formulate a response that doesn't let an assassination on its soil go unpunished, while avoiding an all-out war against a pow-

erful adversary. It also comes as a new government in Tehran has taken office, which could be slowing a decision on how to respond.

Here's a look at the crisis and the factors that could determine what happens next:

Why has Iran vowed revenge?

Iran and Hamas officials have promised to avenge the death of Ismail Haniyeh, a senior Hamas leader, who was killed in Tehran on July 31 after he attended the inauguration

of Iran's president, Masoud Pezeshkian. Iran, which backs Hamas, blamed Israel for the assassination. Israeli leaders have not said their forces were responsible.

A day earlier, [Fuad Shukur](#), a senior commander in Hezbollah, which is also supported by Iran, was killed in an Israeli airstrike in a suburb of the Lebanese capital, Beirut. The Israeli government said that strike was in retaliation for a rocket fired from Lebanon that struck a [soccer field](#) in the Israeli-controlled Golan Heights, killing at least 12 people, mostly teenagers and children. Hezbollah has denied carrying out that attack.

But Mr. Haniyeh's killing was seen as the greater blow to Tehran because it took place on Iranian soil. In response, Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, [issued an order for Iran to strike Israel directly](#), according to three Iranian officials briefed on the matter. Failing to follow through on that threat would suggest that Iran's system of deterrence, built up over years and at great cost, was in fact hollow, analysts said.

Why hasn't Iran responded yet?

A spokesman for Iran's Foreign Ministry, Nasser Kanaani, said that "it is necessary to punish Israel," echoing comments from other senior Iranian officials. But he also said that "Tehran is not interested in escalating the regional conflicts."

Furthermore, the new president's cabinet, includ-



A truck bearing Ismail Haniyeh's coffin driving through Tehran this month. Credit... Arash Khamooshi for The New York Times

ing the foreign minister, is yet to be approved, which is likely to have slowed internal deliberations, said Sanam Vakil, a Middle East analyst at Chatham House, a research group in London.

At the same time, Mr. Pezeshkian, who is seen as a reformist, may try to balance a perceived need to project strength with his government's broader interest in alleviating the effects of Western economic sanctions and in preventing Iran from becoming further isolated internationally, Ms. Vakil said.

"The response has to be carefully calibrated so as not to slam shut the door of negotiations with the West that could lead to potential sanctions relief," Ms. Vakil said.

A military response that is viewed as largely symbolic is also risky from Tehran's perspective, but it would be unlikely to deter Israel from conducting further attacks, said Ali Vaez, the

Iran project director of Crisis Group, a think tank.

That leaves the option of a substantive response, but that would, in turn, likely provoke a bigger Israeli response — and Tehran would not be able to control the cycle of escalation that could follow, Mr. Vaez said.

"Israel has checkmated Iran in this situation because Iran is left with no good options," said Mr. Vaez. He and Ms. Vakil both said that it is difficult to discern Iran's intentions.

What could an Iranian response look like?

Iran could strike Israel from multiple directions and in different forms. Tehran maintains a network of proxy forces including Hamas, Hezbollah and the Houthi militia in Yemen, giving it the ability to attack targets from northern Israel to the Red Sea.

Two Israeli officials and a

senior Western intelligence official said last week that, based on the latest information, Hezbollah will likely strike first in a separate attack before Iran conducts its own retaliation.

In April, Tehran [attacked Israel](#) with around 300 missiles and drones, a response to an apparent Israeli strike on an Iranian embassy complex. Almost all were shot down by Israel's air defenses assisted by the United States and other allies. It was the first direct attack by Iran after a clandestine war with Israel that had been conducted for years by land, sea, air and cyberspace and, as such, represented a significant escalation.

The [attack in April](#) caused light damage to an Israeli air base in the Negev desert and seriously wounded a 7-year-old girl. Now Israel is bracing for what could be a bigger attack.

How is Israel preparing?

The Israeli authorities have told people to stock food and water in fortified safe rooms, and hospitals have made plans to move patients to underground wards. At the same time, rescue teams have been positioned in cities.

U.S. and Israeli diplomats and security officials had some advanced knowledge of its scope and intensity of Iran's attack in April, which facilitated defensive preparations. By the same token, the nearly two weeks that have passed since Mr. Haniyeh's killing have allowed time for heightened readiness in Israel.

Last week, Prime Minister Benjamin Netanyahu said that Israel was "prepared for defense, as well as offense."

That said, military analysts

say that Iran and Hezbollah could potentially overwhelm Israel's defenses by firing enough missiles simultaneously. They could also launch swarms of drones that fly at low altitude, making them difficult to detect and destroy.

How are the United States and others responding?

Diplomats have feared for months that back-and-forth strikes between Israel and Iran could escalate into a regional conflict that would compound both the war in Gaza and the conflict on Israel's border with Lebanon. As a result, they have worked to forestall or minimize Iran's reaction. In the latest example, the leaders of United States, Britain, France, Germany and Italy called on Iran on Monday to "stand down" its threat of military action and said they supported

Israel's defense against Iranian aggression. Prime Minister Keir Starmer of Britain also telephoned the Iranian president with a similar message.

Mr. Kanaani, a spokesman for Iran's Foreign Ministry, on Tuesday criticized a separate call for restraint by Britain, France and Germany, saying Tehran reserved the right to defend its sovereignty. The three European leaders had ignored Israeli "crimes and terrorism" against Palestinians and in the Middle East, he said.

The foreign minister of Jordan, an ally of the United States, has traveled to Tehran in recent days for meetings. Saudi Arabia last week convened an emergency meeting of the Organization of Islamic Cooperation, a forum of Muslim countries, at which it called the assassination of Mr.

Haniyeh a violation of Iran's sovereignty while urging de-escalation by all sides.

The United States has stepped up its military readiness. Defense Secretary Lloyd J. Austin III has ordered additional combat aircraft, warships and a guided-missile submarine to the Middle East in response to threats, both to bolster Israel's capacity to thwart any potential attack and to reinforce the message that it would support the country militarily.

At the same time, the Biden administration has sought to jump-start cease-fire talks for Gaza. The Biden administration and Arab mediators are planning a meeting in the region on Thursday to try to advance a deal. Israel has said it will send its negotiators, but Hamas has not said if it will participate.

nice-matin
LE GRAND QUOTIDIEN DU SUD-EST

GRÉGORY LECLERC
13/08/2024

Procès de Pinar Selek : ses juges, accusés de corruption, écartés de leurs fonctions en Turquie

Les juges de la 15e chambre du tribunal criminel d'Istanbul, qui étaient en charge du procès de Pinar Selek - la Franco-Turque exilée en France et installée à Nice - viennent d'être démis de leurs fonctions. La raison ? "Une présomption de corruption liée à une affaire de mafia", indique le comité de soutien de la sociologue.

De nouveaux juges ont été

nommés pour statuer sur le sort de Pinar Selek. Ce changement est perçu comme un tournant "important" dans le procès, indique son comité de soutien. "Il n'est pas encore possible de déterminer les véritables raisons de ce changement ni ce qu'il signifie pour l'affaire Pinar Selek, mais cela met en lumière de manière évidente l'état du système judiciaire en Turquie. Nous ne la laisserons pas seule

face à ce mécanisme si sombre."

Enseignante à l'université de Nice

Féministe engagée, éternelle défenseuse des droits humains et des minorités, elle avait été arrêtée en 1998 et torturée pour ses travaux sur la communauté kurde, en tant que sociologue. Elle avait été accusée d'avoir participé à un attentat meur-

trier sur le marché aux épices d'Istanbul.

Quatre fois jugée, quatre fois acquittée (2006, 2008, 2011, 2014). Son quatrième acquittement avait été annulé par la cour suprême de Turquie et Pinar Selek de nouveau renvoyée devant les juges pour un cinquième procès. La sociologue et écrivaine, 51 ans, qui enseigne à l'université de Nice, dénonce depuis 25 ans un "acharnement".

Au Festival international du film de Locarno, un état des lieux des conditions féminine et masculine

« Seses », de Laurynas Bareisa, et « Mond », de Kurdwin Ayub, deux films très musclés, ont été présentés en compétition.

Rares sont les grands festivals qui réussissent à mêler, au sein de la compétition, des œuvres de cinéastes identifiés et celles de nouveaux venus. C'est le cas à Locarno (Suisse), dont la 77^e édition du Festival international du film, commencée le 7 août, a lieu jusqu'au 17. La manifestation a des airs de pépinière, intégrant à bon escient de jeunes pousses dans le club convoité des films concourant pour le Léopard d'or.

Quelques longs-métrages attendus ont tenu leurs promesses, tel *Bogancloch*, bijou expérimental du Britannique Ben Rivers, filmant le quotidien d'un ermite (Jake Williams) dans les Highlands d'Écosse, dans une image argentée, au-delà du noir et blanc. Citons aussi *Qing chun (Ku)*, de Wang Bing, nouvelle fresque dans les ateliers textiles de Zhili, près de Shanghai. Ou encore le film de Virgil Vernier *Cent mille milliards*, qui capte l'indécence de l'argent à Monaco et dévoile un nouveau visage, celui de l'acteur Zakaria Bouti, casté en boîte de nuit.

Parmi les révélations, deux films particulièrement musclés se retrouvent sur le ring de la compétition : *Seses*, du Lituanien Laurynas Bareisa, né en 1988, et *Mond*,



Sarah (Florentina Holzinger), Nour (Andria Tayeh) et Schaima (Naghham Abu Baker) dans « Mond », de Kurdwin Ayub. AUSTRIAN FILMS

de la réalisatrice kurde et autrichienne Kurdwin Ayub, née en 1990. Ajoutons que les deux s'ouvrent par un combat de MMA. Dans *Seses*, un champion très sexy (Paulius Markevicius) remporte à l'arraché un combat. Dans le public, sa femme, Sarah, belle comme une Barbie (qu'interprète avec finesse Gelmine Glemzaitė), fond en larmes après le match, tant elle a eu peur pour son mari. La sœur de Sarah vit avec un fou du volant qui aime faire ronfler le moteur, quitte à prendre des risques insensés sur la route. Le temps des vacances dans la maison familiale, *Seses* scrute le masculinisme dans un récit déstructuré, réduit à l'os, tout en parvenant à explorer la situation sous différents angles. Jubilaire.

Une dose d'humour noir

De la force, il en faut aussi à l'héroïne de *Mond*, Sarah (Florentina Holzinger), autri-

chienne, une ancienne championne de MMA qui accepte une drôle de mission : elle part en Jordanie pour entraîner trois sœurs d'une riche famille. Sur place, Sarah croit comprendre que les jeunes filles vivent barricadées, sans accès à Internet. Celles-ci sont-elles réellement prisonnières, et le grand frère qui a embauché Sarah comme coach est-il un monstre ?

Kurdwin Ayub élabore une histoire complexe, nourrie par son vécu et sa double culture, moyen-orientale et occidentale. Née en Irak, la réalisatrice – regard ourlé de khôl, teint clair, cheveux sages aux épaules, telle une réincarnation de Blanche-Neige – a migré très jeune avec ses parents en Autriche. Sélectionné à la Berlinale, en 2022, dans la fertile section Encounters, son premier long-métrage, *Sonne*, l'histoire d'un trio d'adolescentes portant le hijab et devenant

populaires sur les réseaux en dansant le twerk sur une chanson pop, avait déjà surpris et reçu le prix de la première œuvre.

Culotté, avec une dose d'humour noir, *Mond* interroge la figure de la sauveuse blanche qui voudrait libérer ses sœurs opprimées. L'actrice principale, Florentina Holzinger, performeuse et chorégraphe viennoise, qui a pratiqué le kick-boxing, tient sur ses solides épaules cette histoire hors norme, taillée sur mesure pour elle. Lors d'un bref entretien, la trentenaire nous apparaît telle Vénus sortant des eaux, mais en short et claquettes, comme revenant de l'entraînement sportif.

Elle dit simplement les choses : « *Cela ne m'intéresse pas de jouer. Kurdwin Ayub m'a demandé d'être moi-même, et je dis la même chose à mes interprètes dans mes spectacles.* » Sur scène, dans ses créations radicales, l'artiste héritière des actionnistes viennois explore et expose la douleur et la violence, ne craignant pas de choquer, pour mieux déconstruire les normes. On pense au travail de Bertrand Mandico, dont le nouveau film sélectionné à Locarno (en section parallèle, Fuori Concorso), *Dragon Dilatation*, pépite visuelle en *split screen*, mérite le détour. Nous y reviendrons.



12-08-2024

SDF says it killed 20 fighters in Deir ez-Zor

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) said on Monday it carried out an attack on regime forces and pro-regime groups in Deir ez-Zor in retaliation for recent attacks on the SDF positions in the province. Twenty fighters were killed in the attack.

The SDF said in a statement that its military coun-

cil in Deir ez-Zor "conducted a large-scale retaliatory operation, targeting three positions of the regime and its mercenaries on the western bank of the Euphrates River."

It added that 18 members of regime forces and two mercenaries were killed in the attack. Several others were injured as well.

On Wednesday, pro-re-

gime National Defense Forces launched an overnight attack on the SDF in the province. Fighting between both sides has continued since then. Many civilians, mostly children, have been killed in the attacks by the pro-regime forces.

Pro-regime fighters frequently clash with the SDF in the strategic province. Following Wednesday's

attack, SDF-linked security forces in Deir ez-Zor announced a total curfew.

Control of Deir ez-Zor province, which borders Iraq, is now split between the SDF and the Iran-backed Syrian regime. It is also home to many of the country's key oilfields, such as Omar and Conoco, which the global coalition helps the SDF to control.



13-08-2024

Arab, Turkmen protesters reject appointment of Kirkuk's new governor

ERBIL, Kurdistan Region - Dozens of Arabs and Turkmen protested in front of Kirkuk provincial building on Tuesday, opposing the recent appointment of a Kurdish governor to the province.

"Turkmens do not need favors but should take what they deserve," Hassan Turan, head of the Iraqi Turkmen Front, told protesters who had gathered in front of the governor's office in the city to express their opposition to the appointment of Rebwar Taha of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) as the new governor of the province.

Nine out of the 16 members of the Kirkuk provincial council held a meeting at al-Rasheed hotel in Baghdad on Saturday evening, hours before a deadline to form the province's local administration. Taha was nominated for the governorship of Kirkuk, and Mohammed Ibrahim al-Hafidh, from the Arab Qiyada Alliance, as the council's chief. Positions were dedicated for Turkmen as well.

The Turkmen Framework Bloc, which does not have any members in the Kirkuk provincial council but has four members in the Iraqi parliament, has endorsed

the new local government.

Rakan al-Jabouri, who has served as the acting governor of Kirkuk since 2017, is against Taha's appointment.

"We will not make compromises on our rights," he told the protesters on Tuesday.

The Iraqi Turkmen Front, which has two seats in the council, filed a complaint on Monday with Iraq's Federal Supreme Court against the formation of Kirkuk's local government in the session, according to party spokesperson Mohammed Samaan.

Those who oppose Taha's appointment question the legality of the voting process.

The Kurdistan Democratic Party (KDP), which was not included in the agreement, claims that the Saturday voting was "not legal" but "problematic" and did not go "on the right course."

Ahead of the demonstration, the Iraqi army deployed a large number of troops to the perimeter of the provincial building and the security forces dispersed the protesters later in the night.



13/08/2024

Iraqi president confirms Kirkuk governor after months of dispute

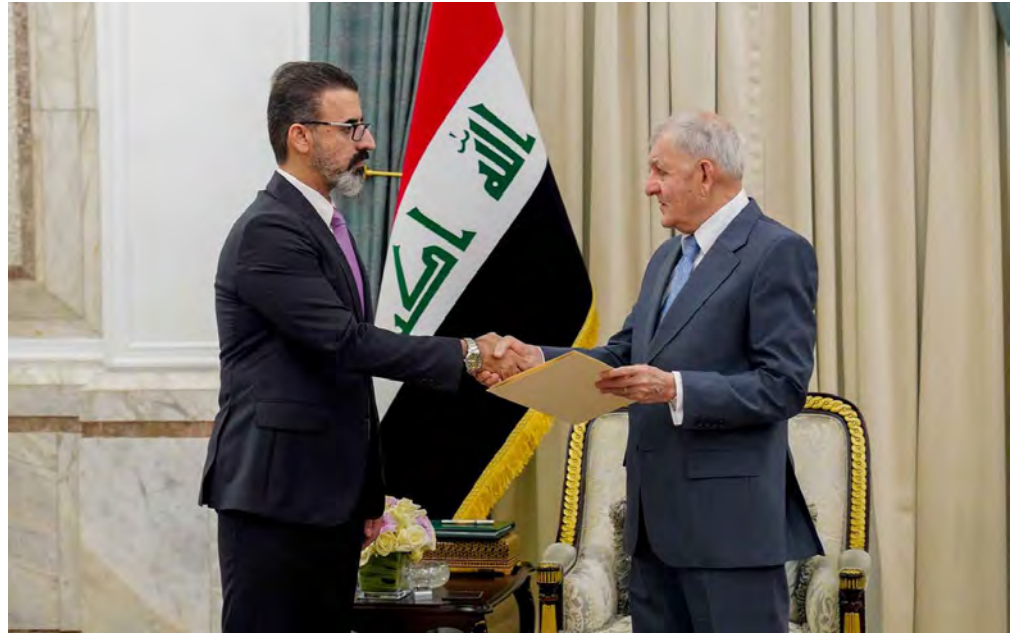
ERBIL, Kurdistan Region - Iraqi President Abdul Latif Rashid issued an official decree on Tuesday to appoint Rebwar Taha as the governor of Kirkuk, nearly eight months after the country held provincial elections.

The presidential decree stated the decision will be implemented from the date it is published in the Iraqi official gazette.

Taha, a Patriotic Union of Kurdistan (PUK) member of Kirkuk's provincial council, was nominated for the governorship of the oil-rich province during a special meeting of the council in Baghdad on Saturday. His appointment marks the return of a Kurdish governor in Kirkuk for the first time since 2017.

Rashid, a fellow PUK member, wished Taha success in his new role, and emphasized the need for providing "the best services" for the people of Kirkuk, regardless of ethnicity, stressing that Kirkuk's diversity is the primary factor for its stability, according to a statement from the president's office.

Taha presented his agenda to the Iraqi president, affirming that he will seek to



Rebwar Taha from the Patriotic Union of Kurdistan (left) receiving a presidential decree from Iraqi President Abdul Latif Rashid officially declaring him as governor of Kirkuk province on August 13, 2024. Photo: Iraqi Presidency

work with all the political powers in service of Kirkuk, the statement added.

"We hereby declare that we will make all our efforts to consolidate security and stability, improve the level of services, revive the economic infrastructure, develop various sectors, and use the rich resources of Kirkuk to improve the livelihood of the beloved citizens of Kirkuk," Taha said in a statement after his nomination on Saturday.

Taha previously has served two terms in the Iraqi parliament where he led the

PUK bloc since 2018. He received nearly 30,000 votes in the provincial election in December - second only to fellow party member Nashat Shahwez.

No council members of the Turkmen Front, the Kurdistan Democratic Party, or the Arab Alliance were in attendance for Saturday's session. All three parties have deemed that the meeting was in violation of the law, and the Arab and Turkmen parties have stated that they will challenge the outcomes of the session at the Iraqi judiciary.

Because of Kirkuk's status as a multi-ethnic, disputed province with a history of demographic change, the election law dictates that "power shall be distributed in a fair representation which guarantees the participation of the province's components regardless of the results of the elections."

The absence of Turkmen council members at the meeting could leave Taha's appointment open to a challenge.



Par Camille Neveux
14/08/2024

Le chef du Hamas tué fin juillet Ismaïl Haniyeh avec le président iranien Massoud Pezeshkian, lundi à Téhéran. Photo Atta Kenare. AFP

Iran : après l'assassinat de Haniyeh, les partisans d'une ligne dure en force

Alors que les dirigeants occidentaux font pression sur la république islamique pour infléchir et reporter sa riposte après la mort du chef du Hamas, les ultraconservateurs semblent prendre le dessus.

Sa démission est passée inaperçue, mais elle en dit long sur le climat à Téhéran. Moins de deux semaines après sa nomination par le nouveau chef de l'Etat réformiste, Massoud Pezeshkian, au poste de vice-président chargé des Affaires stratégiques, le diplomate Mohammad Javad Zarif a jeté l'éponge dimanche. L'ancien ministre des Affaires étrangères, également architecte de l'accord sur le nucléaire de 2015, comptait mettre en place un gouvernement réformiste, plus jeune et plus inclusif, mais aussi reprendre langue avec les Occidentaux, en espérant lever les sanctions qui pèsent sur l'Iran depuis le retrait unilatéral des Etats-Unis du deal, en 2018.

«Intransigeante». Las ! Elu le 5 juillet, Pezeshkian a soumis dimanche pour approbation au Parlement la liste des membres de son gouvernement, qui comprend plusieurs conservateurs et une seule femme, loin des desiderata de son ticket. «J'ai honte de ne pas avoir pu réaliser ce que j'avais promis concernant la représentation des femmes, des jeunes et des ethnies», a regretté Javad Zarif, ajoutant avoir subi des pressions car ses enfants détiennent la nationalité amé-

ricaine - une loi iranienne de 2022 interdit la nomination à des postes sensibles de ceux qui «eux-mêmes, leurs enfants ou leur conjoint ont la double nationalité».

Le moment où cet expert, l'un des plus chevronnés en matière de politique étrangère, annonce sa mise à l'écart n'est pas le fruit du hasard. «Dans un contexte régional tendu, où est attendue à tout moment une réponse iranienne à l'assassinat d'Ismaïl Haniyeh [le chef politique du Hamas, ndlr] à Téhéran, largement attribué à Israël, la république islamique veut se montrer intransigeante», analyse le quotidien libanais l'Orient-Le Jour.

Sa démission illustre surtout les dissensions en cours au sein du pouvoir iranien sur les caractéristiques et l'intensité de la riposte à mener, seule ou avec ses proxys - le Hezbollah libanais, la milice houthie au Yémen, des factions armées chiites irakiennes. Le réformateur Massoud Pezeshkian se poserait ainsi en faveur d'une réponse modérée, destinée à éviter une escalade régionale, tandis que les Gardiens de la révolution - organisation paramilitaire dépendant directement du Guide suprême,

l'ayatollah Ali Khamenei - privilégieraient «une opération sécuritaire, comme l'assassinat d'une personnalité israélienne, lorsque l'occasion se présente», selon le journal libanais, pour «montrer l'Iran comme une puissance militaire majeure» et agir de manière dissuasive. «La perte de Zarif, qui était le colistier du président pendant la campagne, pourrait être catastrophique pour le mandat de Pezeshkian», abonde le média Amwaj, soulignant sa fragilité.

Etant donné la «nature sensible» des maroquins en discussion, le Guide suprême lui-même aurait donné son «approbation» à la nomination de plusieurs ministres clés, d'après l'Institut pour l'étude de la guerre (ISW). Et il a privilégié des «durs», connus pour leur répression brutale des manifestants et des dissidents : à l'Intérieur, le général Eskandar Momeni, commandant de la police et ancien membre des Gardiens de la révolution, et au Renseignement, Esmail Khatib, qui occupait le même poste sous le mandat du président conservateur Ebrahim Raïssi, mort en mai dans un crash d'hélicoptère. Deux postes considérés comme essentiels pour contrôler les infiltrations étrangères, notamment en

provenance d'Israël... Leurs nominations doivent encore être approuvées samedi par le Parlement.

«Souveraineté». Sans surprise, l'ampleur de la riposte tant redoutée dépendra in fine du Guide suprême, qui insisterait, selon plusieurs proches, pour frapper directement Israël. Des négociations sont en cours avec les Occidentaux, par l'intermédiaire du sultanat d'Oman, pour amoindrir la riposte et la retarder après jeudi, date à laquelle des pourparlers pour une trêve à Gaza doivent reprendre entre Israël et le Hamas via les médiateurs américains, qataris et égyptiens. Plusieurs éléments ont été mis sur la table, ce que le quotidien panarabe Al-Araby Al-Jadid qualifie de «politique du bâton et de la carotte», tels qu'un allègement des sanctions et la reprise des négociations sur le nucléaire.

Les déclarations faites lundi soir par la Maison Blanche, prévoyant «une série d'attaques conséquentes» dès «cette semaine» de la part de l'Iran et de ses alliés, laissent toutefois entendre que les négociations n'ont pas - ou peu - abouti. Les présidents américain et français et les chefs de gouvernement allemand, italien et britannique ont

TURQUIE : Une famille kurde de nouveau victime d'une attaque raciste

TURQUIE – « *Arméniennes* », « *terroristes* », la famille de la journaliste kurde Ruken Tuncel a de nouveau été victime d'une violente agression menée par les mêmes individus à Istanbul / Beylikdüzü. La justice turque avait classé sans suite la précédente attaque qui avait eu lieu il y a un an.

Ruken Tuncel n'était pas présente sur les lieux mais ses sœurs Sinem et Zelal et sa mère Fethiye ont été agressées et finalement hospitalisées.

L'altercation a commencé à l'entrée de leur immeuble lorsque Asiye Y., une voisine, a accusé Zelal Tuncel de l'avoir bousculée. La situation a rapidement dégénéré lorsque Y., sa mère Makbule Y. et un autre membre de la famille, Orhan Y., ont agressé physiquement Zelal Tuncel et Sinem Tuncel. Leur mère a également été agressée lorsqu'elle a tenté d'intervenir.

Allégations de discours haineux

La famille Tuncel a déclaré avoir été victime de discours de haine lors de l'attaque, les assaillants ayant crié : « *Ce sont des Arméniennes, ce sont des terroristes* » et proféré des menaces de mort.

C'est la deuxième fois que la famille est confrontée à de tels abus, après avoir

déjà été agressée par les mêmes voisins en août 2023.

Le frère de Ruken Tuncel, Baran Tuncel, a également été agressé par les mêmes individus à l'hôpital d'État de Beylikdüzü, où la famille s'était rendue pour obtenir des rapports médicaux documentant leurs blessures.

Suite à l'attaque, la famille Tuncel, accompagnée de leur avocat Halil Yılmaz, a déposé une plainte officielle contre les agresseurs au commissariat de police de Beylikdüzü Şehit Orhan Şahin.

Comment l'indécrot s'est déroulé

L'incident s'est produit alors que Zelal Tuncel quittait son domicile le soir. Elle a rencontré Asiye Y. et sa mère, Makbule Y., à l'entrée de l'appartement, où Makbule a accusé Zelal de l'avoir bousculée.

Bien qu'Asiye Y. ait d'abord minimisé l'incident, les tensions ont éclaté lorsque Zelal a rejeté l'accusation et poursuivi son chemin. Asiye aurait crié : « *Pour qui te prends-tu ? Ne manque pas de respect à ma mère, sinon je te tue.* »

La situation s'est intensifiée lorsque Sinem Tuncel, alertée par le bruit, est sortie sur le balcon. Alors que les Y rentraient dans l'appartement, Zelal a entendu des cris et s'est précipitée

pour trouver Sinem en train d'être agressée. La violence s'est encore aggravée lorsque Orhan Y. s'est joint à l'attaque et que Fethiye Tuncel, qui était sortie pour aider ses filles, a également été battue.

Insultes racistes

Les voisins sont finalement intervenus et la police a été appelée, ce qui a mis fin à l'agression. La famille Y. aurait proféré des insultes racistes pendant l'attaque, qualifiant les Tuncel de « *Rejetons d'Arméniens* », de « *putes d'Arméniennes* » et menaçant de les tuer. Ils ont également qualifié les Tuncel de « *traîtres* » et de « *terroristes* », remettant en cause leur droit de vivre dans le quartier.

Deux autres membres de la famille Y., Aslan et Şener Y., étaient également présents sur les lieux. La famille Tuncel a obtenu des rapports médicaux et porté plainte contre leurs agresseurs.

« Il s'agit clairement d'une attaque raciste »

Dans une déclaration concernant l'incident, Ruken Tuncel a rappelé la précédente attaque contre sa famille en août 2023. Elle a critiqué la levée de l'ordonnance de restriction précédente contre les Y et la clôture de l'affaire par le bureau du procureur, déclarant : « *L'année dernière,*

lorsqu'ils nous ont attaqués, ils ont dit : +L'État est à nous+. »

« Enhardis par l'impunité, ils ont de nouveau attaqué, cette fois en plus grand nombre. Il est important de noter que nous n'avons aucun lien avec ces individus, il n'y a donc pas eu de conflit préalable. Ce qui a été dit pendant l'attaque montre clairement qu'il s'agissait d'une agression raciste. »

Arrière-plan

La famille Tuncel a été attaquée pour la première fois par ses voisins le 10 août 2023. Au cours de cet incident, Makbule et Asiye Y. ont proféré des menaces de mort et agressé Sinem Tuncel.

Lorsque la police a été appelée, Makbule Y. aurait dit : « *La police ne viendra pas vous chercher. Laissez-moi les appeler et vous verrez comment ils viendront. L'État est à moi, la police est à moi. Nous sommes de Trabzon ; nous vous brûlerons vifs. Vous, les Alévis, êtes impliqués dans tout ce qui est mal. Vous vendez de la drogue, vous consommez de l'héroïne. Vous allez aux manifestations, mais ce n'est pas comme ça. J'ai un fusil de chasse ; vous verrez à quoi ça ressemble. »*

Asiye Y. a également menacé Sinem en disant : « *Je vais te tuer. Quelle*

est la valeur de ta vie ? Tu ne survivras pas. »

Selon certaines informations, Makbule et Asiye Y. auraient tous deux tenu des propos haineux, qua-

lifiant les Tuncel d'« Arméniens » et de « terroristes ». Sinem Tuncel a porté plainte et obtenu un rapport médical documentant ses blessures.

Après la première attaque, la police a émis une ordonnance de protection contre Makbule et Asiye Y., les empêchant de s'approcher des Tuncel. Cependant, le 4 septembre

2023, le tribunal de la famille de Büyükçekmece a levé l'ordonnance de protection et le parquet général de Büyükçekmece a classé l'affaire en décembre 2023. (Bianet)



Ariane Riou

Envoyée Spéciale à Téhéran (Iran)

15/08/2024

Pour les jeunes Iraniens, « l'espoir, il n'y en a plus »

Le mouvement Femme, vie, liberté déclenché par la mort de Mahsa Amini avait mobilisé la jeunesse. La répression violente et l'absence de perspectives la font aujourd'hui osciller entre résignation et rêves d'exil.

Mahroz a arboré son « sourire de façade ». Comme tous les matins. Il ne la quitte jamais. « Je souris mais, à l'intérieur, je n'en ai pas envie. Personne ici n'a vraiment envie de sourire... » Cette Iranienne de 32 ans dit que « la joie » l'a quittée il y a deux ans. La faute au gouvernement. À l'automne 2022, le régime des mollahs a réprimé sévèrement la jeunesse du pays après la mort de Mahsa Amini. Cette Kurde iranienne de 22 ans est décédée en garde à vue après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour avoir mal porté son voile, obligatoire dans la République islamique d'Iran.

Sa disparition a embrasé le pays : des femmes brûlent leur hijab et se coupent les cheveux ; les habitants prennent la rue. En quelques mois, plus de 500 personnes meurent lors des rassemblements, selon l'ONG Iran Human Rights. Au moins 14 000 sont arrêtées. Puis les mois ont filé. Les manifestations ont quitté le bitume. Pas les doléances.

« On ne croit plus en rien »

La colère pince encore les cœurs de ceux, souvent très jeunes, qui imaginaient créer un « avenir meilleur » dans leur pays. Dans un restaurant branché de Téhéran, Mahroz remue son café frappé. L'angoisse, stigmate du mouvement Femme, vie, liberté, l'étreint encore quotidiennement. Chaque soir, elle l'atténue par des cachets.

« On ne croit plus en rien. L'espoir ? Il n'y en a plus. Tous les jours, c'est de pire en pire », souffle-t-elle. L'artiste tire sur sa cigarette et raconte, entre deux bouffées de nicotine, cette époque pas si lointaine où « les peintres étrangers débarquaient à Téhéran pour participer à des vernissages ». « Ça n'arrive plus, soupire-t-elle. On est complètement isolés du reste du monde. Et nous, les jeunes, on en souffre chaque jour un peu plus. »

Après la mort de Mahsa Amini, le gouvernement a réduit drastiquement l'accès

aux réseaux sociaux, où l'expression de la contestation s'étalait aux yeux du monde. « On trouve toujours des combines pour y avoir accès, mais le message envoyé est déplorable », peste Mahroz. Assise en face d'elle sur la terrasse du bazar de Tajrish, dans le nord de Téhéran, Ela enrage : « On nous a considérés comme des criminels. Alors que tout ce qu'on voulait, c'est être libre. » La jeune femme de 25 ans détaille cette « peur » qui l'accompagne dans chacun de ses déplacements. « Ici, toutes les jeunes femmes ont au moins une expérience d'arrestation. Pour un voile mal mis, une tenue pas appropriée... » Ses ongles peints dessinent sa volonté « d'exister » dans ce monde où on lui impose de disparaître derrière un tissu.

L'impression d'être oubliés

Amir, 20 ans, a participé à deux manifestations en 2022. L'étudiant en management le souffle quand son oncle, patron d'une boutique de vêtements du centre de

Téhéran, a le dos tourné. « C'est un peu risqué de le dire ici, chuchote le jeune homme au tee-shirt trop serré. J'avais peur, quand j'ai rejoint les manifestants, mais j'avais de l'espoir. » Le bilan, deux ans plus tard, l'attriste. « On a l'impression que tout le monde a oublié. C'est dommage. »

En 2018, les États-Unis, sous la houlette de Donald Trump, se sont retirés de l'accord sur le nucléaire conclu trois ans plus tôt avec l'Iran. Depuis, le pays ploie sous les sanctions économiques des Américains. L'inflation écrase le quotidien. Le taux de chômage flambe, surtout chez les jeunes.

Amir accroche un tee-shirt à paillettes sur un portant. Et se met à rêver : « J'aimerais tellement pouvoir créer ma propre marque de vêtements un jour. Mais c'est difficile de se projeter. Je sais bien que je n'aurai jamais les mêmes opportunités qu'un Européen... » Dans sa boutique, quelques rares objets rappellent l'Occident. Un Mickey Mouse

floqué sur un crop top jaune, le mot « California » sur un pantalon, une canette de Coca-Cola en évidence...

Désœuvrement forcé

« C'est compliqué pour nous de voyager, d'être ancrés dans le monde », confie Elaheh, jean déchiré, chemise ample et voile sur la tête. La serveuse de 29 ans a vu sa sœur jumelle emménager il y a deux ans et demi en Allemagne. « Mais je ne peux pas lui rendre visite. Difficile de demander un visa en tant qu'Iranien. »

Pour financer ses études de droit, cette Téhéranaise tient un café avec son petit ami dans le quartier de Bagh Ferdos, dans le nord de la capitale. Elle jette un regard au parvis devant son établissement. Il y a encore quelques années, de jeunes rappeurs s'y retrouvaient pour roder leurs textes. Toomaj Salehi, artiste de 33 ans, y a fait ses gammes. Depuis, l'Orelsan iranien est devenu une figure du mouvement Femme, vie, liberté. Il a été arrêté et condamné à mort, provoquant l'ire des Iraniens. Sa condamnation a finalement été annulée par la Cour suprême iranienne, mais il dort toujours en prison. « Depuis les manifestations, la place s'est vidée. Il n'y a plus de rassemblements, plus de battles », regrette Elaheh. Alors, la jeune femme « s'ennuie ». « En tant que jeunes, on n'a pas grand-chose à faire en Iran. On ne va pas au cinéma, il n'y a que des films iraniens, soumis à la censure. On ne va pas non plus au théâtre. »

Pouya, 21 ans, acquiesce. En cet après-midi d'été, le



Le « sourire de façade » d'Ela, 25 ans, Samira, 32 ans, et Mahroz, 32 ans, trois artistes rencontrées dans un café branché de Téhéran, le 24 juillet, ne masque pas leur angoisse et leur désillusion. LP/Véronique de Viguier

jeune homme a retrouvé deux copines au food court d'un centre commercial de Karaj, la ville la plus dense de la banlieue de Téhéran. « On n'a pas d'autre choix que de se retrouver ici. » Ce passionné de musique, producteur de ses propres chansons, rêve de festivals. « On n'en a pas, ici. On ne peut pas s'amuser comme les autres jeunes du monde. » Faute de lieux de rencontre, c'est sur le réseau social X que Pouya a fait la connaissance de Hasti et Atena, ses amies du jour. Une assiette de frites au ketchup et deux pizzas à la sauce tomate arrivent sur leur table. « Voilà nos activités : manger et boire des sodas. C'est comme ça tous les jours », explique Hasti.

« Pourquoi voter ? Rien ne va changer »

À quelques mètres d'eux, Amir et Baran osent une étreinte sur un banc. Un énorme bouquet de roses bleues et blanches posé sur la table cache leur câlin.

Amir sourit, penaud : « C'est un bouquet d'excuses. Je lui ai menti il y a quelques jours. » Baran ne le quitte pas des yeux : « Je lui ai pardonné. » Les deux amoureux de 18 ans attendent leurs résultats pour l'université. Lui rêve de devenir coach de football ; elle, architecte. « Mais on n'est même pas sûrs de suivre toute notre scolarité en Iran. » L'intrusion dans leur intimité, au moment de leur entretien d'admission, les a gênés. « On nous a posé des questions sur la religion, sur la politique. Tout est contrôlé, ici. »

Quelques semaines plus tôt, un nouveau président, Masoud Pezeshkian, a été élu. L'ancien député de 69 ans se dit plus modéré que son prédécesseur, Ebrahim Raïssi, mort dans un accident d'hélicoptère en mai. Il a notamment désapprouvé la violente répression de 2022. Malgré tout, l'élection a été marquée par un taux d'abstention record. Arsalan, 21 ans et coupe en brosse,

lève les yeux au ciel : « Pourquoi voter ? Rien ne va changer. Ce n'est pas le président qui tire les ficelles. C'est un jouet. » Le président de la République islamique a des pouvoirs restreints : il doit appliquer les grandes lignes politiques fixées par le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei.

Une solution prévaut parmi ces jeunes : l'exil. « Ce n'est pas un secret, tout le monde veut partir », regrette l'étudiant en commerce. 90 % de ses amis ont déjà quitté le pays, dit-il. Le dernier en date a décollé pour le Canada il y a deux semaines. Difficile, dans ce contexte, d'établir des relations durables. « On met de l'énergie dans chacune de nos amitiés, s'émeut Arsalan. Et, du jour au lendemain, tout s'écroule. » L'étudiant en commerce se prend lui aussi à rêver d'ailleurs. « Avec Internet, on voit ce qu'il se passe dans les autres pays. Et moi, je veux la même jeunesse que le reste du monde. Ailleurs, je l'aurai. »

Turquie : au moins deux députés blessés dans une bagarre au Parlement

La rixe a éclaté lorsqu'un député du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) au pouvoir, a donné un coup de poing à un membre de l'opposition qui critiquait le gouvernement sur la situation de Can Atalay, député de l'opposition emprisonné.

La rixe a éclaté lorsqu'un député du parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) au pouvoir, Alpay Ozalan, a donné un coup de poing au député d'opposition Ahmet Sik, alors que ce dernier critiquait le gouvernement à propos du député détenu, Can Atalay. D'autres députés sont alors intervenus, provoquant une bagarre entre dizaines de membres du Parlement pendant presque une demi-heure.

Au moins deux députés de l'opposition, un élu du Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche laïque) et une élue du Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM, prokurde) ont été légèrement blessés ayant reçu des coups au niveau des yeux. D'autres députés de l'AKP ont donné des coups au député d'opposition Ahmet Sik alors qu'il était tombé au sol, a constaté un journaliste de l'Agence France-Presse (AFP) sur place. Des gouttes de sang ont éclaboussé le sol, a ajouté l'AFP.

« J'ai honte d'avoir été témoin de cette situation. J'invite le président du Parlement à convoquer immédiatement les chefs de groupe de tous les partis politiques à une réunion », a réagi le leader du CHP, principal parti



Au moins deux députés ont été blessés dans une bagarre qui a éclaté vendredi 16 août au Parlement turc lors d'une session consacrée à un député de l'opposition en prison.

de l'opposition, Ozgür Ozel. « Les députés de l'AKP, qui ne reconnaissent pas la loi et n'appliquent pas les décisions de la Cour constitutionnelle, transforment le Parlement en une arène de violence, ne connaissant là encore aucune limite dans leur vandalisme. Nous condamnons fermement cette agression », a réagi, de son côté, le parti prokurde DEM.

Session parlementaire suspendue

La session parlementaire, durant laquelle la décision de la Cour constitutionnelle

sur la restitution du mandat de Can Atalay devait être examinée, a été suspendue.

Elu en mai 2023 de sa cellule de prison, M. Atalay avait été déchu en janvier de son mandat parlementaire. L'avocat, élu sous la bannière du Parti ouvrier de la Turquie (TIP, gauche), avait été condamné en avril 2022 à dix-huit ans de prison, accusé d'avoir cherché, avec le philanthrope Osman Kavala, condamné à la prison à vie, à renverser le gouvernement en 2013 à travers une vague de manifestations sans précédent.

Le député de la province du Hatay (Sud), qui rejette ces accusations, est depuis plusieurs mois au cœur d'une bataille judiciaire opposant deux des plus hautes juridictions du pays.

La Cour constitutionnelle a ordonné par deux fois la remise en liberté de l'élu, âgé de 47 ans, arguant que son droit à la « liberté » et à la « sécurité individuelle », ainsi que celui d'être « élu et de mener des activités politiques », avaient été « violés ».

À Istanbul, les exilés syriens ont le sentiment d'être sur un « siège éjectable »

Leurs pas résonnent à peine sur les pavés. La peur, c'est aussi une façon de marcher. Il est 22 heures, en plein quartier Fatih d'Istanbul. Tarek et Nour Sobha savourent un bref instant de répit dans l'obscurité rassurante de cette fin de soirée. Sur la dalle d'une mosquée transformée en terrain de foot, des gamins jouent au ballon. Leurs fils, Qais, 15 ans, et Ihsan, 4 ans, se mêlent à la partie dans un méli-mélo de rires joyeux à l'ombre de la police. Même si, sur le mur d'en face, la réalité blesse comme une arme sur la tempe : « Ici, c'est la Turquie. L'accueil des réfugiés a trop duré. »

L'inscription est apparue il y a quelques jours, après que de violentes émeutes anti-syriennes ont éclaté dans la ville de Kayseri sur la base d'une rumeur d'agression d'une fillette. Une menace de plus pour ce couple d'exilés syriens et leurs deux enfants, dont les permis de séjour, malgré toutes les conditions requises, n'ont pas été renouvelés. « Nous ne sortons que rarement de chez nous. Chaque jour, le danger se rapproche. Et cette terrible impression d'être fugitifs malgré nous, éternellement victimes d'injustice », soupire Tarek, dont la famille, d'origine palestinienne, porte déjà la douleur de l'exil.

Sa vie bascule lors du soulèvement anti-Assad de

2011. Épris de liberté, il fonde à Damas le journal d'opposition Souratnia avec la complicité d'autres confrères. Traqué par le régime, il change régulièrement de cachette et paie le prix fort de son engagement : son frère est arrêté à sa place, puis déclaré « mort par crise cardiaque ». D'abord réfugié à Idlib, enclave de l'opposition dans le nord de la Syrie, il finit par fuir en 2014 en Turquie pour y poursuivre ses activités. La politique de la « porte ouverte » d'Erdoğan est encore à l'ordre du jour : combattants, dissidents et reporters font de ce pays voisin leur base de repli, avec le rêve, précise Tarek, « de rentrer à la maison dès la fin de la guerre ».

Mais avec l'intervention russe en 2015, et l'essor de Daech, le conflit s'enlise et les perspectives de retour s'amenuisent. Face aux vagues incessantes d'arrivées, et malgré l'accord scellé en 2016 avec l'Europe consistant à retenir et aider les réfugiés, les autorités commencent à grimacer. Avec la crise économique et l'hostilité croissante de la population turque envers les Syriens, renforcée par les discours xénophobes de l'opposition turque durant les dernières élections, la porte se referme de plus en plus. Bien que réfugié politique, Tarek perd d'abord son permis de travail, puis son titre de séjour. « Et mon cas est loin d'être isolé », dit-il.

Ils sont des milliers, comme lui, à vivre aujourd'hui sur « un siège éjectable », faute d'avoir pu renouveler leurs papiers. Sous couvert de lutte contre l'immigration illégale, les patrouilles mobiles de la police visent indistinctement tous les exilés. « Il suffit d'avoir oublié vos papiers à la maison et vous atterrissez dans un centre de rétention, au risque d'être renvoyé en Syrie », confie Ezzat, un activiste exilé à Urfa. Présentées comme « départs volontaires », les expulsions sont très souvent expéditives et aléatoires, les réfugiés devant signer un document attestant d'un retour de leur « plein gré ». Certains des quelque 200 000 Syriens naturalisés turcs, comme l'avocat et défenseur des droits de l'homme, Taha al-Ghazi, se sont même vu récemment retirer leur nouvelle nationalité.

Le nombre d'associations et médias autorisés à avoir pignon sur rue s'est, lui, réduit comme peau de chagrin. Depuis la fermeture, fin 2023, des bureaux d'Orient TV, à cause de sa position critique envers le traitement des réfugiés par Ankara, Syria TV est la seule chaîne autorisée à émettre depuis la Turquie. « Nous tenons à garder une couverture objective des événements. Nous avons même envoyé une équipe à Kayseri et nous avons bien l'intention de continuer à travailler ainsi », explique Hamza Almus-

tafa, le directeur général de cette télévision d'opposition syrienne basée à Istanbul. Mais jusqu'à quand ? « La plupart des journalistes cherchent à partir en Europe, craignant que la chaîne ne finisse elle aussi par fermer en cas de normalisation avec Damas », souffle un reporter.

Dans ce climat anxiogène, la recrudescence des actes de haine ajoute à l'incertitude. « L'autre jour, j'ai retrouvé les pneus de ma voiture crevés », raconte un ancien révolutionnaire de Daraya, exilé à Gaziantep, métropole du Sud-Ouest, qui envisage pour la première fois de quitter la Turquie. Tarek est arrivé à la même conclusion. Après avoir longtemps hésité, il a récemment déposé une demande d'asile en France. « C'est avant tout pour mes enfants », insiste-t-il. Il y a trois mois, Qais, son fils aîné, est rentré de l'école le nez cassé par un camarade de classe. « Je n'ai même pas pu déposer plainte, par peur que cela se retourne contre nous, faute de papiers à jour », dit-il. Redoutant d'être embêté par les voisins et inquiété, il a même accroché un drapeau turc à son balcon : « À chaque fois que quelqu'un frappe à la porte, notre cadet panique en pensant que la police est venue pour nous embarquer et nous renvoyer en Syrie... Ce n'est pas une vie. »

Erdogan cherche à normaliser ses relations avec son ennemi el-Assad

Le « reis » d'Ankara, qui avait juré la perte du dictateur de Damas, tente aujourd'hui de négocier, avec notamment l'espoir d'un retour chez eux des Syriens réfugiés en Turquie.

Effet d'annonce ou revirement accéléré ? Dimanche 7 juillet, à l'ombre d'une chaude actualité régionale dominée par la guerre entre Israël et le Hamas, Recep Tayyip Erdogan s'est dit prêt à inviter « à tout moment » Bachar el-Assad en Turquie. Cette main tendue à son ennemi juré, en rupture totale avec le soutien accordé à l'opposition syrienne dès le début du soulèvement contre le régime de Damas, en 2011, suivait de dix jours une autre déclaration, tout aussi surprenante. Le reis d'Ankara avait ainsi affirmé « ne voir aucun obstacle au rétablissement des relations avec la Syrie », avant de rappeler à son bon souvenir leurs vacances du passé au bord des eaux turquoises de la mer Égée. « Il est une époque, avait-il alors précisé, où nous étions très proches de la Syrie, et nous nous rencontrions en famille avec M. Assad. Peut-être cela se reproduira-t-il à l'avenir ? »

Si la tonalité du discours peut surprendre, elle est symptomatique d'un tournant amorcé il y a deux ans. Fin 2022, Erdogan s'était pour la première fois dit disposé à envisager un tête-à-tête avec Assad, tandis que les ministres de la Défense et

chefs des services de renseignements turcs rencontraient leurs homologues syriens à Moscou. Pour Hamza Almustafa, à la tête de la chaîne d'opposition Syria TV, basée à Istanbul, cette tentative de normalisation doit être replacée dans le contexte international. « Il y a, dit-il, une volonté évidente d'apaisement de la politique étrangère turque dans la région ».

Et de citer la récente détente avec l'Égypte, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, ou encore l'exemple libyen - où Ankara avait signé un accord controversé de délimitation maritime avec le gouvernement de Tripoli, en charge de l'ouest du pays. « L'implication turque en Libye lui a causé plus de problèmes qu'autre chose, des tensions avec l'Europe, la crise en Méditerranée orientale. Aujourd'hui, la Turquie dit : je ne veux plus faire partie de ce conflit. Elle se désengage et reconsidère sa position comme médiateur. Il y a quelques jours, le fils du maréchal Khalifa Haftar, qui règne sur l'Est libyen, était d'ailleurs en déplacement en Turquie », poursuit-il.

Mais les motifs sont aussi d'ordre interne. Dépassé par la crise économique et

la montée du racisme antiréfugiés, Erdogan entend profiter du dégel amorcé avec la Syrie, de retour dans la Ligue arabe depuis 2023, pour s'alléger du fardeau des quelque 3,1 millions d'exilés syriens et en renvoyer une partie dans leur pays. Fidèle à sa politique du grand écart, il change de disque. Mais pas d'objectif : celui de sauver la face et de défendre les intérêts de son parti islamo-conservateur, l'AKP. « C'est une constante d'Erdogan : investir la politique étrangère pour servir la politique intérieure », relève Solène Poyraz, chercheuse à l'EHESS et spécialiste de la question syrienne en Turquie.

Déjà, en 2011, le soutien à l'opposition syrienne - et aux autres révolutions arabes - répondait à l'espoir de voir émerger un islam politique de Tunis à Tripoli, en passant par Damas. Mais l'échec du projet des Frères musulmans, décimés en Égypte et ailleurs, et l'intervention russe en Syrie, dès 2015, ont rendu caduque la perspective d'une « chute rapide » de Bachar el-Assad. La Turquie se repositionne alors sur la question kurde : décidé à en découdre avec les milices kurdes syriennes, accusées de collusion avec

le PKK, classé terroriste par Ankara, et fort de sa nouvelle alliance avec le Parti d'action nationaliste, MHP, Erdogan lance trois offensives dans le nord de la Syrie (Bouclier de l'Euphrate en 2016, Rameau d'olivier en 2018 et Source de paix en 2019), et déploie ses troupes au sol.

L'idée consiste à empêcher un « corridor de la terreur », selon sa propre expression, tout en garantissant une « zone sécurisée » semi-administrée par Ankara, pour y renvoyer à terme les exilés syriens. Les derniers scrutins turcs (municipal de 2019, mais surtout présidentiel et législatif de 2023) ont accéléré ce processus : pour la première fois, la question syrienne s'invite dans la campagne électorale, sur fond de discours antiréfugiés tenus par le principal parti d'opposition, CHP, et de nouveaux petits partis nationalistes. Erdogan se rend cyniquement à l'évidence : en perte de vitesse dans les urnes, il infléchit sa position à l'égard de Damas.

Un article paru fin juillet dans le journal Aydinlik, lié au Parti de la patrie, dresse les grandes lignes d'un projet d'accord préalable à toute rencontre entre Erdogan et Assad.

Serbest Salih, le réfugié syrien qui recolle par la photographie les vies brisées

Au début, ça semble un peu tordu. « Et là, je fais quoi ? », ricane Abir, 7 ans. L'appareil photo collé à l'envers sur l'œil droit, la petite réfugiée syrienne au T-shirt rose Barbie ne sait plus où donner de la tête en haut des marches labyrinthiques du marché couvert de Mardin, ville du sud-est de la Turquie à quelques encablures de son pays. Tout paraît si flou, si abstrait, au propre et figuré, quand on n'est pas du bon côté. « D'abord, tu me remets tout ça à l'endroit. Puis, tu te concentres sur une image que tu aimerais garder. Tu cadres, et tu apuies », souffle un grand brun en blue jeans, caméra vissée autour du cou, avec la patience d'un vieux sage.

Agglutinés autour d'Ustaz Serbest (« professeur Serbest », en arabe - son surnom dans le quartier), un joyeux essaim de gamins turcs, syriens et kurdes appuient à leur tour sur le déclencheur. Le concert de clics couvre les fous rires en série. « C'est fou, ce que la photo peut apporter de joie, de confiance en soi et d'empathie dans le chaos de toutes ces vies brisées », glisse le jeune photographe syrien, fier directeur du projet Fotohane (La maison de la photo).

À 31 ans, dont 10 en Turquie, et 7 d'ateliers photos dispensés à ce jour à plus de 3 500 filles et garçons, Serbest Salih refuse de flâner malgré le climat délétère qui pollue le pays. « Beaucoup pensent que les réfugiés représentent un

danger. Qu'ils envahissent la Turquie, volent leur travail et ne sont pas éduqués. C'est faux. Il suffit de regarder ces enfants. Ils n'aspirent qu'à vivre comme tous les autres humains. Les réfugiés sont des humains », insiste ce natif de Kobané, ville à majorité kurde du nord de la Syrie. Il revient tout juste d'un séminaire sur l'intelligence artificielle dans la ville de Gaziantep. En pleine réunion, un participant turc s'est permis quelques propos racistes sur les réfugiés. Serbest a hésité à répondre, puis a fini par se présenter : « Et bien, moi aussi, j'en fais partie. » Il lui semble si important de tordre le cou aux clichés. « C'est contre ça aussi que je me bats sans répit, en créant des échanges et en renvoyant une autre image que celle qu'on voudrait nous donner. On n'a pas choisi de venir ici : c'est la guerre qui nous a chassés », dit-il.

Regard vif et timbre de voix électrique, Serbest déborde d'énergie. De vie. Lui qui faillit la perdre en Syrie : « Un jour de 2014, des soldats de Daech ont intercepté et fouillé le bus dans lequel je voyageais, d'Alep à Kobané. En contrôlant ma carte d'identité, ils tombent sur mon nom kurde et m'accusent de ne pas être un "bon" musulman. Puis ils me forcent à prier, ce que je suis incapable de faire, et me rouent de coups. Je finis par baragouiner quelques formules coraniques, qui m'ont sauvé. » Serbest l'a échappé belle. Sur chacun de ses avant-bras, trois petits tatouages en forme de trian-

gles symbolisent sa mère et ses sœurs. « Si les djihadistes étaient tombés dessus, c'était fini ! Daech ne tolérerait aucune image, même abstraite. »

Depuis, il s'est fait tatouer un Dieu ailé, symbole du zoroastrisme (religion préislamique), sur le cou et les mots « Hayat » (Vie) et « Hurriya » (Liberté) sur le poignet. Il est fier de ce clin d'œil au slogan « Femme, Vie, Liberté », inventé dans les années 1990 par les Kurdes de Turquie, que les Iraniennes se sont réappropriées en 2022 dans leur révolte contre les mollahs de Téhéran. Car les révoltes sont universelles. Comme la photo : « Une langue à part, insiste-t-il, avec laquelle tout le monde peut communiquer. » À l'aise en turc, kurde, arabe et anglais, il en a fait son dialecte principal. « En fait c'est ma langue de prédilection. On peut faire passer tant de messages par la photo », sourit-il en regardant ses jeunes apprentis ouvrir grand leurs pupilles en arpentant les rues de Mardin.

La photo, Serbest l'étudie d'abord à l'université d'Alep. « Je m'étais inscrit en histoire. Mais j'ai vite changé de matière, à cause de la censure et de la propagande pro-Assad. » Il aime ce que peuvent dire les images quand les mots n'ont plus leur place : « Mon premier projet, se souvient-il, fut de photographier les déplacés de guerre au sein même de la ville d'Alep. » Son diplôme en poche, deux ans plus tard, il rentre pour de bon à

Kobané. Entre-temps, l'organisation de l'État islamique a planté son drapeau noir sur la majorité des quartiers de sa ville. Le sien, situé tout près de la frontière turque, est sur le point de tomber. Sous un ciel colonisé par les tirs de roquettes et de mortier, il embrasse ses parents et s'enfuit à Suruç, en Turquie, en emportant comme seul bagage les albums de famille, « pour éviter qu'ils ne soient détruits ».

C'est grâce à ces photos sauvées in extremis, précieuses traces d'enfance et de gaieté, qu'il s'est reconstruit. Et qu'il lance, dès 2017, ses premiers ateliers avec le soutien d'une copine turque et d'une ONG locale. « L'idée, précise-t-il, consistait à aider les réfugiés, entre 7 et 17 ans, à s'affranchir du trauma de la guerre et mieux s'intégrer aux autres communautés en pratiquant la photographie argentique. » Perchée sur une colline, Mardin constitue un laboratoire idéal : multiculturelle et photogénique à souhait, cette ancienne citadelle aux pierres ocre et dorées offre aux jeunes apprentis une palette de paysages de carte postale et de parties de cache-cache dans ses ruelles biscornues. « Je leur apprend tout : de la prise de vue manuelle au choix des sujets », poursuit Serbest.

Ce matin-là, c'est un petit chat de rue qui attire l'attention des gamins. Sous un déluge de clics, le félin passe de bras en bras, glisse entre les pieds. Jusqu'ici

restée en retrait, Fatma, 10 ans, originaire de Hassaké, s'élançait vers son museau pour le photographe. « C'est une fille habituellement très réservée. Quand je la vois avec sa caméra, elle se métamorphose. » Il se souvient d'une autre élève, Rinda, 8 ans, qui avait elle aussi fui Kobané : « Au début, elle avait tellement de mal à parler que tout le monde la traitait de handicapée. À la fin du stage, elle avait copiné avec tout le monde. » Ses ateliers sont une rare occasion de socialiser pour de nombreux jeunes réfugiés : « Il y a tant d'enfants qui ne vont plus à l'école, soit parce que leurs parents, sans papiers, craignent d'être expulsés, soit parce que certains pères conservateurs préfèrent garder leurs filles à la maison. Du coup, j'insiste pour inviter les frères à faire également le stage afin que leurs sœurs puissent y participer. »

La balade photo du jour s'achève au pied d'un minaret. Avant de se séparer, chacun court après son dernier cliché : ombre de soi-même sur une grande porte en bois, paire de baskets aux lacets défaits, vendeur de simits pressés. Puis vient la photo de groupe, assortie de grimaces déjantées. Un passant d'une dizaine d'années s'approche avec curiosité : « Comment puis-je m'inscrire à vos cours ? » « La plupart du temps, mes futurs élèves viennent me trouver : au hasard d'une rencontre ou par le bouche à oreille », confie Serbest. Mais l'infatigable « Ustez » a aussi ce don d'aller vers eux : « Après le séisme de février 2023, j'ai fait le tour des villes sinistrées à bord d'une caravane pour donner des cours aux enfants sans abris ».



À Mardin, le 8 août, des enfants turcs, kurdes et syriens apprennent les rudiments de la photographie avec Serbest Salih. Marie Tihon / Hans Lucas / pour Le Figaro

Par le passé, il a également organisé des ateliers pour orphelins yazidis, rescapés du génocide commis par l'organisation de l'État islamique en Irak. Son engagement à toute épreuve lui a valu d'être élu « homme de l'année » par le magazine américain GQ. Ou encore d'être invité l'an passé à présenter les plus belles images de ses élèves dans la galerie parisienne Ithaque, dirigée par le photographe Alexandre Arminjon. L'exposition s'est finalement faite sans lui : « Malgré tous les efforts d'Alexandre auprès du gouverneur de Mardin et du consulat français, je n'ai pas obtenu les autorisations nécessaires pour pouvoir voyager, car je ne suis détenteur que d'un "titre de séjour temporaire". »

S'il regrette de ne pas avoir pu visiter la Ville Lumière, il insiste sur le fait que sa place « est ici », en marquant une pause solitaire sur le toit-terrasse d'un café. Il est 19 heures, et c'est l'heure rafraîchissante du sirop de Reyhan, à base de feuilles de basilic violet. Assis sur

un tabouret, Serbest contemple avec nostalgie la plaine de Mésopotamie qui s'étire à l'infini jusqu'en Syrie : « Les enfants réfugiés sont ma raison d'être. Quand je vois leurs yeux pétiller derrière l'appareil photo, je me sens utile », poursuit-il.

Le lendemain, la magie se poursuit au QG de Ftohane. Le local aux volets bleus prêté par son ami, l'artiste turc Amar Kiliç, et cofondateur du projet, dispose d'une chambre noire pour apprendre à développer les clichés. Fous rires immédiats en passant à la loupe les premières planches-contacts : Sehmus, 9 ans, reconnaît le minois de sa grand-mère, photographiée à la maison ; Djilin, 6 ans, s'extasie devant son propre portrait pris de travers dans le reflet d'un miroir ; Inès, 14 ans, rigole de ses copines capturées à leur insu quand elles jouaient au ballon. « Ils voient le monde sans filtre, tel qu'il est, avec leur cœur et leur ressenti. Contrairement aux attentes, leurs photos sont pleines de vie, loin de la guerre que leurs familles ont fuie », observe Serbest.

L'émotion aidant, les paroles se libèrent et les langues s'entremêlent joyeusement : « Il m'est arrivé de travailler avec de petits réfugiés à qui leurs parents avaient dit : "Fais attention, ne parle pas en arabe !" Le plus touchant, c'est quand je les vois enfin dialoguer entre eux, en oubliant leurs origines. » Et surtout, quand la fierté se dessine dans leurs yeux au moment de rentrer chez eux. « Mes filles, pour la plupart nées en Turquie, ont tellement gagné en assurance », témoigne Jemileh, une mère de famille syrienne. L'autre soir, confie-t-elle, la famille était assise dans le salon, à feuilleter le vieux album de mariage rapporté de Syrie. « Et nous, on était où ? », s'étonne alors sa fille cadette, déçue de ne pas y reconnaître sa frimousse. « Vous n'étiez pas encore nées », lui répond-elle. Aussitôt, la petite se redresse et s'exclame : « Et si on réorganisait la fête de mariage pour être sur les photos ! »
D. M. ENVOYÉE SPÉCIALE
À Mardin, (sud-est de la Turquie)



et AFP
17/08/2024

En Turquie, une bagarre générale éclate au Parlement lors d'un débat sur le sort d'un député d'opposition emprisonné

Un élu du parti du président Erdogan a agressé vendredi 16 août un député d'opposition qui demandait la restitution du mandat d'un confrère en prison. D'autres membres du Parlement sont alors intervenus, provoquant une violente rixe pendant presque une demi-heure.

De quoi relativiser sur les tensions au sein de l'Assemblée nationale française. En Turquie, le personnel du Parlement a été contraint de nettoyer du sang sur le sol de l'institution, après une violente bagarre entre députés qui a duré plusieurs dizaines de minutes vendredi 16 août. Alors que le député d'opposition Ahmet Sik était à la tribune et critiquait le gouvernement au sujet de la détention du député Can Atalay, avocat et militant des droits de l'homme, un élu [du parti AKP du président Erdogan](#), Alpay Ozalan, s'est dirigé vers lui avant de lui asséner une violente claque derrière la tête suivie d'une gauche en plein visage, projetant Sik au sol. D'autres députés se sont alors jetés dans la mêlée, provoquant durant près d'une demi-heure de rixe entre des dizaines de membres du parlement.

Au moins deux députés de l'opposition, un élu du CHP (social démocrate) et une élue du DEM (pro-kurde), ont été légèrement blessés par des coups portés au niveau des yeux. D'autres députés de l'AKP s'en sont pris au député d'opposition



L'échauffourée au sein du Parlement turc a fait plusieurs blessés vendredi 16 août 2024. (Adem Altan/AFP)

Ahmet Sik alors qu'il était par terre. «*J'ai honte d'avoir été témoin de cette situation*», a réagi Ozgur Ozel, le dirigeant du CHP, principal parti de l'opposition.

«*Les députés de l'AKP, qui ne reconnaissent pas la loi et n'appliquent pas les décisions de la Cour constitutionnelle, transforment le Parlement en une arène de violence [...]. Nous condamnons fermement cette agression*», a affirmé de son côté le parti pro-kurde DEM. Le président du [parlement turc](#) Numan Kurtulmus a annoncé une sanction de «*condamnation*» pour les deux députés à l'origine de la bagarre.

Dans la foulée de ces scènes de chaos, partagées de nombreuses fois sur les réseaux sociaux, l'examen de la décision de la Cour constitutionnelle sur la restitution du mandat de Can Atalay a finalement été rejeté par les votes des députés des partis composant la majorité au pouvoir, l'AKP (islamo-conservateur) du président turc Recep Tayyip Erdogan et du MHP (nationaliste). Elu en mai 2023 [depuis sa cellule en prison](#), Can Atalay a été condamné en avril 2022 à 18 ans de prison.

Déchu en janvier de son mandat parlementaire, Can Atalay est un avocat de gauche, membre du Parti

des travailleurs de Turquie (TIP). Avec le philanthrope Osman Kavala, condamné à la prison à vie, Can Atalay est accusé d'avoir cherché à renverser le gouvernement en 2013, alors que le pays était touché par une vague de manifestations sans précédent.

Rejetant ces accusations, le député Can Atalay élu dans la province d'Hatay, au sud du pays, se retrouve depuis au cœur d'une bataille judiciaire opposant deux des plus hautes juridictions de Turquie. D'abord, la Cour constitutionnelle, qui a ordonné par deux fois la remise en liberté de l'élu, âgé de 47 ans, arguant que ses droits à la «*liberté*» et à la «*sécurité individuelle*», ainsi que celui d'être «*élu et de mener des activités politiques*», avaient été «*violés*».

Les avis de la Cour constitutionnelle, rendus en octobre, ont depuis été contestés par la Cour de cassation. Sans surprise, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait alors pris le parti de cette dernière en accusant la Cour constitutionnelle «*d'accuser les erreurs*».



Un collectif de militant·e·s des droits humains

19/08/2024

Le centre de détention d'Evin en Iran, en 2008. (Ehsan Iran /Wikipé-

Répression des femmes dans la prison d'Evin en Iran : pour une enquête internationale indépendante

Le 6 août, plusieurs prisonnières politiques dont la prix Nobel de la paix Narges Mohammadi ont été violemment battues par les forces de sécurité. Des agissements inédits dénoncés par un collectif de militants des droits humains.

Nous, militant·e·s des droits humains, engagé·e·s pour l'égalité entre les genres et le respect de l'Etat de droit, nous alarmons ces derniers jours du récit qui nous parvient depuis le quartier des femmes de la prison d'Evin. Arrêtées et arbitrairement détenues en raison de leurs seuls combats pour la liberté et les droits humains en Iran, de toutes les opinions, croyances et générations, les prisonnières politiques d'Evin seraient aujourd'hui environ soixante-dix.

Nous tenons pour établies les violences qu'elles disent avoir subi le 6 août de la part de leurs geôliers et des forces de sécurité ayant investi en nombre la prison des femmes le même jour. Nous les assurons du soutien de l'ensemble de nos organisations et des citoyens et militants qui s'y investissent chaque jour.

D'après nos informations, dûment vérifiées et corroborées par plusieurs médias indépendants, ce 6 août, plusieurs prisonnières politiques ont été violemment attaquées et battues par des gardes et des agents de sécurité tandis qu'elles protestaient contre l'exécution, en secret et à l'aube, de Reza Reza (Gholamreza) Rasaei, manifestant du mouvement «Femme, Vie, Liberté», en l'absence d'information préalable de sa famille et de son avocat et après

avoir subi des actes de torture et des aveux forcés.

Droit. Cette répression inédite intervenait alors que les femmes s'étaient rassemblées dans la cour de la prison et faisaient pacifiquement usage de leur liberté d'expression, scandant des slogans exigeant l'abolition de la peine de mort et l'arrêt immédiat de toutes les exécutions. Ce rassemblement intervenait, par ailleurs, dans le prolongement d'une série de mobilisations, tantôt initiées, tantôt suivies, par le quartier des femmes pour exiger l'annulation des condamnations à mort de leur camarade de cellule, Pakhsan Azizi, journaliste iranienne d'origine kurde, et de trois autres iraniennes, Sharifeh Mohammadi, militante des droits des travailleurs, Varisheh Moradi, militante pour les droits des femmes et Nasim Gholami Simiari.

En raison de la violence des coups et des blessures infligées, plusieurs d'entre elles ont perdu connaissance, d'autres ont été mises sous attelle après examen sommaire du médecin pénitentiaire à même la prison et sans bénéficier de soins adéquats. Même pour les cas les plus graves, aucun transfert vers un hôpital en ville n'a été autorisé, privant les intéressées d'une prise en charge médicale d'urgence appropriée. Reprenant conscience, déter-

minées et résolues, les prisonnières politiques ont aussitôt déclaré leur intention de porter plainte contre leurs bourreaux afin de ne laisser aucune exaction impunie.

Dans un contexte d'accroissement de la répression interne à l'encontre des militants des droits humains et des dissidents politiques, nous nous alarmons de l'accélération, par la république islamique, des exécutions. Celles-ci ont atteint leur paroxysme le 7 août où 29 personnes ont été tuées, dont 26 lors d'une exécution collective à la prison de Ghezel Hesar à Karaj.

A l'abri des regards, et tandis que l'attention médiatique se focalise sur les velléités belliqueuses et l'escalade de tensions au Moyen-Orient, la république islamique d'Iran continue la première des guerres qu'il a engagées depuis des décennies : la guerre contre les femmes et les opposants.

Nous, militant·e·s des droits humains, exprimons notre entière solidarité à l'endroit de toutes les femmes qui continuent, au péril de leurs vies, de se battre pour l'Etat de droit, la paix et la démocratie en Iran.

Solidarité. Plus que jamais, le quartier des femmes s'affirme comme le bastion de la résistance et des luttes pour

la liberté. Les femmes qui sont injustement et illégalement détenues dans les prisons politiques iraniennes forcent notre admiration autant qu'elles appellent à notre nécessaire mobilisation. Aussi, en solidarité à l'endroit de toutes les femmes, mais aussi de tous les hommes, qui continuent de se battre pour l'Etat de droit, la paix et la démocratie en Iran, nous exigeons, au nom de nos organisations : l'arrêt immédiat de la peine de mort, châtimement inhumain et dégradant en Iran, conformément à notre engagement pour l'abolition universelle de la peine de mort et de toutes les exécutions ; la libération de tous les prisonnier·e·s politiques et d'opinion arbitrairement détenus et l'arrêt des poursuites judiciaires en violation des droits de la défense et du droit à un procès équitable ; la mise en œuvre de toutes mesures, et sans délai, par l'Etat iranien de nature à garantir l'intégrité physique et psychique des personnes détenues qui se trouvent sous sa garde partout dans le pays, et notamment au sein du quartier des femmes de la prison d'Evin ; la mise en œuvre d'une enquête pénale internationale indépendante pour que toute la lumière soit faite sur les violences commises à l'encontre des prisonnières politiques de la prison d'Evin dont la plainte doit nécessairement être reçue par les autorités iraniennes.

ROJAVA. Le Conseil des femmes du PYD tient sa troisième conférence

SYRIE / ROJAVA – La troisième conférence du Conseil des femmes du Parti de l'union démocratique (en kurde: Partiya Yekîtiya Demokrat – PYD) à débuté à Hassaké, dans le nord-est de la Syrie.

La conférence se déroule sous le slogan « La philosophie de femme, vie, liberté : garantir le conseil éthique, politique et démocratique ».

Environ 400 membres et déléguées du Rojava, de Syrie et de l'étranger participent à la conférence, notamment des représentantes des Unités de protection des femmes (YPJ), de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie, du Mouvement pour une société démocratique (TEV-DEM), du Conseil démocratique syrien et de Mouvement des femmes Kongra Star.

La conférence a débuté par une minute de silence, suivie d'un discours de la co-présidente du PYD, Asya Abdullah, qui a félicité les participants pour la convocation de la conférence. Elle a déclaré : « Hier, nous avons célébré le troisième anniversaire du martyr de la dirigeante Sawsan Birhat, et au cours de cette conférence, nous nous souvenons de nos dirigeants, combattants et militants avec un profond respect et un profond honneur. »



Photo Asya Abdullah

Elle a ajouté : « Pour préserver notre propre identité et protéger notre histoire en tant que femmes, en adhérant à la philosophie de la Femme, de la Vie, de la Liberté, nous saluons le leader Abdullah Öcalan et condamnons le grave isolement qui lui a été imposé. Nous, au sein du Parti de l'Union démocratique, en particulier au sein du Conseil des femmes, devons intensifier notre lutte pour briser l'isolement imposé au leader Öcalan.

Au niveau mondial et au niveau du Kurdistan, avec cette révolution à laquelle participent les femmes et qui est désormais connue sous leur nom, nous devons nous opposer aux politiques anti-femmes, à la crise autoritaire et capitaliste qui cherche à mettre fin et à effacer l'histoire des femmes. Pour les

contrer, nous devons adopter le slogan « Jin, jivan, azadî [Femme, vie, liberté] ».

Elle a souligné que les réalisations des femmes dans la région et dans tout le Kurdistan ont posé des bases solides et marqué l'histoire. Aujourd'hui, nous pouvons protéger les femmes et nous-mêmes, car les femmes libres se dressent contre leurs ennemis et résistent pour vivre avec leur identité, conformément au projet de nation démocratique et à la philosophie du leader Abdullah Öcalan.

En conclusion, Asya Abdullah a ajouté : « Nous, en tant que femmes, devons nous unir pour nous protéger et protéger notre peuple, nous opposer à l'occupation et au changement démographique dans

la région et sauvegarder notre révolution des femmes, qui a été menée par des femmes libres et organisées. »

Après cela, le Conseil des femmes du PYD a honoré le Conseil des femmes du Conseil des familles des martyrs, après quoi les évaluations du leader Abdullah Öcalan ont été lues et une présentation vidéo a été montrée, soulignant les activités du Conseil des femmes au cours des deux dernières années.

Les travaux de la conférence se poursuivent avec des discussions sur les mécanismes de travail du conseil, avec les changements attendus dans le fonctionnement du conseil et l'élection des membres du Conseil général, ainsi qu'une série de recommandations.

Les Kurdes menacés par les bombes turques

Les bombardements aériens menés par la Turquie contre l'administration autonome prokurde au pouvoir dans le nord-est du pays ont causé de nombreuses victimes civiles et détruit des infrastructures essentielles.

La population tente de faire face comme elle peut.

De notre envoyée spéciale

Figée sur la petite chaise installée contre le mur lézardé de sa maison, aussi droite que possible dans sa robe brodée, Sinem (*) en tremble encore. « *Nous venons juste d'entendre des tirs d'artillerie* », articule-t-elle avec peine. Derrière elle, dans la nuit rafraîchie du petit village de Siftak, à l'ouest de Kobané, une digue de béton serpente entre les champs : il s'agit du mur construit par la Turquie le long de sa frontière avec le nord-est de la Syrie. Du menton, Sinem désigne sa main droite reposant sur l'accoudoir, inerte. « *Il y a deux ans, j'ai perdu l'usage de mon bras à la suite d'un bombardement, juste là, dans ma propre maison*, explique cette mère de famille. *Depuis, je vis dans la peur qu'un tir nous touche à nouveau. Mon cousin de 15 ans est mort d'une balle en pleine tête alors qu'il travaillait sur le toit.* » Dans sa lutte contre l'administration autonome du nord-est syrien (Aanes), qu'elle accuse d'être inféodée à ses ennemis kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la Turquie cible quotidiennement la région, obligeant les civils comme Sinem et sa famille à vivre sous la menace des frappes.

« *Depuis 2019, nous nous*

sommes enfuis déjà cinq fois du village à cause des risques d'offensive. Nos papiers d'identité sont prêts, au cas où », poursuit Sinem. Son regard scrute la plaine butant sur la muraille cimentée : « *Notre famille vit de la culture du blé et des pistaches, mais le mur a divisé les parcelles, et il y a des mines. Lorsque quelqu'un part la journée dans les champs, nous prions pour qu'il revienne vivant le soir.* »

Une partie substantielle de leurs terres cultivables sont laissées à l'abandon, trop dangereuses pour y bêcher ou faire paître quelques bêtes. Les pertes économiques pèsent lourd sur le quotidien et empêchent tout projet d'exil sur le long terme. « *C'est notre terre, mais c'est trop dangereux. Même les ONG ne viennent plus jusqu'ici. Nous n'avons pas assez d'argent pour partir et n'avons nulle part où aller* », déroule Sinem en se tournant doucement vers la porte ouverte de son salon.

Pour faire face à la menace, à Kobané, les rues fréquentées sont complètement recouvertes de tôle afin que les drones ne puissent plus choisir de cibles dans la foule des passants. Dans ces étranges couloirs obscurcis, l'odeur du fioul envahit l'atmosphère. La fumée noire s'échappe des innombrables générateurs qui bourdonnent en continu

sur les trottoirs afin de fournir les échoppes en électricité. Car, comme partout ailleurs dans le Nord-Est syrien, les autorités ne sont plus capables de fournir que quelques heures d'électricité publique par jour depuis que des bombardements ont détruit les infrastructures de la région.

« *Notre centrale est totalement hors service* », témoigne Ibrahim Youssef, le responsable de la station de transfert d'électricité de la ville de Kamechliyé, dans l'est de la région. Il se promène entre les convertisseurs défoncés et se désole : « *La station doit fournir 75 % des besoins de la ville, mais nous ne pouvons pas remplacer les pièces endommagées car elles ne sont pas disponibles sur le marché. Les usines qui les produisent n'acceptent pas de nous les envoyer, car l'administration autonome n'est pas reconnue au niveau international.* »

Au total, d'après des chiffres publiés par l'ONG NES Forum, le principal organe de coordination opérationnelle pour les ONG opérant dans la zone, plus d'un million de personnes dans onze villes importantes et près de 2 750 villages sont privés d'électricité. La quarantaine de bombardements sur la zone entre le 13 et le 16 janvier a aussi

« *complètement anéanti la station d'hydrocarbures et d'embouteillage de gaz de Swedyieh, ainsi que des champs de pétrole et des stations d'eau* », poursuit Ibrahim Youssef. Faute d'approvisionnement constant, le prix d'une bouteille de gaz est passé en quelques semaines de 77 centimes à plus de 9 €.

Si des dizaines de victimes civiles directes des frappes sont à dénombrer, le chiffre pourrait largement augmenter à cause des conséquences en chaîne de ces destructions. « *Les frappes ont entravé les activités de 38 établissements de santé, augmentant les risques de maladies transmises par l'eau, et ont mis en péril des travaux de laboratoire et des services de radiologie vitaux* », alerte ainsi NES Forum. Pour Syamend Ali, le porte-parole des YPG, la principale force armée des Forces démocratiques syriennes soutenues par la coalition internationale, ce ciblage délibéré des infrastructures civiles marque un « *tournant stratégique* » dans l'attitude de la Turquie, face auquel il ne voit qu'une seule solution : l'établissement par la communauté internationale d'une « *zone d'exclusion aérienne* ».

(*) Le prénom a été modifié.

En Irak, sauver les forêts de l'emblématique montagne kurde

Dans une pépinière de Souleimaniyeh, des centaines de jeunes pins, eucalyptus, oliviers et grenadiers poussent doucement, protégés du soleil estival par des auvents. Au Kurdistan d'Irak, les efforts se multiplient pour contrer les ravages de la déforestation.

Depuis plus d'un demi-siècle, cette région autonome du nord de l'Irak, prise pour ses montagnes et paysages bucoliques, a perdu la moitié de ses surfaces boisées. Une tragédie, quand on sait que le Kurdistan abrite plus de 90% des forêts du pays, frappé de plein fouet par le réchauffement climatique et la désertification.

En cause: l'abattage illégal des arbres, les feux de forêts qui s'intensifient avec la sécheresse estivale et les bombardements et opérations militaires à la frontière nord, essentiellement imputés à la Turquie voisine.

A la pépinière de Sarchanar, la plus ancienne d'Irak, des travailleuses s'affairent à décharger d'une remorque de jeunes pousses qu'elles alignent dans des bacs.

Ici, une quarantaine de variétés sont développées pour être plantées dans des forêts ou cédées à des agriculteurs: pins, cyprès, chênes - l'arbre emblématique de la forêt kurde - mais aussi eucalyptus, oli-



Une vue aérienne montre des arbres plantés dans le parc Hawary Shar, à Souleimaniyeh, de la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak, le 10 juillet 2024 - AFP - Shwan NAWZAD

viers, genévriers.

"Le changement climatique a un impact sur le développement des plants", reconnaît l'ingénieur agricole Rawa Abdelqader. "Alors on privilégie les arbres qui peuvent supporter des températures élevées et consomment moins d'eau."

Avec le soutien du Programme alimentaire mondial (PAM), des filets mi-

cro-maillés ont été installés pour protéger les arbres du soleil, accélérant la croissance des plantes et réduisant l'évaporation. D'autres serres ont été dotées d'arroseurs suspendus, plus économes en eau.

- "Sécheresse" et "négligence humaine" -

L'engagement onusien a permis de propulser la pro-



Une femme kurde travaillant pour le projet "Million Oaks", lancé par des organisations au Kurdistan pour planter un million de chênes, inspecte la connexion d'eau sur le site de l'initiative à Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan dans le nord de l'Irak, le 1er août 2024 (AFP - Safin HAMID)

duction annuelle de Sarchanar de 250.000 pousses à 1,5 million en 2024.

Durant cinq ans, le PAM compte soutenir autorités et acteurs locaux pour planter 38 millions d'arbres sur plus de 61.000 hectares au Kurdistan, et oeuvrer à la préservation de 65.000 hectares boisés supplémentaires.

Car entre 1950 et 2015, plus de 600.000 hectares de forêts ont été éradiqués, selon deux recensements officiels. "En 70 ans, pratiquement 50% des forêts au Kurdistan ont été perdues", résume Nyaz Ibrahim, chargée de programmes auprès du PAM.

En cause: "pénuries d'eau, températures en hausse, précipitations irrégulières et en recul" mais aussi "incendies d'origine humaine", énumère-t-elle.

Ces 14 dernières années, quelque 290.000 hectares ont été touchés par des incendies, confirme Halkawt Ismail, directeur de l'office des forêts au ministère de l'Agriculture du Kurdistan.

Ces feux "se déclarent principalement pendant la sécheresse estivale (...) et surtout à cause de la négligence des citoyens", dit-il.

Il rappelle aussi l'abattage intempestif des années 1990 par les habitants pour

se chauffer, en pleine crise économique.

- Combats et opérations militaires -

Ailleurs au Kurdistan, les forêts sont les victimes collatérales des affrontements entre l'armée turque et les combattants kurdes turcs du PKK.

Cet été, médias kurdes et ONG ont accusé des bombardements d'Ankara d'avoir déclenché plusieurs feux de forêts. Fin juin, le ministère de la Défense turc accusait à son tour sur X le Parti des Travailleurs du Kurdistan de provoquer des incendies pour brouiller la visibilité et cacher ses positions.

En installant "plus de 40 avant-postes et bases" au Kurdistan irakien, les militaires turcs ont "défriché des dizaines de kilomètres de routes à travers des zones boisées, et abattu des forêts autour des bases pour dégager leur vue", confirme à l'AFP Wim Zwijnenburg, de l'ONG PAX.

"Cette pratique s'est intensifiée depuis 2020", souligne-t-il.

Une baisse de la supervision des forêts --notamment en raison du conflit ayant déplacé des villages entiers-- mais aussi "des températures en hausse et la sécheresse" constituent "un terreau fertile pour les feux, provoqués par des



Un Kurde travaillant pour le projet "Million Oaks", lancé par des organisations au Kurdistan pour planter un million de chênes, montre un échantillon de chêne sur le site de l'initiative à Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak, le 1er août 2024 (AFP - Safin HAMID)

causes naturelles, ou des bombardements et combats Turquie-PKK", explique-t-il.

"Avec une gestion forestière limitée ou inexistante, ces incendies peuvent toucher des zones plus vastes."

"Quand les frappes ont lieu, de nombreuses zones prennent feu", assure à l'AFP Kamran Othman, membre de l'ONG Community Peacemakers Teams (CPT). "La population ne peut pas aller éteindre les incendies, par peur d'être bombardée", déplore-t-il.

- "Arbres indigènes" -

Pour reboiser, les autorités oeuvrent à créer des forêts

artificielles et augmenter la production des pépinières, indique M. Ismaïl, regrettant toutefois des ressources humaines et financières insuffisantes.

La société civile est aussi mobilisée. Comme à Souleimaniyeh, deuxième ville du Kurdistan enserrée de collines, où des militants dénoncent bulldozers et pelleteuses qui rongent depuis plusieurs mois un versant du mont Goizha, pour un nouveau projet immobilier.

Dans la périphérie de la métropole, complexes immobiliers de luxe et rutilantes tours de verre ont déjà poussé à flanc de colline.

A Erbil, capitale régionale, une campagne lancée par des organisations locales compte planter un million de chênes. Depuis 2021, 300.000 arbres ont été plantés, indique un responsable du projet, Gashbin Idrees Ali.

"Le changement climatique a lieu, on ne peut pas l'arrêter, mais on doit s'adapter", résume-t-il, justifiant le choix du chêne.

"Cet arbre consomme moins d'eau, il peut séquestrer une quantité importante de carbone dans les sols", explique-t-il. "On surveille leur croissance pendant quatre ou cinq ans, ils survivront ensuite des centaines d'années".



WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

Kurdistan Digest | August 20, 2024

A Digest of Events in the Kurdistan Regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

The Iranian regime's crackdown on Kurdish dissidents continues, including the arrest of [Omid Faraji](#), a Kurdish man from Ney village in Marivan, who was lured to a local bank by Iranian security agencies and detained upon arrival. Recently, security forces have been summoning and interrogating residents of Ney village, including minors, instilling fear in the community. Simultaneously, security forces arrested two Kurdish men in [Piranshahr](#), eight Kurdish environmental activists in [Kermanshah](#), a woman activist in [Pahev](#), a religious activist and a woman in [Bokan](#), and three Kurds in [Mehabad](#), including a child. Additionally, several activists were sentenced to lengthy prison terms, including [eight years](#) for the father of an executed protester and three years and six months for a [civilian activist](#) in Senna. Separately, the Hengaw Organization for Human Rights reported the torture of four Kurdish border porters (kolbar) by Iranian border guards, who were subsequently shot with pellet guns. Meanwhile, two kolbars were killed by Iranian authorities in [Urmia](#) and [Baneh](#).

Iraq

On August 18, Iraqi border guards near the Hawraman region killed a [local kolbar](#) attempting to cross the Iran-Iraq border. In response, angry locals protested the violence by burning down a border post. The spokesperson for the Iraqi border guards [told Rudaw](#) that one of their personnel was injured during the demonstration.

The victim, 26-year-old Sazgar Salah, was the sole provider for his siblings following the death of their parents. In [March 2023](#), Iraq and Iran signed a security agreement that included disarming Iranian Kurdish opposition parties in Iraqi Kurdistan and cracking down on Kurdish kolbars as part of their border security measures.

A recent report by Community Peacemaker Teams (CPT) [highlighted](#) the severe impact of Turkish and Iranian military operations on civilians in Iraqi Kurdistan between 1991 and 2024. The operations, intended to target Kurdish opposition groups, have resulted in significant civilian harm in the Kurdistan Region. The report documented 845 civilian casualties, including 425 deaths and 420 injuries, with Turkey responsible for [83% of these casualties and Iran for 17%](#). Since 2017, Turkish military actions have intensified, leading to widespread displacement and economic disruption, with children comprising 28% of the victims. Iran's military activities have similarly caused deaths, injuries, and displacement, primarily through bombardments. Despite existing laws requiring compensation, the Iraqi government has largely failed to support affected civilians, leaving many without aid, according to CPT.

Two members of the Asayish security forces were killed in a shooting by [ISIS \(Da'esh\)](#) in the Qaradagh district of Sulaimani province. The incident occurred in the Qopi Qaradagh Valley, known for its archaeological sites. The area is in close proximity to the disputed territories, where the

terrorist group has been reorganizing.

Syria

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) [announced](#) a "large-scale" retaliatory operation against the Syrian regime and its militias in Deir Ez Zor, targeting regime forces on the western bank of the Euphrates River. This action follows the [August 7 artillery](#) bombardment by regime forces that killed eleven people, including four children, an infant, and two women. The SDF also reported losing two of its members, with eight others wounded. In response, the SDF stated that they had raided three villages used as launching points for attacks on the villages of al-Dahalah and Jadeed Bakara. Separately, the U.S. [reaffirmed its presence](#) in Syria for the "enduring defeat of ISIS," according to Pentagon Press Secretary Maj. Gen. Pat Ryder. "The SDF have been good partners in that fight, essential partners in that fight, and that continues to be the basis for our relationship and our cooperation with the SDF," said Maj. Gen. Ryder. Recently, the SDF announced the elimination of several terrorists and the arrest of [five others](#).

The ongoing demographic changes in the Kurdish city of Afrin continue under Turkish occupation. The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) [reported](#) that the Pakistan "Flood Relief" organization, in collaboration with the Turkish Diyanet Foundation, has established a new residential complex called "Al-Madinah Village" in the Kar Roum village

of Afrin. The project, facilitated by Turkish-backed [Sultan Murad](#) militants, involved clearing forested land and includes 84 housing units, along with mosques and schools, to accommodate families of pro-Turkey faction fighters from Homs. On March 25, the Turkish organization "White Hands" unveiled another complex with 80 apartments in Shaderah village in occupied Afrin.

Turkey

The police in Istanbul raided a Kurdish wedding in the Esenyurt district, arresting [eight people](#), including the hosts and musicians for playing "political songs." Five detainees were released after questioning, while three remain in custody facing charges of "making terrorist propaganda." The pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM) [condemned](#) the raid as an act of intolerance toward Kurdish identity and culture, noting a rise in similar police actions against Kurdish weddings across Turkey in recent months. The DEM Party spokesperson [Ayşegül Doğan stated](#), "The current government no longer hides its hostility toward Kurds, which we have long pointed out. It feels no need to conceal this hostility. Those in power are now trying to subject even Kurdish weddings to the approval of civil authorities. This coincided with other hate crimes in the Kurdish provinces of Van and [Diyarbakir \(Amed\)](#), where unidentified individuals vandalized Kurdish-written traffic signs, replacing them with the slogan "Turkey is Turkish and will remain Turkish."

CHARLIE HEBDO

Propos recueillis par
Jean-Loup Adénor et Gérard Biard
21/08/2024

« En Iran, les violences et la répression contre les femmes sont plus féroces que jamais »

SHIRIN EBADI : Depuis deux ans et la mort de la jeune Kurde Mahsa Amini, tuée par la police des mœurs le 16 septembre 2022, les Iraniennes se battent contre le régime islamiste des mollahs. Au cœur de ce combat, le voile obligatoire imposé à toutes les femmes depuis l'arrivée au pouvoir des ayatollahs. La militante politique féministe iranienne Shirin Ebadi, ancienne juge exilée en Grande-Bretagne et Prix Nobel de la paix, fait le point avec Charlie sur l'évolution du mouvement Femme, vie, liberté, et décrypte les stratégies du pouvoir en place pour garder sa population sous contrôle dans un nouveau contexte : celui de la guerre entre Israël et le Hamas, soutenu par Téhéran.



SHIRIN EBADI « En Iran, les violences et la répression contre les femmes sont plus féroces que jamais », traduits du farsi par Massoumeh Lahidji

CHARLIE HEBDO : Deux ans après le meurtre de Mahsa Amini, assassinée par la police des mœurs pour un voile « mal » porté, et la naissance du mouvement Femme, vie, liberté, que pouvez-vous nous dire de l'état de la mobilisation en Iran ?

Shirin Ebadi : La forme de la mobilisation a changé, les manifestations dans les rues se sont amenuisées, c'est vrai. Pour autant, dans la mesure où aucune des demandes ni aucun des besoins du peuple n'a reçu de réponse, le mécontentement est non seulement toujours bien présent, mais le fossé entre la population et le gouvernement en place se creuse da-

vantage chaque jour. Pour résumer la situation, je dirais que l'Iran d'aujourd'hui est un baril de poudre prêt à exploser à tout moment.

SHIRIN EBADI « En Iran, les violences et la répression contre les femmes sont plus féroces que jamais » Propos recueillis par Jean-Loup Adénor et Gérard Biard, traduits du farsi par Massoumeh Lahidji **SHIRIN EBADI** « En Iran, les violences et la répression contre les femmes sont plus féroces que jamais » Propos recueillis par Jean-Loup Adénor et Gérard Biard, traduits du farsi par Massoumeh Lahidji

D'autant que la situation sociale des Iraniens ne s'améliore pas...

Les Iraniens sont dans une situation critique, jamais vue dans le pays. En ce moment, en pleine canicule, il y a de nombreuses coupures d'électricité. Dans plusieurs régions du pays, dans les bureaux, les administrations, les banques, il a été annoncé officiellement que les horaires de travail seraient réduits à quatre heures par jour, faute d'électricité. De la même façon, y compris à Téhéran, les habitants doivent subir des coupures d'électricité et d'eau.

Pour la 29e semaine consécutive, le mardi 13 août, les prisonniers iraniens, et particulièrement les femmes, ont entamé une grève de la faim. Ces mobilisations marquent un

tournant dans la mobilisation ?

C'est une des nouvelles formes de protestation, inédite, la plus remarquable aujourd'hui. Ces voix s'élèvent à l'intérieur même des prisons iraniennes. Désormais, les prisonniers politiques mènent chaque semaine une grève de la faim, tous les mardis. Ils le font pour protester contre les exécutions sommaires qui continuent d'avoir lieu, et qui sont de plus en plus nombreuses. Bien sûr, il s'agit également de protester de façon générale contre le gouvernement.

C'est le cas de votre compatriote et Prix Nobel de la paix 2023, Narges Mohammadi, militante féministe emprisonnée par le régime...

En effet, j'ai des nouvelles de Narges Mohammadi, et je sais qu'elle prend toute sa part dans ces mobilisations carcérales, comme, je dois le dire, toutes les prisonnières féministes enfermées par le régime, sans exception, qui participent à ces actions. Ces protestations se généralisent en Iran, elles sont devenues une des causes de ralliement de la résistance. De la même façon que, dans de nombreux pays étrangers et notamment en Europe, tous les samedis et dimanches, il y a des manifestations devant les ambassades iraniennes pour protester contre ces exécutions politiques.

En réalité, la mobilisation a

dû changer de forme, car les manifestations sont réprimées très sévèrement. Concrètement, la police a ordre de tirer sur la population. On tue. Les prisonniers, eux, savent qu'ils n'ont rien à perdre, que le prix à payer serait trop lourd pour le gouvernement s'il décidait d'exécuter tous ceux qui protestent dans leur cellule. C'est une façon de profiter de cette situation pour continuer le combat.

« L'Iran d'aujourd'hui est un baril de poudre prêt à exploser à tout moment »

Vous nous disiez, l'année dernière : « Le chef des Gardiens de la révolution a répondu à ceux qui disent que le régime doit partir : "Nous, nous allons leur créer une mer de sang." » Aujourd'hui, diriez-vous qu'il a tenu parole ?

Je pense que sa menace avait été proférée dans l'hypothèse où il y aurait une chute du régime. Maintenant, ils savent que la mer de sang les emporterait eux aussi. C'était une façon d'intimider les manifestants en leur disant que le pire adviendrait si le gouvernement venait à chuter. Pour l'instant, malheureusement, les mollahs sont encore là.

Le conflit israélo-palestinien constitue-t-il une aubaine politique pour les autorités, qui peuvent se servir de l'imminence d'un conflit pour contrôler la population ?

Je dois d'abord dire qu'en aucun cas le peuple iranien ne soutient les mollahs. Si une guerre devait avoir lieu, jamais elle n'aurait le soutien de la population. Mais le régime n'hésite pas à souffler sur les braises de tout conflit intérieur ou extérieur qui pourrait,

compte tenu des tensions actuelles, c'est vrai, s'embraser à tout moment, pour occuper l'attention des Iraniens. C'est une façon de dire : « Regardez ce qui se passe en Ukraine, regardez ce qui se passe en Palestine... » Tout est bon pour jouer la carte de la nation en péril et tenter de créer une sorte d'accalmie intérieure. Accalmie qui serait totalement illusoire.

Ces tensions entre l'Iran et Israël n'ont donc pas eu pour effet de créer un effet de soutien populaire au régime ?

En aucun cas.

L'« élection » du nouveau président, Massoud Pezeshkian, parfois abusivement présenté comme « progressiste », ne change, on l'imagine, absolument rien à la situation des Iraniennes ni à la politique menée dans le pays ?

Son élection ne change strictement rien, puisque toutes les grandes décisions sont prises par le Guide suprême, l'ayatollah Khamenei, qui est omnipotent. Massoud Pezeshkian a toujours fait partie de ce régime, il a d'ailleurs été député. Il appartient au système en place. Il n'y aura donc aucun assouplissement à l'égard des protestations populaires pendant son mandat.

SHIRIN EBADI « En Iran, les violences et la répression contre les femmes sont plus féroces que jamais » Propos recueillis par Jean-Loup Adéonor et Gérard Biard, traduits du farsi par Massoumeh Lahidji

Aujourd'hui, de façon très concrète, comment se passe la vie des Iraniennes ? On peut lire parfois que

la société s'est « libéralisée »...

Les violences et la répression contre les femmes sont plus féroces que jamais. Encore récemment, une femme s'est retrouvée à l'hôpital car elle était au volant de sa voiture sans voile. On lui a demandé de s'arrêter – elle n'a peut-être pas voulu obéir, ou alors elle n'a pas entendu ce qu'on lui ordonnait. Les forces de l'ordre lui ont tiré dessus et la balle s'est logée dans sa moelle épinière. C'est bien le signe que le régime n'a aucune intention de lâcher sur la question du voile, parce qu'il est très clair que le voile est désormais devenu la bannière du combat contre le système en place. Les mollahs savent que s'ils lâchent sur cette question ils donneront un sentiment, dangereux pour eux, de victoire aux femmes et au peuple. Le voile est donc devenu le nerf de la guerre.

Pour autant, je dois dire que les femmes ne lâchent rien non plus. Aussitôt que la police a le dos tourné, elles se dévoilent, elles écrivent des textes contestataires, se prennent en photo tête nue. Elles ne lâcheront rien.

Comment va la diaspora iranienne aujourd'hui ? Après les événements entre le Hamas et Israël, avec le peu de soutien des gouvernements occidentaux à la cause iranienne, n'y a-t-il pas un sentiment de découragement ?

Les Iraniens, qu'ils soient dans le pays ou en exil, sont toujours très clairs et, je crois, assez unanimes sur le fait qu'ils condamnent et regrettent très vivement le fait que le régime consacre une partie importante du budget de l'État au soutien à des groupes ter-

roristes, que ce soit le Hamas, les houthistes ou le Hezbollah. C'est une politique très mal perçue par les Iraniens, même s'ils sont, je le crois profondément, solidaires du peuple palestinien. Ils n'acceptent aucunement qu'actuellement, alors que les mollahs financent ces groupes, l'Iran soit privé d'eau et d'électricité, et que la situation économique soit de plus en plus invivable pour la population.

Une question sur le pays où vous avez trouvé refuge, la Grande-Bretagne. Le meurtre de jeunes enfants par un Anglais de parents rwandais – un fait divers qui a été instrumentalisé par l'extrême droite – a donné lieu à des affrontements entre cette extrême droite raciste et ce qu'on pourrait qualifier d'extrême droite religieuse, islamiste. Partagez-vous l'analyse selon laquelle ce sont deux extrêmes droites qui s'affrontent ?

Absolument, je partage tout à fait votre analyse. L'extrême droite à tendance religieuse, islamiste, dont vous parlez peut tout à fait être comparée à ce qui s'est passé en Iran en 1979, pendant la révolution islamique, qui a créé, en quelque sorte, cette idéologie, notamment parce qu'il existe des populations musulmanes en Europe qui vivent dans des conditions précaires, mais également parce que le régime iranien finance à dessein certains de ces groupes en Occident.

Êtes-vous inquiète d'un recul des libertés, libertés que vous êtes justement venue chercher ici, en Europe ?

Je ne dirais pas que je suis inquiète pour l'Europe. La société civile y est forte et elle s'exprime. On l'a vu en An-

gleterre, où les gens sont descendus dans la rue pour dire qu'ils ne laisseraient pas passer les discours extrémistes. Le danger est ailleurs. Ce qui est inquiétant, c'est plutôt de voir des mouvements d'extrême gauche qui, dans leur élan anticapitaliste ou anti-états-unien, peuvent se laisser

séduire par des idées proches de cette extrême droite religieuse. Croire que tout groupe s'opposant aux Américains est digne de confiance et peut être un partenaire, c'est quelque chose que je vois même dans certains think tanks. Des personnes qui ne sont absolument pas reli-

gieuses, en raison de cet ennemi commun que deviennent les États-Unis, acceptent, peut-être même inconsciemment, d'être partenaires de cette extrême droite religieuse.

SHIRIN EBADI « En Iran, les violences et la répression contre les femmes sont plus

féroces que jamais » Propos recueillis par Jean-Loup Adéonor et Gérard Biard, traduits du farsi par Massoumeh Lahidji

Propos recueillis par Jean-Loup Adéonor et Gérard Biard, traduits du farsi par Massoumeh Lahidji



21/08/2024

Ilham Ehmed avertit Damas : reconnaître l'Administration autonome ou faire face à une nouvelle résistance

Ilham Ehmed, co-présidente du département des relations extérieures du Nord et de l'Est de la Syrie, a souligné l'importance de la reconnaissance de l'Administration autonome par le gouvernement de Damas lors d'un atelier organisé par le Parti de l'Union Démocratique (PYD) à Qamişlo. Sous le thème "Définir l'identité kurde et le peuple syrien dans le système de la nation démocratique", elle a insisté sur le fait que "le peuple doit protéger ses propres forces" et que le régime de Damas devra soit accepter cette réalité, soit faire face à une nouvelle résistance.

Ilham Ehmed a évoqué les profondes transformations survenues depuis la révolution du 19 juillet, qui a marqué un tournant dans la lutte pour les droits des Kurdes en Syrie. Elle a mis en avant les acquis de la révolution, notamment



la reconnaissance de l'identité kurde, pour laquelle de nombreux sacrifices ont été faits. "Il est impossible de revenir à la situation d'avant 2011", a-t-elle affirmé, soulignant l'importance de la préservation des acquis, notamment l'enseignement en langue kurde, qui reste menacé par les politiques du régime.

Elle a également rappelé

l'importance des forces militaires kurdes, qui, selon elle, jouent un rôle clé dans la légitimité internationale de leur cause. "La coalition mondiale reconnaît la discipline et la force de nos forces", a-t-elle déclaré, appelant à la protection et à la fierté envers ces forces.

En conclusion, Ilham Ehmed a averti que le régime de Damas devait

évoluer vers un système de gouvernement décentralisé et reconnaître les droits fondamentaux des Kurdes, y compris l'enseignement en langue kurde et l'autonomie. "Soit le régime nous accepte, soit il fera face à une nouvelle résistance", a-t-elle prévenu, tout en soulignant l'importance de l'unité des partis kurdes et de la participation active de la société dans ce processus.

Andrew Stroehlein

Directeur des relations médias en Europe

21/08/2024

Nouvelle vague de meurtres d'État en Iran

L'Iran connaît une vague massive d'exécutions ces derniers temps – une véritable frénésie meurtrière.

Nous avons déjà évoqué ce problème dans le Brief du Jour, mais les derniers chiffres de ces meurtres prémédités par l'État sont tout simplement sidérants.

Dans le mois qui a suivi les élections présidentielles de juin, les autorités ont tué 87 personnes, selon le groupe non gouvernemental Iran Human Rights. **Peu après, l'État a exécuté 29 personnes en une seule journée, le 7 août.**

Pendant ce temps, les autorités iraniennes célèbrent les récentes élections comme la preuve d'un changement véritable. De meurtres d'État à plus de meurtres d'État : mais où est le changement, exactement ?

Parmi les personnes tuées

par les autorités figuraient celles condamnées pour « meurtre prémédité », c'est-à-dire exactement ce que les autorités elles-mêmes étaient en train de faire, ainsi que pour d'autres crimes violents et des accusations liées à la drogue. Pourtant, les condamnations prononcées par les tribunaux iraniens suscitent toujours des questions, compte tenu des graves violations du droit à une procédure régulière et des procès inéquitables.

Et puis, il y a **ceux qui ont été exécutés pour des actes qui ne devraient même pas être illégaux**, comme participer à des manifestations pacifiques. Les gens ont des droits fondamentaux à la liberté d'expression et à la réunion pacifique, mais, en Iran, les autorités tuent ceux qui exercent ces droits.

La peine de mort est une attaque contre la dignité

humaine, d'une cruauté unique par sa finalité, et elle est inévitablement entachée de discrimination, d'arbitraire et d'erreurs. Cela est vrai, que l'on parle de l'Iran – **responsable de 74 % de toutes les exécutions enregistrées dans le monde l'année dernière** – ou de tout autre pays où elle est pratiquée, comme **les États-Unis, la Chine, l'Afghanistan, l'Irak ou la Biélorussie.**

Aucun gouvernement ne devrait se livrer au meurtre prémédité de ses citoyens. Aucun gouvernement ne devrait détenir un tel pouvoir.

Bien que les autorités iraniennes veuillent utiliser **la peine de mort pour intimider la population** et la réduire au silence, cela ne semble pas fonctionner. **La résistance continue, même à l'intérieur des prisons.**

Les prisonnières de la section féminine de la prison d'Evin participent depuis des mois à des manifestations contre la peine de mort. Elles ont organisé **d'autres manifestations** le 6 août, après l'exécution de Reza (Gholamreza) Rasaei dans une autre prison. C'était un Kurde arrêté lors des manifestations nationales « **Femme, Vie, Liberté** » de 2022.

Les gardiens de prison ont répondu en agressant les femmes manifestantes, blessant plusieurs d'entre elles, y compris la lauréate du prix Nobel de la paix, Narges Mohammadi.

La brutalité meurtrière des autorités iraniennes se poursuit, mais elle ne parvient pas à briser l'esprit humain. Les Iraniens continuent courageusement de réclamer la dignité humaine.

Kurdistan au féminin

22/08/2024

La municipalité kurde de Diyarbakir va fournir une aide juridique aux femmes victimes de violence

TURQUIE / KURDISTAN – La municipalité kurde de Diyarbakir (Amed), dirigée par le parti DEM, et le bureau de Diyarbakir ont si-

gné un protocole visant à offrir une assistance juridique aux femmes victimes de violence, marquant ainsi une étape importante dans

la lutte contre la violence sexiste.

Un nouveau partenariat visant à fournir une assis-

tance juridique aux femmes victimes de violence a été officialisé mercredi entre la municipalité de Diyarbakir (Amed) et le

barreau de Diyarbakır.

Le protocole, signé lors d'une cérémonie dans la municipalité, actuellement dirigée par le parti pro-kurde Égalité et démocratie des peuples (DEM), vise à renforcer le soutien juridique et les efforts de sensibilisation dans la lutte contre la violence sexiste dans la région.

Dans le cadre du protocole, le barreau offrira également une formation au personnel municipal, renforçant ainsi la capacité institutionnelle de la municipalité à traiter efficacement les questions de genre.

Prenant la parole avant la signature, la co-maire Serra Bucak a souligné les taux croissants de violence contre les femmes et a souligné l'importance du protocole non seulement pour fournir une assistance juridique mais aussi pour sensibiliser et combattre la violence sexiste. « *Ce protocole renforcera nos structures institutionnelles et renforcera la collaboration dans la lutte contre la violence sexiste* », a déclaré Bucak.

La présidente du Barreau de Diyarbakır, Nahit Eren, a également souligné l'importance de l'accord, notant qu'il représente une étape cruciale dans la lutte en cours pour les droits des femmes. « *Le protocole, préparé avec le soutien inestimable de la municipalité, est important car il*



"KURDISTAN. La municipalité kurde de Diyarbakır va fournir une aide juridique aux femmes victimes de violence"

se concentre sur la lutte contre la violence sexiste, un domaine dans lequel nous savons que les femmes sont touchées de manière disproportionnée. Nous adressons nos remerciements à la municipalité pour cette importante collaboration », a déclaré Eren.

Le protocole reconnaît la violence fondée sur le genre comme une violation généralisée des droits humains et souligne l'importance d'un soutien juridique et social pour les victimes. Il fait référence à des conventions internationales telles que la CEDAW et la Convention d'Istanbul, renforçant l'obligation des États de prendre toutes les mesures nécessaires, y compris la discrimination positive, pour éliminer la discrimination et la violence fondées sur le genre.

Grâce à cet accord, une partie des services d'aide

juridique sera financée par la municipalité de Diyarbakır. Les femmes victimes de violences peuvent demander une aide juridique par l'intermédiaire de la municipalité ou directement au Barreau de Diyarbakır. Les demandes seront examinées par le Centre d'aide juridique du Barreau, qui déterminera l'éligibilité en fonction de critères spécifiques.

Les partis pro-kurdes en Turquie reconnaissent depuis longtemps l'importance de l'égalité des sexes et ont mis en œuvre des politiques globales dans leurs municipalités pour soutenir et autonomiser les femmes.

Ces initiatives comprenaient la création de centres pour les femmes, des postes de co-maire pour assurer une représentation égale et divers programmes visant à lutter contre la violence sexiste

et à promouvoir les droits des femmes. Cependant, ces mesures progressistes ont connu des revers importants lorsque le gouvernement turc a nommé des administrateurs pour remplacer les maires élus dans les municipalités à majorité kurde. Ces administrateurs ont systématiquement démantelé les politiques axées sur le genre, fermé les centres pour femmes et réaffecté les ressources à des installations alignées sur leur position idéologique.

Après la victoire significative des partis pro-kurdes aux élections locales du 31 mars, ils ont rapidement rétabli ces politiques vitales, réaffirmant leur engagement en faveur de l'égalité des sexes et rétablissant les institutions déracinées par les administrateurs nommés par le gouvernement.

Le CPJ exige une enquête sur l'attaque de drone turque ayant tué deux journalistes au Kurdistan-irakien

Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) appelle les autorités turques à enquêter sur une frappe de drone qui a tué deux journalistes kurdes au Kurdistan irakien, soulignant les risques auxquels sont confrontés les travailleurs des médias dans les zones de conflit.

Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) a appelé les autorités turques à mener une enquête urgente sur une attaque de drone présumée survenue vendredi au Kurdistan irakien, qui a tué deux journalistes et en a blessé un autre. L'attaque, qui a eu lieu vendredi dans le district de Said Sadiq, dans la province de Sulaymaniyah, a intensifié les inquiétudes concernant la sécurité des professionnels des médias dans les zones de conflit.

« Nous sommes profondément attristés par la frappe tragique de drone du 23 août qui a tué deux journalistes et en a blessé un troisième au Kurdistan irakien », a déclaré Yeganeh Rezaian, coordinatrice par intérim du programme MENA du CPJ, à Washington. Elle a ajouté : « Les autorités turques devraient enquêter rapidement sur cette attaque et déterminer si l'équipe de reportage a été ciblée en raison de son travail. »



L'attaque a entraîné la mort de Gülistan Tara, une journaliste kurde de Turquie âgée de 40 ans, et de Hero Bahadin, un monteur vidéo kurde irakien de 27 ans, qui travaillaient tous deux pour la société de production multimédia Chatr. Le troisième journaliste, Rebin Bakir, a été grièvement blessé mais son état est actuellement stable. Le CPJ a souligné que la sécurité des journalistes doit être assurée, même dans les régions de conflit où les professionnels des médias sont souvent confrontés à des risques accrus.

Cette attaque s'est produite dans le cadre des opérations militaires menées par la Turquie dans la région du Kurdistan irakien, qui visent officiellement le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mais qui s'étendent à des zones où le PKK n'est

pas ou peu présent. Le fait que le véhicule civil transportant des journalistes ait été pris pour cible a donc suscité de sérieuses inquiétudes quant au caractère aveugle de telles attaques et au fait que les professionnels des médias pourraient être pris pour cible.

La déclaration du CPJ fait suite aux appels croissants des organisations de médias locales et internationales en faveur d'une meilleure protection des journalistes dans les zones de conflit. La demande de l'organisation d'une enquête approfondie des autorités turques souligne la nécessité de rendre des comptes et de protéger la liberté de la presse, en particulier dans les zones où les journalistes sont confrontés à des menaces importantes pour leur sécurité.

La récente attaque de drone au Kurdistan irakien, qui a tué deux journalistes, s'inscrit dans une tendance inquiétante de la Turquie à cibler les professionnels des médias kurdes. Plus tôt cette année, le 8 juillet, un autre journaliste, Murad Mirza Ibrahim, a été tué dans une attaque de drone attribuée aux forces turques.

En novembre 2023, Delila Agit, journaliste de la chaîne de télévision kurde dirigée par des femmes Jin TV, a été grièvement blessée lors d'une frappe de drone turque dans le nord-est de la Syrie, qui a également tué son chauffeur. Plus tôt, en octobre 2022, la journaliste et universitaire féministe kurde Nagihan Akarsel a été abattue près de son domicile à Sulaymaniyah. (Medya News)

Mustafa Karasu critique l'accord Irak-Turquie

Mustafa Karasu, membre du Conseil exécutif de l'Union des communautés du Kurdistan (KCK), met en garde contre les dangers que l'accord entre l'Irak et la Turquie fait peser sur la région et critique la position des dirigeants irakiens.

Dans la [deuxième partie](#) de son interview, M. Karasu, membre du Conseil exécutif de la KCK, a abordé plusieurs questions sensibles, notamment l'accord récent entre l'Irak et la Turquie, ainsi que la poursuite du génocide contre le peuple kurde.

Selon M. Karasu, [l'accord signé avec la Turquie](#) risque d'entraîner l'Irak dans une spirale d'invasion militaire et de conflits internes. Il attribue cette situation aux politiques du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qu'il accuse de collaborer étroitement avec la Turquie pour manipuler l'Irak dans cette guerre. Le PDK, selon lui, cherche à éliminer ses rivaux kurdes en

s'alliant avec les ennemis des Kurdes, une stratégie qui a conduit à l'expulsion de l'Union patriotique du Kurdistan (PUK) d'Erbil par le passé.

Mustafa Karasu critique également la soumission du gouvernement irakien aux pressions turques, notamment à travers des accords économiques à court terme qu'il considère comme une trahison des intérêts irakiens à long terme. Il déplore l'absence de conscience historique chez les dirigeants irakiens actuels, qu'il accuse de prendre des décisions basées sur des intérêts immédiats plutôt que sur des principes nationaux.

Il rappelle les sacrifices du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans la lutte contre l'État islamique (EI) en Irak et en Syrie, soulignant le rôle crucial joué par le PKK pour prévenir un génocide à Shengal et protéger l'honneur de l'Irak. Il critique la décision du gouvernement irakien de considérer désormais le PKK comme une organisation interdite, la qualifiant d'immorale et contraire à l'éthique politique.

Enfin, M. Karasu met en garde contre la présence militaire turque en Irak, notamment à Bashiqa, qu'il voit comme une occupation déguisée. Il évoque les ambitions territoriales historiques de la Turquie, notamment à

travers le concept du *Misaki Milli*, qui inclut des régions comme Kirkouk et Mossoul. Il appelle à une résistance des forces politiques irakiennes et des Kurdes du sud du Kurdistan contre ces accords, avertissant que la complaisance envers la Turquie ne fera qu'aggraver la situation en Irak.

En conclusion, Mustafa Karasu insiste sur l'importance d'une prise de conscience historique et d'une résistance unie contre les politiques d'occupation turques, mettant en garde contre les conséquences désastreuses de l'accord pour l'avenir de l'Irak et des Kurdes.

Incendies dans cinq villages de Barwarî Bala suite aux bombardements turcs

La situation à Barwarî Bala est dramatique, avec des feux de brousse qui ravagent cinq villages à cause des bombardements turcs. Les villages touchés sont Mêrga Qesrê, Girê Sor, Elkîşkê, Cembelkê et Bêlîzanê, selon l'ONG Community Peacemaker Teams (CPT) basée dans le sud du Kurdistan (Kurdistan irakien).

Kamaran Osman, porte-parole du CPT, a déclaré à l'agence de presse RojNews que le village d'Elkîşkê est particulièrement menacé. Depuis dimanche matin, les flammes entourent non seulement plusieurs maisons, des zones cultivées et un cimetière, mais aussi la route d'accès au village.

Au moins dix-neuf familles ont été piégées dans le village et ont dû attendre des heures pour être évacuées malgré les demandes d'aide. M. Osman n'a pas donné d'informations sur les événements blessés ou morts. Quant à l'étendue des destructions causées par les flammes, il a

indiqué : « Nous estimons qu'environ 240 hectares de terres cultivées et agricoles ont brûlé jusqu'à présent. »

Les incendies de brousse ont été déclenchés par de lourds bombardements effectués par des drones sans pilote de l'armée turque.

Barwarî Bala – ou Berwarî Bala selon le dialecte – appartient au gouvernorat de Duhok et borde Amêdî. Située dans les vallées riches en jardins de la partie sud des montagnes Hekarî, considérées comme une zone de peuplement historique assyrien, la région est très proche du district densé-

ment peuplé de Kanî Masî. Dans cette zone, l'armée turque exploite déjà plusieurs bases militaires qui servent de point d'appui à la campagne d'occupation en cours dans la région du Kurdistan en Irak. Le KDP, qui domine le gouvernement à Hewlêr

(Erbil), soutient la campagne d'occupation d'Ankara.

Politique de guerre turque au Sud-Kurdistan

Depuis l'expansion de l'invasion turque en juin, l'armée met régulièrement le feu à

des habitations civiles au Sud-Kurdistan, en plus des bombardements quotidiens intensifs depuis le sol et les airs. L'objectif est de forcer la population à quitter les lieux. Selon les Community Peacemaker Teams, de nombreux villages autour de Kanî Masî

ont déjà été dépeuplés en raison de la violence militaire turque, et d'autres villages sont menacés du même sort. La communauté internationale reste indifférente aux crimes de la Turquie dans ce pays voisin.



26/08/2024

Une députée accuse la Turquie de crime de guerre contre des journalistes kurdes

Lors d'une conférence de presse au Parlement, Gülistan Kılıç Koçyiğit, vice-présidente du groupe parlementaire du Parti de l'Égalité et de la Démocratie (DEM Parti), a dénoncé ce qu'elle qualifie de "crime de guerre" commis par la Turquie.

La vice-présidente accuse l'État turc d'avoir **délibérément ciblé et tué des journalistes kurdes** dans le district de Seyîdsadiq à Sulaymaniyah, au Kurdistan irakien, lors d'une attaque menée par un drone armé le 23 août dernier.

Les journalistes **Gulistan Tara et Hêro Bahadîn** ont perdu la vie lors de cette attaque, qui visait un véhicule civil. Pour Koçyiğit, cet acte constitue une exécution extrajudiciaire. "Si vous ciblez librement des véhicules civils et des zones résidentielles d'un autre pays avec

un drone armé, et massacrez des travailleurs de la presse libre, des journalistes et des civils, cela s'appelle une exécution extrajudiciaire," a déclaré Koçyiğit. "Même en temps de guerre, les journalistes ne doivent pas être pris pour cible. Mais malheureusement, la Turquie a commis un crime de guerre à Sulaymaniyah en attaquant à plusieurs reprises des zones civiles et



Gülistan Kılıç Koçyiğit, vice-présidente du groupe parlementaire du Parti de l'Égalité et de la Démocratie (DEM Parti).

en tuant des journalistes." Koçyiğit a également pointé du doigt le gouvernement de l'AKP-MHP, qu'elle tient personnellement responsable de cette "massacre". Selon elle, le gouvernement échoue à résoudre la question kurde par des moyens démocratiques, transformant ainsi chaque région en zone de guerre. "L'AKP organise la violence et une culture de lynchage, diffusant la violence comme une

épidémie", a-t-elle ajouté. Elle a poursuivi en critiquant les politiques répressives du gouvernement à l'égard de la population kurde. "Aujourd'hui, ceux qui chantent ou dansent sur des airs kurdes sont arrêtés et attaqués," a-t-elle déclaré. "Dans un tel environnement, où la justice, la police et le gouvernement protègent les racistes, il devient impossible de parler de paix sociale et de coexistence."

Enfin, Koçyiğit a attiré l'attention sur les conditions de détention inhumaines dans les prisons turques, en particulier le cas du prisonnier Abdulkadir Bozkurt, qui aurait été menacé de mort et agressé par des gardiens. Elle a exhorté le ministère de la Justice à enquêter sur les allégations de torture et d'isolement rapportées par les détenus et leurs familles.

Faire repartir Mossoul : le défi de reconstruire après Daech

D'octobre 2016 à juillet 2017, Mossoul, deuxième ville d'Irak, devient le théâtre de la guerre urbaine la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale. L'armée irakienne, soutenue par les *peshmerga* kurdes et une coalition internationale, mène des combats pour déloger l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech), qui avait fait de la ville la « capitale » de son « califat » en 2014. Cette séquence de trois ans entraîne le déplacement de près d'un million de personnes et des destructions. Six ans après sa reprise par les forces étatiques, Mossoul fait face à d'importants défis de reconstruction, tandis que les habitants cherchent à transformer les épreuves qu'ils ont rencontrées en des suggestions pour une vie future.

La prise de Mossoul par l'EI ne provoque pas une fuite générale et désorganisée. Lorsque, début juin 2014, résonnent dans la ville les premières attaques djihadistes, rien n'inquiète une population (environ 2,5 millions de personnes) dont l'expérience de menaces diffuses est un élément du quotidien. Comme chaque fois qu'elle se retrouve aux prises avec les affrontements qui éclatent depuis 2003, elle s'immobilise dans l'attente d'un retour au calme. Mais le retrait des forces de sécurité irakiennes annonce les premiers mouvements de population. Ils concernent majoritairement ceux et celles sur qui pèse un danger de mort en raison de leur appartenance confessionnelle ou professionnelle : fonctionnaires, Arabes et Turkmènes chiites, Kurdes, chrétiens, shabaks et yézidis quittent la ville pensant alors se mettre à l'abri. On estime que 75 % de la population demeure sur place (1).

Si les Mossouliotes accueillent favorablement l'EI, dont l'établissement met fin à une gouvernance étatique qu'ils jugent discrétionnaire et corrompue, leurs espoirs de liberté s'évanouissent au fur et à mesure que l'organisation impose un pouvoir autoritaire fondé sur une interprétation stricte du Coran. Daech sème la terreur par un usage de la violence extrême. Pendant près de deux ans, la population vit dans la peur d'être torturée ou exé-



Légende de la photo en première page : Construite au XIIe siècle, la mosquée Al-Nouri a été détruite en juin 2017 par les djihadistes de Daech. Elle bénéficie d'un programme de reconstruction. © Shutterstock /Chris Pook

cutée sur la base de simples soupçons. De plus, elle fait face à une grande disette, conséquence des premières opérations menées pour affaiblir les djihadistes. Fin 2016, en l'espace de trois mois, les militaires reprennent la rive est du Tigre. Ils avancent au sol pour limiter les destructions et la mort de civils. Peu d'habitants quittent la ville ; ils se déplacent dans les quartiers voisins en fonction des affrontements. En revanche, les troupes progressent plus péniblement sur la rive ouest, où s'est retranchée la majorité des combattants de l'EI. La configuration de certains quartiers empêche l'utilisation des blindés, l'aviation intervient alors massivement, réduisant 15 quartiers, dont la vieille ville, à l'état de ruines (2). Les auto-

rités tentent d'évacuer les habitants utilisés comme bouclier humain par l'EI. Mais les frappes aériennes et l'usage de mortiers entraînent la mort d'entre 9 000 et 11 000 personnes prises au piège dans les combats.

Reconstruire les habitations, restaurer le patrimoine

Bien que Bagdad annonce publiquement la « défaite » de l'EI en juillet 2017, Mossoul doit faire face à des défis majeurs : 43 % des habitations et 60 à 70 % des infrastructures sont touchées, environ un million de Mossouliotes attendent de pouvoir retrouver un domicile, toutes et tous doivent identifier des voies par lesquelles symboliser leurs souffrances pour y donner un sens (3). Le coût financier

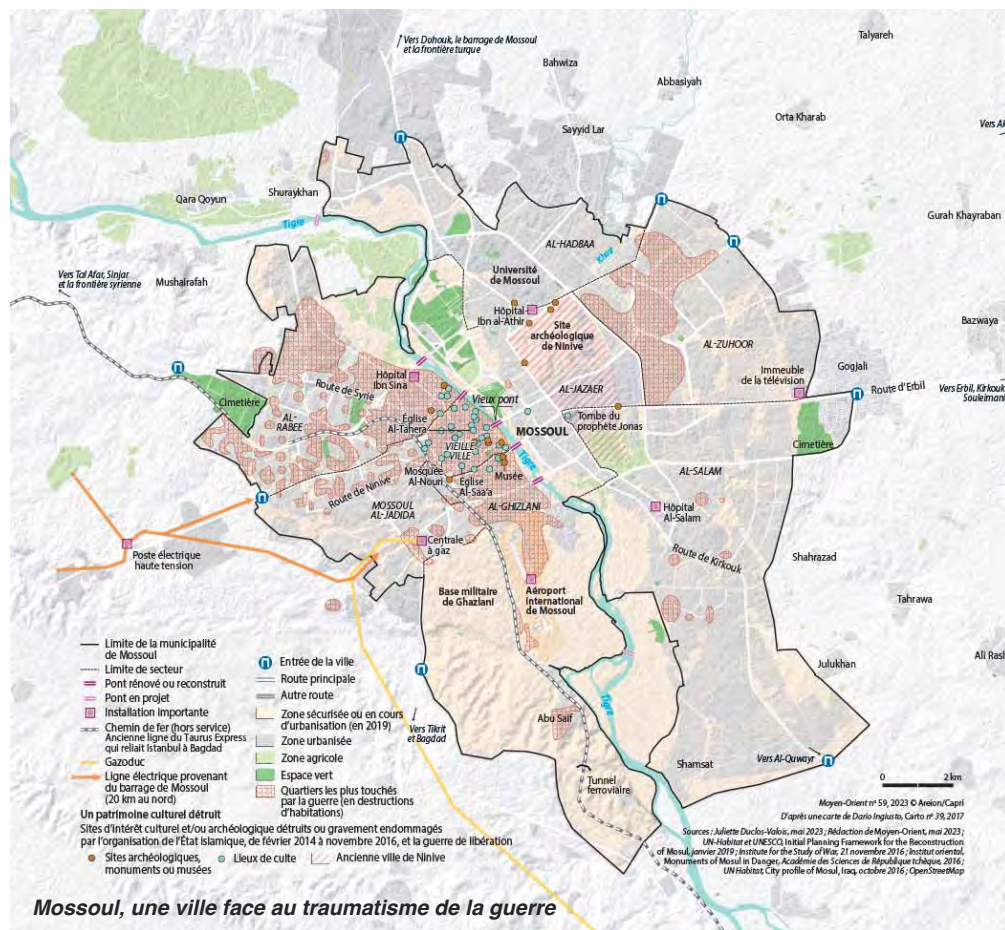
pour la réhabilitation et la reconstruction des habitations et des infrastructures à Mossoul est estimé à 1,1 milliard de dollars, dont une importante part devrait être consacrée à la rive ouest. Gouvernement irakien et organisations internationales se retrouvent devant un chantier pharaonique qui comprend les réseaux électriques et d'adduction d'eau, les routes, les ponts, les hôpitaux, les usines, les écoles et les logements. L'occasion de proposer des plans d'aménagement et de développement plus efficaces qu'au-paravant. En effet, Mossoul, comme de nombreuses localités en Irak, souffrait déjà de la défaillance ou de l'absence d'infrastructures. La ville portait par ailleurs les stigmates des conflits précédents et faisait face à une

expansion urbaine irrégulière due aux mouvements d'exode rural qui touche les régions alentour depuis les années 2000.

Sur requête du gouvernement irakien, la Banque mondiale a diligenté la création d'une équipe pluridisciplinaire chargée d'élaborer la planification de la reconstruction en partenariat avec les autorités locales. Les agences onusiennes UN-Habitat, UNESCO, OIM et UNDP en sont les principaux acteurs. Mais la mise en œuvre des projets est subordonnée à la réalisation au préalable des opérations de déminage et de déblaiement. La guerre a produit environ 11 millions de tonnes de débris, concentrés dans la vieille ville (4). L'impact écologique est considérable. La population se plaint d'être exposée à une pollution des eaux, de l'air et des terres.

Six ans après la défaite de l'EI, la majorité des lieux ont été sécurisés, mais le paysage mossouliote de la rive ouest demeure toujours jonché de décombres. La réhabilitation des habitations sur la rive est, moins touchée par les combats, a été parachevée en l'espace d'un an. En revanche, le processus s'enlise sur la rive ouest, où seuls certains projets au nord ont été menés à leur terme. À l'instar des problématiques de logement, la remise en fonction des infrastructures peine également à avancer. Si la municipalité a reconstruit les usines de traitement des eaux, les stations électriques et une partie importante de l'université, l'ensemble des hôpitaux ne sont pas remis en service et les établissements scolaires croulent sous le nombre d'élèves dans l'attente d'intégrer de nouveaux bâtiments (5).

À côté de la réhabilitation des infrastructures vitales à la population, les autorités font de la restauration du patrimoine historique de la ville une priorité. Cette politique de préservation des monuments s'inscrit également dans une volonté symbolique de réparation face aux destructions



délibérées menées par l'EI dans le but de faire table rase d'un sentiment d'appartenance et d'une mémoire. De nouveau, la plupart des projets concernent la vieille ville, où sont situés de nombreux sites archéologiques, culturels et religieux. Après trois ans de chantier préparatoire, la reconstruction de la mosquée Al-Nouri et des églises Al-Saa'a et Al-Tahera a commencé en mars 2022, financée par l'UNESCO et les Émirats arabes unis. D'autres projets de reconstruction concernent les maisons historiques dont la valeur patrimoniale est immense en raison de leur identité architecturale unique : forme, taille et hauteur irrégulières, portail en arc, fenêtres à arc brisé, ornements muraux et finition en marbre local. L'UNESCO s'est jointe à l'Union européenne (UE) pour soutenir la reconstruction de 124 maisons. Mais bien que les financements étrangers ne manquent pas, le travail des équipes locales demeure colossal tant les destructions sont importantes. Il faudra des années pour que les bâtiments puissent être restaurés alors que certains éléments sont

définitivement perdus.

Une compétition politique locale

Les Mossouliotes, notamment ceux qui travaillent à la reconstruction, critiquent le manque de coordination entre les acteurs impliqués dans cette dernière. À l'instar d'autres scènes d'intervention, les organisations internationales et non gouvernementales continuent à être dépendantes de leurs propres logiques d'actions néolibérales. Ainsi, il arrive que les projets se superposent et répondent plus au cahier des charges des structures de l'aide qu'aux besoins exprimés par les habitants. Par ailleurs, le contexte politique irakien entrave dans certains cas la mise en œuvre des programmes. L'établissement de l'EI et la guerre qui fut menée pour déloger l'organisation reconfigurent la scène locale. De 2009 à 2013, plusieurs partis sunnites forment l'union Al-Habda, qui domine le conseil provincial de Ninive. La campagne de violence conduite par l'administration

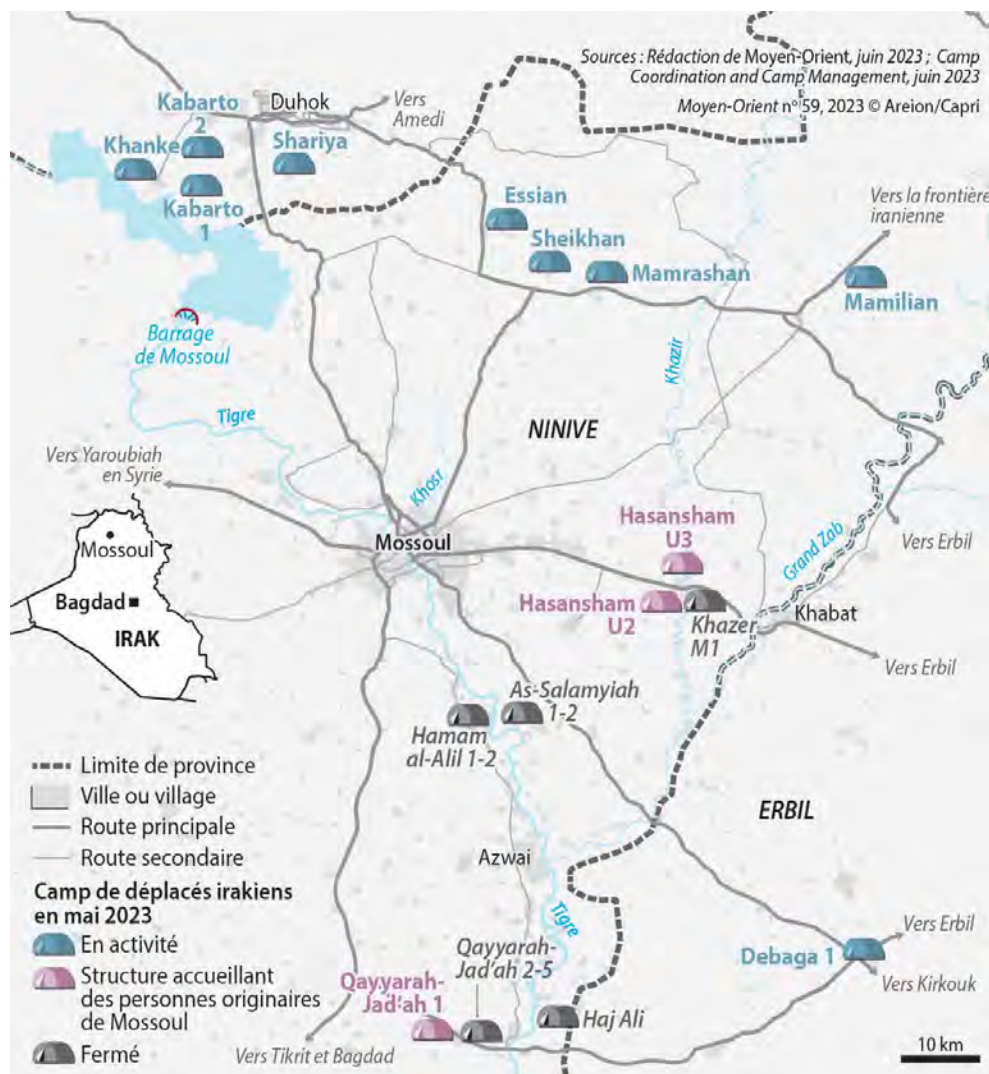
Nouri al-Maliki (2006-2014) contre les groupes paramilitaires sunnites et l'attitude discriminatoire et répressive de son armée envers la population entraînent de nombreuses mobilisations et nourrissent une vague de mécontentements sur laquelle l'EI et d'autres formations, telles que l'Armée des hommes de la Naqshbandiyya (nostalgique de Saddam Hussein), vont s'appuyer pour prendre le contrôle de la ville en 2014.

Le renversement de Daech en 2017 fait pencher la balance du pouvoir en faveur du bloc national chiite et des Unités de mobilisation populaire (Hached al-Chaab). Pour son rôle présumé dans la prise de Mossoul, Athil Noudjaifi est destitué de ses fonctions de gouverneur en 2015 et remplacé par Nofal Agub. À la solde des partis chiites et des Unités de mobilisation populaire, il est accusé de corruption et de détournement de fonds publics alloués à la reconstruction. De concert avec l'alliance armée chiite qui contrôle désormais Mossoul,

ils procèdent à l'extorsion de pots-de-vin auprès des entreprises de construction, exigent que leur soient réglées des taxes sur toutes les circulations de matériaux et usent de leur pouvoir sur le marché des appels d'offres (6). Par ailleurs, Nofal Agub refuse régulièrement de signer les projets de développement portés par les organisations internationales et non gouvernementales, les obligeant à contourner l'administration locale en passant directement par Bagdad, ce qui retarde leur mise en œuvre. Bien qu'il ait été relevé de ses fonctions en 2019, ses agissements ont des conséquences notables. Aucun mouvement politique sunnite cohérent n'arrive à émerger alors que les Unités de mobilisation populaire ont eu le temps de consolider leur ancrage au sein de l'administration de la province. La nomination du général Najim al-Jibouri, nouveau gouverneur de Ninive, semble remporter l'adhésion des habitants, mais il reste qu'en l'absence d'une coordination entre le bureau du gouverneur, le Conseil provincial et le gouvernement central, la reconstruction et le développement de Mossoul en pâtissent au détriment de la population.

Donner un sens aux épreuves passées, comprendre les traumatismes

Bien que le retrait de l'armée irakienne réjouisse nombre de sunnites, vivre sous l'EI est décrit par la majorité de la population comme un calvaire. La mise en place d'une nouvelle gouvernance de la ville fondée sur l'application d'une interprétation stricte du Coran a pour conséquence de rompre les trajectoires personnelles de chacun : les cursus scolaires et universitaires sont suspendus, peu arrivent à conserver leur emploi. En plus de vivre dans la terreur d'être violenté ou tué en cas de manquement aux règles édictées, les habitants se retrouvent privés de nombre de libertés sociales et culturelles qui s'inscrivent jusque dans leur corporalité. La libération de la



Les déplacés dans la région de Mossoul

ville ouvre un temps long de reconstruction individuelle.

Les traumatismes issus des épreuves traversées ne peuvent faire expérience que si les personnes parviennent à leur donner un sens et les mettent en perspective. Autrement, ils risquent de réapparaître sur le mode du symptôme. Pour certains, c'est en participant à faire vivre de nouveau Mossoul qu'un espace potentiel de développement se dessine. Les voies trouvées pour réussir à symboliser ses souffrances sont multiples. Elles concernent souvent le domaine culturel, à travers lequel les personnes se réapproprient les libertés qui leur avaient été retirées. Par exemple, plusieurs cafés ouvrent, à l'image du Bytna, situé dans la vieille ville. S'y déroulent des concerts et des manifesta-

tions artistiques. Dans le même sens, l'université favorise la création d'associations pour venir animer la vie estudiantine. Se mettent également en place plusieurs événements consacrés aux arts ; en 2021, la ville a accueilli le premier festival de cinéma européen en Irak.

Le contexte de reconstruction est fort d'opportunités pour ceux qui disposent des capacités à les saisir. Faire quelque chose pour la ville n'est pas seulement synonyme d'investissement dans la vie culturelle. D'autres trouvent à transformer les épreuves qu'ils ont rencontrées en réalisant des opérations de déminage, de déblaiement ou de tri des vestiges archéologiques. Il peut s'agir également d'apporter une aide à la population la plus touchée par la guerre avec les ONG. Ou sim-

plement de produire une activité économique en ouvrant une entreprise de service ou d'outillage. Le témoignage de « ce qui s'est passé » auprès des médias irakiens et étrangers permet aussi de verbaliser des souffrances et de s'en libérer en se les racontant à soi-même. Ainsi, si l'activité à Mossoul a repris dès 2017, c'est en grande partie grâce à la force de ses habitants pour qui il est primordial de tourner la page des années noires, d'un point de vue aussi bien personnel que collectif. Il leur importe de donner à l'Irak et au monde une autre image de la ville et de sa population.

Des projections à court terme

Mossoul enregistre l'un des taux les plus élevés de retour en Irak. Pour autant, beaucoup

de personnes qui ont quitté la ville à l'arrivée de l'EI ne parviennent pas à s'y projeter à long terme. La traque des membres de l'organisation ainsi que la prise en main de la ville par les Unités de mobilisation populaire participent à rassurer la population. Rapidement après la libération, tous constatent le retour à une certaine sécurité. Sans cela, beaucoup n'auraient sans doute pas envisagé de regagner Mossoul. C'est le cas des yézidis qui, confrontés à la versatilité du contexte politique dans le district du Sinjar, vivent toujours en majorité dans les camps dressés au Kurdistan irakien. Il n'en reste pas moins que ceux qui ont été ciblés en raison de leur appartenance ethnique ou confessionnelle considèrent ce moment de stabilité comme transitoire.

En l'absence d'un renouveau de la classe politique dirigeante jugée corrompue et mue par ses intérêts personnels, ils craignent que des groupes armés aux idéologies analogues à celle de l'EI se reforment au cours des prochaines années. Ainsi, un habitant turkmène chiite explique ne réaliser dans sa maison que les travaux nécessaires pour accueillir confortablement sa famille. Lorsqu'elles n'ont pas été détruites par les combats, les habitations ont été pillées et/ou détériorées par les combattants djihadistes qui s'y sont installés. Ce père de famille ne souhaite pas dépenser un centime dans des réalisations qu'il estime superflues. Par exemple, il n'achète pas de peinture pour recouvrir les inscriptions laissées par l'organisation terroriste sur les murs extérieurs de son logement. En revanche, il procède aux réparations de la pompe à eau et des prises électriques. Surtout, il consacre

une partie de son budget à améliorer la sûreté de son habitat. Pour se prémunir d'éventuelles intrusions, il fixe des barreaux aux fenêtres et des pans de tôle sur le mur de béton qui entoure sa propriété. Comme d'autres habitants, il se méfie désormais de son voisinage.

La libération de la ville pose à tous la question de nouvelles coexistences. Il s'agit de continuer à vivre à proximité de ceux qui sont restés sous l'EI, mais aussi de faire avec les évolutions démographiques des quartiers produits par la guerre et les déplacements.

La fabrique américaine d'antagonismes ethno-confessionnels, alimentée par un changement de mode opératoire (attentats envers la population) d'une partie du terrorisme dit islamique en 2006, fait naître un soupçon sur tous les Arabes sunnites. Les autorités étatiques et les groupes paramilitaires chiites suspectent a priori qu'un lien puisse exister entre le djihadisme et les personnes originaires des localités connues pour les héberger. Au quotidien, cela se matérialise notamment à travers le régime de temps distinct auquel ils sont assignés lors des passages de checkpoints.

L'établissement de l'EI sur une partie significative du territoire irakien ravive cette stigmatisation. Un doute pèse sur tous ceux qui ont vécu sous l'organisation, particulièrement sur les habitants de la rive ouest de Mossoul, qui n'ont eu d'autre choix que de quitter « tardivement » la ville pour être plus souvent accueillis dans l'un des camps de déplacés ouverts à proximité. Mais, depuis 2020, le gouvernement irakien procède à leur fermeture un à un,

sans coordination avec les organisations humanitaires et alors que de nombreuses familles ne disposent pas de solutions alternatives pour se loger.

Plusieurs éléments font obstacle à leur retour. Elles rencontrent des difficultés à regagner leur quartier d'habitation originel, car elles sont perçues aussi bien par les autorités que par la population comme des personnes ayant « collaboré » avec l'EI. À ce titre et sur le seul fondement d'un lien supposé, elles font face à des menaces et subissent parfois des représailles de la part des autorités locales et du voisinage. Afin de faciliter leur réintégration, le gouvernement irakien a mis en place un dispositif d'attestation de sécurité. Mais beaucoup ne se la voient pas délivrer, soit parce que le mukhtar (chef de quartier) ne parvient pas à réunir les témoignages du voisinage nécessaires à les disculper, soit parce qu'elle est déniée d'office aux femmes avec enfants dont le mari est mort ou incarcéré. De plus, il arrive que les Unités de mobilisation populaire demandent que leur soit versée une somme d'argent en échange du certificat du mukhtar. Or les familles ne disposent généralement pas de ressources.

Le facteur économique représente une autre difficulté. Le plus souvent, les personnes ne perçoivent aucun revenu ni les aides étatiques en l'absence de leur document d'identité perdu et impossible à refaire sans l'attestation de sécurité. Il leur est par ailleurs difficile de s'acquitter d'un loyer lorsque leur maison a été détruite. Elles dépendent alors de la lenteur des programmes de reconstruction. Cette situation de précarité est accentuée par le

manque d'opportunités d'emploi. Si par le truchement de procédures tribales des acquittements ou des arrangements permettent à certaines personnes de regagner leur habitation, d'autres sont pour le moment condamnées à de perpétuels déplacements dans des abris de fortune le temps que des solutions soient apportées à leur situation.

Notes

(1) Mara Redlich Revkin, "Competitive Governance and Displacement Decisions Under Rebel Rule : Evidence from the Islamic State in Iraq", in *The Journal of Conflict Resolution*, août 2020.

(2) UNPD, *Funding Facility for Stabilization – Scaling up in Mosul*, 2017 Q2 Report, 2017.

(3) Zaid O. Saeed, Avar Al-mukhtar, Henry Abanda et Joseph Tah, "Mosul City : Housing Reconstruction after the ISIS War", in *Cities*, no 120, janvier 2022.

(4) Ali Darvishi Bolorani, Mehdi Darvishi, Qihao Weng et Xiang-tong Liu, "Post-War Urban Damage Mapping Using InSAR : The Case of Mosul City in Iraq", in *International Journal of Geo-Information*, no 10, mars 2021.

(5) Zmkan Ali Saleem et Mac Skelton, *The Failure of Reconstruction in Mosul : Root Causes from 2003 to the Post-ISIS Period*, Institute of Regional and International Studies, 2020.

(6) Isadora Gotts, "The business of recycling war scrap : the Hashd al-Sha'abi's role in Mosul's post-conflict economy", *LSE Middle East Centre Paper Series* (34), Middle East Centre, LSE, 2020.

La Turquie détruit le patrimoine et l'identité kurdes à Sur / Diyarbakir

TURQUIE / KURDISTAN – La destruction subie à Sur, quartier historique de Diyarbakir (en kurde: Amed), n'est pas seulement une destruction physique, mais aussi une attaque systématique contre l'identité culturelle de la région. En 2023, l'UNESCO a averti en vain la Turquie de la démolition et de la nouvelle construction à Sur.

Le district de Sur, situé à Amed, est l'un des plus importants patrimoines culturels de la région, avec sa richesse historique et culturelle qui remonte à des milliers d'années. Sur, qui abrite de nombreuses structures historiques appartenant à l'islam, au christianisme et à d'autres religions, a une grande valeur non seulement pour la région, mais aussi pour le monde entier grâce à son riche patrimoine culturel. Le 4 juillet 2015, l'UNESCO a inscrit Sur sur la Liste du patrimoine culturel mondial, confirmant ainsi l'importance historique et culturelle de la région reconnue au niveau international. Cependant, les événements survenus dans le district de Sur ces dernières années montrent que ce patrimoine unique de la région est en danger.

Démolition de structures historiques et détérioration du tissu social

Avec ses maisons traditionnelles d'Amed, ses rues pavées étroites et sa culture populaire toujours



destruction du patrimoine culturel et effacement de l'identité kurdes à Sur

vivante, Sur offre une mosaïque où différentes croyances et cultures cohabitent pacifiquement. La Grande Mosquée est vénérée comme le cinquième Haram-i Sharif du monde islamique, tandis que l'église de la Vierge Marie est l'un des symboles importants de la foi syrienne orthodoxe. Cependant, les affrontements qui ont eu lieu à Sur en 2015 et 2016 à la suite de la demande d'un gouvernement autonome, de la réponse de l'État à la guerre et de l'état d'urgence qui a suivi, se sont développés comme un processus visant à détruire et à endommager dans une large mesure ce riche patrimoine.

Suite à l'instauration de l'état d'urgence, les structures historiques d'Amed et les habitants de Suriçi ont été déplacés de force. Selon un rapport précédemment préparé par la branche Amed de la TMMOB concernant cette

période, le processus de démolition à Sur s'est accéléré immédiatement après la levée des interdictions liées à l'état d'urgence.

Suite à l'annonce par le ministère turc de l'Intérieur le 9 mars 2016 de la fin des opérations à Sur, des images satellite ont montré que le processus de démolition à Suriçi s'était accéléré le 10 mai 2016. De nouvelles images satellite sont apparues le 16 août, indiquant que la démolition s'était encore étendue.

Le 11 juillet 2017, les zones où les structures ont été construites ont été identifiées à l'aide d'images satellite. Le rapport de l'union turque des chambres d'ingénieurs et d'architectes (Türk Mühendis ve Mimar Odaları Birliği – TMMOB) a indiqué que le nombre de structures enregistrées qui ont été démolies était de 47, tandis qu'il a été noté que 247 structures

méritant d'être enregistrées étaient sujettes à démolition. Au cours de ce processus, des structures importantes telles que l'église catholique arménienne, la maison de Mehmet Uzun, l'école primaire Cumhuriyet et le tombeau de Zincirkiran ont également été complètement ou partiellement démolies. Ces démolitions ne constituent pas seulement une perte physique, mais aussi une indication de l'effacement de la mémoire culturelle et historique de la région.

L'ampleur des destructions

Avant la démolition des structures à l'intérieur des murs, les compétences du Conseil de protection culturelle ont été transférées à la Direction de l'environnement et de l'urbanisme. Ce changement a conduit à une démolition aléatoire sans consultation de l'UNESCO. En outre, il a été constaté que les pierres

historiques extraites dans la région étaient vendues de manière organisée et que des pierres spéciales de certaines structures enregistrées étaient utilisées dans différentes structures.

La vente des pierres a donné lieu à la collecte de pierres dans certaines zones et à l'acquisition de profits importants. En raison de la connivence des fonctionnaires de l'État, de nombreuses pierres et objets historiques ont été détruits. Les pierres volées ont ensuite été retrouvées à différents endroits de la ville. Bien que l'attitude intense de la dynamique de la ville d'Amed ait stoppé certaines démolitions, la destruction de la mémoire du passé a continué. Cette situation, exposée avec des preuves par la branche TMMOB d'Amed, a été acceptée par les institutions de l'État.

Construction de nouveaux bâtiments à l'architecture pénitentiaire

Après la démolition de la prison de Sur, une politique de zonage a été adoptée qui a complètement ignoré l'identité culturelle de la région. Ce qui est particulièrement frappant, c'est que l'architecture des nouvelles structures construites après la destruction du tissu historique a été conçue dans un style rappelant la prison de type E de Diyarbakır. Cette architecture carcérale est totalement contraire à la structure et à l'histoire de Sur, et non seulement détruit le tissu culturel et social de la région, mais ouvre également de profondes blessures dans la

mémoire des populations locales en guise de punition.

Les avertissements de l'UNESCO et la réponse de la Turquie

L'UNESCO a averti la Turquie de la démolition et de la nouvelle construction à Sur lors de sa 45e session élargie qui s'est tenue à Riyad, la capitale de l'Arabie saoudite, en 2023.

La session de l'UNESCO a déclaré que la démolition des structures enregistrées, les fouilles archéologiques, la relocalisation des populations et la perturbation du tissu social, qui ont rendu impossibles les activités agricoles dans les jardins de l'Hevsel, ont entraîné la perte de valeurs universelles exceptionnelles.

L'UNESCO a souligné que, conformément à l'article 172 de la Convention du patrimoine mondial, toute intervention susceptible d'affecter la valeur universelle exceptionnelle de la zone doit être notifiée à l'avance à l'UNESCO. Le fait que la Turquie n'ait pas informé l'UNESCO des travaux de démolition et de construction effectués dans la zone tampon a suscité de vives critiques sur la scène internationale. En outre, l'UNESCO a appelé la Turquie à arrêter immédiatement ces projets, mais malgré cet appel, les travaux concrets sur le terrain sont encore insuffisants.

Attaques contre l'identité culturelle de Sur

Le fleuve Tigre, les jardins

de l'Hevsel et les structures de Sur se distinguent par des zones qui s'influencent mutuellement et qui présentent également des problèmes distincts. Alors que les sablières illégales et autres destructions dans le fleuve Tigre perturbent l'équilibre écologique de la région, les valeurs universelles supérieures des jardins de l'Hevsel sont également affectées négativement par cette destruction.

Les nouvelles structures construites à Sur, qui ne correspondent pas à l'identité culturelle et à l'architecture de la ville, risquent de modifier la structure socioculturelle de la région. Ce changement entraîne également la détérioration de la texture des rues et de la culture des quartiers. En raison de l'évacuation de six quartiers, l'agriculture à Hevsel est devenue impossible, tandis que la destruction écologique et l'occupation des terres aggravent ce processus.

Politiques d'assimilation et effacement de l'identité kurde

La destruction subie par Amed Sur n'est pas seulement considérée comme une destruction physique, mais aussi comme une attaque systématique contre l'identité culturelle de la région. Ce processus peut également être interprété comme un effacement systématique de l'identité et de la culture kurdes. Ces politiques menées par des administrations tutélaires usurpatrices visent également à détruire le tissu historique et culturel de la région. L'effacement de l'art,

de la culture et de l'identité locale se développe dans le cadre des politiques d'assimilation de la région.

Dans ce contexte, malgré les avertissements de l'UNESCO, les travaux de construction menés par la Turquie à Sur et les politiques de destruction de l'identité culturelle de la région continuent d'attirer l'attention de la communauté internationale. Alors que le district de Sur à Amed, en tant que zone portant les traces de civilisations millénaires, nécessite la préservation non seulement de ses structures physiques mais aussi de sa mémoire culturelle et historique, les politiques actuelles de la Turquie visent à effacer l'identité historique de la région au lieu de protéger ces valeurs.

La dynamique de la ville d'Amed montre que la Turquie a de sérieux problèmes de gestion du patrimoine culturel en ce qui concerne le processus vécu à Sur et que la communauté internationale devrait suivre cette question de plus près. Cela montre que l'UNESCO et d'autres organisations internationales devraient prendre des mesures plus efficaces contre ces politiques destructrices de la Turquie et que davantage d'efforts devraient être faits pour assurer la protection des richesses historiques et culturelles de la région. Sinon, les richesses culturelles et religieuses qui existent à Amed Sur depuis des siècles risquent d'être irréversiblement détruites.

Un journaliste travaillant pour l'AFP appréhendé par des forces proturques

Un journaliste travaillant pour plusieurs médias dont l'Agence France-Presse dans le nord de la Syrie sous contrôle des factions proturques, Bakr al-Kassem, a été arrêté par les autorités locales, a indiqué mardi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Selon cette ONG, les raisons de l'arrestation de M. Kassem par la police militaire locale, relevant des factions proturques, ne sont pas connues. Son épouse, la journaliste Nabihah Taha, jointe par l'AFP, a précisé que le couple avait été arrêté lundi dans la ville d'Al-Bab, proche de la frontière avec la Turquie, où ils résident, alors qu'ils revenaient en voiture

de la couverture d'un événement. "J'ai été relâchée un peu plus tard, mais mon mari reste détenu", a-t-elle ajouté, indiquant ne pas connaître la raison de son arrestation ni le lieu où il est détenu. Nabihah Taha a ajouté que leurs deux téléphones avaient été saisis, ainsi que l'ordinateur et les caméras de M. Kassem lors d'une perquisition ultérieure à leur domicile.

L'OSDH, basée au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, affirme que le journaliste a été "battu lors de son arrestation par la police militaire et les services de renseignements turcs". Contacté par l'AFP, le chef du "gouvernement intérimaire" syrien qui adminis-

tre ces régions, Abdurrahman Mustafa, a indiqué ne pas être au courant de l'arrestation. Bakr al-Kassem travaille depuis 2019 pour l'Agence France-Presse et a couvert de nombreux épisodes de la guerre en Syrie, ainsi que le tremblement de terre meurtrier en février 2023, dans lequel il a perdu 17 membres de sa famille. Il travaille également pour l'agence turque Anadolu et de médias syriens locaux. "Nous appelons les autorités locales dans le nord de la Syrie à libérer immédiatement notre correspondant Bakr al-Kassem et à lui permettre de reprendre son travail librement", a déclaré Sophie Huet, rédactrice en chef de l'AFP.

La Syrie a été morcelée

par la guerre qui a éclaté en 2011 après la répression de manifestations prodémocratie, et l'armée turque y contrôle avec des groupes affiliés deux vastes zones frontalières après avoir mené des opérations d'envergure contre les groupes kurdes.

Un journaliste travaillant pour plusieurs médias dont l'Agence France-Presse dans le nord de la Syrie sous contrôle des factions proturques, Bakr al-Kassem, a été arrêté par les autorités locales, a indiqué mardi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Selon cette ONG, les raisons de l'arrestation de M. Kassem par la police militaire...



The California Courier
Harut Sassounian
27/08/2024

Les manuels scolaires turcs font subir un lavage de cerveau aux élèves en niant le génocide des minorités,

Le journaliste d'investigation turc Uzeyr Bulut a publié sur le site Internet du Gatestone Institute un article intitulé « Turkish Textbooks : Turning History on Its Head » (Les manuels scolaires turcs : un retournement de l'histoire).

Bulut écrit : « Les autorités gouvernementales turques ont pris pour cible leurs propres peuples indigènes d'Anatolie, à savoir les Grecs pontiques et les Arméniens. Au XX^e siècle, la Turquie ottomane a largement exterminé ces peuples par le biais d'un

génocide ».

Bulut explique : Le gouvernement turc qualifie toutefois le génocide de « revendications infondées » des Grecs et des Arméniens. Les titres des manuels d'histoire turcs s'appelaient auparavant « la

question du Pont » et « la question arménienne ». Ils sont désormais intitulés « revendications infondées du Pont » et « revendications infondées des Arméniens ».

La Turquie nie également que les Arméniens, les As-

syriens et les Grecs soient des peuples autochtones de la région où les Turcs se sont installés des siècles plus tard, ont occupé la terre et exterminé ceux qui y vivaient déjà.

« Les Turcs musulmans d'Asie centrale ne sont arrivés sur les hauts plateaux arméniens et en Anatolie, qui était alors l'Empire romain d'Orient (Byzantin), qu'au cours du XI^e siècle. Par le biais d'invasions militaires, les Turcs musulmans se sont emparés des villes où les chrétiens autochtones vivaient depuis des siècles. Les Turcs ottomans ont finalement envahi Constantinople (aujourd'hui Istanbul) au XV^e siècle, entraînant la destruction de l'Empire byzantin. Après cela, les abus contre le patrimoine religieux et culturel chrétien se sont généralisés », écrit M. Bulut.

Ce qui est triste, c'est que les jeunes écoliers turcs, qui n'ont aucune idée de l'histoire réelle de leur pays, subissent un lavage de cerveau avec des mensonges sur l'origine de leur pays et sont nourris de haine à l'égard des restes des minorités. Par conséquent, ces enfants deviennent des adultes qui répètent les mensonges qui leur ont été enseignés dans leurs écoles en niant que le gouvernement ottoman a commis un génocide contre les Arméniens, les Assyriens et les Grecs indi-

gènes. Ces enfants turcs n'ont aucune raison de ne pas connaître la véritable histoire de leur pays ni les faits concernant le génocide commis contre les minorités. Ils sont nourris de mensonges selon lesquels les minorités ont vécu heureuses dans l'Empire ottoman pendant des siècles jusqu'à ce que les puissances européennes les incitent à se rebeller contre leur gouvernement. Au contraire, les minorités vivant dans l'Empire ottoman ont toujours été opprimées, réduites en esclavage, attaquées, volées, kidnappées, violées et massacrées, ce qui a culminé avec le génocide de 1915. Ces minorités n'étaient même pas considérées comme des citoyens de seconde zone. Elles n'avaient aucun droit et étaient à la merci de leurs dirigeants brutaux. Bulut a correctement décrit l'éducation des écoliers turcs comme étant « de la désinformation, des déformations volontaires et du révisionnisme historique ». Il ne s'agit pas seulement d'un différend entre Arméniens et Turcs. Le gouvernement turc sait mieux que quiconque que les accusations de génocide sont fondées, puisque les archives ottomanes en sa possession révèlent la vérité, même après avoir été sélectivement nettoyées de toute preuve incriminante.

En 2007, l'Association internationale des spécia-

listes du génocide a publié une résolution qui stipule notamment ce qui suit « L'Association internationale des spécialistes du génocide est convaincue que la campagne ottomane contre les minorités chrétiennes de l'Empire entre 1914 et 1923 a constitué un génocide contre les Arméniens, les Assyriens et les Grecs pontiques et anatoliens.

Selon le Dr Gregory H. Stanton, président de Genocide Watch, le déni est la dernière étape du génocide : « Le déni est la continuation d'un génocide parce qu'il s'agit d'une tentative continue de détruire le groupe victime psychologiquement et culturellement, de refuser à ses membres même le souvenir des meurtres de leurs proches ».

Plus important encore, je suggère que les fiers citoyens de Turquie écoutent attentivement l'aveu véridique du fondateur de la République moderne de Turquie, Kemal Atatürk, qui a déclaré au journal Los Angeles Examiner dans une interview publiée le 1^{er} août 1926 : « Ces restes de l'ancien parti Jeune Turc, qui auraient dû rendre compte de la vie de millions de nos sujets chrétiens qui ont été impitoyablement chassés en masse de leurs maisons et massacrés ». J'espère qu'aucun citoyen turc ne sera assez fou pour traiter Atatürk de menteur,

sinon il sera immédiatement emprisonné s'il vit en Turquie et, s'il se trouve actuellement à l'étranger, il sera rapidement arrêté à son retour.

Le gouvernement turc devrait enfin faire face à la vérité et enseigner aux étudiants turcs innocents les faits tragiques de l'histoire concernant les massacres et le génocide dont ni la jeune génération d'aujourd'hui ni le gouvernement turc actuel ne sont responsables puisqu'ils n'existaient même pas lors de ces meurtres. Toutes les nations ont des taches sombres dans leur histoire, mais au lieu de les cacher, elles se dévoilent et font face à leur véritable histoire, y compris les épisodes tragiques et glorieux. Ce n'est qu'à cette condition que les nations peuvent surmonter leur passé obscur et aller de l'avant. Regardez l'exemple de l'Allemagne qui a accepté sa culpabilité pour l'Holocauste et a fait amende honorable. Sinon, les générations futures de Turcs grandiront en essayant de nier et de mentir sur leur passé ignominieux et auront toujours mauvaise conscience pour quelque chose dans lequel ils n'ont joué aucun rôle. Cependant, leurs mensonges et leurs dénégations les rendent complices de ces crimes après coup.

Syrie: le CPJ et RSF réclament la libération «immédiate» d'un journaliste de l'AFP

Les deux organismes ont appelé mardi à la libération de Bakr al-Kassem, journaliste travaillant pour plusieurs médias dans le nord de la Syrie, arrêté par des factions pro-turques.

Le Comité de protection des journalistes (CPJ) et Reporters sans frontières (RSF) ont appelé mardi à la libération «immédiate» de Bakr al-Kassem, journaliste travaillant pour plusieurs médias dont l'Agence France-Presse dans le nord de la Syrie, arrêté par des factions pro-turques. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), les raisons de l'arrestation de Kassem par la police militaire locale ne sont pas connues.

L'ONG ajoute que le journaliste a été «battu lors de son arrestation par la police militaire», relevant des factions pro-turques qui contrôlent cette zone du nord syrien, et «les services de renseignements turcs». «Nous sommes profondément préoccupés par le fait que des factions de l'opposition syrienne ont détenu le journaliste Bakr al-Kassem sans explication et l'ont transféré aux services de renseignements turcs», a déclaré Yeganeh Rezaian, coordinatrice par intérim du programme Moyen-Orient/Afrique du Nord (Mena) du CPJ, à Washington. «Les autorités locales devraient



Les raisons de l'arrestation de Bakr al-Kassem reste encore inconnues. Bruno Bleu / stock.adobe.com

immédiatement libérer al-Kassem et cesser de détenu des journalistes», a-t-elle ajouté.

RSF a également appelé dans un communiqué à sa libération «immédiate». «Le harcèlement des journalistes doit cesser dans ce pays qui est l'un des plus dangereux au monde pour les professionnels de l'information», a déclaré le responsable du bureau Moyen-Orient de RSF, Jonathan Dagher.

«Le journalisme n'est pas un crime»

L'épouse de Bakr al-Kassem, la journaliste Nabiha Taha, jointe par l'AFP, a précisé que le couple avait été arrêté lundi dans la ville d'Al-Bab, proche de la frontière avec la Turquie, où ils résident, alors qu'ils revenaient en voiture de la

couverture d'un événement. «J'ai été relâchée un peu plus tard, mais mon mari reste détenu», a-t-elle ajouté, indiquant ne pas connaître la raison de son arrestation ni le lieu où il est détenu. Nabiha Taha a ajouté que leurs deux téléphones avaient été saisis, ainsi que l'ordinateur et les caméras de Kassem lors d'une perquisition ultérieure à leur domicile. Contacté par l'AFP, le chef du «gouvernement intérimaire» syrien qui administre ces régions, Abdurrahman Mustafa, a déclaré que si l'arrestation de Kassem est «liée à la liberté de la presse, elle sera examinée et traitée au plus vite».

Plus tard dans la journée, des dizaines de journalistes locaux se sont rassemblés dans la ville d'Idleb (nord-ouest) pour

dénoncer l'arrestation de leur collègue, selon un correspondant de l'AFP. Certains d'entre eux portaient des gilets pare-balles et brandissaient des pancartes ou des portraits de Bakr al-Kassem avec le slogan: «Le journalisme n'est pas un crime».

Kassem a commencé à travailler en 2018 pour l'Agence France-Presse (AFP) et a couvert de nombreux épisodes de la guerre en Syrie, ainsi que le tremblement de terre meurtrier en février 2023, dans lequel il a perdu 17 membres de sa famille. Il travaille également pour l'agence turque Anadolu et des médias syriens locaux. «Nous appelons les autorités locales dans le nord de la Syrie à libérer immédiatement notre correspondant Bakr al-Kassem et à lui permettre de reprendre son travail librement», a déclaré Sophie Huet, rédactrice en chef de l'AFP.

La Syrie a été morcelée par la guerre qui a éclaté en 2011 après la répression de manifestations prodémocratie, et l'armée turque y contrôle avec des groupes affiliés deux vastes zones frontalières.

Mevlüt Oğuz

is a journalist, poet, and activist working in the fields of civil society, culture, and the arts. He is a member of the International Federation of Journalists (IFJ), the Kurdish PEN affiliated to International PEN, and the Istanbul branch of the Human Rights Association (İHD).

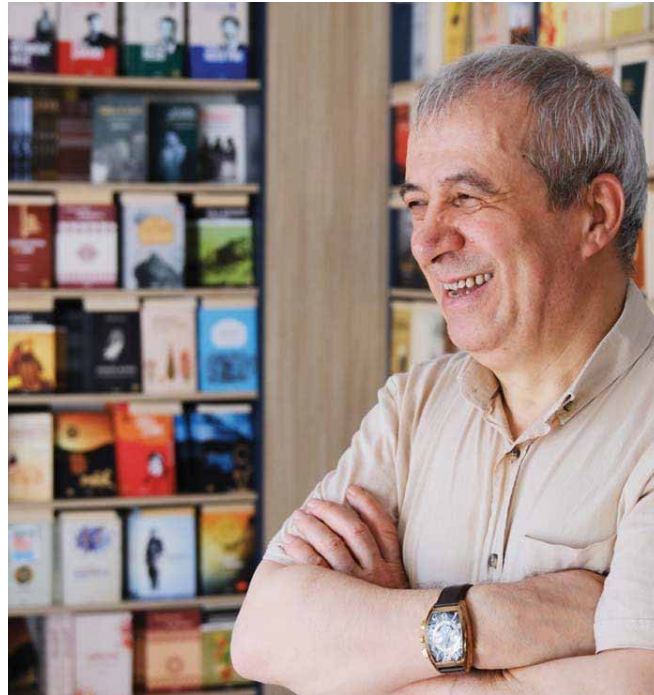
NûBihar Preserving Kurdish Culture in Türkiye

Founded in Istanbul in March 1992, Nubihar Publications has been a cornerstone of Kurdish literature and culture for over three decades. Just months after its inception, the first issue of Nubihar magazine—published entirely in Kurdish—hit the shelves in October 1992. Since then, Nubihar has consistently published and distributed books and magazines across 14 diverse categories, including history, classic and modern literature, Kurdology, folk-lore, and translation. As a testament to its enduring legacy, the 166th issue of Nubihar was published in March 2024, featuring an insightful dossier on social media usage.

Editor-in-chief Suleyman Cevik describes Nubihar Publications as a vital response to the challenges faced by the Kurdish language, culture, and history in Türkiye, where public discrimination, ignorance, and assimilation all pose major threats. In our conversation with Cevik for Kurdistan Chronicle, we delve into the intricacies and history of Kurdish book and magazine publishing.

Cevik recounts the origins of their publishing house and the inception of the magazine: “We began our publishing journey in March 1992 with book releases. By October of that same year,

we launched our monthly magazine, Nubihar. At its inception, Sabah Kara served as editor-in-chief alongside me. Our goal was to integrate both the book and magazine sectors. Over time, Ali Karadeniz, Selman Dilovan, and several other colleagues joined us. There were periods “After three years,



Kara relocated to Germany, but we persevered in producing the magazine without interruption. One of our dedicated team members handles layouts, while Berken Bereh oversees the poetry section. Due to economic reasons, we could never have the full professional staff that we should have had when publishing a magazine. The publishing house and the mag-

azine required several people to work, and I received technical support, but there were also times when I was alone. But our team never exceeded three people,” Cevik says.

Promoting Kurdish literature

Since its inception in 1992,

the original 32. According to Cevik, Nubihar has played a pivotal role in promoting literacy among its readership, with many individuals who began as readers eventually stepping into the role of writers. “When our magazine first launched, most letters we received were in Turkish, with only a handful written in Kurdish. Over time, however, the tide shifted; now, nearly all correspondence comes to us in Kurdish. The only exceptions are letters from prisons.”

“Today, as we sift through our emails, we find that they too are exclusively in Kurdish. Thanks to our publishing house and other Kurdish publishers, many Kurds have gained the ability to read and write in their own language. It’s important to clarify that I’m not referring to all Kurds, but specifically those who engage with the Kurdish language and have developed their literacy skills in Kurdish,” he says.

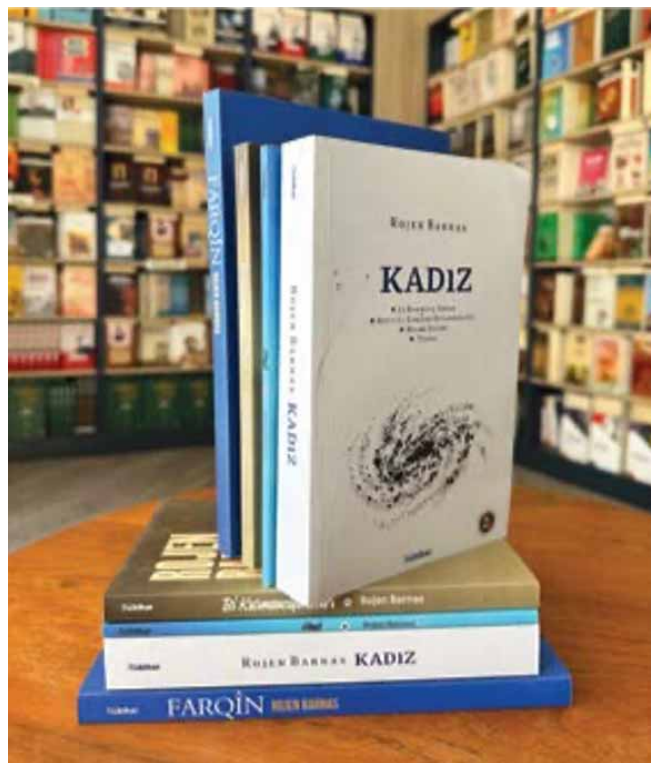
Nubihar magazine has proudly published content exclusively in Kurdish (Kurmanci and Zazaki), refusing to include texts in any other languages. Initially released monthly for eight years until 2000, the magazine only briefly halted publication in 2002 due to financial challenges. Its format has evolved, and now boasts an expanded page count of 96, up from

“In the past, our magazine operated on a monthly schedule, allowing us to publish timely articles. However, with the shift to a quarterly format, we pivoted away from current events and instead focused on more theoretical pieces that resonate across time. This change has fostered a vibrant community where many of our readers have evolved into contrib-

utors, with several of their works being published by Nubihar. Additionally, we have embraced linguistic diversity by featuring articles in the Sorani dialect,” Cevik notes.

“At our publishing house and magazine, we are dedicated to fostering and popularizing the Kurdish language,” he continues. “Our mission encompasses publishing new literature, integrating Kurdish into all facets of life, and advancing its use in scientific discourse. We strive to prepare texts and materials that support these goals. Additionally, our magazine serves as a proactive response to the challenges and prohibitions faced by the Kurds in Türkiye, combating neglect and assimilation to preserve Kurdish language, culture, and history.”

Alongside Nubihar, the printing house publishes and distributes Nubihar Akademi, Türkiye’s first peer-reviewed publication in Kurdish, which is issued twice a year and has released 20 issues to date. Each article undergoes a rigorous review process by expert referees before being published in both Kurdish and English. The editorial team comprises academics from Mardin Artuklu University, which further ensures its high quality content. The go-to publishing house for Kurdish literary classics Nubihar stands out as a pioneering and enduring publishing house dedicated to Kurdish literature in Türkiye. With a remarkable catalog of over 400 titles predominantly in Kurdish, Nubihar focuses on the rich tapestry of Kurdish language, history, literature, and folklore. In the past year alone, they have released more than 40



new books, with only four or five published in Turkish and the remaining in Kurdish.

When discussing Nubihar, one cannot overlook its commitment to preserving and promoting the classics of Kurdish literature, with the house having published roughly 20 significant works from renowned authors such as Melaye Ciziri, Ehmede Xani, Feqiye Teyran, Mela Huseyne Bateyi, and Sex Semsedine Exlati. Many of these works have been Latinized and annotated, with the modernized version printed alongside the original text. Additionally, some editions feature both Arabic and Latin scripts or include commentaries. Notably, a few classics are available in bilingual Kurdish Turkish formats, further enriching their accessibility.

In an insightful discussion, Cevik details the meticulous process behind preparing these classic texts for publication: “As a publishing house, we draw on a wealth

of knowledge and experience rooted in our history. Our team comprises experts skilled in reading and interpreting the manuscripts we acquire, ensuring they are primed for publication.”

“Our guiding principle is encapsulated in our slogan: ‘The bridge between yesterday and today’,” he says. “The madrasah tradition among Kurds spans over a millennium, persisting even through the establishment of the Republic. Although madrasahs faced prohibition under the Republic, Kurdish culture and knowledge continued to thrive within their walls. Today, several Kurdish books remain integral to the curriculum in these institutions, including titles like Nubihar, Mewlud, and Nechul Enam. Furthermore, divans have also been part of the educational offerings in madrasahs. In our role as a ‘conservative’ publishing house, we take pride in our connections with scholars of classical literature who are adept at crafting works in the Arabic script. Es-

teemed authors such as Xani, Mela, Bateyi, and Exlati have contributed to this rich tradition.”

“Our infrastructure enables us to delve into these ancient texts and prepare them for modern publication. Nubihar has emerged as a leader in this endeavor among contemporary publishing houses, and it is fair to assert that we excel in this niche. To date, we have published over 20 Kurdish classical works in high-quality editions, available in both Arabic and Latin scripts. Some of these titles have also been released in their original scripts alongside Turkish translations. In our recent publications, we proudly featured the divan of Mire Zirav, a work that stands as a classic. Additionally, we have released Eli Heriri’s divan, complete with insightful commentary,” Cevik explains. “Looking ahead, we are excited to announce plans to publish Mele Seide Meczub’s works. Around 10 poems by Eli Heriri will also be included in our classics series. Furthermore, we have published 33 poems by Ehmede Xani – in addition to his renowned Memu Zin – accompanied by thoughtful commentary, and we intend to incorporate these into our classics collection as well,” he notes.

In addition to its classic repertoire, Nubihar Publications has recently unveiled four comprehensive anthologies of dengbej (Performer of epic songs and reciter of epic stories): Sakiro, Reso, Huseyno, and Mehmude Hese. A fifth anthology is currently in preparation. This pioneering initiative aims to publish the complete works of approximately 20 dengbej artists, garnering significant

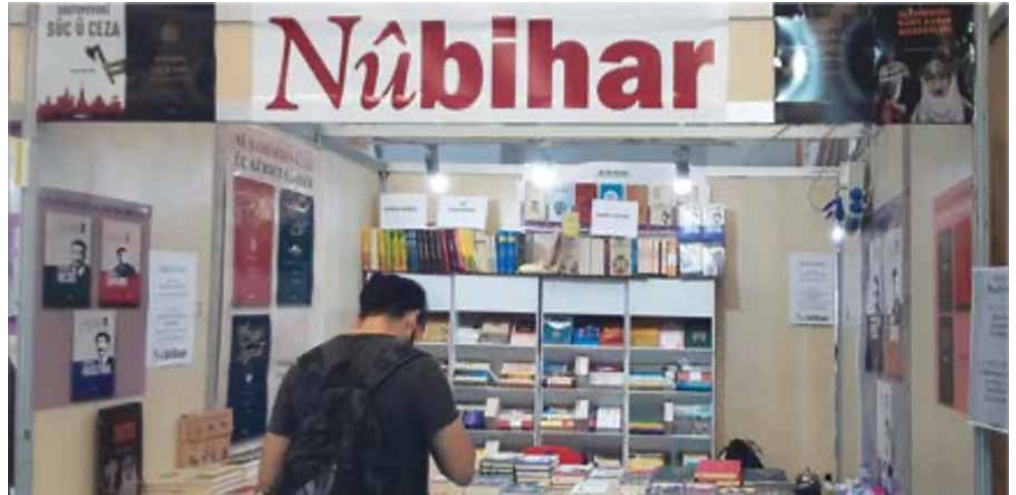
attention and prompting a reprint due to popular demand.

Researchers Omer Gunes and Ibrahim Sahin are passionately dedicated to this endeavor. Rather than working from a desk, they immerse themselves in the field, visiting the homes of dengbej artists and speaking with their families, all to access invaluable recordings. They have established a home studio that allows them to transfer these tapes onto CDs. For instance, while Dengbej Sakiro boasts 140 songs on YouTube, the anthology published by Nubihar features around 270 songs.

Preserving Kurdish history

Nubihar Publications also plays a crucial role in bridging the gaps in Kurdish historical literature by publishing significant source works. Among these, researcher and author Nihat Karademir's studies on the late Ottoman Empire stand out for their depth and insight.

While Muhammad Amin Zaki's History of the Kurds and Kurdistan is well-known, Ibn al-Azraq al-Fariqi's Tarihu Meyyafarikin, authored by a Kurd who passed away 840 years ago, was Nubihar's first publication. This groundbreaking work was meticulously published in Arabic after Nubihar acquired two copies from London. The decision to release it in Arabic first aimed to ensure its entry into Arab literary circles. In 2023, the book was translated into Kurdish by Emin Narozi, making it the earliest history book written by a Kurd that can be read in Kurdish.



In significant cultural endeavor, Nubihar also brought the Hasankeyf Chronicle from the Royal Library in Vienna and published it in Arabic for the first time. This work joins the ranks of Tarihu Meyyafarikin, which also had not been previously available in Arabic – both works were only published in Syriac previously. Plans are underway to translate it into Kurdish as well. Another noteworthy addition to their collection is Serefname, authored by Serefhan Bitlisi in 1597, originally written in Farsi. Both volumes of Serefname have been translated into Turkish and published by Nubihar.

Together, these three texts form a vital chain of historical documentation, offering profound insights into Kurdish history spanning four centuries.

Current situation in Türkiye and impact on Kurdish publishing

Publishing inherently presents its own set of issues, but publishing in Kurdish in Türkiye involves overcoming a number of unique obstacles: "There's a Turkish saying that can be roughly translated as: 'Publishing neither re-creates nor kills.' It serves both practical and prestige purposes," Cevik

says. "The individuals surrounding the publisher are typically knowledgeable, cultured, and level-headed. However, due to Kurdish not being recognized as a language of education in Türkiye, submissions often come with substantial editorial challenges. This complicates the process of ensuring that articles are comprehensible and publication-ready."

Reflecting on past experiences, Cevik notes a marked improvement in the quality of writing among those who have been engaged in Kurdish publishing for an extended period but highlights several pressing issues: "The economic difficulties are significant, but the challenges extend beyond that. State institutions often stifle rather than support progress. The prevailing structure in Türkiye harbors a negative perception of Kurdish culture, leading to serious obstacles in distribution and sales. This extends to public displays and even the procurement of Kurdish literature by libraries," he describes.

In the early days of the magazine, Cevik took it upon himself to distribute copies personally. Despite facing periods of poor sales, he remained undeterred, stating, "This is the situation anyway, and we are working

to change it."

His dedication and passion for the project have been unwavering throughout the years. He emphasizes that their commitment will persist, even amid challenging economic conditions: "The primary motivation behind our work is love and determination. We strive to persevere against all odds. Publishing in Türkiye today is fraught with difficulties; rising paper and printing costs pose significant challenges," he explains.

"Historically, Kurdish publishing has faced economic hardships. In previous years, we have navigated these obstacles through debt and sacrifice. Creating written works for our language and nation brings both joy and fulfillment, as does addressing topics that have long been overlooked. There is a unique satisfaction in crafting literature in our own language, shedding light on topics that have yet to be explored in print. Despite the challenges of publishing, it is heartening to hear from readers who say, 'I learned to read Kurdish from your magazine; I was once just a reader, and now I'm contributing as a writer.' Witnessing this transformation is one of the greatest rewards of our work," Cevik shares.

Les dépêches de l'afp d'août 2024

Lundi 5 août 2024

Répression des manifestations en Iran: Les "crimes contre l'humanité" doivent être poursuivis (experts ONU)

Genève, 5 août 2024 (AFP)

— Des experts de l'ONU appellent à poursuivre, au nom de la justice universelle, les responsables iraniens ayant commis des crimes contre l'humanité à l'encontre de minorités ethniques et religieuses depuis la répression des manifestations en 2022.

En Iran, "il n'y a pas de voies viables" pour que la justice soit rendue, affirment ces experts, dans un rapport publié lundi.

Ils appellent tous les Etats à "appliquer le principe de compétence universelle pour poursuivre les responsables iraniens auteurs de crimes au regard du droit international, y compris de crimes contre l'humanité".

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU avait mandaté ce groupe d'experts pour mener une enquête -à laquelle les autorités iraniennes ont refusé de participer- suite aux gigantesques manifestations qui ont se-

coué l'Iran à partir de septembre 2022 et la mort de Mahsa Amini, une jeune femme de 22 ans, arrêtée par la police des mœurs pour ne pas avoir porté correctement le hijab.

Les experts indépendants mandatés par le Conseil des droits de l'homme ne s'expriment pas au nom de l'ONU.

Plusieurs centaines de personnes, dont des membres des forces de l'ordre, avaient été tuées et des milliers arrêtées au cours de ces manifestations.

Les violations des droits des minorités "ont été amplifiées", et les experts ont constaté que "certaines d'entre elles constituaient des crimes contre l'humanité", selon leur rapport.

En mars, ils avaient déjà affirmé, dans un précédent rapport, que la violente répression en Iran des manifestations et "la discrimination institutionnalisée" envers les femmes et les filles ont mené

à "des crimes contre l'humanité".

Dans un communiqué publié lundi, ils indiquent avoir constaté que "le crime contre l'humanité de persécution fondée sur le genre se mêlait à la persécution fondée sur la religion ou l'ethnie".

"Les minorités ethniques et religieuses en Iran, en particulier les minorités kurdes et baloutches, ainsi que les Turcs azerbaïdjanais et les Arabes ahwazis, dont beaucoup sont des minorités sunnites dans une nation à prédominance chiite, ont été frappées de manière disproportionnée par la répression du gouvernement contre les manifestants depuis 2022, ce qui est le résultat direct d'une discrimination de longue date", affirment-ils.

Depuis les manifestations, ajoutent-ils, "les exécutions se sont multipliées, plus particulièrement dans les régions peuplées de minorités, avec plusieurs condamnations à

mort prononcées tout récemment contre des femmes issues de minorités ethniques".

Bon nombre des violations graves des droits humains documentées par les experts "constituent des crimes contre l'humanité", dont "des meurtres, l'emprisonnement, la torture, des viols et d'autres formes de violence sexuelle, la persécution, la disparition forcée et d'autres actes inhumains", soulignent-ils.

Le communiqué explique qu'il s'agit de crimes contre l'humanité car ils ont été commis "dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique dirigée contre une population civile, à savoir contre les femmes, les jeunes filles et d'autres personnes exprimant leur soutien aux droits humains".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Mardi 6 août 2024

Iran: un homme exécuté pour le meurtre d'un militaire lors des manifestations de 2022 (justice)

Téhéran, 6 août 2024 (AFP)

— Un homme a été exécuté mardi en Iran après avoir été condamné à mort pour le meurtre d'un militaire lors du mouvement de contestation déclenché par la mort de

Mahsa Amini en 2022, a annoncé l'organe de presse du pouvoir judiciaire.

"Gholamreza Rassaï a été exécuté ce matin (mardi) dans la prison de Kermans-

hah", dans l'ouest de l'Iran, pour "avoir poignardé à mort un colonel des Gardiens de la Révolution (l'armée idéologique du pays, NDLR) lors des manifestations illégales en novembre 2022", a indi-

qué Mizan Online.

Le 27 novembre 2022, l'agence de presse Tasnim avait rapporté la mort du colonel, présenté comme "le responsable des renseigne-

ments du comté de Sahneh", dans la province de Kermanshah.

Région à majorité kurde, Kermanshah était à l'époque l'un des epicentres du mouvement de contestation, déclenché par la mort en détention en septembre de Mahsa Amini, une jeune femme kurde arrêtée pour non-respect du strict code vestimentaire en vigueur en Iran.

Gholamreza Rezaï a été condamné à mort en octobre 2023 par le tribunal pénal de Kermanshah conformément à la loi du talion, utilisée en

Iran dans les affaires de meurtre et liée à la volonté de la famille de la victime de voir appliquer la peine capitale, a précisé Mizan Online.

L'Union européenne a condamné mardi soir son exécution par la voix d'un porte-parole du chef de sa diplomatie Josep Borrell.

"L'UE condamne dans les termes les plus fermes le recours à la peine capitale en réponse aux dissidences internes", a écrit ce porte-parole dans un communiqué.

"Il est également impératif

que les autorités iraniennes respectent le droit des accusés à une procédure régulière", a-t-il ajouté, rappelant que l'UE était fermement opposée au recours à la peine capitale "en toutes circonstances".

Dix hommes ont jusqu'à présent été pendus après avoir été condamnés en lien avec le mouvement de contestation après la mort de Mahsa Amini.

Plusieurs centaines de personnes, y compris des membres de forces de sécurité, ont été tuées et des milliers

arrêtées lors de ce mouvement décrit par les autorités comme des "émeutes" orchestrées par les pays occidentaux.

Mardi, une cour d'appel a réduit de moitié la peine de trois ans de prison infligée au chanteur populaire Shervin Hajipour, dont le morceau "Baraye" était devenu l'hymne de la contestation.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Mardi 6 août 2024

Turquie: un roman à quatre mains à travers les barreaux

Istanbul, 6 août 2024 (AFP) — Deux écrivains, l'un dehors, l'autre, le plus populaire des dirigeants kurdes en Turquie, dedans. Sans s'être jamais rencontrés, ils ont accouché d'un roman à quatre mains à travers les barreaux, classé dans les meilleures ventes du pays.

Depuis sa sortie le 5 juillet, "Duo au purgatoire", polar rapide et enlevé entre un vieux général tortionnaire et un ancien avocat gauchiste, tous deux en retraite et baignés d'une même amertume, est le roman de l'été.

Sa genèse prend racine dans l'admiration de Yigit Bener, auteur et traducteur de Louis-Ferdinand Céline notamment, pour le leader kurde Selahattin Demirtas, emprisonné depuis 2016 et condamné en mai à 42 ans de prison.

Ex-coprésident du parti kurde HDP/DEM, troisième force politique au parlement, le toujours charismatique chef de file kurde "Selo" Demirtas, 51 ans, faisait face à 47 chefs d'accusation, dont atteinte à l'unité de l'Etat - une affaire

qui vaut à Ankara sa condamnation devant la Cour européenne des droits de l'Homme.

"C'était un pari risqué d'écrire un roman comme on joue aux échecs, coup par coup, sans se concerter sur l'intrigue, les personnages, le style. Sur rien", convient Demirtas dans un entretien (à distance) à une critique littéraire.

De 15 ans son aîné, Yigit Bener, issu d'une lignée d'écrivains, adresse en 2019 au prisonnier sa traduction en turc du "Voyage au bout de la nuit" avec un mot d'encouragement: "l'expression de ma solidarité".

"Je ne pouvais accepter que cet homme pour lequel j'avais voté, comme six millions d'électeurs et dont je partage les idées, se retrouve derrière les barreaux alors que je suis libre".

- "Qui a commencé?" -

Bener, qui a connu l'exil politique dans les années 80, a déjà salué d'une critique élogieuse le premier recueil de

nouvelles de Demirtas, "L'Aurore" (traduit en français et en anglais); une correspondance s'engage entre eux via l'avocat du détenu.

Après la réélection du président Recep Tayyip Erdogan en mai 2023, quand l'espoir d'une libération rapide s'évanouit pour Demirtas, Yigit Bener suggère de pousser les échanges littéraires. "Et si on écrivait un roman, tous les deux?". Sans définir le sujet ni les personnages, précise-t-il.

Qui a commencé? "Interdiction de le dire! On a juste décidé que chacun écrirait à son tour, en alternance". Il s'agit alors surtout de distraire le prisonnier, une plume à défaut d'une clé.

Mais bientôt, de jeux de mots en rebondissements, voilà l'intrigue et 13 chapitres ficelés. "On s'est beaucoup amusé mais il fallait en finir. On l'a laissé reposer deux mois avant de le donner à lire à quelques amis".

L'éditeur de Demirtas, Dipnot, qui a publié ses romans et

nouvelles, tous écrits en prison, endosse aussitôt le projet: après un tirage initial de 55.000 exemplaires, un deuxième est prévu en septembre.

Le défi du départ, lancé comme un gag, est devenu une "intrigue policière tissée sur les quarante dernières années de l'histoire turque et la question kurde", résume Bener.

"Nos histoires personnelles, les trajectoires de Yigit et la mienne ont contribué à façonner le roman. Il m'a motivé quand j'en avais besoin".

"A travers ces deux personnages d'une même génération de perdants, qui partagent un même sentiment de défaite, le livre pose aussi la question de la réconciliation", relève Yigit Bener. "L'idée parle à la Turquie d'aujourd'hui, polarisée comme jamais".

La critique salue un "récit drôle, rapide et enlevé" et les lecteurs se pressent aux premières rencontres dans les librairies.

Bener avoue son embarras, s'excuse de parler seul, sans "Selo". Et emporte partout une bouilloire: le seul appareil électrique que ses geôliers ont trouvé en fouillant sa cellule quand ils soupçonnaient Demirtas de cacher un téléphone portable.

Début juillet, jour de la sortie

du livre, il a enfin été autorisé à lui rendre visite dans sa prison d'Edirne (nord-ouest). "Extrêmement ému", confie-t-il, il rencontre enfin son co-auteur à travers l'hygiaphone.

Soumis à l'isolement, même pour les ateliers manuels, Selahattin Demirtas n'a droit qu'à la visite hebdomadaire

de sa famille et à celles de son avocat.

Ce samedi-là, exceptionnellement, il a été extrait de sa cellule, la même depuis huit ans, 12 m² qu'il occupe avec l'ancien maire de Diyarbakir, la principale ville kurde de Turquie (sud-est), Selçuk Mizrakli.

Pour leur premier face-à-face, les deux auteurs ont commencé par échanger des blagues.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Mercredi 7 août 2024

L'Iran exécute 29 personnes, plusieurs ONG tirent la sonnette d'alarme

Paris, 7 août 2024 (AFP) — L'Iran a pendu mercredi 29 personnes, dont 26 lors d'une exécution collective, a annoncé une ONG, peu après avoir fait l'objet d'une condamnation internationale pour avoir exécuté la veille un homme dans le cadre du mouvement de contestation déclenché par la mort de Mahsa Amini en 2022.

L'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, a déclaré que 26 hommes ont été exécutés dans la prison de Ghezel Hesar, à Karaj, près de Téhéran, et que trois autres hommes ont été exécutés dans une autre prison de cette même ville.

Ils avaient été condamnés pour meurtre, trafic de drogue et viol. Deux ressortissants afghans figuraient parmi eux.

D'autres groupes de défense des droits humains, Human Rights Activists News Agency (HRANA), basée aux États-Unis, et le Centre pour les droits de l'Homme en Iran (CHRI), basé à New York, ont également confirmé l'exécution d'au moins une vingtaine de personnes à Karaj.

Selon Amnesty International, l'Iran exécute plus de personnes par an que n'importe quel autre pays, à l'exception de la Chine. D'après l'IHR, une exécution collective de

cette ampleur était sans précédent ces dernières années en Iran, le dernier exemple comparable remontant à 2009.

Des militants pour les droits humains accusent l'Iran d'utiliser la peine de mort comme moyen d'intimidation face au mouvement de contestation déclenché par la mort en détention en septembre de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée pour infraction au strict code vestimentaire.

"Sans une réponse immédiate de la communauté internationale, des centaines de personnes pourraient être victimes de la machine à tuer de la République islamique dans les mois à venir", a averti le directeur de l'IHR, Mahmood Amiry-Moghaddam.

- "Outil de répression politique"
-

Plusieurs groupes de défense des droits humains avaient condamné plus tôt mercredi l'exécution la veille de Gholamreza Rasaei, la trentaine, dans la prison de Kermanshah, dans l'ouest du pays.

Il a été reconnu coupable du meurtre d'un colonel des Gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique, dans la région de Kermanshah en novembre 2022, selon l'organe de presse

de la justice iranienne Mizan Online.

Gholamreza Rasaei, membre de la minorité kurde, avait été condamné à mort en octobre 2023 conformément à la loi du talion, utilisée en Iran dans les affaires de meurtre et liée à la volonté de la famille de la victime de voir appliquer la peine capitale, a précisé Mizan Online.

Il a été exécuté en secret, sans que ses proches ni son avocat n'en soient informés. Sa famille a ensuite été contrainte d'enterrer son corps dans une zone reculée, loin de chez lui, selon Amnesty International.

Région à majorité kurde, Kermanshah était à l'époque l'un des épicentres du mouvement de protestation déclenché par la mort de Mahsa Amini.

Cette exécution met en évidence la détermination de la République islamique "à utiliser la peine de mort comme un outil de répression politique pour semer la peur au sein de la population", a déploré Diana Eltahawy, directrice adjointe d'Amnesty International pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

L'ONG a jugé que sa condamnation à mort avait été prononcée "à l'issue d'un procès manifestement inéquitable qui

reposait sur des +aveux+" forcés obtenus sous la torture et autres mauvais traitements, notamment des passages à tabac, décharges électriques et violences sexuelles.

L'IHR a rapporté que Rasaei avait lui-même déclaré au tribunal que ses aveux avaient été obtenus sous la torture, ce que le juge a décidé d'ignorer, tout comme deux témoignages d'experts qui le disculpaient, dont un rapport médico-légal.

La France a aussi condamné "avec la plus grande fermeté" son exécution, qualifiant la peine de mort de "châtiment injuste et inhumain".

Pour ces ONG, l'exécution de Gholamreza Rasaei montre qu'il n'y a aucun signe de relâchement dans cette politique de recours à la peine de mort depuis l'élection du nouveau président réformateur Masoud Pezeshkian en juillet.

Alors que les craintes d'un conflit ouvert entre l'Iran et Israël s'amplifient, les défenseurs des droits humains appellent la communauté internationale à ne pas ignorer cette frénésie des pendaisons.

Rasaei est le dixième homme pendu par les autorités iraniennes à la suite de ces manifestations. Plusieurs cen-

taines de personnes, y compris des membres de forces de sécurité, ont été tuées et des milliers arrêtées lors de ce mouvement décrit

par les autorités comme des "émeutes" orchestrées par les pays occidentaux.

L'Iran a exécuté au moins 313

personnes en 2024, selon un précédent décompte d'IHR.

Les informations ci-dessus

de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 août 2024

Iran : des ONG dénoncent une nouvelle exécution "arbitraire et odieuse"

Paris, 7 août 2024 (AFP) — Plusieurs ONG de défense des droits de l'homme ont dénoncé mercredi l'exécution en Iran d'un homme condamné à la peine capitale pour le meurtre d'un militaire, lors du mouvement de contestation déclenché par la mort de Mahsa Amini en 2022.

Gholamreza Rasaei, la trentaine, a été exécuté mardi dans la prison de Kermanshah, dans l'ouest du pays, après avoir été reconnu coupable du meurtre d'un colonel des Gardiens de la révolution dans la région en novembre 2022, selon l'organe de presse de la justice iranienne Mizan Online.

M. Rasaei, membre de la minorité kurde, a été exécuté en secret, sans que sa famille ni son avocat n'en soient informés. Sa famille a ensuite été contrainte d'enterrer son corps dans une zone reculée, loin de chez lui, selon Amnesty International.

Il avait été condamné à mort en octobre 2023 conformément à la loi du talion, utilisée en Iran dans les affaires de meurtre et liée à la volonté de la famille de la victime de voir appliquer la peine capitale, a

précisé Mizan Online. Région à majorité kurde, Kermanshah était à l'époque l'un des epicentres du mouvement de contestation, déclenché par la mort en détention en septembre de Mahsa Amini, une jeune femme kurde arrêtée pour non-respect du strict code vestimentaire en vigueur en Iran.

Plusieurs centaines de personnes, y compris des membres de forces de sécurité, ont été tuées et des milliers arrêtées lors de ce mouvement décrit par les autorités comme des "émeutes" orchestrées par les pays occidentaux.

M. Rasaei est le dixième homme pendu par les autorités iraniennes à la suite de ces manifestations.

- "Outil de répression politique" -

Les groupes de défense des droits humains accusent régulièrement l'Iran d'avoir recours à la peine de mort contre des manifestants sans procédure valide, dans le seul but d'intimider la population.

Cette exécution met en évidence la détermination de la

République islamique "à utiliser la peine de mort comme un outil de répression politique pour semer la peur au sein de la population", a pointé Diana Eltahawy, directrice adjointe d'Amnesty International pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

L'ONG a jugé que sa condamnation à mort avait été prononcée "à l'issue d'un procès manifestement inéquitable qui reposait sur des 'aveux'" forcés obtenus sous la torture et autres mauvais traitements, notamment des passages à tabac, des décharges électriques, l'étouffement et des violences sexuelles.

L'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, a rapporté que Rasaei avait lui-même déclaré au tribunal que ses aveux avaient été obtenus sous la torture, ce que le juge a décidé d'ignorer, tout comme deux témoignages d'experts qui le disculpaient, dont un rapport médico-légal.

- "Exécution arbitraire et odieuse" -

La "condamnation à mort a été prononcée et appliquée sur la base de ses aveux entachés de torture et dans le

but de terroriser la population", a également affirmé Mahmood Amiry-Moghadam, directeur d'IHR.

L'Iran a exécuté au moins 313 personnes en 2024, selon le décompte d'IHR.

Pour ces ONG, l'exécution de M. Rasaei montre qu'il n'y a aucun signe de relâchement dans cette politique de recours à la peine de mort depuis l'élection du nouveau président Massoud Pezeshkian en juillet.

Alors que les craintes d'un conflit ouvert entre l'Iran et Israël grandissent, les défenseurs des droits de l'homme appellent la communauté internationale à ne pas ignorer cette frénésie des pendaisons.

"L'exécution de Rasaei est non seulement inhumaine et archaïque, mais également illégale et injuste, même au regard des lois de la République islamique", a souligné l'ONG Adhorrahman Boroumand Center, basée aux États-Unis.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Mercredi 7 août 2024

La France condamne l'exécution d'un manifestant en Iran

Paris, 7 août 2024 (AFP) — La France ainsi que plusieurs ONG ont condamné mercredi l'exécution d'un manifestant en Iran la veille, tenu pour coupable du meurtre d'un militaire, lors du mouvement de contestation déclenché par la mort de Mahsa Amini en 2022.

"La France condamne avec la plus grande fermeté l'exécution [...] de Gholamreza Rasaei, condamné à mort à la suite de sa participation aux manifestations de l'automne 2022", a déclaré le Quai d'Orsay dans un communiqué.

"La France rappelle son opposition constante à la peine de mort, en tous lieux et en toutes circonstances et son engagement pour l'abolition universelle de ce châtiment injuste et inhumain", a fait valoir le ministère.

Plusieurs ONG de défense des droits de l'homme ont également dénoncé une exécution "inhumaine et archaïque", utilisée par le pouvoir iranien comme un "outil de répression politique".

Gholamreza Rasaei, la trentaine, a été exécuté mardi dans la prison de Kermanshah, dans l'ouest du pays, après avoir été reconnu coupable du meurtre d'un colonel des Gardiens de la révolution dans la région en novembre 2022, selon l'organe de presse de la justice iranienne Mizan Online.

M. Rasaei, membre de la minorité kurde, a été exécuté en secret, sans que sa famille ni son avocat n'en soient informés. Sa famille a ensuite été contrainte d'enterrer son corps dans une zone reculée, loin de chez lui, selon Amnesty International.

Il avait été condamné à mort en octobre 2023 conformément à la loi du talion, utilisée en Iran dans les affaires de meurtre et liée à la volonté de la famille de la victime de voir appliquer la peine capitale, a précisé Mizan Online.

Région à majorité kurde, Kermanshah était à l'époque l'un des épicycles du mouvement de contestation, déclenché par la mort en détention en septembre de Mahsa Amini, une jeune femme kurde arrêtée pour non-respect du strict code vestimentaire en vigueur en Iran.

- "Outil de répression politique" -

Plusieurs centaines de personnes, y compris des membres de forces de sécurité, ont été tuées et des milliers arrêtées lors de ce mouvement décrit par les autorités comme des "émeutes" orchestrées par les pays occidentaux.

M. Rasaei est le dixième homme pendu par les autorités iraniennes à la suite de ces manifestations.

Les groupes de défense des droits humains accusent régulièrement l'Iran d'avoir recouru à la peine de mort contre des manifestants sans procédure valide, dans le seul but d'intimider la population.

Cette exécution met en évidence la détermination de la République islamique "à utiliser la peine de mort comme un outil de répression politique pour semer la peur au sein de la population", a pointé Diana Eltahawy, directrice adjointe d'Amnesty International pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

L'ONG a jugé que sa condamnation à mort avait été prononcée "à l'issue d'un procès manifestement inéquitable qui reposait sur des 'aveux' forcés obtenus sous la torture et autres mauvais traitements, notamment des passages à tabac, des décharges électriques, l'étouffement et des violences sexuelles.

L'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, a rapporté que Rasaei avait lui-même déclaré au tribunal que ses aveux avaient été obtenus sous la torture, ce que le juge a décidé d'ignorer, tout comme deux témoignages d'experts qui le disculpaient, dont un rapport médico-légal.

- "Exécution inhumaine et archaïque" -

La "condamnation à mort a

été prononcée et appliquée sur la base de ses aveux entachés de torture et dans le but de terroriser la population", a également affirmé Mahmood Amiry-Moghaddam, directeur d'IHR.

L'Iran a exécuté au moins 313 personnes en 2024, selon le décompte d'IHR.

Pour ces ONG, l'exécution de M. Rasaei montre qu'il n'y a aucun signe de relâchement dans cette politique de recours à la peine de mort depuis l'élection du nouveau président Massoud Pezeshkian en juillet.

Alors que les craintes d'un conflit ouvert entre l'Iran et Israël grandissent, les défenseurs des droits de l'homme appellent la communauté internationale à ne pas ignorer cette frénésie des pendaisons.

"L'exécution de Rasaei est non seulement inhumaine et archaïque, mais également illégale et injuste, même au regard des lois de la République islamique", a souligné l'ONG Adhorrhman Boroumand Center, basée aux États-Unis.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Mercredi 7 août 2024

Un soldat turc tué dans le nord de l'Irak (ministère)

Ankara, 7 août 2024 (AFP)

— Un soldat turc a été tué dans le nord de l'Irak "par des tirs du PKK", Parti des travailleurs du Kurdistan, a annoncé mercredi le ministère turc de la Défense.

Le soldat a été visé par des tirs du PKK, groupe classé "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux et qui mène une guérilla contre l'Etat turc

depuis 1984, dans la zone de l'opération "griffe-verrou", dans le nord de l'Irak, a précisé le ministère.

La Turquie a lancé l'opération "griffe-verrou" en avril 2022 pour sécuriser sa frontière avec le nord de l'Irak, d'où elle accusait le PKK de lancer des attaques contre le territoire turc.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan avait annoncé mi-juillet la fin imminente de l'opération "griffe-verrou", estimant avoir "enfermé" les Kurdes du PKK.

Ces déclarations étaient intervenues après un regain des opérations militaires turques au Kurdistan autonome du nord de l'Irak, dé-

noncées par Bagdad malgré un rapprochement récent des deux capitales.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Mercredi 7 août 2024 à 19h42

Syrie: dix morts dans un attentat au camion piégé à un poste de contrôle

Beyrouth (Liban), 7 août 2024 (AFP)

— Dix personnes, dont au moins quatre combattants, ont été tuées mercredi dans l'explosion d'un camion piégé à un poste de contrôle dans la ville d'Azaz, dans le nord de la Syrie, a indiqué une ONG.

Un correspondant de l'AFP sur place a aussi rapporté qu'un camion piégé avait explosé à un poste de contrôle de cette ville.

"Dix personnes ont été tuées, dont au moins quatre combattants soutenus par la Turquie", a souligné l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

L'attaque est le résultat "d'un camion piégé qui a explosé au poste de contrôle de Shatt, tenu par la police militaire soutenue par la Turquie

dans la ville d'Azaz", a poursuivi l'ONG basée au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Une source médicale de l'hôpital d'Azaz a pour sa part déclaré à l'AFP que neuf personnes avaient été tuées, dont cinq combattants et quatre civils, et environ 20 autres blessées.

L'identité des responsables n'a pas été dévoilée.

Depuis 2016, la Turquie a mené plusieurs opérations terrestres pour expulser les forces kurdes des zones frontalières du nord de la Syrie.

Les forces pro-turques en Syrie contrôlent désormais deux vastes zones de territoire le long de la frontière.

En juillet, le nord et le nord-ouest de la Syrie ont été le théâtre de manifestations antiturques meurtrières, faisant suite à une émeute contre des entreprises et des propriétés syriennes dans le centre de la Turquie, où un homme syrien avait été accusé de harcèlement sur un enfant.

Des centaines de personnes ont manifesté dans les zones contrôlées par Ankara, certains protestataires armés attaquant des camions turcs ou tentant de prendre d'assaut des points de passage, se heurtant aux gardes-frontières turcs.

Ces manifestations ont également eu lieu alors que des signes de rapprochement entre Ankara et Damas commençaient à émerger.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan avait soutenu les premiers efforts des rebelles pour renverser le président syrien Bachar al-Assad au début de la guerre en 2011.

Mais il a changé de cap ces dernières années, comme le démontrent les rencontres entre responsables des deux pays lors de pourparlers médiatisés par la Russie.

La guerre civile en Syrie a fait plus d'un demi-million de morts et plongé le pays dans une grave crise humanitaire et économique.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9/08/2024

Iran: affrontements entre détenues et gardiens à Evin, Narges Mohammadi blessée

Paris, 9 août 2024 (AFP) — La lauréate iranienne du prix Nobel de la paix Narges Mohammadi et d'autres co-détenues ont été blessées lors d'affrontements avec des gardiens de prison de la prison d'Evin à Téhéran, selon sa famille, qui dit craindre pour sa santé.

"De nombreuses prisonnières politiques, dont Narges Mohammadi, se sont rassemblées (...) pour protester contre l'exécution de Gholamreza Rasaei", a déclaré la famille dans un communiqué jeudi.

"Ordre a été donné de frapper et d'attaquer les femmes, en particulier celles qui se trouvaient en première ligne des protestations qui ont été violemment battues par les forces de sécurité".

L'administration pénitentiaire iranienne a pour sa part démenti cette version, affirmant qu'aucune des détenues n'avait été battue et les accusant d'être à l'origine de l'agression de plusieurs gar-

diens, selon l'agence de presse Tasnim.

La famille indique également qu'après avoir reçu un coup de poing à la poitrine, Narges Mohammadi a souffert d'une "insuffisance respiratoire" et de "vives douleurs thoraciques" qui l'ont faite s'évanouir dans la cour de la prison.

Elle a reçu des soins à l'infirmerie de la prison mais n'a pas été transférée à l'hôpital. "Nous sommes profondément inquiets de l'état de santé de Narges Mohammadi", ont confié ses proches dans le communiqué.

La militante des droits de l'homme, 52 ans, prix Nobel 2023 notamment pour son combat contre la peine de mort, est emprisonnée depuis novembre 2021 et a passé une large part de la dernière décennie en prison.

Ces derniers mois, elle a souffert de violentes douleurs au dos et au genou. En 2021, elle avait dû se faire poser un

stent sur une artère bouchée.

Sa famille, qui vit à Paris, a souligné qu'elle n'avait aucun contact direct avec elle depuis que son droit de téléphoner lui a été retiré en novembre. Elle a expliqué avoir été mise au courant de ces événements par les familles de ses co-détenues.

Des informations ont fait état de tensions dans l'aile de la prison des femmes d'Evin après la condamnation à mort de deux militantes Kurdes, Sharifeh Mohammadi et Pakhshan Azizi, pour appartenance à une organisation interdite.

Malgré sa détention et les problèmes de santé auxquels elle fait face, Mme Mohammadi a continué de faire campagne et a notamment fermement soutenu les manifestations entamées en septembre 2022.

Celles-ci avaient éclaté à travers l'Iran après la mort en détention de Mahsa Amini,

une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée pour avoir violé les règles vestimentaires très strictes de la République islamique à l'égard des femmes.

La militante iranienne a été condamnée en juin à une nouvelle peine d'un an de prison pour "propagande contre l'Etat", qui s'ajoute à une longue liste d'autres chefs d'inculpation, pour lesquels elle a écopé d'une peine de 12 ans et trois mois d'emprisonnement, 154 coups de fouet, deux ans d'exil, et diverses sanctions sociales et pénales.

Les organisations de défense des droits humains affirment que la République islamique a de nouveau intensifié l'usage de la peine de mort après une brève pause consécutive à l'élection du nouveau président Massoud Pezeshkian.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Vendredi 9 août 2024

Iran: Au moins 345 personnes exécutées en 2024, selon l'ONU

Genève, 9 août 2024 (AFP) — Au moins 345 personnes, dont 15 femmes, ont été exécutées cette année en Iran, s'est alarmé vendredi le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme.

Il y a deux jours, l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, a affirmé que l'Iran a pendu, le 7 août, 29 personnes, dont 26 lors d'une exécution collective dans la prison de Ghezel Hesar, à

Karaj, près de Téhéran. Trois autres hommes ont été exécutés dans une autre prison de cette même ville, selon l'ONG.

Ils avaient été condamnés pour meurtre, trafic de drogue et viol.

"Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Turk, est extrêmement préoccupé" par ces informations, a déclaré

une porte-parole à Genève, Liz Throssell.

"Cela représente un nombre alarmant d'exécutions en si peu de temps", a-t-elle observé, lors d'un point de presse régulier de l'ONU.

De son côté, le Haut-Commissariat a "vérifié que 38 personnes avaient été exécutées en juillet" en Iran, "ce qui porte le nombre d'exécutions à au moins 345 cette année, dont

15 femmes", a-t-elle dit.

Selon l'ONU, près de la moitié des exécutions depuis le début de l'année 2024 concernaient des infractions liées à la drogue.

La porte-parole du Haut-Commissariat a rappelé que "l'imposition de la peine de mort pour des infractions n'ayant pas trait à un homicide volontaire est incompatible avec les normes internatio-

nales en matière de droits humains".

Le Haut-Commissariat est également préoccupé "par l'absence de procédures en bonne et due forme et de procès équitables", a indiqué Mme Throssell, alors que "dans de nombreux cas, plusieurs exécutions ont eu lieu sans que la famille du prison-

nier ni son avocat n'en soient informés".

L'ONU a appelé à de multiples reprises l'Iran à imposer un moratoire sur les exécutions, en vue d'abolir à terme la peine de mort.

Des militants pour les droits humains accusent l'Iran d'utiliser la peine de mort comme

moyen d'intimidation face au mouvement de contestation déclenché par la mort en détention en septembre de Mahsa Amini, une Kurde irannienne de 22 ans arrêtée pour infraction au strict code vestimentaire.

Plusieurs centaines de personnes, y compris des membres de forces de sécurité,

ont été tuées et des milliers arrêtées lors de ce mouvement décrit par les autorités comme des "émeutes" orchestrées par les pays occidentaux.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Dimanche 11 août 2024

Iran: peines réduites pour deux journalistes ayant couvert l'affaire Amini

Téhéran, 11 août 2024 (AFP) — La justice iranienne a réduit les peines de deux journalistes arrêtées après avoir couvert la mort de Mahsa Amini en 2022, à l'origine d'une vague de manifestations en Iran, ont annoncé leurs avocats dimanche.

Elaheh Mohammadi, 37 ans, et Niloufar Hamed, 31 ans, ont été acquittées par deux cours d'appel de Téhéran de l'accusation de collaboration avec les Etats-Unis, ont précisé leurs avocats aux quotidiens Shargh et Ham Mihan.

Elles sont en liberté sous caution après avoir passé plus d'un an en prison.

Les deux journalistes avaient été emprisonnées en septembre 2022, quelques jours après avoir contribué à rendre publique la mort en détention de la jeune Kurde Mahsa

Amini, accusée d'avoir enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique. Ce décès avait été le point de départ d'un vaste mouvement de protestation dans le pays.

A l'origine, Mme Mohammadi, reporter de Ham Mihan, avait été condamnée en 2023 à une peine de six ans de prison pour collaboration avec les Etats-Unis, cinq ans pour complot contre la sécurité du pays et un an pour propagande contre l'Iran.

Mme Hamed, photographe du journal Shargh, avait elle été condamnée à sept ans d'emprisonnement pour coopération avec les Etats-Unis, cinq ans de prison pour complot contre la sécurité du pays et un an pour propagande contre l'Iran.

En janvier, le pouvoir judiciaire

a engagé de nouvelles poursuites contre les deux femmes pour avoir posé pour des photos sans voile, obligatoire en Iran, peu après leur libération le même mois.

Leurs avocats ont déclaré que les peines ne portant pas sur la collaboration avec les Etats-Unis avaient été confirmées par la cour d'appel, et qu'elles seraient purgées simultanément.

Mais ils ont dit espérer que les journalistes bénéficient d'une amnistie annoncée l'an dernier par le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei.

"Vu que les deux autres accusations remplissent toutes les conditions de la directive d'amnistie, nous espérons qu'Elaheh Mohammadi sera graciée et que cette affaire sera close par la délivrance d'un ordre de suspension de

l'exécution", a déclaré son avocat Shahab Mirolohi.

Les conseils de Mme Hamed ont fait une déclaration similaire.

Plusieurs centaines de personnes, incluant des membres de forces de l'ordre, ont été tuées durant le mouvement de protestation déclenché par la mort de Mahsa Amini. Des milliers d'autres ont été arrêtées pour avoir participé aux manifestations décrites par les autorités comme des "émeutes" orchestrées par les pays occidentaux.

Neuf personnes ont été pendues en lien avec ces événements.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 août 2024

Face au dur été irakien les habitants d'Erbil manquent d'eau

Erbil (Irak), 12 août 2024 (AFP) — Les robinets sont à sec et les puits presque vides. A Erbil, capitale du Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak, Babir, 80 ans, ne s'est pas lavé depuis des semaines et attend avec impatience les

livraisons d'eau par camion.

"Il n'y a rien de pire que de ne pas avoir d'eau", témoigne cet habitant, qui ne souhaite pas donner son nom, dans sa modeste maison d'Erbil.

Comme plusieurs zones densément peuplées de la ville, son quartier de Darto dépend principalement des eaux souterraines pour son alimentation.

Depuis des années, Babir et ses voisins redoutent l'été,

anticipant des robinets secs en raison de la sécheresse, du manque de puits et des pannes de courant qui arrêtent les pompes à eau.

Pour se laver, cuisiner, faire la lessive ou arroser les plantes, ils

dépendent des livraisons d'eau faites par camion.

D'habitude "on prend un bain une fois tous les quinze jours", raconte Babir.

Depuis le toit de sa maison, il a repéré un camion-citerne arrivant dans son quartier avant de se précipiter dans la rue pour demander un réapprovisionnement.

Cette fois, la livraison provient d'une organisation humanitaire locale.

Mais lorsqu'une telle aide n'est pas disponible, il doit payer avec sa maigre pension ou dépendre de sa famille pour le fournir en eau et d'autres produits de première nécessité.

Les habitants d'Erbil sont descendus dans la rue à plusieurs reprises au fil des années pour exiger des solutions, mais selon Babir, ces appels lancés aux au-

torités sont restés sans réponse.

- "Puits à sec" -

L'Irak est connu comme le pays des deux fleuves, en référence au Tigre et à l'Euphrate autrefois puissants. Mais le niveau des eaux a chuté et l'ONU classe le pays comme l'un des plus touchés par le changement climatique.

Outre la sécheresse, les autorités accusent les barrages en amont construits par les voisins de l'Irak, Iran et Turquie, d'avoir considérablement réduit le niveau des eaux du Tigre et de l'Euphrate.

Erbil compte sur 1.240 puits répartis dans toute la ville et sur une station de distribution d'eau qui s'alimente dans le cours supérieur du Grand Zab, fleuve qui prend sa source en Turquie et rejoint le Tigre en Irak.

"Plus de 25% des puits sont à

sec cette année", selon des déclarations à la presse du gouverneur d'Erbil, Omed Khoshnaw.

Les autorités locales affirment avoir alloué 1,5 milliard de dinars irakiens (plus d'un million de dollars) pour aider à résoudre la crise, notamment en creusant de nouveaux puits et en fournissant de l'électricité via le réseau électrique ou des générateurs.

Un responsable local, Nabz Abdul Hamid, a expliqué que les pannes de courant ont eu de lourdes conséquences sur les pompes des puits dans les zones résidentielles.

- "Solutions radicales" -

Dans le quartier de Darto, une personne manoeuvre habilement le tuyau du camion humanitaire et l'eau jaillit dans un réservoir. Une jeune fille attend pour remplir des bouteilles en plastique, des

enfants s'aspergent le visage d'eau, pour se soulager de la chaleur.

Mais quand il s'agit de se laver, Surur Mohamad, 49 ans, explique qu'il se rend dans un village voisin où il y a un approvisionnement constant en eau.

L'eau transportée par camion fournie par des organisations humanitaires "n'est pas une solution", dit-il, en dénonçant une mauvaise infrastructure des canalisations qui a exacerbé le problème.

"Le gouvernement doit trouver des solutions radicales, car s'appuyer uniquement sur les puits" n'est plus viable, surtout avec la sécheresse, plaide-t-il.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Jeudi 15 août 2024

Accord de coopération militaire renforcée Turquie-Irak face au PKK

Istanbul, 15 août 2024 (AFP)

— La Turquie a annoncé jeudi un accord de coopération militaire avec l'Irak avec l'installation de centres de commandement et d'entraînement communs contre les combattants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), que Bagdad a décidé d'interdire en tant que parti.

"Nous allons porter notre coopération au plus haut niveau grâce aux centres de commandement et d'entraînement communs inclus dans notre accord", a indiqué le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan, après une entretien à huis clos à Ankara avec son homologue irakien Fouad Hussein.

Selon son ministère, "un centre conjoint de coordination

sécuritaire est en cours de création à Bagdad" et, parallèlement, "un centre conjoint de formation et de coopération est formé à Bashiqa" près de Mossoul, dans le nord de l'Irak.

M. Fidan, qui s'exprimait lors d'une déclaration à la presse au côté de M. Hussein, a salué un "accord historique" et noté "une sensibilisation croissante de l'Irak sur le PKK".

Pour le ministre irakien, "la présence d'éléments du PKK à Qandil, Mahmur et Sindjar (nord) est un danger pour la région du Kurdistan et d'autres villes irakiennes. Elle menace aussi la société irakienne". "Aussi le gouvernement irakien a décidé d'ajouter le PKK à la liste des partis interdits",

a-t-il poursuivi.

Il a précisé que "le camp de Bashiqa sera transformé en camp d'entraînement irakien sous la responsabilité des forces armées irakiennes" et qu'une "commission conjointe permanente sera installée en Turquie".

"La coopération entre la Turquie et l'Irak a atteint un niveau élevé, il s'agit d'une avancée historique" a-t-il insisté soulignant que la notion de "sécurité" concernait également les questions de l'eau, des échanges commerciaux, l'énergie, les transports et l'agriculture notamment, alors que l'utilisation des deux grands fleuves de Mésopotamie, le Tigre et l'Euphrate, qui prennent tous deux leur source en Turquie, est source

de tensions récurrentes entre les deux pays.

"Nous avons évoqué le combat contre les organisations terroristes de part et d'autre de nos frontières, contre la contrebande et les migrations illégales" a-t-il encore précisé.

L'armée turque mène de fréquentes opérations le long de la frontière et en territoire irakien pour traquer les combattants du PKK, qu'Ankara considère comme une organisation terroriste, de même que les Etats-Unis et la plupart des pays occidentaux.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Jeudi 15 août 2024

Iran: le rappeur Salehi reste en prison, sous le coup de nouvelles poursuites, selon son avocat

Téhéran, 15 août 2024 (AFP)

— Le célèbre rappeur iranien Toomaj Salehi, dont la condamnation à mort pour participation au mouvement de protestation de 2022 a été annulée en juin, a été mis en cause dans une autre affaire et reste détenu, selon son avocat.

Le chanteur de 33 ans avait été arrêté en octobre 2022 après avoir publiquement soutenu les manifestations qui avaient éclaté un mois plus tôt, déclenchées par la mort en détention de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, arrêtée par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le strict code vestimentaire imposé aux femmes en Iran.

M. Salehi avait été condamné en avril dernier à la peine capitale pour "corruption sur

Terre", l'un des chefs d'accusation les plus graves en Iran, mais la cour suprême avait annulé en juin cette condamnation.

Mercredi, un tribunal de la province centrale d'Ispahan l'a blanchi de cette accusation lors d'un nouveau procès et a mis fin aux poursuites le visant pour d'autres chefs d'accusation.

Mais selon son avocat, Amir Raisian, le "dépôt d'un nouveau dossier" a empêché sa libération.

"Une plainte a été déposée contre M. Salehi pour l'une de ses chansons", a expliqué mercredi Me Raisian, au site Internet du quotidien Shargh.

"Dans cette affaire, l'enquêteur a émis un ordre de libération sous caution et un ordre d'ar-

restation", selon lequel "M. Salehi ne sera pas libéré tant que l'affaire n'aura pas été tranchée", a ajouté l'avocat.

"M. Salehi a été informé d'accusations de profanation et d'incitation aux émeutes", a encore précisé M. Raisian. L'accusation de profanation peut être retenue pour des propos jugés critiques envers les valeurs islamiques.

Plusieurs centaines de personnes, dont des membres des forces de l'ordre, ont été tuées et des milliers arrêtées au cours des grandes manifestations qui se sont tenues en octobre et novembre 2022 en Iran après la mort de Masha Amini, avant de refluer.

En janvier, un autre chanteur, Mehdi Yarrahi, qui avait critiqué l'obligation pour les

femmes de porter le voile, a été condamné à deux ans et huit mois de prison pour de multiples chefs d'accusation.

Le tribunal a ensuite transformé cette peine en assignation à résidence en raison de problèmes de santé du chanteur.

Dix personnes ont été exécutées en lien avec la mobilisation de 2022.

En Iran, les femmes doivent obligatoirement se couvrir le cou et la tête depuis 1983, à la suite de la Révolution islamique de 1979.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 août 2024

Turquie: les députés rejettent la restitution du mandat d'un député en prison après une violente bagarre

Ankara, 16 août 2024 (AFP)

— Les députés turcs ont refusé vendredi soir d'examiner une motion de l'opposition sur la restitution du mandat d'un député en prison après une violente bagarre qui a fait au moins deux blessés plus tôt dans la journée.

L'examen de la décision de la Cour constitutionnelle sur la restitution du mandat de Can Atalay a été rejeté par les votes des députés des partis composant la majorité au pouvoir, l'AKP (islamo-conservateur) du président turc Recep Tayyip Erdogan et du MHP (nationaliste).

La session parlementaire avait plus tôt été suspendue à la suite d'une échauffourée qui a fait au moins deux blessés.

La bagarre a éclaté lorsqu'un député AKP, Alpay Ozalan, a donné un coup de poing au député d'opposition Ahmet Sik, alors que ce dernier critiquait le gouvernement à propos du député détenu, Can Atalay.

D'autres députés sont alors intervenus, provoquant une violente bagarre entre des dizaines de membres du parlement pendant presque une demi-heure.

Au moins deux députés de l'opposition, un élu du CHP (social démocrate) et une élue du DEM (pro-kurde), ont été légèrement blessés par des coups au niveau des yeux.

D'autres députés de l'AKP ont donné des coups au député d'opposition Ahmet Sik alors qu'il était tombé au sol, a vu un journaliste de l'AFP sur place.

Des gouttes de sang ont éclaboussé le sol, a constaté l'AFP.

"J'ai honte d'avoir été témoin de cette situation", a réagi le dirigeant du CHP, principal

parti de l'opposition, Ozgur Ozel.

"Les députés de l'AKP, qui ne reconnaissent pas la loi et n'appliquent pas les décisions de la Cour constitutionnelle, transforment le Parlement en une arène de violence (...). Nous condamnons fermement cette agression", a réagi de son côté le parti pro-kurde DEM.

Une sanction de "condamnation" a été décidée pour les deux députés à l'origine de la bagarre, a annoncé le président du parlement Numan Kurtulmus.

-Bataille judiciaire-

Elu en mai 2023 depuis sa cellule de prison, M. Atalay a été déchu en janvier de son mandat parlementaire.

L'avocat, élu sous la bannière du Parti des travailleurs de Turquie (TIP, gauche), avait été condamné en avril 2022 à 18 ans de prison, accusé d'avoir cherché, avec le philanthrope Osman Kavala -

condamné à la prison à vie - à renverser le gouvernement en 2013 à travers une vague de manifestations sans précédent.

Le député de la province d'Hatay (sud), qui rejette ces accusations, est depuis plusieurs mois au coeur d'une bataille judiciaire opposant deux des plus hautes juridictions de Turquie.

La Cour constitutionnelle a ordonné par deux fois la remise en liberté de l'élu, âgé de 47 ans, arguant que son droit à la "liberté" et à la "sécurité individuelle", ainsi que celui d'être "élu et de mener des activités politiques", avaient été "violés".

Les avis de la Cour constitutionnelle, rendus en octobre, ont été contestés par la Cour de cassation.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan avait alors pris le parti de cette dernière en accusant la Cour constitutionnelle "d'accumuler les erreurs".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23/08/2024

Irak: deux journalistes tuées dans une frappe contre le PKK imputée à la Turquie (responsables)

Souleimaniyeh (Irak), 23 août 2024 (AFP) — Deux journalistes femmes ont été tuées et un homme blessé vendredi au Kurdistan d'Irak dans une frappe de drone visant leur véhicule, un bombardement imputé à l'armée turque engagée contre les combattants kurdes turcs du PKK, ont indiqué des responsables locaux à l'AFP.

Ce n'est "pas l'armée turque", a indiqué à l'AFP le ministre turc de la Défense à Ankara, interrogé sur ce bombardement vendredi matin dans le secteur de Sayyid Sadek, au Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak.

Un responsable de sécurité irakien, s'exprimant sous anonymat, a toutefois assuré à l'AFP qu'un "drone appartenant vraisemblablement à l'armée turque a bombardé un véhicule transportant des journalistes" dans le secteur de Sayyid Sadek à l'est de Souleimaniyeh, deuxième ville du Kurdistan.

Les liens supposés des victimes avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ou des entités médiatiques affiliées ont été démentis par des responsables en Irak.

"Les victimes du bombardement aérien (...) sont deux journalistes, et non les membres d'un groupe armée qui représenteraient une menace à la sécurité et à la stabilité de tout pays ou région", a assuré le vice-Premier ministre du Kurdistan, Qubad Talabani, dont le parti est directement aux manettes à Souleimaniyeh.

Dans un communiqué, il a dénoncé "un meurtre sans justification" ainsi qu'une "violation flagrante de la souveraineté territoriale irakienne".

"Deux femmes journalistes ont été tuées", a confirmé à l'AFP le chef de la branche de Souleimaniyeh du syndicat des journalistes, Karouan Anwar, devant la morgue locale. Lors d'un point de presse, le

directeur de la maison de production médiatique kurde "CHATR", Kamal Hama Ridha, a confirmé la mort de deux journalistes employées par son institution, l'une Kurde irakienne originaire de la province de Souleimaniyeh et la deuxième une Kurde de Turquie.

Mais de leur côté, les services antiterroristes d'Erbil, capitale régionale du Kurdistan, ont eux rapporté la frappe "d'un drone de l'armée turque contre un véhicule de combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan dans le district de Sayyid Sadek".

"Un responsable du PKK, son chauffeur et un combattant ont été tués" dans ce bombardement, ajoute le communiqué.

Ankara confirme épisodiquement ses bombardements en territoire irakien, où elle mène régulièrement des opérations terrestres et aériennes contre le PKK.

Les combattants kurdes turcs disposent de bases arrières au Kurdistan autonome d'Irak, qui accueille aussi depuis 25 ans des dizaines de bases militaires turques.

En lutte armée contre les autorités turques depuis 1984, le PKK est classé groupe "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

A l'issue d'une visite en Irak de responsables turcs, Bagdad avait discrètement classé en mars le PKK comme "organisation interdite". Mi-août la Turquie et l'Irak ont signé un accord de coopération militaire portant sur l'installation de centres de commandement et d'entraînement communs dans le cadre de la lutte contre le PKK.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 août 2024

Irak: manifestation contre une frappe de drone ayant tué deux journalistes

Souleimaniyeh (Irak), 24 août 2024 (AFP) — Plusieurs dizaines de manifestants se sont rassemblés samedi à Souleimaniyeh, deuxième ville du Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak, pour dénoncer une frappe de drone imputée à l'armée turque ayant tué la veille deux journalistes affiliés au PKK.

Interrogé par l'AFP, le ministre turc de la Défense a démenti toute responsabilité dans ce bombardement survenu vendredi dans le secteur de Sayyid Sadek. Un responsable de sécurité irakien, ainsi que les services antiterroristes à Erbil, capitale régionale du Kurdistan, évoquaient une potentielle frappe de drone de l'armée turque.

Le bombardement, qui a aussi fait un blessé, a tué Gulistan Tara, journaliste Kurde

de Turquie âgée de 40 ans, et Hero Bahadin, monteuse vidéo de 27 ans, Kurde irakienne, selon le Comité pour la protection des journalistes (CPJ). Elles travaillaient pour la maison de production CHATR, qui alimente deux "chaînes d'information financées par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)", d'après la même source.

Une centaine de personnes -journalistes et militants- se sont rassemblées samedi dans un jardin public de Souleimaniyeh, brandissant des portraits des deux femmes, selon un journaliste de l'AFP. "Les martyrs ne mourront pas", a notamment scandé la foule.

"Les bombardements turcs affectent tout le monde au Kurdistan, les populations civiles en sont victimes, la vie dans les campagnes s'est

quasi-arrêtée parce qu'il n'est pas possible de vivre avec des frappes de jour, de nuit, chaque minute et chaque heure", déplore la militante Robar Ahmed.

Les militaires turcs confirment épisodiquement les bombardements en territoire irakien, où ils mènent régulièrement des opérations terrestres et aériennes contre le PKK. L'organisation, engagée dans une lutte armée contre les autorités turques depuis 1984, est classée "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

Les combattants kurdes turcs disposent de bases arrières au Kurdistan autonome d'Irak, qui accueille aussi depuis 25 ans des dizaines de bases militaires turques.

Bagdad avait discrètement classé en mars le PKK

comme "organisation interdite". Mi-août, la Turquie et l'Irak ont signé un accord de coopération militaire portant sur l'installation de centres de commandement et d'entraînement communs dans le cadre de la lutte contre le PKK.

Rahman Ghareeb, directeur du centre METRO pour les droits des journalistes, a dénoncé lors de la manifestation la "faiblesse" des prises de position en Irak face aux opérations militaires turques dans le pays contre le PKK.

"L'Irak et le Kurdistan ont conclu avec la partie turque un accord de sécurité qui les contraint à la participation", a-t-il accusé.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24/08/2024

Washington dit avoir tué un responsable jihadiste en Syrie

Washington, 24 août 2024 (AFP) — Les forces armées américaines ont annoncé avoir abattu vendredi un haut responsable d'un groupe de combattants affilié à Al-Qaïda lors d'une frappe en Syrie.

Ce groupe, Tanzim Hurras ad-Din, "est une force liée à Al-Qaïda en Syrie et partage son objectif de mener des attaques contre les intérêts des Etats-Unis et des Occidentaux", a écrit le commandement mili-

taire américain pour le Moyen-Orient (Centcom) dans un communiqué.

Abu Abdul Rahman al-Makki, tué "lors d'une attaque cinématique ciblée en Syrie", était "un haut responsable en charge des opérations terroristes en Syrie", précise le Centcom.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme avait affirmé plus tôt qu'une frappe de drone sur une moto dans la

campagne au sud d'Idleb avait tué cet homme, affirmant qu'il était saoudien.

Les Etats-Unis déploient près de 900 soldats en Syrie au sein de la coalition antijihadiste conçue pour combattre le groupe Etat islamique (EI).

L'EI a pris le contrôle de pans entiers de Syrie en 2014, imposant un règne de terreur avant d'être défait en 2019 par une coalition internationale dirigée par les Etats-Unis et

aidée des forces kurdes syriennes.

Depuis la défaite territoriale du groupe, des jihadistes se sont repliés sur le vaste désert syrien et continuent de mener des attaques meurtrières, visant principalement l'armée et les forces dominées par les Kurdes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 août 2024

Un rapprochement avec Ankara n'est pas conditionné par un retrait turc de Syrie (Assad)

Damas, 25 août 2024 (AFP) — Le président syrien Bachar al-Assad a déclaré dimanche qu'un rapprochement avec Ankara n'était pas conditionné par un retrait turc du territoire syrien, comme l'exigeait Damas.

Les deux pays ont rompu toutes relations officielles en 2011, après le début du conflit syrien qui dure depuis plus de 13 ans et a morcelé le pays.

Mais début juillet, Recep Tayyip Erdogan avait affirmé qu'il pourrait inviter M. Assad en Turquie à tout moment, en main tendue à laquelle le président syrien avait répondu en posant des conditions.

Depuis 2022, Damas exigeait que la Turquie retire ses forces, qui contrôlent deux zones frontalières au nord du pays et exercent une influence dans le nord-ouest, contrôlé par les jihadistes, en préalable à une rencontre entre les deux dirigeants et à toute normalisation des relations.

Les propos de certains responsables turcs, selon lesquels la Syrie aurait déclaré que "si un retrait n'avait pas lieu, nous ne rencontrerions pas les Turcs, sont loin de la réalité", a déclaré M. Assad lors d'un discours devant le Parlement à Damas dimanche.

Partenaire politique et économique privilégié de Damas, la

Turquie avait, au début du soulèvement populaire en Syrie, conseillé à son allié d'engager des réformes politiques, puis appelé à la démission de Bachar al-Assad.

En mars 2012, la Turquie a fermé son ambassade à Damas, le président Erdogan taxant Bachar al-Assad de "meurtrier" et "terroriste". Ankara a alors accueilli les groupes de l'opposition politique syrienne et engagé un soutien aux rebelles armés.

Mais la Turquie a ensuite mis en avant la nécessité d'empêcher qu'un "corridor de la terreur" - selon les mots de M. Erdogan - ne s'ouvre dans le nord de la Syrie, où les Kurdes ont installé une administration autonome, refusée

par Ankara comme par Damas.

En août 2022, Ankara avait pour la première fois dit vouloir réconcilier l'opposition et le régime en Syrie, provoquant la colère des opposants et rebelles syriens.

Fin 2022, les ministres turc et syrien de la Défense s'étaient entretenus lors d'une réunion à Moscou avec leur homologue russe, une première rencontre officielle à ce niveau depuis 2011.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27/08/2024

Syrie: un journaliste travaillant pour l'AFP appréhendé par des forces proturques

Beyrouth (Liban), 27 août 2024 (AFP) — Un journaliste travaillant pour plusieurs médias dont l'Agence France-Presse dans le nord de la Syrie sous contrôle des factions proturques, Bakr al-Kassem, a été arrêté par les autorités locales, a indiqué mardi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Selon cette ONG, les raisons de l'arrestation de M. Kassem par la police militaire locale, relevant des factions proturques, ne sont pas connues.

Son épouse, la journaliste Nabihah Taha, jointe par l'AFP, a précisé que le couple avait été arrêté lundi dans la ville d'Al-Bab, proche de la frontière avec la Turquie, où ils résident, alors

qu'ils revenaient en voiture de la couverture d'un événement.

"J'ai été relâchée un peu plus tard, mais mon mari reste détenu", a-t-elle ajouté, indiquant ne pas connaître la raison de son arrestation ni le lieu où il est détenu.

Nabihah Taha a ajouté que leurs deux téléphones avaient été saisis, ainsi que l'ordinateur et les caméras de M. Kassem lors d'une perquisition ultérieure à leur domicile.

L'OSDH, basée au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, affirme que le journaliste a été "battu lors de son arrestation par la police militaire et les services

de renseignements turcs".

Contacté par l'AFP, le chef du "gouvernement intérimaire" syrien qui administre ces régions, Abdurrahman Mustafa, a déclaré que si l'arrestation de M. Kassem est "liée à la liberté de la presse, elle sera examinée et traitée au plus vite".

Bakr al-Kassem a commencé à travailler en 2018 pour l'Agence France-Presse et a couvert de nombreux épisodes de la guerre en Syrie, ainsi que le tremblement de terre meurtrier en février 2023, dans lequel il a perdu 17 membres de sa famille. Il travaille également pour l'agence turque Anadolu et de médias syriens locaux.

"Nous appelons les autorités locales dans le nord de la Syrie à libérer immédiatement notre correspondant Bakr al-Kassem et à lui permettre de reprendre son travail librement", a déclaré Sophie Huet, rédactrice en chef de l'AFP.

La Syrie a été morcelée par la guerre qui a éclaté en 2011 après la répression de manifestations prodémocratie, et l'armée turque y contrôle avec des groupes affiliés deux vastes zones frontalières après avoir mené des opérations d'envergure contre les groupes kurdes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 août 2024

Deux figures du cinéma iranien inculpées pour avoir enlevé le voile

Téhéran, 28 août 2024 (AFP) — Une importante réalisatrice iranienne et sa fille, actrice, ont été inculpées mercredi par la justice pour être apparues en public sans porter le voile obligatoire dans la République islamique, a annoncé l'organe de presse du pouvoir judiciaire.

"Le procureur de Téhéran a inculpé la réalisatrice Rakhsan Banietemad et sa fille l'actrice Baran Kowsari après qu'elles ont retiré leur hijab dans un lieu public", a indiqué

Mizan Online.

Depuis la Révolution islamique de 1979, le port du voile est obligatoire en Iran pour toutes les femmes, même étrangères, qui doivent dissimuler leurs cheveux dans les endroits publics.

Agée de 70 ans, Mme Banietemad a été primée à plusieurs reprises au festival Fajr de Téhéran, la plus importante manifestation cinématographique du pays.

Sa fille Baran, une célèbre comédienne de 38 ans, a remporté notamment le prix de la meilleure actrice en 2015 dans le même festival.

Mardi, des photos de deux femmes posant tête nue dans un événement cinématographique à Téhéran étaient devenues virales sur les réseaux sociaux.

De plus en plus de femmes apparaissent sans voile en public en Iran, notamment après le mouvement de

contestation déclenché par la mort en détention en septembre 2022 de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne arrêtée pour infraction au strict code vestimentaire.

De nombreuses personnalités du cinéma iranien ont été inquiétées par les autorités durant la répression des manifestations.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Jeudi 29 août 2024

Irak: un "drone turc" abattu par l'armée dans une ville du nord

Kirkouk (Irak), 29 août 2024 (AFP) — Un "drone turc", abattu par l'armée irakienne, est tombé jeudi à Kirkouk, métropole du nord de l'Irak, ont annoncé des responsables militaires irakiens, Ankara poursuivant chez son voisin des opérations militaires contre les combattants kurdes turcs du PKK.

Ayant pris peur quand le drone est tombé, un menuisier a été victime d'une chute sur un chantier dans le centre de Kirkouk, et transporté à l'hôpital, d'après un responsable de la police locale s'exprimant sous couvert d'anonymat.

Ankara confirme épisodiquement ses bombardements en territoire irakien, où elle mène

régulièrement des opérations terrestres et aériennes contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), classé organisation "terroriste" par la Turquie et ses alliés occidentaux.

Jeudi matin, un drone est tombé sur un domicile dans le centre de la ville de Kirkouk, provoquant des dégâts matériels, ont confirmé à l'AFP un responsable militaire et un autre de la police de Kirkouk, s'exprimant sous couvert d'anonymat.

"Un drone turc ayant pénétré l'espace aérien irakien a été abattu", a indiqué à des journalistes le commandant adjoint de la défense aérienne à Kirkouk, le général Abdel Salam Ramadan, s'exprimant

lors d'un point presse sur le site où l'aéronef est tombé.

Le drone venait "de la direction de Souleimaniyeh", deuxième grande ville du Kurdistan autonome, plus au nord.

Kirkouk et sa province éponyme riche en pétrole sont sous le contrôle du pouvoir fédéral de Bagdad et jouxtent les territoires du Kurdistan autonome.

Dans le nord de l'Irak, les combattants du PKK disposent de bases arrières au Kurdistan autonome, la région accueillant également depuis vingt-cinq ans des dizaines de bases militaires turques.

Bagdad avait discrètement classé en mars le PKK comme "organisation interdite". A la mi-août, la Turquie et l'Irak ont signé un accord de coopération militaire portant sur l'installation de centres de commandement et d'entraînement communs dans le cadre de la lutte contre le PKK.

L'incident intervient près d'une semaine après une frappe de drone imputée à l'armée turque, qui a coûté la vie à deux journalistes affiliées au PKK dans une région à l'est de Souleimaniyeh.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.